

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics.
Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement flamand du 25 janvier 2019 concernant les zones de dégagement établies le long des autoroutes ne s'applique pas à la partie des travaux d'infrastructure pour les remblais à l'ouest de l'autoroute A12 et de sa sortie vers le Noordlandbrug dans le cadre de la construction d'un bassin d'attente pour la navigation intérieure à côté du canal Escaut-Rhin.

Art. 2. Le Ministre flamand compétent pour l'infrastructure et la politique routières est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 décembre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics,

L. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/30297]

23 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de l'Agriculture, articles D.4 et D.134, alinéa 1^{er}, 2°, 3° à 5°, 8° et 9°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales;

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 établissant un règlement de contrôle et de certification des semences de céréales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 17 juin 2021;

Vu le rapport du 21 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 174/2021 de l'Autorité de protection des données, donné le 4 octobre 2021;

Vu l'avis 70.167/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la nécessité de modifier l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 pour le mettre en conformité avec les modifications apportées par la Directive d'exécution (UE) 2021/415 de la Commission du 8 mars 2021 et par la Directive d'exécution (UE) 2021/2171 de la Commission du 7 décembre 2021, dont les délais de transposition sont fixés au 31 janvier 2022;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive 66/402/CEE du Conseil du 14 juin 1966 concernant la commercialisation des semences de céréales, modifiée pour la dernière fois par la Directive d'exécution 2021/415 de la Commission du 8 mars 2021 modifiant les Directives 66/401/CEE et 66/402/CEE afin d'adapter à l'évolution des connaissances scientifiques et techniques les groupes taxonomiques et les noms de certaines espèces de semences et de mauvaises herbes.

Le présent arrêté transpose également la Directive d'exécution (UE) 2021/2171 de la Commission du 7 décembre 2021 modifiant la Directive 66/402/CEE du Conseil en ce qui concerne le poids d'un lot de semences et le poids d'un échantillon d'*Avena nuda*.

Art. 2. Le présent arrêté concerne la production en vue de la commercialisation ainsi que la commercialisation des semences de céréales à l'intérieur de l'Union européenne.

Pour les semences de céréales destinées à l'exportation vers les pays tiers, pour autant que la destination puisse être prouvée et que les semences soient identifiées en ce sens, seules les dispositions des chapitres 11 et 12 de l'annexe 6 s'appliquent.

Art. 3. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° la commercialisation : la vente, la détention en vue de la vente, l'offre de vente ou toute cession, toute fourniture ou tout transfert, en vue d'une exploitation commerciale, de semences à des tiers, que ce soit contre rémunération ou non;

2° les céréales : les plantes des espèces suivantes destinées à la production agricole ou horticole, à l'exclusion des usages ornementaux :

1	<i>Avena nuda</i> L.	Avoine nue
2	<i>Avena sativa</i> L. (y compris <i>A. byzantina</i> K. Koch)	Avoine cultivée et avoine byzantine

3	<i>Avena strigosa</i> Schreb.	Avoine maigre, avoine rude
4	<i>Hordeum vulgare</i> L.	Orge
5	<i>Oryza sativa</i> L.	Riz
6	<i>Phalaris canariensis</i> L.	Alpiste
7	<i>Secale cereale</i> L.	Seigle
8	<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>bicolor</i>	Sorgho
9	<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>drummondii</i> (Steud.) de Wet ex Davidse	Sorgho du Soudan
10	x <i>Triticosecale</i> Wittm. ex A. Camus	Triticale, hybrides résultant du croisement d'une espèce du genre <i>Triticum</i> avec une espèce du genre <i>Secale</i>
11	<i>Triticum aestivum</i> L. subsp. <i>aestivum</i>	Froment (blé) tendre
12	<i>Triticum turgidum</i> L. subsp. <i>durum</i> (Desf.) van Slageren	Blé dur
13	<i>Triticum aestivum</i> L. subsp. <i>spelta</i>	Epeautre
14	<i>Zea mays</i> L. (partim)	Maïs, à l'exception du popcorn et du maïs sucré
15	<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>bicolor</i> x <i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>drummondii</i> (Steud.) de Wet ex Davids	Hybrides résultant du croisement entre le sorgho et l'herbe du Soudan

3° les variétés, hybrides et lignées *inbred* de maïs et *Sorghum* spp :

- a) variété à pollinisation libre : variété suffisamment homogène et stable;
- b) lignée *inbred* : lignée suffisamment homogène et stable, obtenue soit par autofécondation artificielle accompagnée de sélection pendant plusieurs générations successives, soit par des opérations équivalentes;
- c) hybride simple : première génération d'un croisement entre deux lignées *inbred*, défini par l'obtenteur;
- d) hybride double : première génération d'un croisement entre deux hybrides simples, défini par l'obtenteur;
- e) hybride à trois voies : première génération d'un croisement entre une lignée *inbred* et un hybride simple, défini par l'obtenteur;
- f) hybride « Top cross » : première génération d'un croisement entre une lignée *inbred* ou un hybride simple et une variété à pollinisation libre, défini par l'obtenteur;
- g) hybride intervariétal : première génération d'un croisement entre des plantes de semences de base de deux variétés à pollinisation libre, défini par l'obtenteur;

4° les semences prébase : les semences de sélection de générations antérieures aux semences de base, qui ont été produites sous la responsabilité de l'obtenteur selon des règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété et, qui ont été contrôlées et approuvées officiellement par un service compétent pour la certification, conformément aux dispositions applicables à la certification de semences de base;

5° les semences de base d'avoine, d'orge, de riz, d'alpiste, de seigle, de triticales, de blé, de blé dur et d'épeautre, autres que leurs hybrides respectifs : les semences :

- a) qui ont été produites sous la responsabilité de l'obtenteur selon des règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété, le cas échéant à partir de semences prébase;
- b) qui sont prévues pour la production de semences de la catégorie « semences certifiées » soit des catégories « semences certifiées de la première reproduction » ou « semences certifiées de la deuxième reproduction »;
- c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, § 1^{er}, aux conditions prévues aux annexes 1 et 2 pour les semences de base, et,
- d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe 2, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions visées aux points a), b) et c) ont été respectées;

6° les semences de base d'hybrides d'avoine, d'orge, de riz, de seigle, de blé, de blé dur, d'épeautre et de triticales autogames, les semences :

- a) destinées à la production d'hybrides;
- b) qui, conformément aux normes visées à l'article 5, répondent aux conditions fixées aux annexes 1 et 2° pour les semences de base, et,
- c) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe 2, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), et b) ont été respectées;

7° les semences de base (maïs et *Sorghum* spp) :

- a) de variétés à pollinisation libre : les semences :
 - i) qui ont été produites sous la responsabilité d'un obtenteur selon les règles de sélection conservatrice en ce qui concerne la variété, le cas échéant à partir de semences prébase;
 - ii) qui sont prévues pour la production de semences de la catégorie « semences certifiées » de cette variété, d'hybrides « Top cross » ou d'hybrides intervariétaux;
 - iii) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, aux conditions prévues aux annexes 1 et 2 pour les semences de base et,
 - iv) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe 2, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points i), ii) et iii) ont été respectées;

b) de lignées *inbred* : les semences :

i) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, aux conditions prévues aux annexes 1 et 2 pour les semences de base et,

ii) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe 2, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées au point i) ont été respectées;

c) d'hybrides simples : les semences;

i) qui sont prévues pour la production d'hybrides doubles, d'hybrides à trois voies ou d'hybrides « Top Cross »;

ii) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, aux conditions prévues aux annexes 1 et 2 pour les semences de base et,

iii) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou, dans le cas des conditions figurant à l'annexe 2, soit lors d'un examen officiel, soit lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points i) et ii) ont été respectées;

8° les semences certifiées d'alpiste autres que ses hybrides, de seigle, de sorgho, de sorgho du Soudan, de maïs et d'hybrides d'avoine, d'orge, de riz, de blé, de blé dur, d'épeautre et de triticales autogame : les semences :

a) qui proviennent directement, de semences de base ou, à la demande de l'obteneur, de semences d'une génération antérieure aux semences de base qui peuvent répondre, et qui ont répondu, lors d'un examen officiel, aux conditions prévues aux annexes 1 et 2 pour les semences de base;

b) qui sont prévues pour une production autre que celle de semences de céréales;

c) qui répondent, sous réserve des dispositions de l'article 5, §§ 1^{er} et 2, aux conditions fixées aux annexes 1 et 2 pour les semences certifiées, et,

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

9° les semences certifiées de la première reproduction (avoine, orge, riz, triticales, blé, blé dur et épeautre, autres que leurs hybrides respectifs) : les semences :

a) qui proviennent directement de semences de base ou, à la demande de l'obteneur, de semences d'une génération antérieure aux semences de base qui ont répondu, lors d'un examen officiel, aux conditions prévues aux annexes 1 et 2 pour les semences de base;

b) qui sont prévues soit pour la production de semences de la catégorie « semences certifiées de la deuxième reproduction », soit pour une production autre que celle de semences de céréales;

c) qui répondent aux conditions prévues aux annexes 1 et 2 pour les semences certifiées de la première reproduction, et,

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

10° les semences certifiées de la deuxième reproduction (avoine, orge, riz, triticales, blé, blé dur et épeautre, autres que les hybrides respectifs) : les semences :

a) qui proviennent directement des semences de base, de semences certifiées de la première reproduction ou, à la demande de l'obteneur, de semences d'une génération antérieure aux semences de base qui ont répondu, lors d'un examen officiel, aux conditions prévues aux annexes 1 et 2 pour les semences de base;

b) qui sont prévues pour une production autre que celle de semences de céréales;

c) qui répondent aux conditions prévues aux annexes 1 et 2 pour les semences certifiées de la deuxième reproduction et,

d) pour lesquelles il a été constaté, lors d'un examen officiel ou lors d'un examen effectué sous contrôle officiel, que les conditions énoncées aux points a), b) et c) ont été respectées;

11° les dispositions officielles : les dispositions qui émanent de ou sont prises par :

a) les autorités d'un État ou,

b) des personnes morales de droit public ou privé agissant sous la responsabilité d'un État, à condition ces personnes ne recueillent pas de profit particulier du résultat de ces dispositions ou,

c) pour des activités auxiliaires, par des personnes physiques assermentées agissant sous contrôle d'un État, à condition ces personnes ne recueillent pas de profit particulier du résultat de ces dispositions;

12° catalogue commun : le catalogue commun des variétés des espèces agricoles défini par la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002;

13° le catalogue national : le catalogue national des variétés des espèces de plantes agricoles établis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière;

14° le Service : la Direction de la Qualité et du Bien-être animal du Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal de l'administration, désignée comme autorité compétente pour la production et de la commercialisation des semences de céréales;

15° le Règlement (UE) n°2016/2031 du 26 octobre 2016 : Règlement (UE) 2016/2031 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 228/2013, (UE) n°652/2014 et (UE) n°1143/2014 et abrogeant les directives du Conseil 69/464/CEE, 74/647/CEE, 93/85/CEE, 98/57/CE, 200/29/CE, 2006/91/CE et 2007/33/CE;

16° le Règlement (UE) n°2017/625 du 15 mars 2017 : Règlement (UE) n° 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 999/2001, (CE) n° 396/2005, (CE) n° 1069/2009, (CE) n° 1107/2009, (UE) n° 1151/2012, (UE) n° 652/2014, (UE) 2016/429 et (UE) 2016/2031, les règlements du Conseil (CE) n° 1/2005 et (CE) n° 1099/2009 ainsi que les directives du Conseil 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/119/CE et 2008/120/CE, et abrogeant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 854/2004 et (CE) n° 882/2004, les directives du Conseil 89/608/CEE, 89/662/CEE, 90/425/CEE, 91/496/CEE, 96/23/CE, 96/93/CE et 97/78/CE ainsi que la décision 92/438/CEE du Conseil (règlement sur les contrôles officiels).

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 5°, la production de semences de base peut se faire en un ou deux cycles de multiplication. Dans ce cas, la catégorie de semences de base est subdivisée en semences de base E2 pour la première génération provenant de semences prébase, et semences de base E3 pour la deuxième génération après les semences prébase.

§ 2. Ne relèvent pas de la commercialisation visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, les échanges de semences qui ne visent pas une exploitation commerciale de la variété, telles que les opérations suivantes :

- a) la fourniture de semences à des organismes officiels d'expérimentation et d'inspection;
- b) la fourniture de semences à des prestataires de services, en vue de la préparation ou du conditionnement, pour autant que le prestataire de services n'acquière pas un titre sur la semence ainsi fournie.

La fourniture de semences, sous certaines conditions, à des prestataires de services en vue de la production de certaines matières premières agricoles, destinées à un usage industriel, ou de la propagation des semences à cet effet, ne relève pas de la commercialisation, pour autant que le prestataire de services n'acquière un titre ni sur la semence ainsi fournie, ni sur le produit de la récolte. Le fournisseur de semences fournit au Service une copie des parties correspondantes du contrat conclu avec le prestataire de services et ce contrat comporte les normes et conditions actuellement remplies par la semence fournie.

Les modalités d'application relative à la commercialisation sont fixées par le Ministre conformément aux décisions de l'Union européenne.

§ 3. Conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut :

- 1^o modifier la liste des espèces figurant au paragraphe 1^{er}, 2^o;
- 2^o adapter les définitions reprises au paragraphe 1^{er}, 3^o;
- 3^o modifier le paragraphe 1^{er}, 5^o, 6^o, 8^o, 9^o et 10^o, aux fins de l'inclusion des hybrides d'alpiste, de seigle ou de triticale dans le champ d'application de cet arrêté;
- 4^o spécifier et déterminer quels types de variétés, y compris les composants destinés à la certification, sont pris en considération pour le contrôle aux conditions du présent arrêté.

CHAPITRE 2. — La certification et la commercialisation

Section 1^{ère}. — Dispositions relatives à la qualité

Art. 4. § 1^{er}. Les semences de céréales sont uniquement commercialisées si :

- 1^o elles ont été officiellement certifiées « semences prébase », « semences de base », « semences certifiées », « semences certifiées de la première reproduction » ou « semences certifiées de la deuxième reproduction »;
- 2^o une teneur en humidité de seize pour cent en poids n'est pas dépassée au moment de certification officielle, et,
- 3^o elles appartiennent à une variété figurant dans les catalogues nationaux ou dans le catalogue commun.

§ 2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1^{er}, les semences brutes pour la transformation peuvent être commercialisées, sous réserve que l'identité de ces semences soit garantie officiellement, conformément à l'annexe 6, chapitre 7.

Art. 5. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 4, 1^o et 2^o, les semences prébase et les semences de base ne répondant pas aux conditions prévues à l'annexe 2 en ce qui concerne la faculté germinative peuvent être certifiées officiellement et commercialisées à condition que le fournisseur garantisse une faculté germinative déterminée, qu'il indique pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant ses nom et adresse et le numéro de référence du lot.

§ 2. Par dérogation à l'article 4, et dans l'intérêt d'un approvisionnement rapide en semences, les semences prébase, les semences de base et les semences certifiées pour lesquelles ne serait pas terminé l'examen officiel destiné à contrôler le respect des conditions fixées à l'annexe 2 en ce qui concerne la faculté germinative, peuvent être certifiées officiellement et commercialisées jusqu'au premier destinataire commercial.

La certification n'est accordée que sur présentation d'un rapport d'analyse provisoire des semences, et à condition que soient indiqués les nom et adresse du premier destinataire.

Le fournisseur garantit la faculté germinative constatée lors de l'analyse provisoire, qu'il indique, pour la commercialisation, sur une étiquette spéciale portant les nom et adresse du fournisseur et le numéro de référence du lot.

§ 3. Les dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux semences importées des pays tiers, sauf les cas prévus à l'article 17 en ce qui concerne la multiplication hors de l'Union européenne.

Art. 6. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 4, le directeur du Service peut autoriser les producteurs établis sur le territoire de la Région wallonne à commercialiser :

- 1^o de petites quantités de semences, dans des buts scientifiques ou pour des travaux de sélection;
- 2^o des quantités appropriées de semences destinées à d'autres fins, d'essai ou d'expérimentation, dans la mesure où elles appartiennent à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription aux catalogues nationaux a été déposée. A cette fin, sont d'application les dispositions de la décision 2004/842/CE de la Commission du 1^{er} décembre 2004 relative aux modalités d'exécution selon lesquelles les Etats membres peuvent autoriser la commercialisation de semences appartenant à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes a été déposée.

Le Ministre fixe, conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, les objectifs pour lesquels l'autorisation est donnée, les dispositions relatives à l'étiquetage des emballages, ainsi que les quantités autorisées et les conditions pour lesquelles l'autorisation est accordée.

§ 2. Dans le cas du matériel génétiquement modifié, l'autorisation visée au paragraphe 1^{er} est accordée si toutes les mesures appropriées ont été prises pour éviter les risques sur la santé humaine et sur l'environnement et si les semences répondent aux conditions de la législation régissant la dissémination et la mise sur le marché des organismes génétiquement modifiés.

Art. 7. Le Ministre peut, pour la production sur le territoire wallon, fixer des conditions supplémentaires ou plus rigoureuses que celles prévues aux annexes 1 et 2, pour la certification des semences prébase, des semences de base et des semences certifiées de toute nature.

Art. 8. La description éventuelle requise pour la certification des composants généalogiques est, à la demande de l'obteneur, tenue confidentielle.

Section 2. — Dispositions relatives à l'emballage et à l'étiquetage

Art. 9. Les semences prébase, les semences de base et les semences certifiées de toute nature sont uniquement commercialisées en lots suffisamment homogènes et dans des emballages fermés, munis, conformément aux dispositions des articles 10, 11 et 12, d'un système de fermeture et d'un marquage.

Le Ministre peut prévoir, pour la commercialisation de petites quantités de ces semences au dernier utilisateur, des dérogations aux dispositions à l'alinéa 1^{er} en ce qui concerne l'emballage, le système de fermeture et le marquage.

Art. 10. § 1^{er}. Les emballages de semences prébase, de semences de base, et de semences certifiées de toute nature sont fermés officiellement ou sous contrôle officiel de façon à ce qu'ils ne puissent être ouverts sans que le système de fermeture ne soit détérioré ou sans que l'étiquette officielle prévue aux articles 11, §§ 1^{er} et 12, et l'emballage ne montrent de traces de manipulation.

Afin d'assurer la fermeture, le système de fermeture comporte soit l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette officielle prévue aux articles 11, §§ 1^{er} et 12, soit l'apposition d'un scellé officiel.

Les mesures prévues à l'alinéa 2 ne sont pas indispensables dans le cas d'un système de fermeture non réutilisable.

Les systèmes de fermeture des emballages qui répondent aux conditions du présent paragraphe sont fixés au point 8.4.6. de l'annexe 6.

§ 2. Il est procédé à une ou plusieurs nouvelles fermetures qu'officiellement ou sous contrôle officiel. Dans ce cas, il est fait mention, sur l'étiquette officielle prévue aux articles 11, §§ 1^{er} et 12, de la dernière nouvelle fermeture, de sa date et du service qui l'a effectuée.

§ 3. Le Ministre peut prévoir des dérogations aux dispositions du paragraphe 1^{er} pour les petits emballages fermés sur le territoire wallon conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne.

Art. 11. § 1^{er}. Les emballages de semences de base ou de semences certifiées de toute nature :

1° sont pourvus, à l'extérieur, d'une étiquette officielle conforme aux conditions fixées à l'annexe 4 qui n'a pas encore été utilisée et dont les indications sont rédigées dans une des langues officielles de l'Union européenne. La couleur de l'étiquette est blanche pour les semences de base, bleue pour les semences certifiées et les semences certifiées de la première reproduction, et rouge pour les semences certifiées de la deuxième reproduction.

Lorsque l'étiquette est pourvue d'un œillet, sa fixation est assurée dans tous les cas par un scellé officiel. Si, dans les cas prévus à l'article 5, §§ 1^{er} et 2, les semences de base ou les semences de maïs ne répondent pas aux conditions fixées à l'annexe 2 quant à la faculté germinative, il en est fait mention sur l'étiquette.

L'emploi d'étiquettes officielles adhésives est autorisé.

Sous contrôle officiel, l'apposition sur l'emballage des indications prescrites de manière indélébile et selon le modèle de l'étiquette est autorisée;

2° contiennent une notice officielle de la couleur de l'étiquette fixée sur l'emballage et reproduisant au moins les indications prévues à l'annexe 4, partie A, a), 4°, 6° et 7°, pour l'étiquette. La notice est constituée de façon qu'elle ne puisse être confondue avec l'étiquette prévue au 1°. La notice n'est pas indispensable lorsque les indications sont apposées de manière indélébile sur l'emballage ou lorsque, conformément au 1°, une étiquette adhésive ou une étiquette d'un matériel indéchirable est utilisée.

§ 2. Le Ministre peut prévoir des dérogations aux dispositions du paragraphe 1^{er} pour les petits emballages fermés sur le territoire wallon conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne.

Art. 12. Les emballages de semences prébase sont munis à l'extérieur d'une étiquette officielle portant au moins les indications reprises à l'annexe 4, partie A, rédigées dans une des langues officielles de l'Union européenne.

Le nombre de générations précédant les semences de la catégorie « semences certifiées » ou « semences certifiées de la première reproduction » est spécifié sur l'étiquette officielle.

L'étiquette est de couleur blanche et barrée en diagonale d'un trait violet.

Lorsque l'étiquette est pourvue d'un œillet, sa fixation est assurée dans tous les cas par un scellé officiel. Si, dans le cas prévu à l'article 5, § 1^{er}, les semences « prébase » ne répondent pas aux conditions fixées à l'annexe 2 quant à la faculté germinative, il en est fait mention sur l'étiquette.

Art. 13. Les semences des céréales, pour autant qu'elles soient commercialisées en conformité avec l'article 4, et qu'elles soient destinées à la certification conformément aux conditions prévues à l'article 3, sont conditionnées et marquées à l'aide d'une étiquette officielle répondant aux conditions de l'annexe 5, A et B conformément aux conditions prévues à l'article 10, § 1^{er}, et accompagnées d'un document officiel satisfaisant aux conditions prévues à l'annexe 5, C.

Art. 14. Dans le cas de semences d'une variété qui a été génétiquement modifiée, toute étiquette apposée sur le lot de semences ou tout document qui l'accompagne, officiel ou non, indique clairement que la variété a été génétiquement modifiée.

Art. 15. Tout traitement chimique des semences prébase, des semences de base, des semences certifiées de toute nature est mentionné soit sur l'étiquette officielle, soit sur une étiquette du fournisseur, ainsi que sur l'emballage ou à l'intérieur de celui-ci.

Le nom de chaque matière active présente dans le produit utilisé est mentionné sur une étiquette complémentaire apposée par le fournisseur.

Section 3. — Autres dispositions

Art. 16. Les semences d'une espèce de céréales peuvent être commercialisées sous forme de mélanges déterminés de semences de différentes variétés si lesdits mélanges sont de nature à être particulièrement efficaces contre la propagation de certains organismes nuisibles sur base des connaissances scientifiques ou techniques et pour autant que les composants du mélange répondent, avant mélange, aux règles de commercialisation qui leur sont applicables.

Les semences de céréales se présentant sous forme de mélanges de semences de différentes espèces sont uniquement commercialisées si les différents composants du mélange ont répondu, avant mélange, aux règles de commercialisation qui leur sont applicables.

Les dispositions des articles 9, 10, 11, 14 et 15 sont applicables aux mélanges visés aux alinéas 1^{er} et 2. Toutefois, les étiquettes officielles sont de couleur verte dans tous les cas.

Art. 17. § 1^{er}. Les semences de céréales qui proviennent directement de semences de base ou de semences certifiées de la première reproduction officiellement certifiées soit dans un ou plusieurs Etats membres, soit dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée, conformément à l'article 18, § 1^{er}, ou provenant directement du croisement de semences de base officiellement certifiées dans un Etat-membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un de ces pays tiers, et récoltées dans un autre Etat-membre, sont, sur demande et sans préjudice des

dispositions de la Directive 2002/53/CE, officiellement certifiées dans chaque Etat membre si ces semences ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions prévues à l'annexe 1 pour la catégorie concernée et s'il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions prévues à l'annexe 2 pour la même catégorie ont été respectées.

Lorsque, dans ces cas, les semences ont été produites directement à partir de semences officiellement certifiées de génération antérieure aux semences de base, elles peuvent être certifiées officiellement comme semences de base, si les conditions prévues pour cette catégorie ont été respectées.

§ 2. Les semences de céréales qui ont été récoltées dans l'Union européenne et sont destinées à être certifiées conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} sont emballées et étiquetées à l'aide d'une étiquette officielle remplissant les conditions fixées à l'annexe 5, points A et B, conformément aux dispositions de l'article 10, § 1^{er}, et sont accompagnées d'un document officiel remplissant les conditions fixées à l'annexe 5, C.

§ 3. Les semences de céréales récoltées dans un pays tiers peuvent, sur demande, être officiellement certifiées si :

1° elles ont été produites directement à partir de :

a) semences de base ou de semences certifiées officiellement de la première reproduction soit dans un ou plusieurs Etats membres, soit dans un pays tiers auquel l'équivalence a été accordée conformément à l'article 18, § 1^{er}, ou,

b) croisements de semences de base officiellement certifiées dans un Etat membre avec des semences de base officiellement certifiées dans un pays tiers visé au a);

2° elles ont été soumises à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions prévues dans une décision d'équivalence prise conformément à l'article 18, § 1^{er}, pour la catégorie concernée;

3° il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions fixées à l'annexe 2 pour la même catégorie ont été respectées.

Art. 18. § 1^{er}. Les semences des céréales, autres que les semences prébase, qui sont récoltées dans un pays tiers peuvent être commercialisées si le Conseil de l'Union européenne a constaté au préalable que ces semences de céréales récoltées dans ce pays offrent les mêmes garanties quant à leurs caractéristiques et quant aux dispositions prises pour leur examen, pour assurer leur identité, pour leur marquage et pour leur contrôle, et sont à cet égard équivalentes aux semences récoltées dans l'Union européenne, et conformes aux dispositions de la Directive 66/402/CEE du Conseil du 14 juin 1966 concernant la commercialisation des semences de céréales.

§ 2. Les dispositions du paragraphe 1^{er} sont également applicables :

1° aux semences prébase, étant entendu que ces semences sont uniquement commercialisées si l'équivalence a été constatée pour les semences de base;

2° aux semences récoltées dans tout nouvel Etat-membre, pour la période allant de son adhésion jusqu'à la date à laquelle il doit se conformer aux dispositions de la Directive 66/402/CEE.

Art. 19. § 1^{er}. Pour surmonter toute difficulté temporaire d'approvisionnement général en semences de base ou en semences certifiées de toute nature dans l'Union européenne ne pouvant être résolue autrement, le Directeur du Service peut, moyennant autorisation de la Commission européenne selon la procédure établie par la Directive 66/402/CE, admettre à la commercialisation, pour une période déterminée, les quantités requises pour résoudre les difficultés d'approvisionnement, de semences d'une catégorie soumise à des exigences moins strictes ou des semences appartenant à des variétés ne figurant ni au catalogue commun, ni au catalogue national.

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'une catégorie de semences d'une variété déterminée, l'étiquette officielle est celle prévue pour la catégorie correspondante.

Pour les semences de variétés ne figurant pas aux catalogues mentionnés ci-dessus, l'étiquette officielle est de couleur marron.

Dans tous les cas, l'étiquette indique que les semences en cause sont d'une catégorie satisfaisant à des exigences moins strictes.

CHAPITRE 3. — *Le contrôle et les examens sous contrôle officiel*

Art. 20. Le Service est chargé de l'exécution du contrôle sur la production de semences sur le territoire wallon. Ce contrôle comprend :

1° l'examen de la recevabilité des demandes de contrôle pour les cultures destinées à la production des semences;

2° le contrôle des cultures sur pied;

3° le contrôle des produits récoltés pendant le transport, la réception, l'entreposage, la préparation et le conditionnement;

4° l'examen dans les laboratoires;

5° le contrôle sur l'exécution des fermetures officielles et sur l'addition des étiquettes et certificats officiels, prescrits par les articles 6 et 9 à 14;

6° les inspections des examens sous contrôle officiel, visés à l'article 21.

Le Service est aussi chargé du contrôle sur la préparation de mélanges et du contrôle sur les semences repris à l'article 4, § 2.

Art. 21. Lorsqu'un examen sous contrôle officiel visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, d), 6°, c), 7°, a), iv), 7°, b), ii), 7°, c), iii), 8°, d), 9°, d) et 10°, d) est effectué, les conditions suivantes sont respectées :

1° lors des inspections sur pied :

a) les inspecteurs :

i) possèdent les qualifications techniques nécessaires;

ii) ne tirent aucun profit personnel de la pratique des inspections;

iii) sont officiellement agréés par le directeur du Service ou son délégué, cet agrément comporte la signature d'un engagement écrit de se conformer aux règles régissant les examens officiels;

iv) effectuent les inspections sous contrôle officiel conformément aux règles applicables aux inspections officielles;

b) la culture de semences à inspecter est réalisée à partir de semences qui ont subi un contrôle officiel *a posteriori*, dont les résultats ont été satisfaisants;

c) une proportion d'au moins cinq pour cent des cultures de semences fait l'objet d'une inspection par des inspecteurs officiels;

d) une partie des échantillons des lots de semences récoltés à partir des cultures de semences est prélevée pour contrôle officiel *a posteriori* et, le cas échéant, pour contrôle officiel en laboratoire de l'identité et de la pureté variétales;

e) les sanctions applicables et leurs modalités d'application lorsqu'un inspecteur officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels sont fixées l'annexe 6, chapitre 2, point 2.1.3. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°, a) point iii). Dans ce cas, toute certification des cultures examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises;

2° en ce qui concerne les essais de semences :

a) les essais des semences sont effectués par les laboratoires d'essai de semences qui ont été agréés à cet effet par le Service dans les conditions prévues aux b) à d);

b) le laboratoire chargé des essais de semences dispose d'un analyste de semences en chef assumant la responsabilité directe des opérations techniques du laboratoire et possédant les qualifications requises pour la gestion technique d'un laboratoire d'essai de semences.

Les analystes de semences du laboratoire ont la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux analystes officiels de semences et sanctionnée par des examens officiels.

Le laboratoire est doté de locaux et d'un équipement officiellement considérés par le Service comme satisfaisants aux fins de l'examen des semences, dans le champ d'application de l'autorisation.

Le laboratoire procède aux examens des semences conformément aux méthodes internationales en vigueur;

c) le laboratoire chargé des essais de semences est un laboratoire indépendant ou un laboratoire appartenant à une entreprise semencière.

Dans le cas où le laboratoire appartient à une entreprise semencière, des examens de semences sont uniquement réalisés sur des lots de semences produits au nom de l'entreprise semencière à laquelle il appartient, sauf dispositions contraires convenues entre l'entreprise semencière à laquelle il appartient, le demandeur de la certification et le Service;

d) les activités d'essai des semences du laboratoire sont soumises à un contrôle approprié du Service;

e) aux fins du contrôle visé au d), une proportion d'au moins cinq pour cent des lots de semences présentées en vue de la certification officielle fait l'objet d'un essai de contrôle sous forme d'un essai officiel de semences. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification, et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes;

f) les sanctions applicables et leurs modalités d'application lorsqu'un laboratoire officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels sont fixées, à l'annexe 6, chapitre 2, point 2.3.3. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°, c). Dans ce cas, toute certification des cultures examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

Art. 22. § 1^{er} Au cours de la procédure de contrôle des variétés et de l'examen des semences pour la certification, les échantillons sont prélevés officiellement ou sous contrôle officiel selon des méthodes appropriées. Toutefois, le prélèvement d'échantillons aux fins des contrôles en application de l'article 25 est effectué officiellement.

Les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes : le poids maximal d'un lot et le poids minimal d'un échantillon sont indiqués à l'annexe 3.

Pour l'application des dispositions du présent article, on entend par lot homogène, une quantité de semences constituant une unité et ayant des caractéristiques présumées uniformes.

§ 2. Lors du prélèvement de semences sous contrôle officiel, les conditions suivantes sont respectées :

1° l'échantillonnage des semences est effectué par des échantillonneurs agréés à cet effet par le Service dans les conditions prévues aux 2°, 3° et 4°;

2° les échantillonneurs ont la qualification technique nécessaire, obtenue dans le cadre de cours de formation organisés dans les conditions applicables aux échantillonneurs officiels de semences et sanctionnée par des examens officiels.

Ils procèdent à l'échantillonnage des semences conformément aux méthodes internationales en vigueur;

3° les échantillonneurs de semences sont :

a) des personnes physiques indépendantes ou,

b) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités n'impliquent pas la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences ou la commercialisation de semences ou,

c) des personnes employées par des personnes physiques ou morales dont les activités impliquent la production de semences, la culture de semences, le traitement de semences, ou la commercialisation de semences, qui prélèvent uniquement des échantillons sur des lots de semences produits au nom de son employeur, sauf dispositions contraires convenues entre son employeur, le demandeur d'une certification et le Service;

4° le travail des échantillonneurs de semences est soumis à un contrôle approprié exercé par le Service. En cas d'échantillonnage automatique, il y a lieu d'appliquer les procédures appropriées, lesquelles font l'objet d'un contrôle officiel;

5° aux fins du contrôle visé au 4°, une proportion d'au moins cinq pour cent des lots de semences présentés en vue de la certification officielle fait l'objet d'un essai de contrôle par des échantillonneurs de semences officiels. Cette proportion est, par principe, répartie aussi régulièrement que possible entre les personnes physiques et morales qui présentent des semences à la certification, et entre les espèces présentées, mais peut aussi viser à éliminer certains doutes. Ces essais de contrôle ne s'appliquent pas à l'échantillonnage automatique;

6° les sanctions et leurs modalités d'application lorsqu'un échantillonneur officiellement agréé transgresse, délibérément ou par négligence, les règles régissant les examens officiels sont fixées, à l'annexe 6, chapitre 2 point 2.2.3. Ces sanctions sont efficaces, proportionnées et dissuasives. Elles peuvent aboutir au retrait de l'agrément visé au 1°, c. Dans ce cas, toute certification des cultures examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises;

7° conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut prendre d'autres mesures applicables à la pratique des échantillonnages de semences sous contrôle officiel;

Art. 23. Les examens officiels de semences sont effectués selon les méthodes internationales en usage ou, à défaut de celles-ci, selon les méthodes fixées par le Ministre.

Toutefois, pour les semences de céréales, le directeur du Service peut décider que les examens officiels d'analyse de la pureté spécifique et de la faculté germinative prévue à l'alinéa 1^{er} ne sont pas requis sur les lots lors de la certification, sauf s'il existe un doute quant au respect des conditions prévues en la matière à l'annexe 2.

Art. 24. § 1^{er}. Les dispositions générales et spécifiques concernant le règlement de contrôle et de certification des semences de céréales sont établies à l'annexe 6 et portent sur :

1° les procédures et les définitions concernant le contrôle visé à l'article 20;

2° les conditions auxquelles les personnes physiques ou morales satisfont pour être habilitées à introduire une demande de contrôle pour des cultures destinées à la production des semences, et à soumettre les produits récoltés aux contrôles visés à l'article 20.

§ 2. Le Service communique les modalités pratiques des contrôles visés aux articles 20 et 21.

CHAPITRE 4. — *Contrôle du commerce et dispositions pénales*

Art. 25. Des contrôles officiels au cours de la commercialisation sont effectués par sondage afin de vérifier la conformité des semences de céréales aux exigences de la directive 66/402/CEE du Conseil du 14 juin 1966 concernant la commercialisation des semences de céréales.

Sans préjudice de la libre circulation des semences à l'intérieur de l'Union européenne, le Service prend toutes les mesures nécessaires afin que les indications suivantes lui soient fournies lors de la commercialisation, en quantités supérieures à 2 kg, de semences importées de pays tiers :

1° l'espèce;

2° la variété;

3° la catégorie;

4° le pays de production et service de contrôle officiel;

5° le pays d'expédition;

6° l'importateur;

7° la quantité de semences.

Art. 26. § 1^{er}. Pour tenir compte de l'évolution de la situation dans les domaines suivants, et selon les décisions des institutions de l'Union européenne, le Ministre peut fixer les conditions particulières :

1° dans lesquelles les semences traitées chimiquement peuvent être commercialisées;

2° dans lesquelles les semences peuvent être commercialisées en ce qui concerne la conservation in situ et l'utilisation durable des ressources génétiques des plantes, y compris les mélanges de semences d'espèces qui contiennent aussi des espèces énumérées à l'article 1^{er} de la Directive 2002/53/CE du Conseil, qui sont associées à des habitats naturels et semi-naturels spécifiques et sont menacées d'érosion génétique;

3° dans lesquelles les semences adaptées à la culture biologique peuvent être commercialisées.

§ 2. Les conditions visées au paragraphe 1^{er}, 2°, comprennent les points suivants :

1° les semences de ces espèces sont d'une provenance connue et approuvée par le Service pour la commercialisation des semences dans des zones définies;

2° des restrictions quantitatives appropriées sont appliquées.

Art. 27. Les factures, contrats, catalogues, circulaires, offres de vente et autres documents analogues portent, selon le cas, les indications prescrites à l'annexe 4, partie A, a), 5°, 6°, 7° et 10°, ou à l'annexe 4, partie A, b), 2°, 6°, 7° et 9°.

Art. 28. Les préparateurs, importateurs et vendeurs conservent la facture d'achat, une copie de la facture de vente et les documents de transport pendant trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'année suivante, afin de pouvoir les soumettre, à leur demande et sans déplacement, aux agents chargés de contrôler l'application du présent arrêté.

Art. 29. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément au titre XIII du Code wallon de l'Agriculture.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 30. Le Ministre peut, pour des raisons scientifiques, techniques, de simplification administrative ou pour améliorer le système de contrôle, ajouter, abroger, compléter ou remplacer tout ou partie des annexes au présent arrêté, conformément aux décisions des institutions de l'Union européenne.

Art. 31. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales, modifié par les arrêtés ministériels du 27 novembre 2006, du 23 septembre 2008, du 16 avril 2010, du 7 juin 2012, du 19 juillet 2013, du 2 juin 2016, du 12 août 2016, du 11 mai 2017, du 15 octobre 2018 et du 15 mai 2020;

2° l'arrêté ministériel du 21 décembre 2001 établissant un règlement de contrôle et de certification des semences de céréales, modifié par l'arrêté ministériel du 5 octobre 2010.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2022.

Art. 33. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Annexe 1. - CONDITIONS AUXQUELLES LA CULTURE SATISFAIT

1) Les précédents culturels du champ de production ne sont pas incompatibles avec la production de semences de l'espèce et de la variété de la culture, et le champ est suffisamment exempt de repousses spontanées de telles plantes issues des cultures précédentes.

2) La culture satisfait aux normes suivantes en ce qui concerne les distances par rapport aux sources voisines de pollen susceptibles de provoquer une pollinisation étrangère indésirable :

	Culture	Distance minimale
1	<i>Phalaris canariensis</i> , <i>Secale cereale</i> autre que les hybrides :	
2	- pour la production de semences de base	300 m
3	- pour la production de semences certifiées	250 m
4	<i>Sorghum</i> spp.	
5	- pour la production de semences de base (*)	400 m
6	- pour la production de semences certifiées (*)	200 m
7	<i>xTriticosecale</i> , variétés autogames	
8	- pour la production de semences de base	50 m
9	- pour la production de semences certifiées	20 m
10	<i>Zea mays</i>	200 m

(*) Dans les zones où la présence de *S. halepense* ou de *S. bicolor* subsp. *drummondii* pose un problème particulier de pollinisation croisée, les dispositions suivantes s'appliquent :

a) les cultures destinées à la production de semences de base de *Sorghum bicolor* subsp. *bicolor* ou de ses hybrides sont éloignées d'au moins 800 m d'une telle source de pollen contaminateur;

b) les cultures destinées à la production de semences certifiées de *Sorghum bicolor* subsp. *bicolor* ou de ses hybrides sont éloignées d'au moins 400 m d'une telle source de pollen contaminateur.

Les distances minimales mentionnées dans le tableau repris à l'alinéa 1^{er}, 2), peuvent être ignorées s'il existe une protection suffisante contre toute pollinisation étrangère indésirable.

3) La culture présente une identité variétale et une pureté variétale suffisantes ou, dans le cas d'une culture d'une lignée *inbred*, une identité et une pureté suffisantes en ce qui concerne ses caractéristiques. Pour ce qui est de la production de semences de variétés hybrides, les dispositions susmentionnées s'appliquent également aux caractéristiques des composants, y compris la stérilité mâle et la restauration de la fertilité.

En particulier, les cultures d'*Oryza sativa*, de *Phalaris canariensis*, de *Secale cereale* autre que les hybrides, de *Sorghum* spp. et de *Zea mays* satisfont aux autres normes et conditions suivantes :

A. *Oryza sativa* :

Le nombre de plantes pouvant être reconnues comme étant des plantes manifestement sauvages ou des plantes à grains rouges ne dépasse pas :

1° zéro pour la production de semences de base;

2° une plante par 100 m² pour la production de semences certifiées des première et deuxième générations.

B. *Phalaris canariensis*, *Secale cereale* autre que les hybrides :

Le nombre de plantes de l'espèce cultivée qui sont reconnaissables comme manifestement non conformes à la variété ne dépasse pas :

1° une plante par 30 m² pour la production de semences de base;

2° une plante par 10 m² pour la production de semences certifiées.

C. *Sorghum* spp. :

a) Le pourcentage en nombre de plantes qui appartiennent à une espèce de *Sorghum* différente de l'espèce de la culture ou qui sont reconnaissables comme manifestement non conformes à la lignée *inbred* ou au composant ne dépasse pas :

aa) pour la production de semences de base :

i) à la floraison : 0,1 pour cent;

ii) à maturité : 0,1 pour cent;

bb) pour la production de semences certifiées :

i) plantes du composant mâle qui ont émis du pollen quand les plantes du composant femelle présentent des stigmates réceptifs : 0,1 pour cent;

ii) plantes du composant femelle :

- à la floraison : 0,3 pour cent;

- à maturité : 0,1 pour cent.

b) Pour la production de semences certifiées de variétés hybrides, les autres normes et conditions suivantes sont respectées :

aa) du pollen est émis en suffisance par les plantes du composant mâle pendant la période où les plantes du composant femelle présentent des stigmates réceptifs;

bb) lorsque les plantes du composant femelle présentent des stigmates réceptifs, le pourcentage de plantes de ce composant qui ont émis ou émettent du pollen ne dépasse pas 0,1 pour cent.

c) Les cultures de variétés à pollinisation libre ou de variétés synthétiques de *Sorghum* spp. satisfont aux normes suivantes : le nombre de plantes de l'espèce cultivée qui sont reconnaissables comme manifestement non conformes à la variété ne dépasse pas une plante par 30 m² pour la production de semences de base et une plante par 10 m² pour la production de semences certifiées.

D. *Zea mays* :

a) Le pourcentage en nombre de plantes qui sont reconnaissables comme manifestement non conformes à la variété, à la lignée *inbred* ou au composant ne dépasse pas :

aa) pour la production de semences de base :

i) lignées *inbred* : 0,1 pour cent;

ii) hybride simple, pour chaque composant : 0,1 pour cent;

iii) variétés à pollinisation libre : 0,5 pour cent.

bb) pour la production de semences certifiées :

i) composants de variétés hybrides :

- lignées *inbred* : 0,2 pour cent;

- hybride simple : 0,2 pour cent;

- variété à pollinisation libre : 1,0 pour cent.

ii) variétés à pollinisation libre : 1,0 pour cent.

b) Pour la production de semences de variétés hybrides, les normes et autres conditions suivantes sont respectées :

aa) les plantes du composant mâle émettent suffisamment de pollen pendant la floraison des plantes du composant femelle;

bb) la castration est effectuée si nécessaire;

cc) lorsqu'au moins 5 pour cent des plantes du composant femelle présentent des stigmates réceptifs, le pourcentage de plantes de ce composant qui ont émis ou émettent du pollen ne dépasse pas 1 pour cent lors des différentes inspections officielles sur pied, et 2 pour cent au total pour l'ensemble des inspections officielles sur pied.

Les plantes sont considérées comme ayant émis ou émettant du pollen lorsque, sur une longueur d'au moins 50 mm de l'axe central ou des ramifications latérales d'une panicule, les anthères ont émergé des glumes et ont émis ou émettent du pollen.

4) Hybrides de *Secale cereale* :

a) La culture satisfait aux normes suivantes en ce qui concerne les distances par rapport aux sources voisines de pollen susceptibles de provoquer une pollinisation étrangère indésirable :

Culture	Distance minimale
Pour la production de semences de base	
- utilisation de la stérilité mâle	1 000 m
- non-utilisation de la stérilité mâle	600 m
Pour la production de semences certifiées	500 m

b) La culture présente une identité et une pureté suffisantes en ce qui concerne les caractéristiques de ses composants, y compris la stérilité mâle.

En particulier, la culture satisfait aux autres normes et conditions suivantes :

i) le nombre de plantes de l'espèce cultivée qui sont reconnaissables comme manifestement non conformes au composant ne dépasse pas une plante par 30 m² pour la production de semences de base et une plante par 10 m² pour la production de semences certifiées, cette norme ne s'appliquant qu'aux inspections officielles sur pied du composant femelle.

ii) pour les semences de base, en cas d'utilisation de la stérilité mâle, le taux de stérilité du composant mâle-stérile est d'au moins 98 pour cent.

c) Au besoin, les semences certifiées sont produites dans une culture mixte associant le composant femelle mâle-stérile à un composant mâle qui restaure la fertilité mâle.

5) Cultures destinées à la production de semences certifiées d'hybrides d'*Avena nuda*, d'*Avena sativa*, d'*Avena strigosa*, d'*Oryza sativa*, de *Triticum aestivum* subsp. *aestivum*, de *Triticum turgidum* subsp. *durum*, de *Triticum aestivum* subsp. *spelta* et de *xTriticosecale* autogame et cultures destinées à la production de semences certifiées d'hybrides de *Hordeum vulgare* au moyen d'une technique autre que la stérilité mâle cytoplasmique (SMC) :

a) La culture satisfait aux normes suivantes en ce qui concerne les distances par rapport aux sources voisines de pollen susceptibles de provoquer une pollinisation étrangère indésirable :

1. la distance minimale entre le composant femelle et toute autre variété de la même espèce, sauf issue d'une culture du composant mâle, est de vingt-cinq mètres;

2. cette distance peut être ignorée s'il existe une protection suffisante contre toute pollinisation étrangère indésirable.

b) La culture présente une identité et une pureté suffisantes en ce qui concerne les caractéristiques de ses composants.

Lorsque les semences sont produites au moyen d'un agent chimique d'hybridation, la culture satisfait aux autres normes et conditions suivantes :

i) la pureté variétale minimale de chaque composant est la suivante :

- *Avena nuda*, *Avena sativa*, *Avena strigosa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Triticum aestivum* subsp. *aestivum*, *Triticum turgidum* subsp. *durum* et *Triticum aestivum* subsp. *spelta* : 99,7 pour cent,

- *xTriticosecale* autogame : 99,0 pour cent;

ii) l'hybridité minimale est de 95 pour cent. Le taux d'hybridité est évalué conformément aux méthodes internationales actuelles, dans la mesure où de telles méthodes existent. Lorsque l'hybridité est déterminée au cours de l'essai de semences préalable à la certification, il n'est pas nécessaire d'évaluer le taux d'hybridité lors de l'inspection sur pied.

5 bis) Cultures destinées à la production de semences de base ou certifiées d'hybrides d'*Hordeum vulgare* au moyen de la technique de SMC :

a) la culture satisfait aux normes suivantes en ce qui concerne les distances par rapport aux sources voisines de pollen susceptibles de provoquer une pollinisation étrangère indésirable :

Culture	Distance minimale
Pour la production de semences de base	100 m
Pour la production de semences certifiées	50 m

b) la culture présente une identité et une pureté variétales suffisantes en ce qui concerne les caractéristiques de ses composants.

Elle répond aux normes suivantes :

i) le pourcentage en nombre de plantes qui sont manifestement non conformes au type ne dépasse pas :

1. pour les cultures destinées à la production de semences de base, 0,1 pour cent pour la lignée mainteneuse et la lignée restauratrice et 0,2 pour cent pour le composant femelle SMC;

2. pour les cultures destinées à la production de semences certifiées, 0,3 pour cent pour la lignée restauratrice et le composant femelle SMC et 0,5 pour cent dans le cas où le composant femelle SMC est un hybride simple;

ii) le taux de stérilité mâle du composant femelle est au moins égal à :

- 99,7 pour cent pour les cultures utilisées pour produire les semences de base;

- 99,5 pour cent pour les cultures utilisées pour produire les semences certifiées;

iii) les exigences énoncées aux points i) et ii) sont évaluées dans le cadre d'un contrôle officiel a posteriori;

c) les semences certifiées peuvent être produites dans une culture mixte associant le composant femelle mâle-stérile à un composant mâle qui restaure la fertilité mâle;

6) La culture est pratiquement exempte d'organismes nuisibles réduisant la valeur d'utilisation et la qualité des semences.

La culture satisfait également aux prescriptions concernant les organismes de quarantaine de l'Union, les organismes de quarantaine de zone protégée et les organismes réglementés non de quarantaine, ci-après dénommés « ORNQ », prévues dans les actes d'exécution adoptés en application du Règlement (UE) n°2016/2031 du 26 octobre 2016, ainsi qu'aux mesures adoptées en application de l'article 30, paragraphe 1, dudit règlement.

La présence d'ORNQ sur les cultures satisfait aux prescriptions établies dans le tableau suivant :

Champignons et oomycètes				
ORNQ ou symptômes causés par l'ORNQ	Végétal destiné à la plantation (genre ou espèce)	Seuil pour la production de semences prébase	Seuil pour la production de semences de base	Seuil pour la production de semences certifiées
<i>Gibberella fujikuroi</i> Sawada [GIBBFU]	<i>Oryza sativa</i> L.	Pas plus de 2 plantes symptomatiques par 200 m ² observées lors d'inspections sur pied effectuées à des moments opportuns sur un échantillon représentatif de plantes de chaque culture.	Pas plus de 2 plantes symptomatiques par 200 m ² observées lors d'inspections sur pied effectuées à des moments opportuns sur un échantillon représentatif de plantes de chaque culture.	Semences certifiées de la première génération (C1) : pas plus de 4 plantes symptomatiques par 200 m ² observées lors d'inspections sur pied effectuées à des moments opportuns sur un échantillon représentatif de plantes de chaque culture. Semences certifiées de la deuxième génération (C2) : pas plus de 8 plantes symptomatiques par 200 m ² observées lors d'inspections sur pied effectuées à des moments opportuns sur un échantillon représentatif de plantes de chaque culture
Nématodes				
ORNQ ou symptômes causés par l'ORNQ	Végétal destiné à la plantation (genre ou espèce)	Seuil pour la production de semences prébase	Seuil pour la production de semences de base	Seuil pour la production de semences certifiées
<i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie [APLOBE]	<i>Oryza sativa</i> L.	0 %	0 %	0 %

7) Le respect des autres normes et conditions susmentionnées est vérifié, dans le cas des semences de base, lors d'inspections officielles sur pied et, dans le cas des semences certifiées, soit lors d'inspections officielles sur pied, soit lors d'inspections effectuées sous contrôle officiel;

Ces inspections sur pied sont effectuées dans les conditions suivantes :

a) L'état cultural et le stade de développement de la culture permettent un examen approprié;

b) Le nombre d'inspections sur pied s'élève au moins :

aa) à une, pour *Avena nuda*, *Avena sativa*, *Avena strigosa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Phalaris canariensis*, *xTriticosecale*, *Triticum aestivum* subsp. *aestivum*, *Triticum turgidum* subsp. *durum*, *Triticumaestivum* subsp. *spelta* et *Secale cereale*;

bb) pour *Sorghum* spp. et *Zea mays* pendant la période de floraison :

i) variétés à pollinisation libre : une;

ii) lignées *inbred* ou hybrides : trois.

Lorsque le précédent cultural de la même année ou de l'année précédente est une culture de *Sorghum* spp. ou de *Zea mays*, au moins une inspection sur pied spécifique est effectuée pour vérifier le respect des conditions fixées au point 1 de la présente annexe.

c) La taille, le nombre et la distribution des parcelles de champ à inspecter pour contrôler le respect des dispositions de la présente annexe sont déterminés selon des méthodes appropriées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2021 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales.

Namur, le 23 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Annexe 2. - CONDITIONS AUXQUELLES LES SEMENCES RÉPONDENT

1) Les semences possèdent une identité variétale et une pureté variétale suffisantes ou, dans le cas de semences d'une lignée *inbred*, une identité et une pureté suffisantes en ce qui concerne leurs caractéristiques. En ce qui concerne les semences de variétés hybrides, les dispositions susmentionnées s'appliquent également aux caractéristiques des composants.

En particulier, les semences des espèces mentionnées ci-dessous satisfont aux autres normes et conditions suivantes :

A) *Avena nuda*, *Avena sativa*, *Avena strigosa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Triticum aestivum* subsp. *aestivum*, *Triticum turgidum* subsp. *durum* et *Triticum aestivum* subsp. *spelta*, autres que leurs hybrides respectifs :

Catégorie	Pureté variétale minimale (%)
Semences de base	99,9
Semences certifiées, première génération	99,7
Semences certifiées, deuxième génération	99,0

La pureté variétale minimale est contrôlée principalement lors d'inspections sur pied effectuées dans les conditions établies à l'annexe 1.

B) Variétés autogames de *xTriticosecale* autres que les hybrides :

Catégorie	Pureté variétale minimale (%)
Semences de base	99,7
Semences certifiées, première génération	99,0
Semences certifiées, deuxième génération	98,0

La pureté variétale minimale est contrôlée principalement lors d'inspections sur pied effectuées dans les conditions établies à l'annexe 1.

C) Hybrides d'*Avena nuda*, d'*Avena sativa*, d'*Avena strigosa*, de *Hordeum vulgare*, d'*Oryza sativa*, de *Triticum aestivum* subsp. *aestivum*, de *Triticum turgidum* subsp. *durum*, de *Triticum aestivum* subsp. *spelta* et de *xTriticosecale* autogame :

La pureté variétale minimale des semences de la catégorie « semences certifiées » est de 90 pour cent.

Dans le cas de *Hordeum vulgare* produit avec SMC, elle est de quatre-vingt-cinq pour cent. Les impuretés autres que le restaurateur ne dépassent pas deux pour cent.

La pureté variétale minimale est évaluée dans le cadre de contrôles officiels réalisés a posteriori sur une proportion adéquate d'échantillons.

D) *Sorghum* spp. et *Zea mays* :

Lorsque, pour la production de semences certifiées de variétés hybrides, un composant femelle mâle-stérile et un composant mâle qui ne restaure pas la fertilité mâle ont été utilisés, les semences sont obtenues :

1. soit par le mélange, dans des proportions propres à la variété, des lots de semences produites, d'une part, au moyen d'un composant femelle mâle-stérile et, d'autre part, au moyen d'un composant femelle mâle-fertile;

2. soit par la culture du composant femelle mâle-stérile et du composant femelle mâle-fertile, dans des proportions propres à la variété. Les proportions entre ces deux composants sont contrôlées lors d'inspections sur pied effectuées dans les conditions établies à l'annexe 1.

E) Hybrides de *Secale cereale* et hybrides de *Hordeum vulgare* produits avec SMC

Les semences sont uniquement reconnues « semences certifiées » qu'à la lumière des résultats d'un contrôle officiel réalisé *a posteriori*, au cours de la période de végétation des semences pour lesquelles une demande de certification dans la catégorie « semences certifiées » a été introduite, sur des échantillons de semences de base prélevés de manière officielle. Ce contrôle *a posteriori* a pour but de vérifier que les semences de base satisfont aux exigences établies dans la présente directive en matière d'identité et de pureté s'agissant des caractéristiques de leurs composants, y compris la stérilité mâle.

2) Les semences satisfont aux autres normes et conditions suivantes en ce qui concerne la faculté germinative, la pureté spécifique et la teneur en semences d'autres espèces de plantes :

A. Tableau :

Espèces et catégories	Faculté germinative minimale % des semences pures)	Pureté spécifique minimale (% en poids)	Teneur maximale (exprimée en nombre) en semences d'autres espèces de plantes, y compris en grains rouges d' <i>Oryza sativa</i> , dans un échantillon du poids prévu à l'annexe 3, colonne 4 (total par colonne)						
			Autres espèces de plantes (a)	Grains rouges d' <i>Oryza sativa</i>	Autres espèces de céréales	Espèces de plantes autres que céréales	<i>Avena fatua</i> , <i>Avena sterilis</i> , <i>Lolium temulentum</i>	<i>Raphanus raphanistrum</i> , <i>Agrostemma githago</i>	<i>Panicum</i> spp.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1 <i>Avena sativa</i> , <i>Avena strigosa</i> , <i>Hordeum vulgare</i> , <i>Triticum aestivum</i> subsp. <i>aestivum</i> , <i>Triticum turgidum</i> subsp. <i>durum</i> , <i>Triticum aestivum</i> subsp. <i>spelta</i> :									
a semences de base	85	99	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
b semences certifiées de la première et de la deuxième génération	85 (d)	98	10		7	7	0 (c)	3	
2 <i>Avena nuda</i> :									
a semences de base	75	99	4		1 (b)	3	0 (c)	1	

b semen- ces certi- fiées de la pre- mière et de la deuxième généra- tion	75	98	10		7	7	0 (c)	3	
3 <i>Oryza sativa</i> :									
a semen- ces de base	80	98	4	1					1
b semen- ces certi- fiées de la pre- mière généra- tion	80	98	10	3					3
c semen- ces certi- fiées de la deuxième généra- tion	80	98	15	5					3
4 <i>Secale cereale</i> :									
a semen- ces de base	85	98	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
b semen- ces certi- fiées	85	98	10		7	7	0 (c)	3	
5 <i>Phala- ris cana- riensis</i> :									
a.se- mences de base	75	98	4		1 (b)		0 (c)		
b semen- ces certi- fiées	75	98	10		5		0 (c)		
6 <i>Sor- ghum spp.</i>	80	98	0						
7 <i>xTriti- cosecale</i> :									
a semen- ces de base	80	98	4		1 (b)	3	0 (c)	1	

b semen- ces certi- fiées de la pre- mière et de la deuxième généra- tion	80	98	10		7	7	0 (c)	3	
8 <i>Zea mays</i>	90	98	0						

B. Autres normes ou conditions applicables lorsqu'il y est fait référence dans le tableau figurant au point 2, A, de la présente annexe :

a) Les teneurs maximales en semences fixées à la colonne 4 englobent aussi les semences des espèces visées aux colonnes 5 à 10;

b) Une deuxième graine n'est pas considérée comme une impureté si un second échantillon du même poids est exempt de graines d'autres espèces de céréales;

c) La présence d'une graine d'*Avena fatua*, d'*Avena sterilis* ou de *Lolium temulentum* dans un échantillon du poids prescrit n'est pas considérée comme une impureté si un second échantillon du même poids est exempt de graines de ces espèces;

d) Dans le cas de variétés de *Hordeum vulgare* (orge nue), la faculté germinative minimale requise est réduite à septante-cinq pour cent des semences pures. L'étiquette officielle porte la mention « Faculté germinative minimale septante-cinq pour cent ».

3) Les semences sont pratiquement exemptes d'organismes nuisibles réduisant leur valeur d'utilisation et leur qualité.

Les semences satisfont également aux prescriptions concernant les organismes de quarantaine de l'Union, les organismes de quarantaine de zone protégée et les ORNQ prévues dans les actes d'exécution adoptés en application du Règlement (UE) n°2016/2031 du 26 octobre 2016, ainsi qu'aux mesures adoptées en application de l'article 30, paragraphe 1, dudit règlement.

La présence d'ORNQ sur les semences et sur les différentes catégories satisfait aux prescriptions établies dans le tableau suivant :

Nématodes				
ORNQ ou symptô- mes causés par l'ORNQ	Végétal destiné à la plantation (genre ou espèce)	Seuil pour les semences prébase	Seuil pour les semences de base	Seuil pour les semences certifiées
<i>Aphelenchoides bes- seyi</i> Christie [APLOBE]	<i>Oryza sativa</i> L.	0 %	0 %	0 %
Champignons				
<i>Gibberella fujikuroi</i> Sawada [GIBBFU]	<i>Oryza sativa</i> L.	Pratiquement exemptes	Pratiquement exemptes	Pratiquement exemptes

4) La présence de corps de champignons sur les semences et sur les différentes catégories satisfait aux prescriptions établies dans le tableau suivant :

Catégorie	Nombre maximal de corps de champignons, tels que les sclérotés ou les ergots, dans un échantillon du poids spécifié à l'annexe 3, colonne 3
Céréales autres que les hybrides de <i>Secale cereale</i> :	
- Semences de base	1
- Semences certifiées	3
Hybrides de <i>Secale cereale</i> :	
- Semences de base	1
- Semences certifiées	4 (*)
(*) La présence de cinq corps de champignons, tels que les sclérotés, les fragments de sclérotés ou les ergots, dans un échantillon du poids prescrit est considérée comme conforme aux normes si un second échantillon du même poids ne contient pas plus de quatre corps de champignons.	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2021 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales.

Namur, le 23 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Annexe 3. - POIDS DES LOTS ET DES ECHANTILLONS

Espèces	Poids maximal d'un lot (tonnes)	Poids minimal d'un échantillon à prélever sur un lot (grammes)	Poids de l'échantillon pour les dénombrements visés aux colonnes 4 à 10 du tableau figurant à l'annexe 2, point 2, A, et à l'annexe 2, point 3 (grammes)
1	2	3	4
<i>Avena nuda</i> , <i>Avena sativa</i> , <i>Avena strigosa</i> , <i>Hordeum vulgare</i> , <i>Triticum aestivum</i> subsp. <i>aestivum</i> , <i>Triticum turgidum</i> subsp. <i>durum</i> , <i>Triticum aestivum</i> subsp. <i>spelta</i> , <i>Secale cereale</i> , <i>xTriticosecale</i>	30	1 000	500
<i>Phalaris canariensis</i>	10	400	200
<i>Oryza sativa</i>	30	500	500
<i>Sorghum bicolor</i> (L) Moench subsp. <i>bicolor</i>	30	900	900
<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>drummondii</i> (Steud.) de Wet ex Davidse	10	250	250
Hybrides de <i>Sorghum bicolor</i> (L) Moench subsp. <i>bicolor</i> x <i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>drummondii</i> (Steud.) de Wet ex Davidse	30	300	300
<i>Zea mays</i> , semences de base de lignées <i>inbred</i>	40	250	250
<i>Zea mays</i> , semences de base autres que de lignées <i>inbred</i> et semences certifiées	40	1 000	1 000

Le poids maximal d'un lot ne dépasse pas de plus de cinq pour cent le poids maximal prévu.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2021 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales.

Namur, le 23 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W.y BORSUS

Annexe 4. - ETIQUETTE

A. Indications prescrites :

a) Pour les semences de base et les semences certifiées :

1. « Règles et normes CE ».
2. Service de certification et Etat membre ou leur sigle.
3. Numéro d'ordre attribué officiellement.
4. Numéro de référence du lot.
5. Mois et année de la fermeture exprimés par la mention : « fermé (mois et année) »; ou mois et année du dernier prélèvement officiel d'échantillons en vue de la certification, exprimés par la mention « échantillonné (mois et année) ».
6. Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins.
7. Variété, indiquée au moins en caractères latins.
8. Catégorie.
9. Pays de production.
10. Poids net ou brut déclaré, ou nombre déclaré de graines.

11. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.

12. Dans le cas de variétés qui sont des hybrides ou des lignées *inbred* :

- pour les semences de base, pour lesquelles l'hybride ou la lignée *inbred* à laquelle appartiennent les semences a été officiellement admis au catalogue national ou au catalogue commun : le nom de ce composant, sous lequel il a été officiellement admis avec ou sans référence à la variété finale, accompagné, dans le cas des hybrides ou lignées *inbred* destinés uniquement à servir de composants pour des variétés finales, du mot « composant »;

- pour les autres semences de base : le nom du composant auquel appartiennent les semences de base, qui peut être indiqué sous forme de code, accompagné d'une référence à la variété finale, avec ou sans référence à sa fonction (mâle ou femelle) et accompagné du mot « composant »;

- pour les semences certifiées : le nom de la variété à laquelle appartiennent les semences accompagnées du mot « hybride ».

13. Dans le cas où la germination a été réanalysée, les mots « réanalysée (mois et année) » et le service responsable de cette réanalyse peuvent être mentionnés. Ces indications peuvent être données sur une vignette adhésive officielle apposée sur l'étiquette officielle.

b) Pour les mélanges de semences :

1. « Mélange » (espèces ou variétés).

2. Service qui a procédé à la fermeture et Etat membre.

3. Numéro d'ordre attribué officiellement

4. Numéro de référence du lot.

5. Mois et année de la fermeture exprimés par la mention : « fermé (mois et année) ».

6. Espèce, catégorie, variété, pays de production et proportion en poids de chacun des composants; les noms de l'espèce et de la variété sont indiqués au moins en caractères latins.

7. Poids net ou brut déclaré ou nombre déclaré des graines.

8. En cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage, ou d'autres additifs solides, l'indication de la nature de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de graines pures et le poids total.

9. Dans le cas où au moins la germination de tous les composants du mélange a été réanalysée, les mots « réanalysée (mois et année) » et le service responsable de cette réanalyse peuvent être mentionnés. Ces indications peuvent être données sur une vignette adhésive officielle apposée sur l'étiquette officielle.

10. La mention « commercialisation admise exclusivement en... » (Etat membre concerné).

B. Dimensions minimales

110 mm x 67 mm.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2021 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales.

Namur, le 23 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Annexe 5. - ETIQUETTE ET DOCUMENT PREVUS DANS LE CAS DE SEMENCES NON CERTIFIEES DEFINITIVE-MENT DANS UN AUTRE ETAT MEMBRE

A. Indications figurant sur l'étiquette :

1- Autorité responsable de l'inspection sur pied et Etat membre ou leurs sigles;

2- Numéro d'ordre attribué officiellement;

3- Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins;

4- Variété, indiquée au moins en caractères latins, dans le cas de variétés (lignées *inbred*, hybrides) destinées à servir exclusivement de composants de variétés hybrides, le mot « composant » est ajouté.;

5- Catégorie;

6- Dans le cas de variétés hybrides, le mot « hybride »;

7- Numéro de référence du champ ou du lot;

8- Poids net ou brut déclaré;

9- Les mots « semences non certifiées définitivement ».

B. Couleur de l'étiquette :

L'étiquette est de couleur grise.

C. Indication figurant dans le document :

- 1 Autorité délivrant le document;

- 2 Numéro d'ordre attribué officiellement;

- 3 Espèce, indiquée au moins par sa dénomination botanique, qui peut figurer sous forme abrégée et sans les noms des auteurs, en caractères latins;

- 4 Variété, indiquée au moins en caractères latins;

- 5 Catégorie;

- 6 Numéro de référence des semences employées et nom du ou des pays ayant procédé à leur certification;
 - 7 Numéro de référence du champ ou du lot;
 - 8 Surface cultivée pour la production du lot couvert par le document;
 - 9 Quantité de semences récoltées et nombre d'emballages;
 - 10 Nombre de générations après les semences de base, dans le cas de semences certifiées;
 - 11 Attestation que les conditions auxquelles satisfait la culture dont les semences proviennent ont été remplies.
- Le cas échéant, résultats d'une analyse préliminaire des semences.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2021 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales.

Namur, le 23 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Annexe 6. - DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AU CONTRÔLE

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

1.1. Instances officielles :

1.1.1. ISTA (International Seed Testing Association) : Association internationale d'essais de semences qui développe et publie des procédures standardisées pour échantillonner et analyser de semences, et accrédite des laboratoires.

1.1.2. Inspecteur officiel : l'agent du Service qui effectue les tâches officielles de contrôle décrites dans le présent arrêté, qui a reçu la formation nécessaire, possède la compétence technique et travaille de manière impartiale et libre de tout conflit d'intérêts.

1.1.3. Echantillonneur officiel : l'agent du Service qui effectue les échantillonnages officiels, qui a reçu la formation nécessaire et possède la compétence technique pour effectuer les échantillonnages et les contrôles relatifs à l'échantillonnage.

1.1.4. Laboratoire officiel d'analyse de semences : le laboratoire d'Analyse de semences du Service, accrédité par l'ISTA.

1.1.5. Responsable de laboratoire : agent du Service, qui gère le laboratoire officiel d'analyse de semences et qui est responsable du fonctionnement du laboratoire officiel d'analyse de semences de manière générale, des instructions et du bon fonctionnement de l'équipement et qui rend compte des résultats pour la certification des lots.

1.1.6. Laboratoire habilité : laboratoire indépendant agréé par le Service chargé d'effectuer des contrôles de la présence d'organismes nuisibles sur les semences, selon des méthodes internationales en vigueur.

1.2. Opérateurs professionnels du secteur semencier :

Un opérateur professionnel est une personne de droit public ou privé au sens de l'article 2, 9°, du Règlement (UE) n°2016/2031 du 26 octobre 2016 active dans le secteur semencier. Il est également un opérateur au sens de l'article 3, 29° du Règlement (UE) n°2017/625 du 15 mars 2017.

1.2.1. Responsables des variétés :

a) Obtenteur : opérateur professionnel, qui cultive et développe de nouvelles variétés destinées au commerce et dont une variété est admise aux contrôles.

b) Mainteneur : opérateur professionnel, responsable de la sélection conservatrice d'une variété, mandaté par l'obteneur pour les variétés protégées.

c) Mandataire : opérateur professionnel, mandaté par l'obteneur ou par le mainteneur pour agir en son nom sur le territoire wallon.

1.2.2. Responsables de la production :

a) Preneur d'inscription : opérateur professionnel, habilité à présenter au contrôle des cultures destinées à la production de semences, conformément au point 5.2.2.

b) Multiplicateur : opérateur professionnel désigné par le preneur d'inscription comme responsable de la conduite des cultures et des soins spécifiques à la production et à la conservation temporaire de semences brutes.

c) Stockiste : opérateur professionnel disposant des installations, pour entreposer temporairement sur le territoire wallon des semences pour le compte d'un preneur d'inscription.

1.2.3. Responsables du commerce :

a) Négociant-préparateur en semences : opérateur professionnel disposant des installations nécessaires pour entreposer, nettoyer, sécher, façonner, préparer, désinfecter et emballer des semences.

b) Préparateur de mélanges : opérateur professionnel disposant, sur le territoire wallon, des installations nécessaires pour préparer, emballer, emmagasiner et conserver des mélanges de semences de différentes espèces et variétés.

c) Importateur : opérateur professionnel qui importe des semences d'un pays non-membre de l'Union européenne.

d) Exportateur : opérateur professionnel qui exporte des semences vers un pays non-membre de l'Union européenne.

1.2.4. Personnes et instances compétentes pour le contrôle sous contrôle officiel

a) Inspecteur officiellement agréé pour le contrôle sur pied : l'inspecteur agréé par le Service pour effectuer des inspections sur pied sous contrôle officiel. Il est, soit une personne physique indépendante, soit un employé d'une organisation indépendante, soit un employé d'une entreprise semencière; dans ce dernier cas des inspections sur pied sont uniquement réalisées pour des productions de semences inscrites au contrôle pour le compte de son employeur, à moins que ce dernier, le Service et celui qui demande le contrôle n'en aient convenu autrement.

b). Echantillonneur officiellement agréé : l'échantillonneur agréé par le Service, pour prélever des échantillons sous contrôle officiel selon les mesures prévues à l'article 22.

c) Responsable des échantillonneurs officiellement agréés d'une entreprise semencière : échantillonneur officiellement agréé par le Service, désigné au sein d'une entreprise semencière, comme responsable des instructions, de la mise à disposition des équipements utiles à l'échantillonnage pour chaque échantillonneur officiellement agréé de l'entreprise semencière, et qui, le cas échéant, vérifie le bon fonctionnement d'un échantillonneur automatique.

d) Laboratoire officiellement agréé : laboratoire agréé par le Service pour effectuer des essais de semences sous contrôle officiel selon les méthodes internationales en vigueur comme celles de l'ISTA; conformément au point 2° de l'article 21 de cet arrêté.

e) Analyste de semences en chef : personne qualifiée par le Service définie comme personne responsable du bon fonctionnement d'un laboratoire officiellement agréé de manière générale et des instructions et du fonctionnement correct des équipements. Cette personne est employée par la firme semencière à laquelle appartient le laboratoire officiellement agréé. Cette personne rend compte au Service des résultats obtenus.

f) Analyste de semences : personne qualifiée par le Service qui réalise des essais dans un laboratoire officiellement agréé par le Service et qui est employé par la firme semencière à laquelle appartient le laboratoire officiellement agréé.

1.3. Enregistrement d'un opérateur professionnel

Tout opérateur professionnel, repris aux points 1.2.1 à 1.2.3, actif dans la commercialisation ou dans la production des semences de céréales sur le territoire wallon est enregistré sous un numéro unique auprès du Service.

1.3.1. Procédure d'enregistrement

L'opérateur professionnel dépose une demande d'enregistrement auprès du Service.

Celle-ci comporte les informations suivantes :

a) les données à caractère personnel du demandeur si la demande d'enregistrement n'est pas introduite par l'opérateur professionnel à enregistrer : dénomination officielle, numéro d'entreprise et coordonnées; à ce titre, l'enregistrement d'un multiplicateur ou d'un stockiste peut être effectuée sur base des données fournies par un preneur d'inscription lors d'une demande d'inscription d'une parcelle de multiplication;

b) les données à caractère personnel de l'opérateur professionnel à enregistrer : dénomination officielle, numéro d'entreprise, le cas échéant numéro d'unité d'établissement et coordonnées de la personne responsable;

c) les activités pour lesquelles l'opérateur professionnel souhaite être enregistré; Pour un mainteneur ou un mandataire, la preuve des pouvoirs attribués par l'obtenteur ou pour le mandataire la preuve des pouvoirs attribués par le mainteneur est fournie;

d) le cas échéant, les données d'agrément de l'AFSCA de l'opérateur professionnel à enregistrer;

L'opérateur professionnel enregistré transmet une mise à jour des données de la demande pour le 30 avril au plus tard de l'année qui suit l'année au cours de laquelle des données ont été modifiées.

Toute modification des données reprises au point b) est communiquée au Service dans les trente jours suivants la modification de ces données.

Toute modification non communiquée au Service dans le délai prévu fait l'objet d'une demande de correction immédiate ou dans un délai fixé par le Service. Si l'opérateur ne corrige pas ces données dans le délai fixé, le Service modifie ou annule l'enregistrement.

1.3.2. Conditions d'enregistrement :

Tout opérateur professionnel enregistré conformément à cet arrêté, pour ce qui relève de son enregistrement,

- 1° connaît et respecte les réglementations en vigueur en matière de certification et de commercialisation des semences de céréales;

- 2° désigne une personne responsable pour le bon fonctionnement des installations utilisées dans le cadre de la production ou de la commercialisation des semences et pour la communication avec le Service;

- 3° permet au Service d'effectuer les activités de contrôles ou de surveillance de sa production, dans son entreprise et dans les lieux de production en mettant à disposition l'équipement et les installations nécessaires à la sécurité des conditions de travail;

- 4° communique au Service tous les renseignements nécessaires aux différentes étapes du processus de production et de commercialisation;

- 5° a des systèmes et procédures en place pour assurer la traçabilité des productions à chaque étape du processus de production et de commercialisation;

- 6° informe le Service du début et de la fin des activités qu'il peut exercer en qualité d'opérateur professionnel enregistré.

1.4. Agréments d'un opérateur professionnel :

Les négociants-préparateurs de semences et les préparateurs de mélanges, sont agréés par le Service.

1.4.1. Procédure d'agrément :

Pour pouvoir être agréé, l'opérateur professionnel :

1) pendant ou après son enregistrement, fait la demande écrite d'agrément auprès du Service;

2) fait l'objet d'un contrôle sur place, effectué par le Service, durant lequel un inventaire des locaux, des installations utilisées dans le cadre de l'activité est établi, ainsi qu'un constat de conformité de ces locaux et installations pour l'activité considérée;

3) désigne, lors du contrôle repris sous 2), la personne responsable de l'activité ou son délégué.

1.4.2. Conditions d'agrément :

L'opérateur professionnel agréé fournit la preuve qu'il remplit au moins les conditions suivantes :

- 1° il dispose de locaux et installations réservés strictement aux activités pour lesquelles un agrément est demandé. Les superficies sont en rapport avec les volumes envisagés des semences à produire. Les locaux sont propres et garantissent une bonne conservation des semences. La présence de produits autres que des semences n'est pas autorisée. Après un contrôle sur place, le Service peut donner des dérogations quant à l'usage des locaux ou installations. Au moins une balance est présente. En cas de besoin, l'installation dispose d'un appareillage pour la prise d'échantillons représentatifs et d'une étiqueteuse pour appliquer des étiquettes conformément à la réglementation en vigueur;

- 2°il fournit au Service toutes les facilités pour effectuer les activités de contrôle de façon indépendante. Le Service a à sa disposition, en cas de besoin, une armoire ou pièce fermant à clef pour pouvoir entreposer ses propres matériaux et documents;

- 3°il identifie les points critiques du processus de production et développer et appliquer des méthodes de surveillance et de contrôle de ces points;

- 4°il traite les semences de manière adéquate ou les élimine lorsque celles-ci ne répondent pas aux normes légales (sur base de symptômes visibles) de certification;

- 5°il fait échantillonner les semences lors du processus de production et de certification, et fait analyser les échantillons des semences pour la détection des ORNQs et des autres organismes nuisibles dans un laboratoire habilité;

- 6°il utilise des emballages conformes à la réglementation en vigueur quant à leur fermeture et leur identification;

- 7°il conserve les données des documents officiels d'inspection, les étiquettes de certifications et autres documents relatif aux semences aussi longtemps que les semences sont présentes sur le lieu de production et pendant minimum un an après leur retrait du lieu de production;

- 8°il respecte les engagements pris auprès du Service pour les activités réalisées sous contrôle officiel.

1.4.3. Maintien, suspension ou retrait de l'agrément :

L'agrément est valable du 1 juillet au 30 juin de l'année suivant sa délivrance. Il est renouvelé tacitement d'année en année aussi longtemps que les conditions imposées sont remplies et que les engagements mentionnés en 1.4.2 sont respectés.

L'opérateur professionnel agréé avertit immédiatement le Service de toute modification importante des installations ou de tout changement d'identité de la personne responsable.

En cas d'interruption des activités couvertes par l'agrément, signalée au Service par la personne responsable, l'agrément est suspendu. Une visite de contrôle telle que prévue au 1.4.1 est effectuée au moment de la reprise des activités.

Le Directeur du Service modifie ou retire l'agrément quand :

- 1 les conditions reprises au 1.4.2 ne sont plus remplies;

- 2 les activités couvertes par l'agrément ne sont plus exercées;

- 3 les frais d'agrément ne sont pas payés;

- 4 l'opérateur le demande;

- 5 des infractions à la législation relative à la commercialisation des semences commise par l'opérateur professionnel sont constatées par des autorités officielles d'une autre région ou d'un autre Etat-membre et que ces infractions sont de nature à affecter les activités ou les semences de l'opérateur professionnel sur le territoire wallon. Dans ce cas, le Service informe cet opérateur professionnel des données et des sources sur lesquelles il fonde sa décision.

Lorsque le Directeur du Service retire l'agrément d'un opérateur professionnel, il en informe ce dernier par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi en lui communiquant les éléments motivant sa décision. Si l'opérateur professionnel conteste la décision de retrait d'agrément, celui-ci introduit un recours administratif auprès de l'Inspecteur général du Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception du courrier par lequel la décision faisant l'objet du recours lui a été notifiée.

Le recours administratif mentionne les moyens de défense de l'opérateur professionnel.

L'Inspecteur Général prend une décision qu'il notifie à l'intéressé par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi.

1.5. Agrément d'un laboratoire :

Le Service agréé un laboratoire pour tester la qualité du matériel végétal pour la présence de ORNQ et d'autres organismes nuisibles si le laboratoire répond aux conditions énoncées à l'article 37, 4°, du Règlement (UE) n°2017/625 du 15 mars 2017.

1.5.1. Modalités d'octroi de l'agrément et de maintien :

Le laboratoire soumet une demande d'agrément au Service contenant les informations suivantes :

1) un certificat d'accréditation pour la norme EN ISO / CEI 17025 comme indiqué à l'article 37, 4, e) du Règlement (UE) n°2017/625 du 15 mars 2017, précisant la portée de l'accréditation comme indiqué à l'article 34, 5 du Règlement (UE) n°2017/625 du 15 mars 2017;

2) une copie des statuts du laboratoire ou de la personne morale responsable;

3) le nom et l'adresse du laboratoire; identification, y compris d'une personne physique responsable de tous les tests effectués;

4) les organismes, les types de tests et la procédure d'échantillonnage et de transport pour lesquels l'agrément est demandé;

5) la preuve d'expérience utile avec des références sur la réalisation d'essais sur du matériel végétal afin de démontrer la présence d'agents pathogènes.

L'agrément est valable pour une durée indéterminée tant que le laboratoire répond aux conditions suivantes :

1 ° il accepte et met en œuvre tous types de demandes d'analyses pour lesquelles le laboratoire est agréé;

2 ° il utilise les informations communiquées par le Service uniquement dans le cadre de sa mission;

3°il envoie une copie des rapports d'analyse au Service de la manière déterminée par ce dernier;

4 ° le cas échéant et à la demande du Service il participe à des essais inter-laboratoires organisés au niveau national ou international;

5 ° il communique au Service toute modification des informations incluses dans l'agrément;

6° il garantit la qualité des prestations fournies.

1.5.2. Refus, suspension et retrait de l'agrément :

Le Service refuse, tout ou partie de l'agrément du laboratoire si les conditions énoncées à l'alinéa 1^{er} du point 1.5.1. ne sont pas remplies.

Le Service suspend ou retire tout ou partie de l'agrément du laboratoire si les conditions énoncées à l'alinéa 2, point 1.5.1, 1° à 4° ne sont plus remplies.

Le Directeur du Service retire l'agrément en tout ou partie à la demande du laboratoire.

Le Service peut procéder à une enquête administrative et technique à tout moment pendant la durée de l'agrément.

Lorsque le Directeur du Service est amené à retirer l'agrément d'un laboratoire, il en informe ce dernier par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi en lui communiquant les éléments motivant la décision. Si le laboratoire conteste la décision de retrait d'agrément, celui-ci introduit un recours administratif auprès de l'Inspecteur Général du Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du courrier par lequel la décision faisant l'objet du recours lui a été notifiée.

Le recours administratif mentionne les moyens de défense du laboratoire officiellement agréé.

L'Inspecteur général prend une décision qu'il notifie à l'intéressé par lettre recommandée.

1.6. Variétés admises au contrôle :

Les variétés des espèces reprises à l'article 3 de cet arrêté se présentant sous forme de variétés à pollinisation libre, de variétés hybrides (intrasécifiques), de variétés hybrides chimiques d'espèces autogames, d'hybrides CMS ou de variétés hybrides d'espèces allogames sont admises au contrôle si elles figurent :

- 1° au catalogue national, ou;

- 2° au catalogue commun, ou;

- 3° à la liste de l'O.C.D.E. (Organisation de Coopération et de Développement Economique), au cas où la variété se trouve uniquement sur la liste de l'O.C.D.E. la production de semences est exclusivement destinée à l'exportation vers des pays tiers.

Les variétés en instance d'inscription dans le catalogue national ou, s'il s'agit de variétés d'un obtenteur belge, les variétés en instance d'inscription dans un catalogue d'un autre État-membre de l'Union européenne sont également admises au contrôle. Dans ce cas, la certification officielle des lots de semences de ces variétés se fait uniquement qu'après leur inscription effective dans l'un des catalogues précités; la preuve en est fournie au Service par le preneur d'inscription.

Toutefois, sous certaines conditions, le Service peut autoriser la commercialisation de lots de semences des variétés soumises à enregistrement en vue de leur inscription au catalogue national des variétés de plantes agricoles.

L'autorisation est uniquement accordée pour effectuer des tests dans des exploitations agricoles afin de collecter des données sur la culture ou l'utilisation de la variété conformément à l'article 4 de la décision 2004/842 / CE de la Commission du 1^{er} décembre 2004 fixant les modalités d'application selon lesquelles les États-membres peuvent autoriser la commercialisation de semences ou de matériel de multiplication de variétés pour lesquelles une demande d'inscription au catalogue national des variétés destinées à l'agriculture ou aux légumes a été introduite.

Les obligations imposées dans la décision susmentionnée s'appliquent.

1.7. Catégories et classes de semences certifiables :

Les semences examinées et certifiées officiellement sont rangées selon la génération et les exigences qualitatives particulières conformément aux définitions des points 4° à 10° du paragraphe 1^{er} de l'article 3 du présent arrêté.

Les semences peuvent être certifiées dans une des catégories ou classes indiquées dans le tableau 1.

Tableau 1

Catégories et classes	Espèces autogames				Espèces allogames***	
	Variétés à pollinisation libre	Variété hybrides			Variétés à pollinisation libre	Variété hybrides
		VHC*	SMC**	Autres		
Semences de prébase	X	-	-	-	X	-
Semences de base	-	-	X	X	-	X
Semences de base E2	X	-	-	-	X	-
Semences de base E3	-	X	X	X	X	X
Semences certifiées R1	X	-	-	-	-	-
Semences certifiées R2	X	-	-	-	-	-
*VHX : variétés hybrides chimiques, on se base sur les variétés et/ou lignées qui sont approuvées et certifiées comme semences de base conformément à la procédure normale. Pour la production de la variété hybride, les deux variétés parentales (ou lignées parentales) sont cultivées en bandes parallèles. Pour la composante femelle, comme pour la composante mâle, une bande au moins est identifiée.						
** SMC : Stérilité-mâle cytoplasmique pour la production de semences de base ou certifiées d'hybrides d' <i>Hordeum vulgare</i> . La lignée femelle est rendue mâle stérile par le biais de cette technique. Les composants mâle et femelle sont semés conjointement.						
*** sont considérées comme des espèces allogames : l'alpiste, le seigle et le maïs.						

1.8. Autres catégories de semences :

1.8.1. Semences d'obteneur : Semences produites par sélection généalogiques, appartenant à la génération précédant les semences de prébase.

1.8.2. Semences non certifiées définitivement :

Semences non certifiées définitivement issues :

- de récoltes de parcelles de multiplication acceptées provisoirement, transférées entre un multiplicateur, un stockiste ou un négociant-préparateur, ou expédiées vers un autre Etat-membre de l'Union européenne;
- de récoltes dans un autre Etat-membre de l'Union européenne, ou dans un pays tiers auquel une équivalence d'inspection sur pied a été accordée par l'Union européenne.

CHAPITRE 2. — *Activités sous contrôle officiel, agrément, conditions et règles*

La réglementation européenne permet aux entreprises de réaliser elles-mêmes certains contrôles et examens sous contrôle officiel, lorsque certaines conditions sont remplies.

Les entreprises qui souhaitent exercer des activités sous contrôle officiel, ainsi que leurs collaborateurs, respectent les mesures prévues à l'article 21 et au §2 de l'article 22 de cet arrêté.

2.1. Contrôle sur pied sous contrôle officiel :

2.1.1. Champ d'application

Des contrôles sur pied sous contrôle officiel peuvent être effectués pour la production de semences de céréales de toutes les classes de la catégorie de semences certifiées.

Pour effectuer des contrôles sur pied sous contrôle officiel, le preneur d'inscription en fait la demande lors de l'inscription des parcelles de multiplication au contrôle.

Les contrôles sur pied sous contrôle officiel sont exécutés en conformité avec les exigences applicables aux contrôles sur pied officiels de cet arrêté.

2.1.2. Agrément comme « inspecteur officiellement agréé » :

Le Service octroie un agrément comme « inspecteur officiellement agréé » à la personne physique qui :

- apporte la preuve de sa qualification technique pour la réalisation des contrôles sur pied pour une espèce considérée, obtenue par des examens officiels organisés par le Service ou si sa qualification technique est garantie par d'autres services officiels européens de contrôle;
- suit les journées d'étude informative théorique ou pratique organisée par le Service;
- réalise des contrôles sur pied sous contrôle officiel au minimum une fois tous les trois ans;
- rédige, conformément aux instructions données par le Service, les rapports de contrôles et autres documents administratifs relatifs aux inspections des cultures qu'il réalise.

L'inspecteur officiellement agréé est soit une personne indépendante, soit une personne employée d'une entreprise semencière. Dans ce dernier cas, les contrôles sur pied sous contrôle officiel sont uniquement réalisés pour des parcelles de multiplication de semences inscrites par la société semencière qui l'emploie sauf dispositions contraires conclues entre le Service, la société semencière employant l'inspecteur et une autre société semencière.

L'inspecteur officiellement agréé non employé par une société semencière, se voit confier la réalisation de contrôles sur pied sous contrôle officiel par le Service.

L'agrément est valable du 1^{er} janvier au 31 décembre; il est reconduit tacitement d'année en année tant que les conditions imposées ci-dessus sont remplies.

2.1.3. Refus, suspension ou retrait de l'agrément :

Le Directeur du Service refuse tout ou partie d'un agrément de l'inspecteur officiellement agréé si les conditions d'agréments ne sont pas remplies. Il suspend tout ou partie d'un agrément de l'inspecteur officiellement agréé s'il constate un manquement technique dans le chef de l'inspecteur officiellement agréé ou un non-respect des dispositions du présent arrêté portant sur les contrôles en culture (contrôle sur pied).

Dans ce cas, l'inspecteur officiellement agréé reçoit un avertissement écrit du Directeur du Service précisant le manquement observé et spécifiant la suspension de son agrément.

La suspension de l'agrément est levée lorsque l'inspecteur a suivi un recyclage et a réussi un examen officiel organisé par le Service. La durée de la suspension n'excède pas trois ans, au-delà de cette durée l'agrément est retiré par le Service. Dans ce cas, toute certification des cultures examinées, pour la campagne culturale considérée, est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises;

Le Directeur du Service retire tout ou partie d'un agrément de l'inspecteur officiellement agréé si :

- 1) le Service constate que l'inspecteur officiellement agréé ne respecte pas les dispositions du présent arrêté;
- 2) le Service constate des négligences administratives (documents incomplets, imprécis ou rentrés hors des délais prescrits) dans le chef d'un inspecteur officiellement agréé
- 3) l'inspecteur officiellement agréé le demande.

Dans les cas repris sous 1) et 2), un avertissement écrit lui est adressé. Lorsque trois avertissements écrits lui ont été adressés lors de trois saisons culturales successives sans explications jugées satisfaisantes, le Service lui retire son agrément.

Lorsque le Service est amené à retirer l'agrément d'un inspecteur officiellement agréé, il en informe ce dernier par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi en lui communiquant les éléments motivant la décision.

Si la décision de retrait d'agrément est contestée par l'inspecteur officiellement agréé, celui-ci peut introduire un recours administratif auprès de l'Inspecteur général du Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception du courrier par lequel lui a été notifiée la décision faisant l'objet du recours.

Le recours administratif mentionne les moyens de défense de l'inspecteur officiellement agréé.

L'Inspecteur Général prend une décision qu'il notifie à l'intéressé par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi.

Lorsqu'un inspecteur officiellement agréé voit son agrément suspendu ou retiré, il se fait à nouveau agréer pour réaliser des contrôles sous contrôle officiel.

2.2. Prise d'échantillons sous contrôle officiel

2.2.1. Champ d'application :

Des échantillonnages sous contrôle officiel peuvent être effectués pour la production de semences de céréales de toutes les espèces et classes.

Le négociant-préparateur qui souhaite faire exécuter des prises d'échantillons de semences manuelles sous contrôle officiel s'engage par écrit chaque année à faire exécuter les prises d'échantillons de semences par des échantillonneurs officiellement agréés par le Service.

Le négociant-préparateur qui souhaite faire exécuter des prises d'échantillons de semences automatiques sous contrôle officiel en fait la demande au Service et dispose d'un appareillage technique répondant aux conditions d'échantillonnages fixées par le Service.

Les échantillonnages sous contrôle officiel sont exécutés en conformité avec les exigences applicables aux échantillonnages officiels de cet arrêté.

Si l'analyse de l'échantillon est réalisée par un laboratoire officiellement agréé, l'échantillon est prélevé en quantité suffisante pour pouvoir le subdiviser en deux sous-échantillons dont l'un est destiné à l'analyse au laboratoire officiellement agréé et l'autre au contrôle éventuel dans le laboratoire officiel d'analyse de semences.

2.2.2. Agrément comme « échantillonneur officiellement agréé » :

Le Directeur du Service octroie l'agrément comme « échantillonneur officiellement agréé » à la personne physique qui :

- 1 apporte la preuve de sa qualification technique pour la réalisation des échantillonnages des semences, sanctionnée par des examens officiels organisés par le Service ou si sa qualification technique est garantie par d'autres services officiels européens de contrôle;

- 2 suit les journées d'étude informative théorique et/ou pratique organisées par le Service;

- 3 réalise des échantillonnages sous contrôle officiel au minimum une fois tous les trois ans.

L'agrément est valable du 1^{er} janvier au 31 décembre; il est reconduit tacitement d'année en année aussi longtemps que les conditions imposées restent remplies.

L'échantillonneur officiellement agréé ne tire aucun profit personnel des résultats des prises d'échantillons qu'il effectue.

L'échantillonneur officiellement agréé dispose, pour l'exécution des prises d'échantillons de lots de semences, du matériel préconisé dans les méthodes internationales d'échantillonnage en vigueur.

2.2.3. Refus, suspension ou retrait d'un agrément :

Le Service refuse tout ou partie d'un agrément de l'échantillonneur officiellement agréé si les conditions d'agrément ne sont pas remplies.

Le Directeur du Service peut suspendre ou retirer tout ou partie d'un agrément de l'échantillonneur officiellement agréé si :

a) les conditions d'agrément ne sont plus remplies;

b) le Service constate que l'échantillonneur officiellement agréé ne respecte pas les dispositions du présent arrêté;

c) le cas échéant, l'échantillonneur officiellement agréé le demande.

Le Service réalise des audits des activités d'échantillonnage, selon les modalités qu'il détermine.

Lorsque le Service constate des manquements dans le chef de l'échantillonneur officiellement agréé, un avertissement écrit lui est adressé.

Sont considérés comme des manquements :

a) les non-conformités détectées lors de l'audit précité;

b) les négligences administratives (documents incomplets, imprécis ou rentrés hors des délais prescrits) répétées;

c) les résultats hors tolérance résultant des comparaisons des essais de contrôles effectués sur base d'échantillons de semences prélevés sur un même lot par un échantillonneur officiellement agréé et par un échantillonneur officiel.

L'échantillonneur officiellement agréé met en œuvre une action corrective, dans un délai et sous la forme convenue avec le Service. Si l'action corrective n'est pas réalisée dans le délai convenu, le Service suspend l'agrément.

Sans mise en application de l'action corrective dans les trente jours à compter de la fin de l'expiration du délai convenu, le Service retire l'agrément. Dans ce cas, toute certification des semences échantillonnées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

Lorsque le Directeur du Service retire l'agrément d'un échantillonneur officiellement agréé, il en informe ce dernier par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi en lui communiquant les éléments motivant la décision.

Lorsqu'un échantillonneur officiellement agréé conteste un retrait, il peut introduire un recours administratif auprès de l'Inspecteur général du Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception du courrier par lequel lui a été notifié la décision faisant l'objet du recours.

Le recours administratif mentionne les moyens de défense de l'échantillonneur officiellement agréé.

L'Inspecteur général prend une décision qu'il notifie à l'intéressé par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi.

Lorsqu'un échantillonneur officiellement agréé voit son agrément suspendu ou retiré, il se fait à nouveau agréer pour réaliser de nouvelles prises d'échantillons.

2.2.4. Contrôle des échantillonnages sous contrôle officiel :

Le contrôle des échantillonnages sous contrôle officiel respecte les mesures prévues au paragraphe 2 de l'article 22 de cet arrêté.

Dans le cas d'un échantillonnage automatique, il n'y a pas lieu de prélever des échantillons de contrôle, sauf en cas de dysfonctionnement de l'appareil constaté lors d'un contrôle officiel.

2.3 Essais de semences sous contrôle officiel :

2.3.1. Champ d'application :

Des essais sous contrôle officiel peuvent être effectués pour la production de semences de céréales de toutes les classes à certifier.

Le négociant-préparateur rédige un protocole interne sur le processus de travail relatif à la réalisation des essais sous contrôle officiel.

2.3.2. Agrément comme « laboratoire officiellement agréé » :

Le Service agréé un laboratoire au sens du point 1.2.4, c) s'il répond aux conditions prévues à l'article 21, 2°.

L'agrément porte sur toutes les espèces de céréales ou sur certaines espèces en particulier. L'agrément concerne les analyses nécessaires à la certification des lots de semences telles que prévues à l'article 4, paragraphe 1^{er}, 2^o et aux points 2 et 4 de l'annexe 2.

Pour être agréé, le laboratoire introduit une demande au Service accompagnée d'un dossier apportant les informations sur la compétence de son personnel, sur les équipements et les installations et sur les procédures internes mises en place pour la réalisation d'essais sous contrôle officiel. Il s'engage à tenir à disposition du Service pendant un an les échantillons analysés et à conserver pendant trois ans un enregistrement des échantillons analysés et de leurs résultats.

Sur base du dossier introduit et d'une visite de contrôle des installations, le Service statue sur l'octroi de l'agrément.

L'agrément est valable du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année; il est prolongé tacitement tant que les conditions d'agrément sont respectées.

Le Service peut refuser, suspendre, annuler ou retirer tout ou partie d'un agrément d'un laboratoire officiellement agréé si :

- 1 les conditions d'agrément précitées ne sont pas ou plus remplies;
- 2 les frais d'agrément ne sont pas payés;
- 3 le laboratoire ne dispose plus d'un analyste en chef ou d'analystes de laboratoire officiellement agréé en nombre suffisant par rapport aux activités à réaliser.

Le Service réalise des audits des activités du laboratoire, selon les modalités qu'il détermine.

Si le laboratoire officiellement agréé souhaite étendre la portée de son agrément à une nouvelle espèce, il en fait la demande au Service. Le Service décide de l'octroi ou du refus de l'extension conformément aux conditions applicables pour l'agrément initial.

2.3.3. Suspension et retrait d'un agrément :

Lorsque le Service constate des manquements dans les activités du laboratoire, un avertissement écrit est adressé à l'analyste en chef.

Sont considérés comme des manquements :

- a) les non-conformités détectées lors de l'audit précité;
- b) les négligences administratives (documents incomplets, imprécis ou rentrés hors des délais prescrits) répétées;
- c) les résultats hors tolérance résultant des comparaisons des essais de contrôle effectués par le laboratoire officiellement agréé et par le laboratoire officiel d'analyses de semences.

Le laboratoire agréé met en œuvre une action corrective, dans un délai convenu avec le Service. Si l'action corrective n'est pas réalisée dans le délai et sous la forme convenue, le Service suspend l'agrément.

Sans mise en application de l'action corrective dans les trente jours à compter de la fin de l'expiration du délai convenu, le Service retire l'agrément. Dans ce cas, toute certification des semences examinées est annulée, à moins qu'il puisse être démontré que les semences répondent quand même à l'ensemble des conditions requises.

Lorsque le Service retire l'agrément d'un laboratoire officiellement agréé, il en informe ce dernier par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi en lui communiquant les éléments motivant la décision. Si le laboratoire officiellement agréé conteste la décision de retrait d'agrément, celui-ci introduit un recours administratif auprès de l'Inspecteur Général du Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception du courrier par lequel la décision faisant l'objet du recours lui a été notifiée.

Le recours administratif mentionne les moyens de défense du laboratoire officiellement agréé.

L'Inspecteur général prend une décision qu'il notifie à l'intéressé par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi.

2.3.4. Le personnel du laboratoire officiellement agréé :

L'analyste de semences en chef ainsi que les analystes :

- 1 sont qualifiés par le Service si cette qualification technique est obtenue par des examens officiels organisés par le Service ou si cette qualification technique est garantie par d'autres services officiels européens de contrôle; dans ce dernier cas, le champ d'application de la compétence détaillé par analyse et par espèce est mentionné par le Service officiel compétent;

- 2 sont responsables de l'application correctes des directives en matière d'analyses de semences et s'engage par écrit à exécuter minutieusement les règles officielles;

- 3 ne tirent aucun profit personnel des résultats d'analyses de semences qu'ils réalisent.

L'analyste de semences en chef agit en tant qu'intermédiaire entre le laboratoire officiellement agréé et le laboratoire officiel d'analyses de semences.

2.3.5. Contrôle des essais de semences sous contrôle officiel :

Le contrôle des essais sous contrôle officiel respecte les mesures prévues au 2^o de l'article 21.

CHAPITRE 3. — Sélection conservatrice d'une variété

Chaque année au 31 mars, les personnes chargées de la sélection conservatrice d'une variété en Wallonie déclarent au Service, par écrit et pour chacune des variétés concernées, le programme de sélection conservatrice en précisant la méthode appliquée et le matériel utilisé, le lieu de réalisation, la superficie utilisée et les quantités produites. Elles permettent au Service d'effectuer des contrôles sur place.

Pour pouvoir commercialiser des semences prélevées de la sélection conservatrice l'obteneur, le mainteneur ou leur mandataire en présente la culture au contrôle.

Si la sélection conservatrice a lieu à l'étranger, le matériel appartenant à une génération antérieure à la semence de prébase, proposé à la multiplication en Wallonie, est accompagné d'une déclaration du mainteneur reprenant les points suivants :

- 1 la quantité de semences fournies;
- 2 le numéro de référence du lot;
- 3 la description de l'étiquette attachée aux emballages (ou un spécimen de cette étiquette);
- 4 la catégorie et la classe des semences pouvant être produites à partir de ce matériel.

Toutes ces informations sont remises au Service au plus tard à l'inscription de la culture.

CHAPITRE 4. — *Champ de contrôle*

Le Service vérifie, au moyen de la mise en place d'un champ de contrôle, si les lots de semences commercialisés sont conformes aux exigences de certification européennes et wallonnes.

Le champ de contrôle est utilisé pour évaluer la pureté d'espèce, l'identité variétale et la pureté variétale d'un lot pendant tout un cycle de croissance.

Le champ de contrôle est établi à partir :

- 1 d'échantillons officiels, à savoir : l'échantillon de référence officiel des variétés, utilisé lors de l'examen officiel de la variété, ou un échantillon prélevé dans un lot d'une classe supérieure pour lequel il a été constaté sur un champ de contrôle officiel qu'il est identique à l'échantillon original utilisé lors de l'inscription à l'examen officiel de la variété, ou un échantillon de référence officiel obtenu les années précédentes;
- 2 d'échantillons de lots destinés à la multiplication, pré-contrôle;
- 3 d'échantillons de lots certifiés, post-contrôle;
- 4 d'échantillons de lots en cours de processus de certification.

Ces échantillons sont prélevés à partir de lots homogènes par des échantillonneurs officiels ou des échantillonneurs officiellement agréés. Ils sont semés sur un champ de contrôle aménagé pour le compte du Service ou sur un champ de contrôle aménagé dans un autre État-membre par l'instance compétente à cet effet.

Le preneur d'inscription est responsable du prélèvement d'un échantillon représentatif d'au moins chaque lot pour lequel une inscription de multiplication est déposée au Service.

Sur base des observations effectuées au champ de contrôle, la décision prise lors du contrôle sur pied peut être revue, sans toutefois pouvoir être plus favorable.

Lorsque, dans un échantillon de semences prélevé sur un lot pour un contrôle *a posteriori*, le nombre de plantes aberrantes constaté par parcelle de X plantes est dépassé, il y a lieu de prélever un nouvel échantillon pour analyse. Si le nouvel échantillon n'est pas prélevable ou si le résultat de l'analyse n'est pas conforme aux normes requises, le lot n'est pas commercialisé. Les parties du lot déjà commercialisées et non semées sont reprises par le négociant-préparateur et les étiquettes officielles retirées. Les normes en nombre de plantes aberrantes par nombre de plantes observées pour un lot d'une espèce et classe données sont reprises au tableau 2.

Tableau 2

Tableau 2 : Normes de contrôles à posteriori des semences certifiées

Espèces	Catégorie	Normes de pureté variétale minimale en %	Nombre maximum de plantes aberrantes (parcelle de X nombre de plantes)					
			12000 pl	5000 pl	4000 pl	3000 pl	2000 p	1000 pl
Avoine, orge, riz, froment, épeautre (autres qu'hybrides)	Semences de pré-base et de base	99,9	18	9	8	6	5	3
	Semences certifiées 1 ^{ère} reproduction	99,7	46	22	18	14	10	6
	Semences certifiées 2 ^{ème} reproduction	99,0	138	62	51	39	28	16
Triticale	Semences de pré-base et de base	99,7	46	22	18	14	10	6
	Semences certifiées 1 ^{ère} reproduction	99,0	138	62	51	39	28	16
	Semences certifiées 2 ^{ème} reproduction	98,0	265	117	95	73	51	28

CHAPITRE 5. — *Inscription au contrôle*

Les cultures destinées à la production de semences de prébase, de base et certifiées sont inscrites auprès du Service avant les dates reprises dans le tableau 3.

Tableau 3 : Date limite d'inscription au contrôle

Epoque de semis	Date
Avant le 01-01	15-01
Entre le 01-01 et le 31-03	15-04
Entre le 01-04 et le 30-04	05-05
Après le 30-04	15 jours après le semis

Le Service peut encore accepter des inscriptions après la date limite, jusqu'au 31 mai, au cas où le retard serait justifié et à condition que les contrôles sur pied puissent encore être organisés dans de bonnes conditions. Toute inscription rentrée au Service au-delà des dates prescrites sont considérées comme des inscriptions tardives.

5.1. Emplacement de la culture :

La culture est installée en Wallonie.

Si la culture traverse une frontière régionale ou nationale, celle-ci est contrôlée par l'autorité compétente dans la région ou le pays dans lequel la culture aura été inscrite par le preneur d'inscription.

5.2. Conditions d'inscription :

5.2.1. Conditions phytosanitaires :

Avant inscription, la parcelle de multiplication ainsi que le lot mère de semences sont déclarées indemnes de tous organismes nuisibles spécifiés dans le règlement d'exécution (UE) 2019/2072 de la Commission du 28 novembre 2019 établissant des conditions uniformes pour la mise en œuvre du règlement (UE) 2016/2031 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne les mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux, abrogeant le règlement (CE) n° 690/2008 de la Commission et modifiant le règlement d'exécution (UE) 2018/2019 de la Commission..

5.2.2. Personnes habilitées (preneurs d'inscription) :

Les cultures destinées à la production de semences de prébase, et celles de variétés en procédure d'inscription au catalogue national sont inscrites par l'obteneur, le mainteneur ou leur mandataire.

Les cultures destinées à la production de semences de la catégorie « base » et de la catégorie « certifiée » sont inscrites par l'obteneur, le mainteneur ou leur mandataire wallon ou par un négociant-préparateur mandaté à cette fin.

Par l'inscription, le preneur d'inscription autorise le Service à communiquer aux obteneurs, mainteneurs et leurs mandataires, à leur demande, concernant leurs variétés, les données suivantes :

- 1 l'identité du preneur d'inscription;
- 2 les superficies présentées au contrôle et les superficies acceptées lors du contrôle sur pied;
- 3 les quantités de semences officiellement certifiées dans chaque catégorie et classe.

Le transfert de cultures ou de leurs productions, entraîne également le transfert de cette autorisation.

5.2.3. Origine des semences utilisées, les lots mères :

Pour inscrire une culture, le preneur d'inscription fournit au Service l'identité des lots-mères utilisés.

Cette identité est étayée aux moyens des documents suivants :

- 1 Pour les semences d'obteneur : le document d'identification de l'obteneur, du mainteneur ou de leur mandataire;

- 2 Pour les semences de prébase et les semences de variétés en procédure d'inscription au catalogue national : les étiquettes officielles de certification couvrant le(s) lot(s) mère(s) utilisés; dans le cas des variétés en procédure d'inscription l'étiquette officielle porte clairement la mention « destinée à la multiplication »;

- 3 Pour les semences des catégories « base » et « certifiée » :

- soit la totalité des étiquettes officielles qui couvre les lots mères utilisés;
- soit la facture de vente ou le bordereau de livraison au multiplicateur, mentionnant l'espèce, la variété, la classe, le numéro de référence du lot, les numéros de toutes les étiquettes officielles couvrant les lots mères utilisés et le poids correspondant.

Pour les semences d'obteneur, les semences de prébase ou les semences de variétés en cours de procédure d'inscription au catalogue national, le preneur d'inscription remet au Service les documents ou étiquettes officielles lors de l'inscription de la culture au contrôle.

Pour les semences de base et de semences de la catégorie certifiée, le cas échéant, les documents ou étiquettes officielles sont remis par le multiplicateur à l'inspecteur chargé du contrôle de la culture lors de sa première visite.

L'absence de ces documents ou étiquettes officielles, lors de l'inscription ou, le cas échéant lors du contrôle, entraîne le refus de la culture.

5.2.4. Semis des échantillons de lots mères au champ de contrôle :

Le preneur d'inscription fournit au Service un échantillon moyen et représentatif de chaque lot, destiné à la multiplication, en vue d'être semé au champ de contrôle.

Chaque échantillon est clairement identifié au moyen des indications suivantes :

- le nom de l'espèce et de la variété;
- le numéro de référence du lot dont il est issu;
- le pays de production;
- la catégorie et la classe;
- le numéro d'enregistrement du preneur d'inscription;
- le poids de l'échantillon;
- la destination : contrôle du lot mère (pré-contrôle) ou contrôle à *posteriori*.

Les échantillons prélevés en vue de leur culture au champ de contrôle sont en la possession du Service au plus tard aux dates indiquées dans le tableau 4 ou au plus tard aux dates indiquées par le responsable du champ de contrôle. Le Service peut accorder des dérogations moyennant une demande écrite motivée du preneur d'inscription.

Le poids d'un échantillon de semences d'obteneur est 2 500 grammes. Le poids d'un échantillon de semences de prébase, de semences de base, de semences E2, de semences E3 et de semences certifiées R1 et R2 est de 2 000 grammes. Le poids des échantillons peut être modifié sur demande de l'instance qui établit les champs de contrôle.

Les échantillons sont prélevés par des échantillonneurs officiels ou des échantillonneurs officiellement agréés, sur indication du preneur d'inscription.

Pour la production de variétés hybrides chimiques d'espèces autogames et d'hybrides SMC, le preneur d'inscription envoie un échantillon de chaque lignée parentale inscrite au catalogue national ou au catalogue commun. Elles sont certifiées comme semences de base. Les échantillons sont semés en même temps que l'échantillon de contrôle de la variété hybride issue du croisement de ces lignées parentales.

Tableau 4

Espèce	Date
Escourgeon (Orge d'hiver)	5/10
Seigle, Epeautre, Triticale	25/10
Froment d'hiver	15/11
Froment de printemps, Orge de printemps, Avoine	15/03
Maïs	15/04

5.2.5. Description variétale

Pour effectuer les inspections sur pied, le Service dispose d'une description variétale officielle. Lorsqu'une variété non inscrite au catalogue national est multipliée pour la première fois en Wallonie, le preneur d'inscription fournit au Service, en même temps que l'échantillon destiné au champ de contrôle, la description officielle de cette variété établie par l'UPOV, International Union for the Protection of New Varieties of Plants ou par l'OCVV, l'Office Communautaire des Variétés Végétales.

Toute modification éventuelle de cette description lui est communiquée.

Pour une variété en cours de procédure d'inscription au catalogue national ou au catalogue national des variétés d'un autre État-membre, le preneur d'inscription transmet au Service une description variétale provisoire telle qu'introduite lors de l'inscription de la variété en vue de son admission à un catalogue précité.

5.3. Procédure d'inscription

L'inscription au contrôle des parcelles de multiplication consiste à ce que les personnes habilitées fournissent au Service, avant les dates arrêtées, au moyen des bulletins d'inscription, toutes les données nécessaires pour lui permettre d'organiser et d'exécuter le contrôle des cultures. Ces données sont :

- 1- l'identification de l'obteneur ou de son mandataire et nature du mandat;
- 2- l'identification du preneur d'inscription : nom, adresse, numéro de téléphone et numéro d'entreprise;
- 3- l'identification du multiplicateur : nom, adresse et numéro de téléphone et numéro d'entreprise;
- 4- la localisation exacte de la parcelle de multiplication : commune principale, ancienne commune, rue ou hameau et le géoréférencement de la parcelle (coordonnées GPS ou Lambert) ou le numéro de parcelle attribué lors de la dernière déclaration de superficie à l'Administration des aides agricoles et l'orthophotoplan correspondant;
- 5- la superficie de la parcelle et les précédents culturaux;
- 6 l'identification des semences utilisées;
- 7 l'espèce;
- 8 la variété;
- 9 la catégorie et la classe, mentionner la dénomination qui est indiquée sur les étiquettes qui couvraient les emballages des semences utilisées;
- 10 le numéro du lot;
- 11 l'instance qui a délivré les étiquettes;
- 12 le nombre d'étiquettes et, pour la production de semences de base, les numéros des étiquettes;
- 13 la quantité de semences utilisées;
- 14 la catégorie et la classe des semences à produire; celle-ci est inférieure d'un rang au moins à celle des semences utilisées;
- 15 l'identité des lignées parentales pour la production de variétés hybrides.

Un seul bulletin d'inscription est établi par parcelle. Est considéré comme une parcelle, chaque morceau de terrain, non partagé, ensemencé avec une culture destinée à la production des semences d'une variété, d'une catégorie ou classe bien définie, séparé de toute culture avoisinante conformément aux dispositions de cette réglementation.

Lorsqu'il est constaté lors de contrôle sur pied que l'inscription a trait à plus d'une parcelle, l'inscription initiale de la culture est remplacée par plusieurs nouvelles inscriptions de la culture, au *pro rata* du nombre de parcelles de multiplication sur lesquelles l'inscription initiale de la culture portait.

Les bulletins d'inscription sont accompagnés d'une liste récapitulative, établie selon les instructions du Service, et le cas échéant :

- des documents d'identification des lots mères;
- de la description variétale officielle ou provisoire;
- de l'autorisation de l'obteneur, du mainteneur ou de leur mandataire pour les productions de semences des catégories prébase et base;
- des données des tests variétaux pour les variétés en procédure d'inscription dans un catalogue et la copie de l'autorisation de commercialisation pour les variétés visées au point 1.6;
- de tout autre document que le Service juge nécessaire.

5.4. Retrait de l'inscription :

Les parcelles de multiplication inscrites au contrôle pour lesquelles le contrôle sur pied n'est plus souhaité, sont retirées par le preneur d'inscription si aucun contrôle sur pied n'a été effectué. Dans ce cas, le preneur d'inscription communique par écrit au Service la destination des semences issues de la parcelle retirée.

CHAPITRE 6. — Contrôle des cultures

6.1. Identification des parcelles :

Une parcelle pour laquelle l'inscription a été acceptée est contrôlée si elle est identifiable de manière explicite par l'inspecteur chargé du contrôle.

6.2. Précédent :

Les mesures prévues à l'annexe 1, au point 1 sont d'application.

Excepté pour la culture de maïs, la parcelle de multiplication n'a pas porté de céréales de la même espèce l'année précédente, sauf si le preneur d'inscription peut prouver qu'il s'agissait de la même variété.

6.3. Séparation :

Chaque parcelle inscrite est séparée de toute parcelle avoisinante par une bande libre de minimum 0,5 mètre, sauf si le multiplicateur élimine tout risque de mélange mécanique lors de la récolte.

Cette règle ne s'applique pas aux parcelles contiguës qui ont été inscrites par le même preneur d'inscription comme des parcelles individuelles et qui sont destinées à la production de semences d'une même variété et d'une même classe.

6.4. Avertissement du multiplicateur :

L'inspecteur chargé du contrôle sur pied d'une parcelle avertit, en temps utile, le multiplicateur de sa visite en attirant l'attention du multiplicateur sur les conditions que respecte la parcelle à contrôler, en termes d'identification, de séparation et d'épuration. L'inspecteur interroge également le multiplicateur sur l'usage des pesticides fait sur la parcelle à contrôler.

Si la parcelle n'est pas encore en règle avec un des points énumérés ci-dessus, le multiplicateur peut demander que le contrôle sur pied soit retardé d'au maximum sept jours.

Lorsque plusieurs visites sont prévues, les instructions données par l'inspecteur lors d'une visite antérieure sont exécutées avant la visite suivante.

Lorsqu'une seule visite est prévue, aucun contrôle supplémentaire n'est effectué, sauf si le preneur d'inscription en fait la demande. Dans ce cas, le contrôle supplémentaire, à charge du preneur d'inscription, est effectué si les conditions de contrôle sont toujours correctes.

Le multiplicateur informe l'inspecteur lorsqu'un contrôle sur pied n'est plus à exécuter en raison du refus ou du déclassement provisoire de la parcelle établi lors d'un contrôle précédent. La suppression des contrôles prévus est confirmée immédiatement par le preneur d'inscription.

6.5. Identification des semences mères utilisées :

Conformément au point 5.2.3., le multiplicateur remet à l'inspecteur les étiquettes qui couvraient les emballages des semences utilisées, soigneusement rangées par parcelle, lors du premier (ou unique) contrôle sur pied; si le multiplicateur présente encore ces étiquettes à d'autres instances ou personnes officielles, un reçu lui est délivré.

Si les étiquettes ne sont pas présentées, la parcelle est contrôlée sous réserve; cette parcelle ne sera classée que si l'identité des semences utilisées peut être prouvée par un autre document provenant du preneur d'inscription, sur lequel le numéro de lot des semences mères est indiqué.

6.6. Contrôle sur pied :

Les contrôles sur pied sont exécutés par des inspecteurs officiels ou des inspecteurs officiellement agréés.

Les inspecteurs officiellement agréés peuvent uniquement faire des observations sur des cultures destinées à la production de semences de la catégorie « certifiées », d'espèces désignées par le Service.

Le contrôle sur pied comprend une ou plusieurs visites de la culture productrice de semences pour s'assurer :

- de la séparation entre cultures;
- de l'état de la culture;
- de l'identité d'espèce et de variété;
- de la pureté d'espèce et de variété;
- de l'état sanitaire de la culture;
- des dispositions prises pour éviter des pollinisations indésirables;
- de la bonne conduite de la parcelle en vue de la production des semences de la catégorie ou de la classe envisagée.

Lors du contrôle sur pied, la parcelle est être dans un état tel que les observations puissent se faire correctement.

6.6.1. Nombre et époque des contrôles sur pied :

Les contrôles sur pied sont effectués quand l'état cultural et le stade de développement de la culture permettent un examen satisfaisant.

(a). Pour *Avena nuda*, *Avena sativa*, *Avena strigosa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Phalaris canariensis*, *xTriticosecale*, *Triticum aestivum* L. subsp *aestivum*, *Triticum turgidum* L. subsp *durum*, *Triticum aestivum* L. subsp *spelta* et *Secale cereale*, le nombre de contrôles sur pied est au minimum de :

- deux pour la production de semences de prébase, pour la production de semences de base E2 et pour la production de variétés hybrides chimiques et de variétés hybrides SMC;
- un pour la production de semences de base, pour la production de semences de base E3 et pour la production de semences certifiées.

Lorsqu'un seul contrôle est prévu, il est réalisé après la floraison. Lorsque deux contrôles sont prévus, ils sont réalisés à la complète épiaison et après la floraison

(b). Pour *Zea mays* et *Sorghum* spp

Les contrôles sur pied ont lieu dès l'apparition des premières panicules et jusqu'à la fin de la floraison, selon les modalités fixées au point 7, b) sous bb) de l'annexe 1 de cet arrêté.

6.6.2. Isolement :

Les cultures sont distantes de toute source de pollen pouvant provoquer une pollinisation croisée indésirable conformément aux dispositions du point 2, du point 4 a), du point 5 a), et du point 5bis a) de l'annexe 1 de cet arrêté.

6.6.3. Pureté d'espèce et pureté spécifique :

L'inspecteur vérifie que la culture appartient à la variété inscrite, qu'elle est suffisamment homogène, que les adventices ne sont pas trop nombreuses et que le champ de production est suffisamment exempt de plantes issues de cultures précédentes.

6.6.3.1. Méthodes de comptages :

A) Seigle (*Secale cereale*)

Par Hectare : minimum 10 comptages, chacun sur 1 m²

Moyenne x 100 = X/are.

B) Maïs (*Zea mays*)

Le nombre de plantes à examiner pour la production de :

- Semences de base : 5 x 200 par hectare ou fraction d'hectare;
- Semences certifiées : 4 x 100 par hectare avec un maximum de 2.000 plantes par parcelle.

C) Autres espèces

Pour déterminer les impuretés d'espèce :

- Parcelle jusqu'à 5 hectares : 5 comptages de 10 m²;
- Parcelle supérieure à 5 hectares : 1 comptage supplémentaire (de 10 m²) par hectare supplémentaire.

Moyenne $\times 10 = X/\text{are}$.

Pour déterminer les impuretés variétales :

- Parcelle jusqu'à 5 hectares : 5 comptages en nombre d'épis, en fonction de la classe à produire, comme indiqué au tableau 5;

- Parcelle supérieure à 5 hectares : 1 comptage supplémentaire par ha supplémentaire

Tableau 5

Classe à produire	Nombre minimal d'épis par comptage
Semences de prébase	10 000
Semences de base E2	8 000
E3	4 000
Semences certifiées R1	2 000
R2	1 000

Pour la production de variétés hybrides chimiques de céréales autogames, les bandes femelles et mâles sont contrôlées après l'épiaison.

6.6.3.2. Normes en impuretés d'espèce

Les principes et tolérances d'application sont indiquées dans le tableau 6.

Tableau 6

Nombre de plantes d'une espèce de céréale aberrante par are	Inscrit pour la production de :		
$X \leq 3$	Semences de prébase et de base	R1	R2
$X \leq 6$		R1	R2
$X \leq 15$			R2
Les normes mentionnées ci-dessus sont à appliquer strictement pour : - la folle avoine dans l'avoine; - le froment et le triticale dans l'épeautre; - le froment et le seigle dans le triticale; - l'épeautre et le triticale dans le froment; - le triticale dans le seigle			
Dans tous les autres cas : acceptation sous réserve d'un stockage et d'un triage séparés			

6.6.3.3. Normes d'impuretés variétales :

La culture est conforme aux exigences en matière d'identité et de pureté variétales prévues aux dispositions des points 3, 4 b), 5 b) et 5bis b) de l'annexe 1 de cet arrêté, ainsi qu'aux dispositions du point 1 de l'annexe 2 de cet arrêté.

En outre, les productions de semences de prébase répondront aux mêmes exigences en matière d'identité et de pureté variétale que celles prévues pour les productions de semences de base.

Sont considérées comme impuretés variétales et notées séparément :

- les plantes d'une autre variété;
- les hybrides naturels;
- les mutants à savoir : les émeraudes, les spelloïdes et les compactoïdes dans le froment et les fatuoïdes dans l'avoine.

Une teneur inférieure ou égale à 1 pour mille de mutant n'est pas considérée comme une impureté variétale au contrôle sur pied, si cette même teneur est également constatée sur les plantes issues de la culture des semences du même lot mère emblavé dans un champ de pré-contrôle.

Dans le cas d'une production de semences au moyen d'un agent chimique d'hybridation, la culture satisfait aux normes et conditions quant à la variété reprises au point 5 b) de l'annexe 1.

Lorsque le taux d'hybridité (H) est déterminé au champ, il l'est selon la méthode suivante :

Après traitement de la parcelle avec un ACH (agent chimique d'hybridation), 300 épis de la lignée femelle sont protégés avant la floraison par des sacs :

$$H = 100 (1 - a/c),$$

avec a = le nombre de grains présents dans les épis protégés,

avec c = le nombre de grains présents dans les épis non protégés de la lignée femelle traitée avec un ACH.

Les parcelles peuvent aussi être refusées si la pollinisation de la lignée mâle est insuffisante à cause :

- soit d'un développement insuffisant de la lignée mâle;
- soit d'une mauvaise concordance de la floraison des deux lignées parentales;
- soit d'une production insuffisante de pollen de la lignée mâle.

Epurier n'est pas possible.

6.6.4. Etat sanitaire de la culture :

Un mauvais état sanitaire peut entraîner le refus d'une culture.

Les inspecteurs officiels ou les inspecteurs officiellement agréés vérifient que la culture :

- soit pratiquement exempte d'organismes nuisibles réduisant la valeur d'utilisation et la qualité des semences;

- réponde aux prescriptions concernant les organismes de quarantaine de l'Union, les organismes de quarantaine de zone protégée et les organismes réglementés non de quarantaine comme prévu au point 6 de l'annexe 1.

La présence de plantes atteintes par l'ergot est signalée sur le rapport de contrôle en nombre d'épis à l'are.

Une culture est acceptée si elle répond aux normes établies par espèce au point 6.6.

Une modification de l'aspect de la variété, due à un traitement chimique ou à toute autre cause ne permettant plus l'identification de la variété, entraîne le refus.

Un mauvais état de la culture et plus particulièrement la présence d'adventices, dont les graines sont difficiles à éliminer lors du triage, peut être cause de refus. L'inspecteur peut signaler que des mesures restrictives sont d'application lors du triage.

Les épurations éventuelles sont faites avant la visite de contrôle sur pied. Lorsque plusieurs visites sont prévues, une épuration supplémentaire peut être effectuée entre les visites.

A la demande du preneur d'inscription, une parcelle peut, pour une raison technique, être subdivisée en deux ou plusieurs parcelles. Dans ce cas, l'inscription originale est retirée et remplacée par de nouvelles inscriptions tardives au prorata du nombre de parcelles issues de la division.

6.7. Classification de la culture :

Le Service classe la culture, après le contrôle sur pied, sur base des constatations faites sur le champ de multiplication et des données documentaires vérifiées à l'inscription.

Dans le cas d'inspections sur pied effectuées sous contrôle officiel, les inspecteurs officiellement agréés communiquent au Service dans les cinq jours les constatations faites.

La classification de la culture après le contrôle sur pied peut être revue sur base des constatations faites sur le champ de contrôle sans toutefois être plus favorable.

Si la classification ne correspond pas à la classe proposée par le preneur d'inscription ou si la culture est refusée, le Service en informe le preneur d'inscription et le multiplicateur dans les deux jours ouvrables qui suivent la visite de contrôle sur pied. Le Service fournit au preneur d'inscription et au multiplicateur, une copie du rapport de contrôle sur pied précisant la raison du déclassement ou du refus.

Les résultats défavorables concernant des caractéristiques pour lesquelles la possibilité d'observation peut évoluer très rapidement sont immédiatement signalés par fax, par téléphone ou par mail au preneur d'inscription.

Dans le cas exceptionnel où le preneur d'inscription peut invoquer suffisamment de motifs techniques pour demander un examen complémentaire, un nouveau contrôle sur pied peut être accordé. La demande, dûment justifiée, est faite par écrit au Service dans les trois jours ouvrables suivant la communication du résultat. Le contrôle sur pied complémentaire est réalisé si des conditions normales de contrôle sont maintenues et est toujours effectué par un inspecteur officiel après réalisation des interventions nécessaires.

Lorsque le preneur d'inscription ou le multiplicateur conteste les observations faites lors du contrôle sur pied ou le contrôle sur pied complémentaire, il peut demander une contre-expertise. La demande est adressée au Service par écrit dans les trois jours ouvrables suivant la communication du résultat, en mentionnant les observations contestées. En pareil cas, aucune modification n'est apportée à la parcelle ou à la culture (épuration ou autre intervention physique). La contre-expertise est effectuée par un inspecteur officiel désigné par le Service, accompagné de l'inspecteur qui a fait les premières constatations, et de préférence en présence d'un délégué du preneur d'inscription.

S'il est constaté qu'une épuration ou qu'une autre intervention physique a eu lieu, les constatations faites lors de la visite précédente sont validées et irrévocables.

En cas de refus de la parcelle, le preneur d'inscription communique au Service la destination de la récolte.

L'ensemble des rapports de contrôles sont envoyés au Service au plus tard pour les dates suivantes :

Cultures	Dates
<i>Hordeum vulgare</i> L.	10 juillet
Céréales à paille sauf <i>Hordeum vulgare</i> L.	21 juillet
Autres céréales	15 août

Selon les conditions météorologiques, le Service peut ajuster ces dates.

Le non-respect de ces dates peut entraîner le refus de la parcelle concernée, sauf si le preneur d'inscription a demandé une dérogation justifiée par écrit au Service.

La classification d'un lot après le contrôle sur pied est provisoire.

CHAPITRE 7. — Contrôle des semences brutes

7.1. Généralités :

Le preneur d'inscription prend toutes les mesures nécessaires pour qu'à chaque moment :

- les droits de l'obteneur, du mainteneur et de leur mandataire restent garantis;
- le lot de semences soit clairement identifié;
- aucune possibilité de contamination ou de mélange non autorisé n'existe;
- un échange de lots soit impossible.

Le preneur d'inscription avertit le Service du lieu où les semences sont réceptionnées et du début des activités.

Le preneur d'inscription qui cède des semences brutes à une autre personne habilitée en avise le Service par écrit au moment de la réception des semences brutes.

Le preneur d'inscription peut, sur base d'un accord écrit de l'obteneur, du mainteneur ou de leur mandataire, céder des semences appartenant à des générations antérieures aux semences de la catégorie certifiée et des semences de variétés en cours d'inscription au catalogue national ou au catalogue national d'un autre État-Membre de l'Union européenne. L'obteneur, le mainteneur ou leur mandataire définit la catégorie et la classe les plus élevées pouvant être attribuées. Celles-ci ne sont toutefois pas être supérieures aux semences de base.

A défaut de cet accord, les semences sont classées, au mieux, en tant que semences de la catégorie « certifiées ».

7.2. Récolte - Réception - Stockage et transport de lots de semences brutes :

Le preneur d'inscription est responsable de la récolte, du transport, de la réception, du stockage, du séchage et du pré-nettoyage des semences brutes. Chaque entrée ou sortie de semences brutes dans ou hors du lieu de stockage ou établissement du négociant-préparateur ou du stockiste agissant pour le compte du preneur d'inscription est notée par eux sur une fiche, dont le modèle est établi par le Service.

Cette fiche, remplie par le réceptionnaire désigné par le preneur d'inscription, est à conserver sur le lieu de stockage des semences et est tenue à la disposition du Service.

Dès la fin de la récolte de la parcelle, un exemplaire de cette fiche, dûment complété, est fourni au Service.

Les semences brutes issues de cultures situées dans une autre région, dans un autre État-membre de l'Union européenne ou dans un pays avec un système d'équivalence et dont le contrôle sur pied a été exécuté par le Service de certification régional ou étranger, sont accompagnées par des documents officiels démontrant que les semences ont été contrôlées conformément à la réglementation européenne. Les documents officiels provenant d'une autre région peuvent être un rapport de contrôle sur pied, ou une autorisation de transport et l'étiquette officielle grise si le lot a été stocké chez un opérateur différent du multiplicateur; Les documents officiels émanant d'un autre État-membre sont l'étiquette officielle grise et le document de transport international tels que prévus à l'annexe 5.

L'intervention du Service est demandée par l'opérateur professionnel qui souhaite transporter des semences brutes vers un autre État-membre de l'Union européenne. L'inspecteur officiel délivre le document prévu pour le transport international de semences non-certifiées définitivement, prend un échantillon, appose une étiquette grise pour semences non-certifiées définitivement, et scelle la marchandise.

Une autorisation de transport est nécessaire pour le transport des semences brutes entre stockistes, négociants-préparateurs et préparateurs de mélanges.

Les preneurs d'inscription font en sorte que les copies des rapports de contrôle sur pied ainsi que, le cas échéant, les documents complémentaires soient mis à la disposition du Service à l'endroit de la réception et du stockage. Ceci est également le cas pour des documents de transport officiels et les étiquettes grises officielles C.E. ou les étiquettes O.C.D.E. couvrant les semences brutes introduites ou importées.

7.3. Mélange de lots de semences brutes :

Des semences brutes d'une même espèce et même variété peuvent être assemblés, pour former un lot composé, sauf s'il s'agit de semences de prébase ou de base E2 ou si des mesures restrictives ont été prononcées au contrôle sur pied pour ces semences.

Chaque lot composé est homogène. Dans le cas de mélanges de semences de classes différentes, la classe la plus basse est attribuée au lot composé.

Il est interdit d'ajouter des semences au lot composé en cours de certification.

Pour chaque lot composé, le négociant-préparateur ou le stockiste qui agit au nom d'un négociant-préparateur établit un rapport de composition détaillant les lots entrant dans ce lot, conformément aux instructions du Service.

7.4. Préparation :

Seules les semences brutes, réceptionnées conformément aux conditions précitées sont prises en considération pour la certification officielle.

Elles sont préparées sous un numéro de lot, soit un numéro de production pour les lots simples, soit un numéro de référence pour les lots composés.

7.5. Retrait :

Le retrait du contrôle de semences tant brutes que triées est signalé au Service par écrit avec mention de la destination.

CHAPITRE 8. — Certification officielle

Le négociant-préparateur, lui-même preneur d'inscription ou agissant pour le compte du preneur d'inscription, ne présente à la certification que des semences brutes issues de cultures ayant subi avec succès les contrôles prescrits et qui répondent aux normes fixées pour l'espèce, la variété, la catégorie et la classe dans laquelle ces semences sont à certifier.

Un lot de semences est classé provisoirement sur base des normes fixées lors du contrôle sur pied pour l'espèce, la variété, la catégorie et la classe dans lesquelles les semences sont certifiées et le cas échéant, le souhait de l'obteneur, du mainteneur ou de leur mandataire de déclasser commercialement le lot.

8.1. Échantillonnage :

Des échantillons sont prélevés, par des échantillonneurs officiels ou par des échantillonneurs officiellement agréés, sur les lots de semences homogènes présentés à la certification, afin de vérifier par analyse s'ils répondent aux normes.

Le poids maximal d'un lot ainsi que le poids minimal des échantillons destinés aux analyses sont définis par espèce comme indiqué à l'annexe 3.

Un lot de semences enrobées, à l'exception des semences traitées et des semences pralinées, comporte au maximum un milliard de semences et son poids, incluant le matériel d'enrobage, ne dépasse pas 40 tonnes avec une tolérance de cinq pour cent (42 tonnes). Le poids maximal du lot de semences traitées et des semences pralinées est défini selon l'annexe 3 sans tenir compte du matériel d'enrobage.

Le poids minimal d'un échantillon à prélever sur un lot peut, dans le cadre d'une re-certification, être inférieur au poids prévu mais doit contenir au minimum 2 500 semences.

8.2. Analyse et classification :

Les échantillons sont analysés soit par un laboratoire officiel d'analyses de semences, soit par un laboratoire officiellement agréé.

Les analyses relatives aux ORNQs sont réalisées par un laboratoire habilité, sur base d'échantillons supplémentaires prélevés officiellement ou sous contrôle officiel.

Les semences répondent aux normes de certification prévues à l'article 4, §1^{er}, 2° et à l'annexe 2 du présent arrêté. La vérification de la conformité à ces normes est établie sur base d'analyses en laboratoire.

L'analyse du pouvoir germinatif ou de la pureté spécifique est uniquement exigée si le Service juge qu'il existe un doute à ce sujet pour le lot concerné. Dans ces cas, afin de prouver que le lot n'est pas douteux, le négociant-préparateur présente des résultats d'analyses favorables effectués sur des échantillons qu'il prélève. Ces échantillons sont prélevés au moment de la composition du lot sur chacun des composants, lots bruts, ou au moment de la préparation du lot.

L'analyse de la teneur en semences d'autres espèces, est réalisée :

- soit sur place par un contrôleur officiel habilité par le laboratoire officiel d'analyses de semences;
- soit dans un laboratoire officiel d'analyses de semences;
- soit dans un laboratoire officiellement agréé.

L'analyse en laboratoire pour la certification et la re-certification ne doit pas avoir été effectuée plus de deux mois avant l'application des étiquettes officielles de certification.

En cas de traitement chimique, toutes les semences sont clairement colorées.

La certification officielle et le classement définitif du lot sont effectués sur base des résultats de laboratoire.

8.3. Certificat spécial pour l'absence de folle avoine :

Si lors de l'inspection sur pied la culture était exempte d'*Avena fatua* et si un échantillon d'au moins 1 kilogramme, prélevé en stricte conformité avec les prescriptions en la matière, est exempt d'*Avena fatua*, ou si un échantillon d'au moins 3 kilogrammes prélevés suivant la procédure précitée est exempt d'*Avena fatua*, le Service délivre, sur demande, un certificat officiel spécial.

8.4. Lots officiellement certifiés :

Pour la mise au commerce, chaque conditionnement scellé d'un lot officiellement certifié porte une étiquette officielle de certification délivrée soit par le Service, soit sous le contrôle officiel du Service par le négociant-préparateur. Celle-ci est fixée de telle façon qu'il est impossible de la remplacer par d'autres documents ou de la réutiliser. Le cas échéant, une étiquette du fournisseur contenant des informations complémentaires est jointe.

8.4.1. Étiquettes officielles

Les étiquettes sont indéchirables. Elles sont autocollantes ou fixées au conditionnement scellé par une couture. Lorsque l'étiquette est pourvue d'un œillet, sa fixation doit être assurée par un scellé officiel.

Les étiquettes officielles ne sont attachées à l'emballage que si les semences répondent aux normes de certification mentionnées sur l'étiquette.

Par dérogation, des étiquettes peuvent être délivrées provisoirement et apposées sur l'emballage lors de l'échantillonnage si le négociant-préparateur s'engage à ne pas laisser partir le lot avant d'avoir reçu un résultat d'analyse conforme.

En cas d'urgence, après en avoir averti le Service, la livraison au premier destinataire commercial, pour autant qu'il n'est pas l'utilisateur final, peut avoir lieu avec les étiquettes délivrées provisoirement, avant que le résultat officiel du pouvoir réglementaire germinatif soit connu, à condition que le négociant-préparateur s'engage à garantir le pouvoir germinatif requis sur une étiquette spéciale du fournisseur et à reprendre le lot si les résultats finaux d'analyse sont défavorables.

Une étiquette officielle porte les mentions officielles reprises à l'annexe 4de cet arrêté.

Pour les variétés en cours de procédure d'inscription à un catalogue des variétés et pour lesquelles l'autorisation d'en commercialiser des lots a été donnée conformément au point 1.6., l'étiquette doit mentionner les indications supplémentaires suivantes :

- pour le nom de la variété : la référence de l'obtenteur, le nom proposé ou le nom approuvé et, le cas échéant, le numéro officiel de la demande d'inscription de la variété au catalogue des variétés;
- « variété non encore officiellement inscrite »;
- « uniquement pour essais et analyses ».

Dans le cas de traitement chimique, le nom de chaque matière active des produits utilisés doit figurer sur l'étiquette du fournisseur ou sur l'emballage.

Lorsque les semences certifiées répondent à des exigences relatives aux ORNQs, les étiquettes officielles comprennent le passeport phytosanitaire, conformément à l'article 1^{er}, points 3 et 4 du règlement d'exécution (UE) 2017/2313 de la Commission du 13 décembre 2017 établissant les conditions de forme du passeport phytosanitaire pour la circulation sur le territoire de l'Union et du passeport phytosanitaire pour l'entrée et la circulation dans une zone protégée.

Pour les semences d'une variété modifiée génétiquement, l'étiquette mentionne clairement qu'il s'agit d'une variété génétiquement modifiée en ajoutant au nom de la variété « variété génétiquement modifiée ».

Si l'opérateur souhaite inclure des informations complémentaires non prévues par cette réglementation et non vérifiées par le Service, sur l'étiquette officielle, il peut le faire en les séparant clairement des informations officielles, par exemple en utilisant une couleur neutre ou en préfixant les informations complémentaires de la formule « Selon déclaration ».

L'étiquette officielle ne comprend aucune forme de publicité.

Le Service peut, sur demande et après avoir arrêté les conditions, prévoir pour la commercialisation de petites quantités au dernier utilisateur, des dérogations en ce qui concerne l'emballage, le système de fermeture ainsi que le marquage.

8.4.2. Couleur des étiquettes :

Les étiquettes sont de couleur :

- blanche avec diagonale violette : pour les semences de prébase;
- blanche : pour les semences de base;
- bleue : pour les semences certifiées de la 1^{re} reproduction (R1) et semences certifiées;
- rouge : pour les semences certifiées de la 2^e reproduction (R2);
- verte : pour les mélanges de semences de différentes espèces ou de variétés;
- orange : pour les variétés en procédure d'inscription au catalogue national.

8.4.3 Délivrance des étiquettes officielles

Le Service délivre :

- des étiquettes officielles de certification complétées;
- des étiquettes officielles pré-imprimées à compléter par le négociant préparateur conformément au point 8.4.4;
- une autorisation au négociant-préparateur, à sa demande, pour qu'il se procure les étiquettes officielles et les faire pré-imprimer selon un modèle fourni par le Service.

Le Service accorde cette autorisation si :

- il a pu valider la conception de l'étiquette officielle à pré-imprimer,
- il reçoit du négociant-préparateur l'engagement :
 - de ne demander qu'un nombre défini d'étiquette officielle par modèle, qui respecte une numérotation unique et continue comprenant un code lettré et chiffré;

- d'utiliser les étiquettes officielle conformément aux règles du présent arrêté
- de tenir quotidiennement un registre d'utilisation.

Les obligations liées à l'engagement prennent fin lorsque les étiquettes officielles sont retournées au Service.

Si le négociant-préparateur ne respecte pas les conditions prévues dans l'engagement, le Service peut révoquer l'autorisation accordée et éventuellement imposer toute autre sanction prévue par la réglementation à l'encontre du responsable légal de l'entreprise. Le stock d'étiquettes non encore utilisés sera dans ce cas immédiatement réclamé.

8.4.4. Compléter une étiquette officielle mise à disposition par le Service :

Le négociant-préparateur complètent les étiquettes officielles mises à disposition par le Service avec ses propres appareils, à condition qu'il s'engage chaque année à respecter les conditions suivantes :

- les étiquettes officielles mises à disposition ne sont utilisées que pour des semences emballées dans la propre exploitation. En aucun cas, les étiquettes officielles ne sont transmises à des tiers ou mises à leur disposition;
- le négociant-préparateur tient quotidiennement un registre dans lequel sont mentionnés les numéros des étiquettes officielles entrant et sortant, avec les lots qu'ils identifient et les quantités correspondantes. Ce registre doit à tout moment être tenu à disposition du Service;
- les lots munis d'étiquettes officielles, non encore définitivement acceptés par le Service faute de résultats d'analyse favorable, restent entreposés de façon clairement identifiable dans le propre dépôt jusqu'à leur acceptation.

L'engagement prend fin à la remise des étiquettes officielles.

Lors de constatations de manquements aux obligations susmentionnées, le Service peut retirer immédiatement l'autorisation et prendre d'autres sanctions prévues par la réglementation à l'égard du responsable légal de l'exploitation.

8.5. Fermeture officielle :

8.5.1. Généralités :

Les emballages sont fermés officiellement par le Service ou sous la surveillance officielle du Service par le négociant-préparateur ou le préparateur de mélanges. Les emballages sont fermés de façon à ce qu'ils ne puissent être ouverts sans détérioration du système de fermeture ou sans que les étiquettes ou emballages ne montrent des traces de manipulation.

Les emballages sont scellés. Toutefois les scellés ne sont pas nécessaires dans les cas et sous les conditions énumérées ci-après :

O lorsque les sacs à valve sont utilisés, l'étiquette adhésive peut être apposée sur le côté du sac;

O sacs à fermeture cousue : lorsque l'étiquette indéchirable, adhésive ou non, qui ne présente aucune perforation préalable est retenue longitudinalement par la couture qui ferme l'emballage. Toute étiquette présentant la trace de plus d'une couture n'est pas conforme à la réglementation;

O sacs en matière non tissée et fermés par une couture, s'ils sont munis, au moins sur un des côtés de l'ouverture, d'une impression indélébile d'une échelle de numéros commençant par le numéro 1 au bord supérieur, ou d'une impression similaire, qui démontrent que les sacs ont gardé leurs dimensions originales.

Après certification définitive et fermeture, le Service peut prendre des échantillons complémentaires.

8.5.2. Stockage de semences certifiées dans des emballages non définitifs

Les lots de semences, pour lesquels un résultat d'analyse positif est connu et qui ne sont pas encore dans des emballages définitifs, sont considérés comme certifiés définitivement quand ils sont stockés sous la surveillance du Service. Chaque manipulation de ces lots et chaque fermeture officielle se fait sous contrôle d'un inspecteur officiel.

8.5.3. Transport en vrac de semences certifiées

Le transport en vrac de semences certifiées d'un négociant-préparateur vers un autre est autorisé sous les conditions suivantes :

O le Service est averti au préalable du transport en vrac envisagé;

O le camion ou les conteneurs sont complètement fermés et scellés;

O les étiquettes sont apposées sur le camion ou sur les conteneurs et une autorisation de transport est établie.

8.6. Lots refusés :

Pour un lot qui n'est pas certifié en raison de résultats d'analyses défavorables, les étiquettes éventuellement délivrées provisoirement sont restituées au Service. Le négociant-préparateur prend une décision dans les nonante jours qui suivent la décision de non-certification en ce qui concerne la destination du lot. Le Service peut accorder une dérogation sur le délai de nonante jours suite à une demande justifiée.

En cas de contestation du résultat d'analyse de l'échantillon, le négociant-préparateur peut, dans les 5 jours ouvrables, soit demander une nouvelle analyse officielle du même échantillon par le laboratoire officiel d'analyses de semences, soit faire procéder à un nouvel échantillonnage du lot par un échantillonneur officiel et demander une nouvelle analyse.

Si une nouvelle analyse officielle du même échantillon est demandée, le laboratoire peut utiliser une autre méthode d'analyse.

Si un nouvel échantillonnage officiel est demandé, et que l'analyse est faite de la même manière que la première, le résultat de la deuxième analyse est retenu pour autant qu'il soit compris dans les variations statistiques établies par l'ISTA. Si une méthode d'analyse différente est utilisée, le résultat obtenu par cette méthode d'analyse est retenu.

Une nouvelle analyse peut rester limitée aux caractéristiques qui étaient à la base du résultat défavorable, pour autant qu'il n'y a pas d'interaction avec d'autres caractéristiques. Cette option n'est pas autorisée pour l'émission de bulletins ISTA.

Si le négociant-préparateur, après autorisation du Service, retravaille le lot, soit par un nouveau triage, soit par un mélange homogène avec un autre lot de même variété et classe, la certification n'est possible qu'après l'obtention d'un résultat favorable pour le lot retravaillé. Si le mélange se fait avec un lot de même variété mais d'une autre classe, la classe la plus basse des composantes est attribuée.

Le négociant-préparateur communique au Service la destination de tout lot refusé, non commercialisé comme semences. Ces lots sont enlevés des magasins du négociant-préparateur dans les nonante jours à dater de la réception de la décision de refus.

CHAPITRE 9. — Opérations sur semences certifiées

9.1. Fractionnement et reconditionnement :

Tout fractionnement ou reconditionnement de lots de semences officiellement certifiés se fait sur demande chez un négociant-préparateur sous surveillance du Service.

Les lots fractionnés et reconditionnés sont pourvus de nouvelles étiquettes portant les mêmes indications que les étiquettes initiales complétées par :

- la date de la nouvelle fermeture;
- l'instance de certification qui a procédé à la fermeture précédente et la date de fermeture précédente

9.2. Composition de lots :

Des lots bruts et/ou officiellement certifiés, d'une même espèce et d'une même variété, peuvent être assemblés sous surveillance du Service par des opérateurs agréés à cet effet, selon le cas des négociants-préparateurs ou des préparateurs de mélanges, pour former un lot composé. Chaque lot composé est homogène et fait l'objet d'un rapport de composition détaillant les lots entrant dans ce lot composé.

La classe la plus basse des différents composants est attribuée au lot composé.

Le lot composé sera certifié conformément aux conditions reprises sous le point 8.2.

9.3. Mélange de semences :

Des lots d'espèces ou de variétés différentes de céréales peuvent être mélangés par des préparateurs de mélanges ou des négociants-préparateurs, s'ils sont de nature efficace, sur base de connaissances scientifiques ou techniques, à lutter contre la propagation de certains organismes nuisibles

Les différents composants d'un mélange répondent, avant mélange, aux règles de commercialisation qui leurs sont applicables. Une nouvelle analyse du pouvoir germinatif des semences à mélanger est requise si la dernière analyse d'un des composants ou la dernière fermeture date de plus de douze mois.

Le préparateur remet au Service l'ensemble des certificats couvrant initialement les semences mélangées.

Chaque mélange de semences doit être homogène et fait l'objet d'un échantillonnage, dont l'échantillon est conservé pendant un an.

Le mélange est commercialisable sous une étiquette officielle de certification de couleur verte sur laquelle sont reprises les indications et qui respectera les dimensions prévues au point A, b) et au point B de l'annexe 4 de cet arrêté.

9.4. Recertification :

Un lot de semences certifié depuis plus d'un an, peut être recertifié sur base de résultats favorables concernant la faculté germinative, obtenue par analyse officielle ou par analyses sous contrôle officiel d'un échantillon officiel ou prélevé officiellement.

Si un doute existe sur la conformité des semences aux conditions qui leurs sont applicables, conformément au point 2° de l'annexe 2, le laboratoire effectue les analyses complémentaires à celle relative à la faculté germinative. Si le lot ne satisfait plus aux normes qui leurs sont applicables, il peut être retravaillé comme prévu sous 8.2. En cas de contestation du résultat, les modalités décrites sous 8.5 sont d'application.

9.5. Traitement chimique à la demande de l'utilisateur final :

Des lots définitivement certifiés et officiellement fermés peuvent, à la demande d'un utilisateur final être traité avec des produits chimiques et des biostimulants. Les paramètres pouvant être influencés par le traitement font l'objet d'une nouvelle analyse de certification. Si les résultats sont favorables, de nouvelles étiquettes officielles sont délivrées.

9.6. Rupture des scellés de lots officiellement certifiés :

Les négociants-préparateurs informe le Service lorsque des lots définitivement certifiés ne seront pas commercialisés en tant que semences. La destination de ces lots est indiquée et les étiquettes utilisées sont mises à la disposition du Service.

CHAPITRE 10. — Introduction et importation

10.1. Semences introduites à partir d'un État-membre de l'Union européenne

10.1.1. Semences brutes :

L'introduction de semences brutes en vue de leur transformation ou conditionnement en Wallonie est autorisée moyennant des garanties fournies par le service étranger de certification. Par la suite, les semences sont traitées comme décrit sous 8.2.

Pour les transports entre des États-membres voisins, le Service peut conclure des accords bilatéraux sur les conditions applicables au transport et aux semences transportées. Le Service peut approuver l'exemption de l'exigence du passeport phytosanitaire conformément à l'article 82, § 3 du Règlement (UE) n°2016/2031 du 26 octobre 2016.

Pour le matériel de reproduction, appartenant à une variété qui ne figure ni au catalogue commun, ni au catalogue national, la preuve est apportée que les semences sont, suivant le cas, après multiplication ou triage, destinées à l'exportation vers un pays tiers, sauf s'il s'agit de variétés qui disposent de l'autorisation nécessaire pour être mises sur le marché conformément au point 1.6.

10.1.2. Semences définitivement certifiées :

Le contrôle à l'introduction n'est pas obligatoire pour les produits en libre circulation à l'intérieur de l'Union européenne. Les semences sont porteuses d'étiquettes officielles couplées, selon le cas, au passeport phytosanitaire.

L'importateur de semences se conforme aux exigences de l'article 25, §2 de cet arrêté.

10.2. Contrôle de semences importées à partir de pays tiers :

Les semences peuvent être importées de pays tiers avec lesquels l'Union européenne a établi un régime d'équivalence.

Dans ce cas, les conditions d'équivalence suivantes sont remplies :

- 1) le pays de l'O.C.D.E. a une équivalence avec l'Union européenne pour les espèces concernées;
- 2) la variété est reprise à la liste des variétés de l'O.C.D.E. et au catalogue de l'Union européenne;
- 3) le certificat O.C.D.E. comporte les mentions suivantes:
 - a. « EC-norms »;
 - b. « ISTA-methods » (pour USA et Canada « AOSA-methods »);
- 4) le certificat ISTA est présent à l'importation.

Le Service vérifie si les conditions d'équivalence sont remplies.

Si les conditions d'équivalence ne sont pas remplies, les semences ne sont pas admises à la circulation.

Dans le cas d'absence d'équivalence, l'importation des semences est autorisée si les semences remplissent l'une des conditions suivantes :

- elles appartiennent à une variété qui participe à des essais officiels en vue de l'inscription au catalogue national et sont destinées aux essais précités;
- elles sont destinées à des objectifs de sélection ou scientifiques;
- elles sont destinées à la multiplication dont le produit est exporté vers des pays tiers;
- elles sont destinées à la réexportation vers des pays tiers.

Dans les cas précités, l'importateur fournit la preuve du respect d'une des conditions et joint cette preuve au document d'importation.

CHAPITRE 11. — Certification O.C.D.E.

11.1. Champ d'application :

Les variétés appartenant au groupe des céréales, produites selon l'un des systèmes de l'O.C.D.E. pour les semences, peuvent être certifiées selon les règles du système concerné.

Sur demande, le Service délivre un certificat au titre du système de l'O.C.D.E., système de certification variétale des semences en circulation dans le commerce international.

11.2. Certificats :

11.2.1. Variétés figurant sur la liste de l'O.C.D.E. et, soit au catalogue communautaire, soit au catalogue national :

Pour l'exportation vers un pays tiers, les certificats établis selon le système des semences de l'O.C.D.E. peuvent remplacer les certificats traditionnels couvrant des semences produites en Wallonie.

11.2.2. Variétés figurant uniquement sur la liste de l'O.C.D.E. :

Les lots de semences de ces variétés provenant de cultures établies en Wallonie et admises lors du contrôle sur pied, sont couverts par les certificats prévus par le système de certification de l'O.C.D.E. si les semences répondent aux normes de ce système.

Ces lots sont destinés exclusivement à l'exportation.

11.2.3. Etiquettes O.C.D.E. ou marquage des emballages de semences

L'étiquette O.C.D.E. peut être adhésive ou non.

Elle est réalisée dans une matière suffisamment résistante pour ne pas se détériorer lors d'un emploi normal.

Son format est rectangulaire et elle présente le même code couleur que celui des étiquettes officielles utilisées en Wallonie. Un signe distinctif supplémentaire y est toutefois présent et prend la forme d'une bande noire d'une largeur minimale de 3 centimètres sur le côté gauche de l'étiquette.

Les mentions « O.C.D.E. Seed Scheme » et « Système de l'O.C.D.E. pour les Semences » sont inscrites dans la partie noire.

Les certificats sont rédigés en français ou en anglais et comprennent les renseignements suivants :

- le nom et l'adresse du Service;
- l'espèce (nom latin);
- la variété;
- la catégorie;
- le numéro de référence du lot précédé du code à trois lettres ISO-3166-1 de la Belgique et des initiales de l'autorité compétente (=BEL/SPW);
- Poids net ou brut déclaré, ou nombre de semences déclaré;
- le numéro de série unique attribué à chaque étiquette aux fins de son identification;
- Le pays de production;
- La région de production (pour les variétés locales);
- la déclaration de reconditionnement et changement d'étiquettes (le cas échéant).

Lorsque les renseignements sont imprimés d'une manière indélébile sur l'emballage, la disposition du texte et l'espace destiné à cette fin sont aussi semblables que possible à ceux d'une étiquette normale.

Aucune publicité ne figure sur l'étiquette ou sur l'emballage dans l'espace réservé à l'inscription indélébile des renseignements.

Pour un lot de semences de prébase, de base et certifiées, le Service peut également, à la demande, délivrer les résultats des analyses en laboratoire conformément aux normes de l'ISTA pour délivrer un certificat orange international de lot de semences.

11.3. Nouvelle fermeture :

Le propriétaire qui souhaite reconditionner et munir de nouvelles étiquettes un lot de semences importé sous le couvert de certificats O.C.D.E. peut le demander au Service à condition d'obtenir un accord préalable de l'autorité compétente du pays désignée du pays de production uniquement si le ré-étiquetage est prévu pour la certification dans une autre catégorie de semences.

Le Service précise les modalités de mise en œuvre.

11.4. Echantillons :

De chaque lot certifié ou recertifié, un échantillon officiel peut être prélevé pour le champ de contrôle.

CHAPITRE 12. - Contrôle des semences destinées à l'exportation

A la demande de l'exportateur, le contrôle peut se faire selon les critères, pour se conformer aux obligations commerciales conclues ou à la réglementation en vigueur dans le pays importateur.

L'exportateur soumet au Service les exigences phytosanitaires d'importation du pays de destination.
Le Service établit une procédure décrivant les modalités à respecter pour délivrer un certificat phytosanitaire.
Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2021 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales.
Namur, le 23 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/30297]

**23. DEZEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4 und Artikel D.134 Absatz 1 Ziffern 2, 3 bis 5, 8 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 21. Dezember 2001 zur Einführung einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung von Getreidesaatgut;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 17. Juni 2021;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 21. April 11 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 21. Juni 2021;

Aufgrund der am 4. Oktober 2021 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde Nr. 174/2021;

Aufgrund des am 6. Oktober 2021 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 70.167/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Notwendigkeit, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 abzuändern, um ihn mit den Änderungen der Durchführungsrichtlinie (EU) 2021/415 der Kommission vom 8. März 2021 und der Durchführungsrichtlinie (EU) 2021/2171 der Kommission vom 7. Dezember 2021 in Einklang zu bringen, deren Frist für die Umsetzung auf den 31. Januar 2022 festgelegt worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Definitionen und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 66/402/EWG des Rates vom 14. Juni 1966 über den Verkehr mit Getreidesaatgut, zuletzt abgeändert durch die Durchführungsrichtlinie (EU) 2021/415 der Kommission vom 8. März 2021 zur Änderung der Richtlinien 66/401/EWG und 66/402/EWG, zwecks Anpassung der taxonomischen Gruppen und Namen bestimmter Saatgut- und Unkrautarten an die Entwicklung des wissenschaftlichen und technischen Kenntnisstands umgesetzt.

Der vorliegende Erlass überträgt ebenfalls die Durchführungsrichtlinie (EU) 2021/2171 der Kommission vom 7. Dezember 2021 zur Änderung der Richtlinie 66/402/EWG des Rates hinsichtlich der Gewichte der Saatgutpartien und -proben von *Avena nuda*.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass gilt für die kommerzielle Erzeugung und das Inverkehrbringen von Getreidesaatgut innerhalb der Europäischen Union.

Für Getreidesaatgut, das für die Ausfuhr in Drittländer bestimmt ist, gelten, sofern die Bestimmung nachgewiesen werden kann und das Saatgut entsprechend gekennzeichnet ist, nur die Bestimmungen der Kapitel 11 und 12 von Anhang 6.

Art. 3 - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Inverkehrbringen: der Verkauf, der Besitz im Hinblick auf den Verkauf, das Anbieten zum Verkauf oder jede Überlassung, Lieferung oder Übertragung von Saatgut an Dritte, entgeltlich oder unentgeltlich, zum Zwecke der kommerziellen Nutzung;

2° Getreide: die Pflanzen der folgenden Arten, die zur landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Erzeugung, Zierzwecke ausgenommen, bestimmt sind:

1	<i>Avena nuda</i> L.	Nackthafer
2	<i>Avena sativa</i> L. (einschl. <i>A. byzantina</i> K. Koch)	Saathafer, Hafer (einschl. Mittelmeerhafer)
3	<i>Avena strigosa</i> Schreb.	Sand-Hafer oder Rau-Hafer
4	<i>Hordeum vulgare</i> L.	Gerste
5	<i>Oryza sativa</i> L.	Reis
6	<i>Phalaris canariensis</i> L.	Kanariengras

7	<i>Secale cereale</i> L.	Roggen
8	<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>bicolor</i>	Sorghum
9	<i>Sorghum bicolor</i> (L.) <i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>drummondii</i> (Steud.) de Wet ex Davidse	Sudangras
10	x <i>Triticosecale</i> Wittm. ex A. Camus	Hybriden aus der Kreuzung einer Art der Gattung <i>Triticum</i> mit einer Art der Gattung <i>Secale</i>
11	<i>Triticum aestivum</i> L. subsp. <i>aestivum</i>	Weichweizen
12	<i>Triticum turgidum</i> L. subsp. <i>durum</i> (Desf.) van Slageren	Hartweizen
13	<i>Triticum aestivum</i> L. subsp. <i>spelta</i>	Spelz/ Dinkel
14	<i>Zea mays</i> L. (partim)	Mais, ausgenommen Puffmais (Popcorn) und Zuckermais
15	<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>bicolor</i> x <i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>drummondii</i> (Steud.) de Wet ex Davidse	Hybriden, durch Kreuzung von Mohrenhirse und Sudangras gewonnen.

3° Sorten, Hybriden oder Inzuchtlinien von Mais und Sorghum spp:

- a) frei abblühende Sorte: Hinreichend homogene und beständige Sorte;
- b) Inzuchtlinie : Hinreichend homogene und beständige Linie, die durch mehrere aufeinanderfolgende Generationen im Wege der künstlichen Selbstbefruchtung unter gleichzeitiger Auslese oder durch gleichwertige Maßnahmen erlangt worden ist;
- c) Einfach-Hybride: Erste Generation aus einer vom Züchter definierten Kreuzung zweier Inzuchtlinien;
- d) Doppel-Hybride: Erste Generation aus einer vom Züchter definierten Kreuzung zweier Einfach-Hybriden;
- e) Dreiweg-Hybride: Erste Generation aus einer vom Züchter definierten Kreuzung einer Inzuchtlinie und einer Einfach-Hybride;
- f) Top-Cross-Hybride: Erste Generation aus einer vom Züchter definierten Kreuzung einer Inzuchtlinie oder einer Einfach-Hybride und einer frei abblühenden Sorte;
- g) Sortenkreuzungshybride : Erste Generation aus einer vom Züchter definierten Kreuzung von Pflanzen aus Basissaatgut von zwei frei abblühenden Sorten;

4° Vorstufensaatgut: Zuchtsaatgut der dem Basissaatgut vorhergehenden Generationen, das unter der Verantwortung des Saatzüchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszucht im Hinblick auf die Sorte gewonnen und von einer zuständigen Anerkennungsstelle gemäß den für die Anerkennung von Basissaatgut geltenden Bestimmungen amtlich kontrolliert worden ist;

5° Basissaatgut von Hafer, Gerste, Reis, Kanariengras, Roggen, Triticum, Weizen, Hartweizen und Dinkel, Hybriden jeweils ausgenommen : Samen,

- a) der unter der Verantwortung des Züchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszucht im Hinblick auf die Sorte gewonnen worden ist, ggf. ab Vorstufensaatgut;
- b) der zur Erzeugung von Saatgut entweder der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut" oder der Kategorien "Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung" oder "Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung" bestimmt ist;
- c) der vorbehaltlich von Artikel 5 § 1 die Voraussetzungen der Anhänge 1 und 2 für Basissaatgut erfüllt und
- d) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anhang 2 - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

6° Basissaatgut von Hybriden von Hafer, Gerste, Reis, Roggen, Weizen, Hartweizen, Dinkel und selbstbestäubender Triticale, Samen:

- a) der für die Erzeugung von Hybriden bestimmt ist;
- b) der entsprechend den in Artikel 5 genannten Normen die Voraussetzungen der Anhänge 1 und 2 für Basissaatgut erfüllt und,
- c) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anhang 2 - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a) und b) erfüllt sind;

7° Basissaatgut (Mais und *Sorghum* spp):

- a) von frei abblühenden Sorten: Samen,
- i) der unter der Verantwortung eines Züchters nach den Regeln systematischer Erhaltungszucht im Hinblick auf die Sorte gewonnen worden ist, ggf. ab Vorstufensaatgut;
- ii) der zur Erzeugung von Saatgut der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut" dieser Sorte, von "Top-Cross"-Hybriden oder von Sortenkreuzungshybriden bestimmt ist;
- iii) der vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 5 § 1 die Voraussetzungen der Anhänge 1 und 2 für Basissaatgut erfüllt und,
- iv) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anhang 2 - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß Buchstaben i), ii) und iii) erfüllt sind;
- b) von Inzuchtlinien: Samen,
- i) der vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 5 § 1 die Voraussetzungen der Anhänge 1 und 2 für Basissaatgut erfüllt und,
- ii) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anhang 2 - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß Buchstabe i) erfüllt sind;
- c) von Einfachhybriden: Samen,
- i) der zur Erzeugung von Doppel-Hybriden, Dreiweg-Hybriden oder Top-Cross-Hybriden bestimmt ist;
- ii) der vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 5 § 1 die Voraussetzungen der Anhänge 1 und 2 für Basissaatgut erfüllt und,

iii) bei dem durch amtliche Prüfung oder - im Falle der Anforderungen gemäß Anhang 2 - entweder durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß Buchstaben i) und ii) erfüllt sind;

8° Zertifiziertes Saatgut von Kanariengras unter Ausschluss seiner Hybriden, von Roggen, von Sorghum, von Sudangras, von Mais und von Hybriden von Hafer, Gerste, Reis, Weizen, Hartweizen, Dinkel, und selbstbestäubender Triticale: Samen,

a) der unmittelbar von Basissaatgut oder, wenn der Züchter dies beantragt, von Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation stammt, das die Voraussetzungen der Anhänge 1 und 2 für Basissaatgut erfüllen kann und diese in amtlicher Prüfung erfüllt hat,

b) der vorwiegend zur Erzeugung von anderem als Getreidesaatgut bestimmt ist;

c) der vorbehaltlich von Artikel 5 §§ 1 und 2 die Voraussetzungen der Anhänge 1 und 2 für zertifiziertes Saatgut erfüllt und

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind.

9° Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung (Hafer, Gerste, Reis, Triticale, Weizen, Hartweizen und Dinkel unter Ausschluss ihrer jeweiligen Hybriden) : Samen:

a) der unmittelbar von Basissaatgut oder, wenn der Züchter dies beantragt, von Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation stammt, das die Voraussetzungen der Anhänge 1 und 2 für Basissaatgut in amtlicher Prüfung erfüllt hat;

b) der zur Erzeugung entweder von Saatgut der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung" oder zu anderen Zwecken als der Gewinnung von Getreidesaatgut bestimmt ist;

c) der die Voraussetzungen der Anhänge 1 und 2 für zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung erfüllt und,

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

10° Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung (Hafer, Gerste, Reis, Triticale, Weizen, Hartweizen und Dinkel unter Ausschluss ihrer jeweiligen Hybriden) : Samen:

a) der unmittelbar von Basissaatgut, von zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung oder, wenn der Züchter dies beantragt, von Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation stammt, das die Voraussetzungen der Anhänge 1 und 2 für Basissaatgut in amtlicher Prüfung erfüllt hat;

b) der vorwiegend zur Erzeugung von anderem als Getreidesaatgut bestimmt ist;

c) der die Voraussetzungen der Anhänge 1 und 2 für zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung erfüllt und,

d) bei dem durch amtliche Prüfung oder durch amtlich überwachte Prüfung festgestellt worden ist, dass die Bedingungen gemäß den Buchstaben a), b) und c) erfüllt sind;

11° Amtliche Maßnahmen: Maßnahmen, die durchgeführt oder getroffen werden durch:

a) die Behörden eines Staates oder,

b) juristische Personen des öffentlichen oder des privaten Rechts, die unter der Verantwortung eines Staates handeln, unter der Voraussetzung, dass diese Personen an dem Ergebnis dieser Maßnahmen kein Gewinninteresse haben, oder

c) bei Hilfstätigkeiten, durch vereidigte natürliche Personen, die unter der Überwachung eines Staates, unter der Voraussetzung, dass diese Personen an dem Ergebnis dieser Maßnahmen kein Gewinninteresse haben;

12° Gemeinsamer Katalog: der gemeinsame Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten nach der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002;

13° Nationaler Katalog: der nationale Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten, festgelegt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014 über die Kataloge der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten und zur Aufhebung gewisser Bestimmungen in diesem Bereich;

14° Dienststelle: die Direktion der Qualität und des Tierschutzes der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der Verwaltung, die als zuständige Behörde für die Erzeugung und den Verkehr von Getreidesaatgut bezeichnet wird;

15° Verordnung (EU) Nr. 2016/2031 vom 26. Oktober 2016: die Verordnung (EU) 2016/2031 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2016 über Maßnahmen zum Schutz vor Pflanzenschädlingen, zur Änderung der Verordnungen (EU) Nr. 228/2013, (EU) Nr. 652/2014 und (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates und zur Aufhebung der Richtlinien 69/464/EWG, 74/647/EWG, 93/85/EWG, 98/57/EG, 2000/29/EG, 2006/91/EG und 2007/33/EG des Rates;

16° Verordnung (EU) Nr. 2017/625 vom 15. März 2017: die Verordnung (EU) 2017/625 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2017 über amtliche Kontrollen und andere amtliche Tätigkeiten zur Gewährleistung der Anwendung des Lebens- und Futtermittelrechts und der Vorschriften über Tiergesundheit und Tierschutz, Pflanzengesundheit und Pflanzenschutzmittel, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 999/2001, (EG) Nr. 396/2005, (EG) Nr. 1069/2009, (EG) Nr. 1107/2009, (EU) Nr. 1151/2012, (EU) Nr. 652/2014, (EU) 2016/429 und (EU) 2016/2031 des Europäischen Parlaments und des Rates, der Verordnungen (EG) Nr. 1/2005 und (EG) Nr. 1099/2009 des Rates sowie der Richtlinien 98/58/EG, 1999/74/EG, 2007/43/EG, 2008/119/EG und 2008/120/EG des Rates und zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 854/2004 und (EG) Nr. 882/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates, der Richtlinien 89/608/EWG, 89/662/EWG, 90/425/EWG, 91/496/EEG, 96/23/EG, 96/93/EG und 97/78/EG des Rates und des Beschlusses 92/438/EWG des Rates (Verordnung über amtliche Kontrollen).

Zwecks der Anwendung von Absatz 1 Ziffer 5 kann sich die Erzeugung des Basissaatguts über einen oder zwei Vermehrungszyklen erstrecken. In diesem Fall wird die Kategorie Basissaatgut in die Kategorien Basissaatgut E2 für die erste Generation aus Vorstufensaatgut und Basissaatgut E3 für die zweite Generation nach dem Vorstufensaatgut unterteilt.

§ 2. Nicht als Inverkehrbringen im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 gilt der Handel mit Saatgut, der nicht auf die kommerzielle Nutzung der Sorte abzielt, wie z. B. die nachstehenden Vorgänge:

a) die Lieferung von Saatgut an amtliche Prüf- und Kontrollstellen;

b) die Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Vorbereitung oder Verpackung, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut erwirbt.

Nicht als Inverkehrbringen gilt die an bestimmte Bedingungen geknüpfte Lieferung von Saatgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Erzeugung bestimmter landwirtschaftlicher Rohstoffe zu gewerblichen Zwecken oder zur Saatgutvermehrung zu diesem Zweck, sofern der Erbringer der Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Saatgut oder das Erntegut erwirbt. Der Lieferant des Saatguts legt der Anerkennungsstelle eine Kopie der betreffenden Teile des Vertrags mit dem Dienstleistungserbringer vor; hierzu gehören Angaben darüber, welchen Normen und Bedingungen das gelieferte Saatgut derzeit entspricht.

Die Durchführungsbestimmungen in Bezug auf das Inverkehrbringen werden durch den Minister gemäß den Entscheidungen der Europäischen Union festgelegt.

- § 3. Gemäß den Entscheidungen der Institutionen der Europäischen Union ist der Minister befugt,
- 1° die Liste der Arten nach Paragraf 1 Ziffer 2 zu ändern;
 - 2° die Begriffsbestimmungen nach Paragraf 1 Ziffer 3 anzupassen;
 - 3° den Paragrafen 1 Ziffern 5, 6, 8, 9 et 10 abzuändern, um Hybriden von Kanariengras, Roggen oder Triticale in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses einzuschließen;
 - 4° die Sortenkategorien, die für die Kontrolle nach dem vorliegenden Erlass in Frage kommen, einschließlich der für die Zertifizierung bestimmten Komponenten, zu beschreiben und festzulegen.

KAPITEL 2 — Anerkennung und Inverkehrbringen

Abschnitt 1 — Bestimmungen hinsichtlich der Qualität

Art. 4 - § 1. Das Getreidesaatgut darf nur unter folgenden Bedingungen in Verkehr gebracht werden:

- 1° es ist als "Vorstufensaatgut", "Basissaatgut", "zertifiziertes Saatgut", "zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung" oder "zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung" amtlich anerkannt worden;
- 2° ein Feuchtigkeitsgehalt von sechzehn Prozent des Gewichts wurde zum Zeitpunkt der amtlichen Anerkennung nicht überschritten, und
- 3° es gehört einer Sorte an, die in den nationalen Katalogen oder in dem gemeinsamen Katalog angeführt ist.

§ 2. Unbeschadet der Bestimmungen von Paragraf 1 darf für die Verarbeitung bestimmtes, nicht aufbereitetes Saatgut in den Verkehr gebracht werden, unter der Voraussetzung, dass die Identität dieses Saatguts nach Anhang 6, Kapitel 7 amtlich gewährleistet ist.

Art. 5 - § 1. Abweichend von den in Artikel 4 Ziffern 1 und 2 aufgeführten Bestimmungen kann Vorstufensaatgut und Basissaatgut, das die Anforderungen des Anhangs 2 an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, amtlich anerkannt und in den Verkehr gebracht werden, unter der Bedingung, dass der Lieferant eine bestimmte Keimfähigkeit gewährleistet, die er beim Inverkehrbringen auf einem besonderen Etikett angibt, das seinen Namen, seine Anschrift und die Bezugsnummer der Partie enthält.

§ 2. Abweichend von Absatz 4 kann Saatgut der Kategorien "Vorstufensaatgut", "Basissaatgut" oder "Zertifiziertes Saatgut", bei dem die amtliche Prüfung in Bezug auf die Einhaltung der Anforderungen des Anhangs 2 an die Keimfähigkeit nicht abgeschlossen ist, im Interesse einer schnellen Versorgung mit Saatgut amtlich anerkannt und bis zum ersten Empfänger der Handelsstufe in den Verkehr gebracht werden.

Die Anerkennung erfolgt nur gegen Vorlage eines vorläufigen Analyseberichts des Saatguts und gegen Angabe von Namen und Anschrift des ersten Empfängers.

Der Lieferant gewährleistet die sich aus der vorläufigen Analyse ergebende Keimfähigkeit. Er gibt diese Keimfähigkeit beim Inverkehrbringen auf einem besonderen Etikett an, das seinen Namen, seine Anschrift und die Bezugsnummer der Partie enthält.

§ 3. Mit Ausnahme der in Artikel 17 vorgesehenen Fälle der Vermehrung außerhalb der Europäischen Union gelten die Bestimmungen der Paragrafen 1 und 2 nicht für aus Drittländern eingeführtes Saatgut.

Art. 6 - § 1. In Abweichung von Artikel 4 kann der Direktor der Dienststelle den auf dem Gebiet der Wallonischen Region tätigen Erzeugern die Genehmigung erteilen, Folgendes in den Verkehr zu bringen:

- 1° kleine Mengen Saatgut für wissenschaftliche Zwecke oder für Zuchtvorhaben;
- 2° angemessene Mengen von Saatgut für andere Test- oder Versuchszwecke, sofern das Saatgut einer Sorte zugehört, für die ein Antrag auf Aufnahme in den nationalen Katalog gestellt wurde. Diesbezüglich sind die Bestimmungen der Entscheidung 2004/842/EG der Kommission vom 1. Dezember 2004 über Durchführungsbestimmungen, nach denen die Mitgliedstaaten das Inverkehrbringen von Saatgut der Sorten genehmigen können, für die die Aufnahme in die nationalen Sortenkataloge für landwirtschaftliche Pflanzenarten oder für Gemüsearten beantragt wurde, anwendbar.

Der Minister legt die Zielsetzungen, für die die Genehmigung erteilt wird, die Bestimmungen über die Kennzeichnung der Verpackungen sowie die genehmigten Mengen und die Voraussetzungen, für die die Genehmigung erteilt wird, gemäß den Entscheidungen der Institutionen der Europäischen Union fest.

§ 2. Im Fall von genetisch verändertem Material wird die Genehmigung nach Paragraf 1 gewährt, wenn alle geeigneten Maßnahmen zur Vermeidung von Risiken für die menschliche Gesundheit und die Umwelt getroffen wurden und das Saatgut die Bedingungen der Rechtsvorschriften über die Freisetzung und das Inverkehrbringen von genetisch veränderten Organismen erfüllt.

Art. 7 - Der Minister kann für die Produktion in der Wallonie im Rahmen der Zertifizierung des Vorstufensaatguts, des Basissaatguts und des zertifizierten Saatguts jeglicher Art zusätzliche Bedingungen festlegen oder Bedingungen, die strenger sind als jene, die in Anhang 1 und 2 angeführt werden.

Art. 8 - Die ggf. erforderliche Beschreibung für die Zertifizierung der genealogischen Bestandteile wird auf Antrag des Saatzüchters geheim gehalten.

Abschnitt 2 — Bestimmungen hinsichtlich der Kennzeichnung und Verpackung

Art. 9 - Vorstufensaatgut, Basissaatgut, zertifiziertes Saatgut und zertifiziertes Saatgut jeglicher Art dürfen nur in ausreichend homogenen Partien und in geschlossenen Packungen, die nach den Artikeln 10, 11 und 12 mit einem Verschluss versehen und gekennzeichnet sind, in den Verkehr gebracht werden.

Der Minister kann für den Verkehr mit Kleinmengen an Letztverbraucher Ausnahmen von Absatz 1 hinsichtlich der Verpackung, des Verschlusses sowie der Kennzeichnung vorsehen.

Art. 10 - § 1. Packungen mit Vorstufensaatgut, mit Basissaatgut, und mit zertifiziertem Saatgut aller Art müssen amtlich oder unter amtlicher Überwachung so verschlossen werden, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das in Artikel 11 § 1 und Artikel 12 vorgesehene amtliche Etikett oder die Verpackung Spuren einer Manipulation zeigen.

Zur Sicherung der Verschließung schließt das Verschlusssystem mindestens entweder die Einbeziehung des amtlichen Etiketts nach Artikel 11 § 1 und Artikel 12 in das System oder die Anbringung einer amtlichen Verschlusssicherung ein.

Die in Absatz 2 erwähnten Maßnahmen sind bei Verwendung eines nicht wiederverwendbaren Verschlusssystems jedoch entbehrlich.

Die Verschlüsse, die den Bedingungen des vorliegenden Paragraphen genügen, werden unter Ziffer 8.4.6 des Anhangs 6 festgelegt.

§ 2. Eine ein- oder mehrmalige Wiederverschließung darf nur amtlich oder unter amtlicher Überwachung vorgenommen werden. In diesem Fall werden auf dem in Artikel 11 § 1 und Artikel 12 vorgesehenen amtlichen Etikett auch die letzte Wiederverschließung, deren Datum und die Stelle, die die Wiederverschließung vorgenommen hat, vermerkt.

§ 3. Gemäß den Entscheidungen der Institutionen der Europäischen Union kann der Minister für auf dem Gebiet der Wallonischen Region verschlossene Kleinpackungen Ausnahmen von den Bestimmungen von Paragraph 1 vorsehen.

Art. 11 - § 1. Die Packungen von Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut aller Art:

1° werden an der Außenseite mit einem amtlichen Etikett versehen, das noch nicht benutzt worden ist, das den Voraussetzungen des Anhangs 4 entspricht und auf dem die Angaben in einer der Amtssprachen der Europäischen Union abgefasst sind. Die Farbe des Etiketts ist weiß bei Basissaatgut, blau bei zertifiziertem Saatgut und zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung, und rot bei zertifiziertem Saatgut der zweiten Vermehrung.

Ist das Etikett mit einem Loch versehen, so wird seine Befestigung in jedem Fall mit einer amtlichen Verschlussicherung gesichert. Wenn in den in Artikel 5 §§1 und 2 vorgesehenen Fällen Basissaatgut oder Maissaatgut die Anforderungen des Anhangs 2 an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, so wird dies auf dem Etikett vermerkt.

Die Verwendung von amtlichen Klebeetiketten ist gestattet.

Die Anbringung der vorgeschriebenen Angaben auf der Packung in unverwischbarer Farbe und nach dem Muster des Etiketts kann unter amtlicher Überwachung gestattet werden;

2° enthalten einen amtlichen Vermerk in der Farbe des auf der Packung befestigten Etiketts, der mindestens die für dieses Etikett in Anhang 4 Teil A Buchstabe a) Ziffern 4, 6 und 7 vorgesehenen Angaben enthält. Der Vermerk ist so beschaffen, dass er nicht mit einem amtlichen Etikett gemäß Ziffer 1 verwechselt werden kann. Der Vermerk ist entbehrlich, wenn die Angaben auf der Verpackung in unverwischbarer Farbe angebracht sind oder wenn gemäß Ziffer 1 ein Klebeetikett oder ein Etikett aus reißfestem Material verwendet wird.

§ 2. Nach den Entscheidungen der Institutionen der Europäischen Union kann der Minister für auf dem Gebiet der Wallonischen Region verschlossene Kleinpackungen Ausnahmen von den Bestimmungen von Paragraph 1 vorsehen.

Art. 12 - Die Packungen von Vorstufensaatgut werden an der Außenseite mit einem amtlichen Etikett versehen, das mindestens die in Anhang 4 Teil angeführten Angaben in einer der Amtssprachen der Europäischen Union aufweist.

Die Anzahl der dem Saatgut der Kategorien "Zertifiziertes Saatgut" oder "Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung" vorhergehenden Generationen ist auf dem amtlichen Etikett angegeben.

Das Etikett ist weiß mit einem diagonalen violetten Strich.

Ist das Etikett mit einem Loch versehen, so wird seine Befestigung in jedem Fall mit einer amtlichen Verschlussicherung gesichert. Wenn im in Artikel 5 § 1 vorgesehenen Fall das Vorstufensaatgut die Anforderungen des Anhangs 2 an die Keimfähigkeit nicht erfüllt, so wird dies auf dem Etikett vermerkt.

Art. 13 - Sofern es gemäß Artikel 4 in den Verkehr gebracht wird und zur Anerkennung gemäß den in Artikel 3 vorgesehenen Bedingungen bestimmt ist, wird das Getreidesaatgut verpackt und mit einem amtlichen Etikett, das den Anforderungen von Anhang 5, Buchstaben A und B entspricht, gemäß den in Artikel 10 § 1 vorgesehenen Bedingungen gekennzeichnet und von einem amtlichen Dokument begleitet, das den Anforderungen von Anhang 5, Buchstabe C entspricht.

Art. 14 - Saatgut einer genetisch veränderten Sorte muss auf jedem Etikett oder jedem amtlichen oder sonstigen Begleitpapier, das an der Saatgutpartie befestigt ist oder dieser beiliegt, klar als solches gekennzeichnet sein.

Art. 15 - Jegliche chemische Behandlung von Vorstufensaatgut, Basissaatgut, zertifiziertem Saatgut jeglicher Art wird entweder auf dem amtlichen Etikett oder auf einem Etikett des Lieferanten sowie auf oder in der Packung vermerkt.

Der Name jedes Wirkstoffs, der in dem verwendeten Produkt enthalten ist, wird auf einem zusätzlichen Etikett angegeben, das vom Lieferanten angebracht wird.

Abschnitt 3 — Weitere Bestimmungen

Art. 16 - Saatgut einer Getreideart kann in Form bestimmter Mischungen von Saatgut verschiedener Sorten in den Verkehr gebracht werden, wenn diese Mischungen nach wissenschaftlichen oder technischen Erkenntnissen besonders wirksam gegen die Ausbreitung bestimmter Schadorganismen sind und sofern die Bestandteile der Mischung vor dem Mischen den für sie geltenden Regeln für das Inverkehrbringen entsprechen.

Getreidesaatgut in Form von Mischungen von Saatgut verschiedener Arten darf nur in den Verkehr gebracht werden, wenn die verschiedenen Bestandteile der Mischung vor dem Mischen den für sie geltenden Regeln für das Inverkehrbringen entsprochen haben.

Die Bestimmungen der Artikel 9, 10, 11, 14 und 15 gelten für die in Absatz 1 und 2 genannten Mischungen. Die amtlichen Etiketten müssen jedoch in allen Fällen grün sein.

Art. 17 - § 1. Getreidesaatgut, das unmittelbar von Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut der ersten Vermehrung stammt, das entweder in einem oder mehreren Mitgliedstaaten oder in einem dritten Land, dem die Gleichstellung nach Artikel 18 § 1 gewährt wurde, amtlich anerkannt oder durch Kreuzung von in einem Mitgliedstaat amtlich anerkanntem Basissaatgut mit in einem solchen dritten Land amtlich anerkanntem Basissaatgut gewonnen wurde, und in einem anderen Mitgliedstaat geerntet wurde, kann auf Antrag und unbeschadet der Bestimmungen der Richtlinie 2002/53/EG in jedem Mitgliedstaat amtlich anerkannt werden, wenn es einer Feldbesichtigung unterzogen worden ist, die den Voraussetzungen gemäß Anhang 1 für die betreffende Kategorie genügt, und wenn in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die Voraussetzungen des Anhangs 2 für diese Kategorie erfüllt sind.

Stammt das Saatgut in diesen Fällen unmittelbar von amtlich anerkanntem Saatgut einer dem Basissaatgut vorhergehenden Generation, so kann es, sofern die Voraussetzungen für diese Kategorie erfüllt sind, die amtliche Anerkennung als Basissaatgut erhalten.

§ 2. Getreidesaatgut, das in der Europäischen Union geerntet wurde und gemäß Paragraf 1 zertifiziert werden soll, wird gemäß Artikel 10 § 1 verpackt und mit einem amtlichen Etikett versehen, das die Anforderungen gemäß Anhang 5 Buchstaben A und B erfüllt, und von einem amtlichen Dokument begleitet, das die Anforderungen gemäß Anhang 5 Buchstabe C erfüllt.

§ 3. In einem Drittland geerntetes Getreidesaatgut kann auf Antrag amtlich anerkannt werden, wenn die folgenden Auflagen erfüllt sind:

1° Das Saatgut wurde direkt gewonnen:

a) ab Basissaatgut oder Saatgut der ersten Vermehrung, das entweder in einem oder mehreren Mitgliedstaaten oder in einem Drittland, dem gemäß Artikel 18 § 1 Gleichstellung gewährt wurde, amtlich anerkannt wurde, oder

b) durch Kreuzung von in einem Mitgliedstaat amtlich anerkanntem Basissaatgut mit in einem Drittland gemäß Punkt a) amtlich anerkanntem Basissaatgut;

2° eine Feldbesichtigung wurde durchgeführt, die die Bedingungen einer Gleichstellungsentscheidung erfüllt, die in Übereinstimmung mit Artikel 18 § 1 für die entsprechende Kategorie getroffen worden ist;

3° eine amtliche Prüfung hat ergeben, dass die Bedingungen nach Anhang 2 für dieselbe Kategorie erfüllt sind.

Art. 18 - § 1. Das Getreidesaatgut mit Ausnahme des Vorstufensaatguts, das in einem Drittland geerntet worden ist, darf in Verkehr gebracht werden, wenn der Rat der Europäischen Union im Voraus festgestellt hat, dass das in diesem Land geerntete Getreidesaatgut hinsichtlich seiner Eigenschaften sowie der zu seiner Prüfung, seiner Identitätssicherung, seiner Kennzeichnung und seiner Kontrolle durchgeführten Maßnahmen die gleiche Gewähr bietet, und insoweit dem Saatgut gleichsteht, das in der Europäischen Union geerntet worden ist und den Bestimmungen der vorerwähnten Richtlinie 66/402/EWG des Rates vom 14. Juni 1966 über den Verkehr mit Getreidesaatgut entspricht.

§ 2. Die Bestimmungen von Paragraf 1 gelten auch:

1° für Vorstufensaatgut, wobei dieses Saatgut nur in den Verkehr gebracht werden darf, wenn die Gleichwertigkeit für Basissaatgut festgestellt worden ist;

2° für das in jedem neuen Mitgliedstaat geerntete Saatgut für die Zeit ab dem Zeitpunkt seines Beitritts bis zu dem Zeitpunkt, zu dem er den Bestimmungen der Richtlinie 66/402/EWG nachkommen muss.

Art. 19 - § 1. Zur Behebung von vorübergehend auftretenden und in anderer Weise nicht zu beseitigenden Schwierigkeiten bei der Versorgung mit Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut jeglicher Art in der Europäischen Union kann der Direktor der Dienststelle beschließen, unter Anwendung des in der vorerwähnten Richtlinie 66/402/EG festgelegten Verfahrens und mit der Zusage der Europäischen Kommission das Inverkehrbringen von Saatgut einer Kategorie mit minderen Anforderungen oder von Saatgut einer Sorte, welche weder im gemeinsamen Sortenkatalog noch in dem nationalen Sortenkatalog aufgeführt ist, für einen bestimmten Zeitraum zu genehmigen.

§ 2. Wenn es sich um eine Saatgutkategorie einer bestimmten Sorte handelt, ist das amtliche Etikett der entsprechenden Kategorie zu verwenden.

Bei Saatgut von Sorten, die nicht in den vorgenannten Katalogen aufgeführt sind, ist das amtliche Etikett braun.

In allen Fällen ist auf dem Etikett anzugeben, dass das betreffende Saatgut zu einer Kategorie gehört, welche mindere Anforderungen erfüllt.

KAPITEL 3 - Kontrolle und Prüfungen unter amtlicher Überwachung

Art. 20 - Die Dienststelle ist mit der Durchführung der Kontrolle des auf dem Gebiet der Wallonie erzeugten Saatguts beauftragt. Diese Kontrolle umfasst:

1° die Prüfung der Zulässigkeit der Kontrollanträge für die Kulturen, die zur Erzeugung von Saatgut bestimmt sind;

2° die Kontrolle der Feldbestände;

3° die Kontrolle der geernteten Erzeugnisse beim Transport, der Anlieferung, der Lagerung, der Aufbereitung und der Aufmachung;

4° die Laboruntersuchung;

5° die Kontrolle der Ausführung der amtlichen Verschließung und des in den Artikeln 6 und 9 bis 14 vorgeschriebenen Anbringens amtlicher Etiketten und Bescheinigungen;

6° die Kontrolle der Prüfungen unter amtlicher Überwachung nach Artikel 21.

Die Dienststelle ist auch für die Kontrolle der Vorbereitung der Mischungen und die Kontrolle des Saatguts zuständig, die in Artikel 4 § 2 aufgeführt sind.

Art. 21 - Wenn eine Prüfung unter amtlicher Überwachung nach Artikel 3 § 1 Absatz 1 Ziffern 5 Buchstabe d), 6 Buchstabe c), 7 Buchstabe a) iv), 7 Buchstabe b) ii), 7 Buchstabe c) iii), 8 Buchstabe d), 9 Buchstabe d) und 10 Buchstabe d) durchgeführt wird, werden die nachstehenden Bedingungen eingehalten:

1° bei Feldbesichtigungen:

a) Die Inspektoren:

i) besitzen die notwendige fachliche Befähigung;

ii) haben im Zusammenhang mit den Besichtigungen kein Gewinninteresse;

iii) werden durch den Direktor der Dienststelle oder seinen Beauftragten amtlich zugelassen, wobei diese Zulassung die Unterzeichnung einer schriftlichen Erklärung umfasst, mit der sie sich verpflichten, die für amtliche Prüfungen geltenden Regeln einzuhalten;

iv) müssen die amtlich überwachten Prüfungen gemäß den für die amtlichen Prüfungen geltenden Regeln durchführen;

b) Die zu prüfenden Feldbestände müssen von Saatgut erwachsen sein, das einer amtlichen Nachprüfung unterzogen wurde, die zufrieden stellend ausgefallen ist;

c) Ein Teil (mindestens fünf Prozent) der Feldbestände muss von amtlichen Inspektoren geprüft werden;

d) Ein Teil der Proben der von den Feldbeständen geernteten Saatgutpartien ist für amtliche Nachprüfungen und gegebenenfalls für amtliche Laboruntersuchungen des Saatguts auf Sortenechtheit und Sortenreinheit zu entnehmen;

e) Die geltenden Strafmaßnahmen und ihre Anwendungsmodalitäten, wenn ein amtlich zugelassener Inspektor vorsätzlich oder fahrlässig gegen die Vorschriften für amtliche Prüfungen verstößt, sind in Anhang 6 Kapitel 2 Ziffer 2.1.3 angegeben. Es handelt sich um wirksame, verhältnismäßige und abschreckende Strafmaßnahmen. Sie können bis zum Entzug der Zulassung nach Ziffer 1 Buchstabe a) Punkt iii) führen. In diesem Fall wird jegliche Zertifizierung der geprüften Kulturen für nichtig erklärt, es sei denn es kann erwiesen werden, dass dieses Saatgut trotzdem alle erforderlichen Bedingungen erfüllt;

2° in Bezug auf die Saatgutprüfung:

a) die Saatgutprüfung wird von Saatgutprüflabors durchgeführt, die von der Dienststelle zu diesem Zweck nach Maßgabe der Buchstaben b) bis d) zugelassen wurden;

b) das mit der Saatgutprüfung beauftragte Labor beschäftigt einen leitenden Saatgutprüfer, der für den technischen Betrieb des Labors unmittelbar verantwortlich ist und der über die erforderlichen Fachkenntnisse für die technische Leitung eines Saatgutprüflabors verfügt.

Die Saatgutprüfer haben die erforderlichen Fachkenntnisse in Ausbildungslehrgängen unter den für die amtlichen Prüfer der Anerkennungsstelle geltenden Bedingungen erworben und in amtlichen Prüfungen nachgewiesen.

Das Labor verfügt über Räumlichkeiten und Geräte, für die die Dienststelle im Rahmen der Zulassung amtlich bestätigt, dass sie für die Untersuchung von Saatgut geeignet sind.

Das Labor führt die Saatgutprüfung nach den international üblichen Verfahren durch;

c) das mit der Saatgutprüfung beauftragte Labor ist entweder ein unabhängiges Labor oder das Labor eines Saatgutunternehmens.

Handelt es sich um das Labor eines Saatgutunternehmens, so darf es nur Saatgutpartien untersuchen, die für das betreffende Unternehmen erzeugt wurden, sofern zwischen dem Saatgutunternehmen, dem Antragsteller und der Dienststelle keine andere Vereinbarung getroffen wurde;

d) Die Tätigkeit des Prüflabors wird durch die Dienststelle angemessen überwacht;

e) Zum Zwecke der Überwachung gemäß Buchstabe d) wird ein Prozentanteil (mindestens fünf Prozent) der zur amtlichen Anerkennung angemeldeten Saatgutpartien durch eine amtliche Prüfung gegengeprüft. Dieser Anteil wird in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen verteilt, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, sowie auf die eingereichten Arten verteilt, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden;

f) Die geltenden Strafmaßnahmen und ihre Anwendungsmodalitäten, wenn ein amtlich zugelassenes Labor vorsätzlich oder fahrlässig gegen die Vorschriften für amtliche Prüfungen verstößt, sind in Anhang 6 Kapitel 2 Ziffer 2.3.3 angegeben. Es handelt sich um wirksame, verhältnismäßige und abschreckende Strafmaßnahmen. Sie können bis zum Entzug der Zulassung nach Ziffer 1 Buchstabe c) führen. In diesem Fall wird jegliche Zertifizierung der geprüften Kulturen für nichtig erklärt, es sei denn es kann erwiesen werden, dass dieses Saatgut trotzdem alle erforderlichen Bedingungen erfüllt.

Art. 22 - § 1. Im Laufe des Verfahrens zur Kontrolle der Sorten und der Prüfung des Saatguts zwecks Zertifizierung werden amtlich oder unter amtlicher Überwachung Proben mittels geeigneter Verfahren aus homogenen Partien entnommen. Saatgutproben für Kontrollen gemäß Artikel 25 sind jedoch amtlich zu ziehen.

Die Proben werden aus homogenen Partien gezogen: das Höchstgewicht einer Partie und das Mindestgewicht einer Probe werden in Anhang 3 angegeben.

Für die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Artikels gilt als homogene Partie eine Menge von Saatgut, die eine Einheit bildet und Eigenschaften aufweist, deren Gleichwertigkeit vorausgesetzt wird.

§ 2. Erfolgt die Probenahme von Saatgut unter amtlicher Überwachung, müssen die nachstehenden Bedingungen eingehalten werden:

1° Die Saatgutprobenahme wird nach Maßgabe der Ziffern 2, 3 und 4 von Saatgutprobenehmern durchgeführt, die von der Dienststelle zu diesem Zweck zugelassen wurden;

2° Die Saatgutprobenehmer haben die erforderlichen Fachkenntnisse in Ausbildungslehrgängen unter den für die amtlichen Probenehmer der Anerkennungsstelle geltenden Bedingungen erworben und in amtlichen Prüfungen nachgewiesen.

Sie führen die Saatgutprobenahme nach den international üblichen Verfahren durch;

3° Bei den Saatgutprobenehmern handelt es sich um:

a) unabhängige natürliche Personen, oder

b) von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich nicht mit der Erzeugung, Vermehrung oder Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen, oder

c) von natürlichen oder juristischen Personen beschäftigte Personen, die sich mit der Erzeugung, Vermehrung, Aufbereitung von Saatgut bzw. dem Saatguthandel befassen, die Proben nur aus Saatgutpartien ziehen, die für seinen Arbeitgeber erzeugt wurden, es sei denn, zwischen seinem Arbeitgeber, dem Antragsteller für eine Zertifizierung und der Dienststelle wurde eine andere Vereinbarung getroffen;

4° Die Tätigkeit der Saatgutprobenehmer wird durch die Dienststelle ordnungsgemäß überwacht. Bei automatischer Probenahme sind geeignete Verfahren einzuhalten, die amtlich überwacht werden;

5° Zum Zwecke der Überwachung gemäß Ziffer 4 wird ein Prozentanteil (mindestens fünf Prozent) der zur amtlichen Anerkennung angemeldeten Saatgutpartien durch eine Prüfung durch amtliche Saatgutprobenehmer gegengeprüft. Dieser Anteil wird in der Regel so gleichmäßig wie möglich auf alle natürlichen und juristischen Personen verteilt, die Saatgut zur Anerkennung anmelden, sowie auf die eingereichten Arten verteilt, kann jedoch zur Beseitigung bestimmter Zweifel auch gezielt ausgewählt werden. Diese Kontrollbeprobungen sind nicht auf die automatische Probenahme anwendbar;

6° Die Strafmaßnahmen und ihre Anwendungsmodalitäten, wenn ein amtlich zugelassener Probenehmer vorsätzlich oder fahrlässig gegen die Vorschriften für amtliche Prüfungen verstößt, sind in Anhang 6 Kapitel 2 Ziffer 2.2.3 angegeben. Es handelt sich um wirksame, verhältnismäßige und abschreckende Strafmaßnahmen. Sie können bis zum Entzug der Zulassung nach Ziffer 1 Buchstabe c) führen. In diesem Fall wird jegliche Zertifizierung der geprüften Kulturen für nichtig erklärt, es sei denn es kann erwiesen werden, dass dieses Saatgut trotzdem alle erforderlichen Bedingungen erfüllt;

7° gemäß den durch die Institutionen der Europäischen Union getroffenen Beschlüssen ist der Minister befugt, andere auf die unter amtlicher Überwachung durchgeführte Saatgutprobenahme anwendbare Maßnahmen zu treffen.

Art. 23 - Die amtlichen Saatgutprüfungen werden nach international üblichen Methoden durchgeführt, oder falls solche Methoden nicht bestehen, nach durch den Minister festgelegten Methoden.

Für Getreidesaatgut kann der Direktor der Dienststelle jedoch beschließen, dass sich die amtliche Prüfung der technischen Reinheit und der Keimfähigkeit nach Absatz 1 im Verfahren der Anerkennung nicht auf alle Partien erstreckt, es sei denn, dass Zweifel an der Erfüllung der diesbezüglichen Voraussetzungen des Anhangs 2 bestehen.

Art. 24 - § 1. Die allgemeinen und spezifischen Bestimmungen in Bezug auf die Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung von Getreidesaatgut stehen im Anhang 6 und beziehen sich auf:

1° die Verfahren und die Definitionen für die in Artikel 20 angeführte Kontrolle;

2° die Bedingungen, die die natürlichen oder juristischen Personen erfüllen müssen, um einerseits die Befugnis zu erhalten, einen Antrag zur Kontrolle der Kulturen, die für die Erzeugung von Saatgut bestimmt sind, einzureichen und andererseits geerntete Erzeugnisse der in Artikel 21 angeführten Kontrollen zu unterwerfen.

§ 2. Die Dienststelle teilt die praktischen Modalitäten für die Kontrollen nach den Artikeln 20 und 21 mit.

KAPITEL 4 — Kontrolle des Handels und Strafbestimmungen

Art. 25 - Im Laufe des Verkehrs werden amtliche Kontrollen durch Stichproben durchgeführt, um zu prüfen, ob das Getreidesaatgut den Anforderungen der Richtlinie 66/402/EWG des Rates vom 14. Juni 1966 über den Verkehr mit Getreidesaatgut genügt.

Unbeschadet des freien Verkehrs mit Saatgut in der Europäischen Union trifft die Dienststelle alle erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass beim Inverkehrbringen von aus Drittländern eingeführten Saatgutmengen über 2 kg folgende Angaben gemacht werden:

1° Art;

2° Sorte;

3° Kategorie;

4° Erzeugerland und amtliche Kontrollstelle;

5° Versandland;

6° Einführer;

7° Saatgutmenge.

Art. 26 - § 1. Um die Entwicklung in folgenden Bereichen zu berücksichtigen, kann der Minister in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union besondere Bedingungen festlegen:

1° für das Inverkehrbringen von chemisch behandeltem Saatgut;

2° Voraussetzungen, unter denen Saatgut unter Berücksichtigung der Erhaltung in situ und der nachhaltigen Nutzung der pflanzengenetischen Ressourcen in Verkehr gebracht werden darf, einschließlich Saatgutmischungen von Arten, die auch die in Artikel 1 der vorerwähnten Richtlinie 2002/53/EG des Rates aufgeführten Arten enthalten und die mit spezifischen natürlichen und halbnatürlichen Lebensräumen assoziiert und von genetischer Erosion bedroht sind;

3° für das Inverkehrbringen von für den ökologischen Landbau geeignetem Saatgut.

§ 2. Die besonderen Bedingungen gemäß Paragraph 1 Ziffer 2 umfassen insbesondere folgende Punkte:

1° die Herkunft des Saatguts dieser Arten muss bekannt und durch die Dienststelle für das Inverkehrbringen des Saatguts in bestimmten Gebieten zugelassen sein;

2° angemessene mengenmäßige Beschränkungen werden angewandt.

Art. 27 - Rechnungen, Verträge, Kataloge, Rundschreiben, Verkaufsangebote und sonstige vergleichbare Dokumente müssen von Fall zu Fall die in Anhang 4 Teil A Buchstabe a) Ziffern 5, 6, 7 und 10 oder in Anhang 4 Teil A Buchstabe b) Ziffern 2, 6, 7 und 9 vorgeschriebenen Angaben aufweisen.

Art. 28 - Die Aufbereiter, Importeure und Verkäufer bewahren die Ankaufsrechnung, eine Kopie der Verkaufsrechnung und die Transportdokumente während drei Jahren ab dem 1. Januar des folgenden Jahres auf, um sie den für die Überwachung der Anwendung dieses Erlasses zuständigen Bediensteten der Dienststelle auf Verlangen in den Räumlichkeiten der Dienststelle vorlegen zu können.

Art. 29 - Verstöße gegen die Bestimmungen dieses Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen von Titel XIII des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

KAPITEL 5 - Schlussbestimmungen

Art. 30 - Der Minister kann die auf Grund der Entwicklung der wissenschaftlichen oder technischen Erkenntnisse oder auf Grund der administrativen Vereinfachung oder zur Verbesserung des Kontrollsystems notwendig werdenden Ergänzungen oder Änderungen der Anhänge des vorliegenden Erlasses in Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Institutionen der Europäischen Union vornehmen.

Art. 31 - Die folgenden Erlasse werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 27. November 2006, vom 23. September 2008, vom 16. April 2010, vom 7. Juni 2012, vom 19. Juli 2013, vom 2. Juni 2016, vom 12. August 2016, vom 11. Mai 2017, vom 15. Oktober 2018 und vom 15. Mai 2020;

2° der Ministerielle Erlass vom 21. Dezember 2001 zur Einführung einer Regelung für die Kontrolle und die Zertifizierung von Getreidesaatgut, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 5. Oktober 2010.

Art. 32 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Februar 2022 in Kraft.

Art. 33 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 23. Dezember 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung,
Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Anhang 1- ANFORDERUNGEN, DENEN DER FELDBESTAND GENÜGEN MUSS

1) Auf der Vermehrungsfläche wird keine Vorfrucht angebaut, die sich nicht mit der Erzeugung von Saatgut der Art und der Sorte des Feldbestandes vereinbaren lässt; die Vermehrungsfläche ist ausreichend frei von Durchwuchspflanzen.

2) Der Feldbestand genügt hinsichtlich der Abstände zu benachbarten Quellen von Pollen, die zu unerwünschter Fremdbestäubung führen können, folgenden Normen:

	Anbauarten	Mindestabstand
1	<i>Phalaris canariensis</i> und <i>Secale cereale</i> , ausgenommen Hybriden:	
2	- bei der Erzeugung von Basissaatgut	300 m
3	- bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts	250 m
4	<i>Sorghum</i> spp.	
5	- bei der Erzeugung von Basissaatgut (*)	400 m
6	- bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts (*)	200 m
7	Selbstbestäubende Sorten von <i>x Triticosecale</i>	
8	- bei der Erzeugung von Basissaatgut	50 m
9	- bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts	20 m
10	<i>Zea mays</i>	200 m

(*) In Gebieten, in denen das Vorhandensein von *S. halepense* oder *S. bicolor* subsp. *drummondii* eine besondere Gefahr der Kreuzbestäubung birgt, gilt Folgendes:

a) Feldbestände zur Erzeugung von Basissaatgut von *Sorghum bicolor* subsp. *bicolor* oder dessen Hybriden müssen mindestens 800 m von einer möglichen Quelle dieser kontaminierenden Pollen isoliert sein;

b) Feldbestände zur Erzeugung zertifizierten Saatguts von *Sorghum bicolor* subsp. *bicolor* oder dessen Hybriden müssen mindestens 400 m von einer möglichen Quelle dieser kontaminierenden Pollen isoliert sein.

Ist ein ausreichender Schutz gegen eine unerwünschte Fremdbestäubung vorhanden, so müssen die in der Tabelle von Absatz 1 Punkt 2) angeführten Mindestabstände nicht eingehalten werden.

3) Der Feldbestand ist ausreichend sortenecht und sortenrein oder, im Falle eines Feldbestandes einer Inzuchtlinie, ausreichend sortenecht und sortenrein hinsichtlich der Merkmale der Inzuchtlinie. Bei der Erzeugung von Saatgut von Hybridsorten gelten die obigen Bestimmungen auch für die Merkmale der Komponenten einschließlich der männlichen Sterilität oder der Fertilitätsrestoration.

Insbesondere genügen die Feldbestände von *Oryza sativa*, *Phalaris canariensis* und *Secale cereale*, ausgenommen Hybriden, sowie von *Sorghum* spp. und *Zea mays* folgenden weiteren Normen oder Anforderungen:

A. *Oryza sativa*:

Die Anzahl der Pflanzen, die sich eindeutig als Wildpflanzen oder Pflanzen mit roten Körnern identifizieren lassen, überschreitet nicht:

1° 0 bei der Erzeugung von Basissaatgut;

2° eine Pflanze je 100 m² bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts der ersten und zweiten Generation.

B. *Phalaris canariensis* und *Secale cereale*, ausgenommen Hybriden:

Die Anzahl der Pflanzen der jeweiligen Art, die sich eindeutig als nicht sortenecht identifizieren lassen, überschreitet nicht:

1° eine Pflanze je 30 m² bei der Erzeugung von Basissaatgut;

2° eine Pflanze je 10 m² bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts.

C. *Sorghum* spp.:

a) Der zahlenmäßige Anteil von Pflanzen einer *Sorghum*-Art, die nicht die Art des Feldbestandes ist, oder von Pflanzen, die sich eindeutig als nicht sortenecht in Bezug auf die Inzuchtlinie oder auf die Komponente identifizieren lassen, überschreitet nicht:

aa) bei der Erzeugung von Basissaatgut:

i) in der Blütezeit: 0,1 %;

ii) in der Reifezeit: 0,1 %;

bb) bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts:

i) bei Pflanzen der männlichen Komponente, die ausreichend Pollen abgegeben haben, während die Pflanzen der weiblichen Komponente empfängnisfähige Narben haben: 0,1 %;

ii) bei Pflanzen der weiblichen Komponente:

- in der Blütezeit: 0,3 %;

- in der Reifezeit: 0,1 %.

b) Bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts von Hybridsorten werden folgende weitere Normen oder Anforderungen erfüllt:

aa) Die Pflanzen der männlichen Komponente geben ausreichend Pollen ab, während die Pflanzen der weiblichen Komponente empfängnisfähige Narben haben;

bb) wenn die Pflanzen der weiblichen Komponente empfängnisfähige Narben haben, beträgt der zahlenmäßige Anteil von Pflanzen dieser Komponente, die Pollen abgegeben haben oder Pollen abgeben, nicht mehr als 0,1 %.

c) Feldbestände freiabblühender oder synthetischer Sorten von *Sorghum* spp. genügen folgenden Normen: Die Anzahl der Pflanzen der jeweiligen Art, die sich eindeutig als nicht sortenecht identifizieren lassen, überschreitet nicht eine Pflanze je 30 m² bei der Erzeugung von Basissaatgut und eine Pflanze je 10 m² bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut.

D. *Zea mays*:

a) Der zahlenmäßige Anteil von Pflanzen, die sich eindeutig als nicht sortenecht bzw. nicht sortenecht in Bezug auf die Inzuchtlinie oder auf die Komponente identifizieren lassen, überschreitet nicht:

aa) bei der Erzeugung von Basissaatgut:

i) bei Inzuchtlinien: 0,1 %;

ii) bei einer Einfachhybride, je Komponente: 0,1 %;

iii) bei freiabblühenden Sorten: 0,5 %.

bb) bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts:

i) bei Komponenten von Hybridsorten:

- bei Inzuchtlinien: 0,2 %;

- bei einer Einfachhybride: 0,2 %;

- bei einer freiabblühenden Sorte: 1,0 %.

ii) bei freiabblühenden Sorten: 1,0 %.

b) Bei der Erzeugung von Saatgut von Hybridsorten werden folgende weitere Normen oder Anforderungen erfüllt:

aa) Die Pflanzen der männlichen Komponente geben ausreichend Pollen ab, während die Pflanzen der weiblichen Komponente blühen;

bb) gegebenenfalls wird kastriert;

cc) wenn mindestens fünf Prozent der Pflanzen der weiblichen Komponente empfängnisfähige Narben haben, beträgt der zahlenmäßige Anteil von Pflanzen dieser Komponente, die Pollen abgegeben haben oder Pollen abgeben, nicht mehr als 1 % bei den verschiedenen amtlichen Feldbesichtigungen, und 2 % bei allen amtlichen Feldbesichtigungen insgesamt.

Pflanzen gelten als Pollen abgebend, wenn die Antheren sich auf 50 mm oder mehr der Hauptachse oder der Seitenachsen einer Rispe aus den Hüllspelzen geschoben haben und Pollen abgegeben haben oder abgeben.

4) Hybriden von *Secale cereale*:

a) Der Feldbestand genügt hinsichtlich der Abstände zu benachbarten Quellen von Pollen, die zu unerwünschter Fremdbestäubung führen können, folgenden Normen:

Anbauarten	Mindestabstand
bei der Erzeugung von Basissaatgut	
- männliche Sterilität wird ausgenutzt	1 000 m
- männliche Sterilität wird nicht ausgenutzt	600 m
bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts	500 m

b) Der Feldbestand ist hinsichtlich der Merkmale der Komponenten, einschließlich der männlichen Sterilität, ausreichend sortenecht und sortenrein.

Insbesondere genügt der Feldbestand folgenden weiteren Normen oder Anforderungen:

i) Die Anzahl der Pflanzen der jeweiligen Art, die sich eindeutig als nicht sortenecht in Bezug auf die Komponente identifizieren lassen, überschreitet nicht eine Pflanze je 30 m² bei der Erzeugung von Basissaatgut und eine Pflanze je 10 m² bei der Erzeugung von zertifiziertem Saatgut, wobei diese Norm nur für die amtlichen Feldbesichtigungen der weiblichen Komponente gilt.

ii) bei Basissaatgut muss im Falle der Ausnutzung der männlichen Sterilität der Sterilitätsgrad der männlich-sterilen Komponente mindestens 98 % betragen.

c) Gegebenenfalls wird zertifiziertes Saatgut in Mischkultur mit einer männlich-sterilen weiblichen Komponente und einer männlichen Komponente erzeugt, die die männliche Fertilität wiederherstellt.

5) Feldbestände zur Erzeugung von zertifiziertem Saatgut von Hybriden von *Avena nuda*, *Avena sativa*, *Avena strigosa*, *Oryza sativa*, *Triticum aestivum* subsp. *aestivum*, *Triticum turgidum* subsp. *durum*, *Triticum aestivum* subsp. *spelta* und selbstbestäubender *xTriticosecale* sowie Feldbestände zur Erzeugung zertifizierten Saatguts von Hybriden von *Hordeum vulgare* durch eine andere Technik als zytoplasmatische männliche Sterilität (CMS);

a) Der Feldbestand genügt hinsichtlich der Abstände zu benachbarten Quellen von Pollen, die zu unerwünschter Fremdbestäubung führen können, folgenden Normen:

1. Der Mindestabstand der weiblichen Komponente von jeder anderen Sorte derselben Art, außer von einem Feldbestand der männlichen Komponente, beträgt 25 m;

2. Ist ein ausreichender Schutz gegen unerwünschte Fremdbestäubung vorhanden, so braucht dieser Abstand nicht eingehalten zu werden.

b) Der Feldbestand ist hinsichtlich der Merkmale der Komponenten ausreichend sortenecht und sortenrein.

Wird Saatgut unter Verwendung eines Gametozids erzeugt, so genügt der Feldbestand folgenden weiteren Normen oder Anforderungen:

i) Die Mindestsortenreinheit jeder Komponente beträgt:

- 99,7 % bei *Avena nuda*, *Avena sativa*, *Avena strigosa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Triticum aestivum* subsp. *aestivum*, *Triticum turgidum* subsp. *durum* und *Triticum aestivum* subsp. *spelta*,

- 99,0 % bei selbstbestäubender *xTriticosecale*;

ii) Die Mindesthybridität beträgt 95 %. Die in % ausgedrückte Hybridität wird mittels international üblicher Verfahren bestimmt, soweit es solche gibt. Wird die Hybridität bei der Saatgutprüfung vor der Zertifizierung bestimmt, so kann bei der Feldbesichtigung auf die Bestimmung der Hybridität verzichtet werden.

5bis) Feldbestände zur Erzeugung von Basissaatgut und zertifiziertem Saatgut von Hybriden von *Hordeum vulgare* durch die CMS-Technik:

a) Der Feldbestand genügt hinsichtlich der Abstände zu benachbarten Quellen von Pollen, die zu unerwünschter Fremdbestäubung führen können, folgenden Normen:

Anbauarten	Mindestabstand
bei der Erzeugung von Basissaatgut	100 m
bei der Erzeugung zertifizierten Saatguts	50 m

b) Der Feldbestand ist hinsichtlich der Merkmale der Komponenten ausreichend sortenecht und sortenrein.

Der Feldbestand genügt folgenden Normen:

i) Der zahlenmäßige Anteil von Pflanzen, die eindeutig nicht sortenecht sind, überschreitet nicht:

1. bei Feldbeständen zur Erzeugung von Basissaatgut: 0,1 % für die Erhaltungslinie (maintainer) und die Wiederherstellungslinie (restorer) sowie 0,2 % für die weibliche CMS-Komponente;

2. bei Feldbeständen zur Erzeugung von zertifiziertem Saatgut: 0,3 % für die Erhaltungslinie (maintainer) und die Wiederherstellungslinie (restorer) sowie 0,5 % falls die weibliche CMS-Komponente eine Einfachhybride ist;

ii) Der Grad der männlichen Sterilität der weiblichen Komponente beträgt mindestens:

- 99,7 % für Feldbestände zur Erzeugung von Basissaatgut;

- 99,5 % für Feldbestände zur Erzeugung von zertifiziertem Saatgut;

iii) Die Anforderungen der Punkte i und ii werden mittels eines angemessenen Anteils der Proben amtlich nachgeprüft;

c) Zertifiziertes Saatgut darf in Mischkultur mit einer männlich-sterilen weiblichen Komponente und einer männlichen Komponente erzeugt werden, die die Fertilität wiederherstellt;

6) Der Feldbestand ist praktisch frei von Schädlingen, die den Gebrauchswert und die Qualität des Saatguts herabsetzen.

Der Feldbestand steht außerdem im Einklang mit den Anforderungen in Bezug auf Unionsquarantäneschädlinge, Schutzgebiet-Quarantäneschädlinge und Nicht-Quarantäneschadorganismen (nachstehend "RNQPs" genannt) in den gemäß der Verordnung (EU) 2016/2031 vom 26. Oktober 2016 erlassenen Durchführungsrechtsakten sowie mit den nach Artikel 30 § 1 der genannten Verordnung erlassenen Maßnahmen.

Das Vorhandensein von RNQPs auf den Feldbeständen genügt den Vorschriften nach folgender Tabelle:

Pilze und Oomyzeten				
RNQPs oder durch RNQPs verursachte Symptome	Für die Anpflanzung vorgesehenes Pflanzenmaterial (Gattung oder Art)	Schwelle für die Erzeugung von Vorstufensaatgut	Schwelle für die Erzeugung von Basissaatgut	Schwelle für die Erzeugung von zertifiziertem Saatgut
<i>Gibberella fujikuroi</i> Sawada [GIBBFU]	<i>Oryza sativa</i> L.	Bei Feldbesichtigungen, die zu geeigneten Zeitpunkten an einer repräsentativen Stichprobe von Pflanzen jeder Kultur durchgeführt werden nicht mehr als 2 symptomatische Pflanzen je 200 m ² beobachtet.	Bei Feldbesichtigungen, die zu geeigneten Zeitpunkten an einer repräsentativen Stichprobe von Pflanzen jeder Kultur durchgeführt werden nicht mehr als 2 symptomatische Pflanzen je 200 m ² beobachtet.	Zertifiziertes Saatgut der ersten Generation (C1) : Bei Feldbesichtigungen, die zu geeigneten Zeitpunkten an einer repräsentativen Stichprobe von Pflanzen jeder Kultur durchgeführt werden nicht mehr als 4 symptomatische Pflanzen je 200 m ² beobachtet. Zertifiziertes Saatgut der zweiten Generation (C2) : Bei Feldbesichtigungen, die zu geeigneten Zeitpunkten an einer repräsentativen Stichprobe von Pflanzen jeder Kultur durchgeführt werden nicht mehr als 8 symptomatische Pflanzen je 200 m ² beobachtet.
Nematoden				
RNQPs oder durch RNQPs verursachte Symptome	Für die Anpflanzung vorgesehenes Pflanzenmaterial (Gattung oder Art)	Schwelle für die Erzeugung von Vorstufensaatgut	Schwelle für die Erzeugung von Basissaatgut	Schwelle für die Erzeugung von zertifiziertem Saatgut
<i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie [APLOBE]	<i>Oryza sativa</i> L.	0 %	0 %	0 %

7) Die Einhaltung der obigen weiteren Normen und Anforderungen wird bei Basissaatgut durch amtliche Feldbesichtigungen und bei zertifiziertem Saatgut durch amtliche Feldbesichtigungen oder amtlich überwachte Feldbesichtigungen geprüft;

Diese Feldbesichtigungen werden gemäß folgenden Anforderungen durchgeführt:

a) Zustand und Entwicklungsstand des Feldbestandes gestatten eine angemessene Prüfung;

b) An Feldbesichtigungen finden mindestens statt:

aa) eine bei *Avena nuda*, *Avena sativa*, *Avena strigosa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Phalaris canariensis*, \times *Triticosecale*, *Triticum aestivum* subsp. *aestivum*, *Triticum turgidum* subsp. *durum*, *Triticum Triticum* subsp. *spelta* und *Secale cereale*;

bb) bei *Sorghum* spp. und *Zea mays* während der Blütezeit:

i) eine bei freiabblühenden Sorten;

ii) drei bei Inzuchtlinien und Hybridsorten.

War die Vorfrucht im gleichen oder im vorhergehenden Jahr *Sorghum* spp. oder *Zea mays*, so erfolgt mindestens eine gesonderte Feldbesichtigung, bei der geprüft wird, ob die Bestimmungen gemäß Punkt 1 eingehalten werden.

c) Größe, Zahl und Verteilung der Teile der Vermehrungsfläche, die zur Überprüfung der Einhaltung der Bestimmungen dieses Anhangs zu besichtigen sind, werden mittels geeigneter Verfahren festgelegt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2021 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Anhang 2 - ANFORDERUNGEN, DENEN DAS SAATGUT GENÜGEN MUSS

1) Das Saatgut ist ausreichend sortenecht und sortenrein oder, im Falle von Saatgut einer Inzuchtlinie, ausreichend sortenecht und sortenrein hinsichtlich der Merkmale der Inzuchtlinie. Bei Saatgut von Hybridsorten gelten die obigen Bestimmungen auch für die Merkmale der Komponenten.

Insbesondere genügt das Saatgut der nachstehend genannten Arten folgenden weiteren Normen oder Anforderungen:

A) *Avena nuda*, *Avena sativa*, *Avena strigosa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Triticum aestivum* subsp. *aestivum*, *Triticum turgidum* subsp. *durum* und *Triticum aestivum* subsp. *spelta*, Hybriden jeweils ausgenommen:

Kategorie	Mindestsortenreinheit (%)
Basissaatgut	99,9
Zertifiziertes Saatgut der ersten Generation	99,7
Zertifiziertes Saatgut der zweiten Generation	99,0

Die Mindestsortenreinheit wird in der Regel bei Feldbesichtigungen nach den in Anlage 1 festgelegten Anforderungen geprüft.

B) Selbstbestäubende Sorten von \times *Triticosecale*, Hybriden ausgenommen:

Kategorie	Mindestsortenreinheit (%)
Basissaatgut	99,7
Zertifiziertes Saatgut der ersten Generation	99,0
Zertifiziertes Saatgut der zweiten Generation	98,0

Die Mindestsortenreinheit wird in der Regel bei Feldbesichtigungen nach den in Anlage 1 festgelegten Anforderungen geprüft.

C) Hybriden von *Avena nuda*, *Avena sativa*, *Avena strigosa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Triticum aestivum* subsp. *aestivum*, *Triticum turgidum* subsp. *durum*, *Triticum aestivum* subsp. *spelta* und selbstbestäubender \times *Triticosecale*:

Die Mindestsortenreinheit von Saatgut der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut" beträgt 90 %.

Für *Hordeum vulgare*, erzeugt durch CMS, beträgt sie 85 %. Verunreinigungen – der Restorer ausgenommen – dürfen 2 % nicht überschreiten.

Die Mindestsortenreinheit wird mittels eines angemessenen Anteils der Proben amtlich nachgeprüft.

D) *Sorghum* spp. und *Zea mays*:

Wurden bei der Erzeugung von Saatgut von Hybridsorten der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut" eine männlich-sterile weibliche Komponente und eine männliche Komponente verwendet, die die männliche Fertilität nicht wiederherstellt, so werden bei der Erzeugung folgende Verfahren eingesetzt:

1. entweder Mischung von Saatgutpartien, von denen bei einer eine männlich-sterile weibliche Komponente und bei der anderen eine männlich-fertile weibliche Komponente verwendet wurden, in einem der Sorte entsprechenden Verhältnis;

2. oder Anbau der männlich-sterilen weiblichen Komponente und der männlich-fertilen weiblichen Komponente in einem der Sorte entsprechenden Verhältnis. Das Verhältnis dieser Komponenten wird bei Feldbesichtigungen gemäß den in Anhang 1 festgelegten Anforderungen geprüft.

E) Hybriden von *Secale cereale* und CMS-Hybriden von *Hordeum vulgare*

Saatgut wird als zertifiziertes Saatgut erst anerkannt, wenn die Ergebnisse einer amtlichen Nachprüfung angemessen berücksichtigt wurden, die in der Vegetationsperiode des zur Zertifizierung angemeldeten Saatguts durchgeführt wurde und mit der auf der Grundlage amtlich gezogener Proben festgestellt werden sollte, ob das Basissaatgut den in dieser Richtlinie festgelegten Anforderungen an die Sortenechtheit und Sortenreinheit von Basissaatgut hinsichtlich der Merkmale der Komponenten, einschließlich der männlichen Sterilität, genügt hat.

2) Das Saatgut genügt hinsichtlich der Keimfähigkeit, der technischen Reinheit und des Anteils von Körnern anderer Pflanzenarten folgenden weiteren Normen oder Anforderungen:

A. Tabelle:

Arten und Kategorien	Mindestkeimfähigkeit (in % der reinen Körner)	Technische Mindestreinheit (Massenanteil, in Gewichtsprozent)	Zahlenmäßiger Höchstanteil von Körnern anderer Pflanzenarten, einschließlich roter Körner von <i>Oryza sativa</i> , in einer Probe mit dem Gewicht gemäß Spalte 4 der Tabelle in Anhang 3 (Gesamtzahl je Spalte)						
			Andere Pflanzenarten (a)	Rote Körner von <i>Oryza sativa</i>	Andere Getreidearten	Andere Pflanzenarten als Getreidearten	<i>Avena fatua</i> , <i>Avena sterilis</i> , <i>Lolium temulentum</i>	<i>Raphanus raphanistrum</i> , <i>Agrostemma githago</i>	<i>Panicum</i> spp.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1 <i>Avena sativa</i> , <i>Avena stri-gosa</i> , <i>Hor-deum vul-gare</i> , <i>Triti-cum aesti-vum</i> subsp. <i>aesti-vum</i> , <i>Triti-cum turgi-dum</i> subsp. <i>du-rum</i> , <i>Triti-cum aesti-vium</i> subsp. <i>spelta</i> :									
a Basis-saat-gut	85	99	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
b Zerti-fiziertes Saat-gut, erste und zweite Gene-ration	85 (d)	98	10		7	7	0 (c)	3	

2 <i>Avena nuda:</i>									
a Basis-saat-gut	75	99	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
b Zer-tifi-zier-tes Saat-gut, erste und zweite Gene-ration	75	98	10		7	7	0 (c)	3	
3 <i>Oryza sativa:</i>									
a Basis-saat-gut	80	98	4	1					1
b) zer-tifi-zier-tes Saat-gut der ersten Gene-ration	80	98	10	3					3
c Zer-tifi-zier-tes Saat-gut der zwei-ten Gene-ration	80	98	15	5					3
4 <i>Sec-ale cere-ale:</i>									
a Basis-saat-gut	85	98	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
b Zer-tifi-zier-tes Saat-gut	85	98	10		7	7	0 (c)	3	
5 <i>Pha-laris canari-ensis:</i>									
a Basis-saat-gut	75	98	4		1 (b)		0 (c)		

b Zertifiziertes Saatgut	75	98	10		5		0 (c)		
6 <i>Sorghum</i> spp.	80	98	0						
7 <i>xTriticosecale</i> :									
a Basis-saatgut	80	98	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
b Zertifiziertes Saatgut, erste und zweite Generation	80	98	10		7	7	0 (c)	3	
8 <i>Zea mays</i>	90	98	0						

B. Weitere Normen oder Anforderungen, die dann gelten, wenn darauf in der Tabelle in Punkt 2, Buchstabe A des vorliegenden Anhangs Bezug genommen wird:

a) Der in Spalte 4 ausgewiesene Höchstanteil von Körnern umfasst auch Körner der in den Spalten 5 bis 10 genannten Arten;

b) Ein zweites Korn gilt nicht als Verunreinigung, wenn eine zweite Probe mit demselben Gewicht keine Körner anderer Getreidearten enthält;

c) Ein Korn von *Avena fatua*, *Avena sterilis* oder *Lolium temulentum* gilt in einer Probe mit dem vorgeschriebenen Gewicht nicht als Verunreinigung, wenn eine zweite Probe mit demselben Gewicht keine Körner dieser Arten enthält;

d) Bei Sorten von *Hordeum vulgare* (betrifft Nacktgerste) beträgt die erforderliche Mindestkeimfähigkeit nur 75 % der reinen Körner. Das amtliche Etikett wird mit dem Hinweis "Mindestkeimfähigkeit 75 %" versehen.

3) Das Saatgut ist praktisch frei von Schädlingen, die den Gebrauchswert und die Qualität des Saatguts herabsetzen.

Das Saatgut steht außerdem im Einklang mit den Anforderungen in Bezug auf Unionsquarantäneschädlinge, Schutzgebiet-Quarantäneschädlinge und RNQPs in den gemäß der Verordnung (EU) 2016/2031 vom 26. Oktober 2016 erlassenen Durchführungsrechtsakten sowie mit den nach Artikel 30 § 1 der genannten Verordnung erlassenen Durchführungsrechtsakten.

Das Vorhandensein von RNQPs auf dem Saatgut und den verschiedenen Kategorien genügt den Vorschriften nach folgender Tabelle:

Nematoden				
RNQPs oder durch RNQPs verursachte Symptome	Für die Anpflanzung vorgesehenes Pflanzenmaterial (Gattung oder Art)	Schwelle für Vorstufensaatgut	Schwelle für Basis-saatgut	Schwelle für zertifiziertes Saatgut
<i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie [APLOBÉ]	<i>Oryza sativa</i> L.	0 %	0 %	0 %
Pilze				
<i>Gibberella fujikuroi</i> Sawada [GIBBFU]	<i>Oryza sativa</i> L.	Fast keine	Fast keine	Fast keine

4) Das Vorhandensein von Pilzkörpern auf dem Saatgut und den verschiedenen Kategorien genügt den Vorschriften nach folgender Tabelle:

Kategorie	Höchstanzahl von Pilzkörpern, wie Sklerotien oder Mutterkörner, in einer Probe mit dem in Anhang 3 Spalte 3 angegebenen Gewicht
Getreidesorten, ausgenommen Hybriden von <i>Secale cereale</i> :	
- Basissaatgut	1
- Zertifiziertes Saatgut	3

Hybriden von <i>Secale cereale</i> :	
- Basissaatgut	1
- Zertifiziertes Saatgut	4 (*)
(a) Das Vorhandensein von fünf Pilzkörpern wie z.B. Sklerotien oder Bruchstücken von Sklerotien oder Mutterkörnern in einer Probe mit dem vorgeschriebenen Gewicht gilt als den Normen genügend, wenn eine zweite Probe mit demselben Gewicht nicht mehr als vier Pilzkörper enthält.	

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2021 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Anhang 3: GEWICHT DER PARTIEN UND PROBEN

Arten	Höchstgewicht einer Partie (in Tonnen)	Mindestgewicht einer aus einer Partie zu ziehenden Probe (in Gramm)	Gewicht einer Teilprobe für die Auszählung gemäß den Spalten 4 bis 10 der Tabelle in Anhang 2, Punkt 2, A und der Tabelle in Anhang 2, Punkt 3 (in Gramm)
1	2	3	4
<i>Avena nuda</i> , <i>Avena sativa</i> , <i>Avena strigosa</i> , <i>Hordeum vulgare</i> , <i>Triticum aestivum</i> subsp. <i>aestivum</i> , <i>Triticum turgidum</i> subsp. <i>durum</i> , <i>Triticum aestivum</i> subsp. <i>spelta</i> , <i>Secale cereale</i> , <i>xTriticosecale</i>	30	1 000	500
<i>Phalaris canariensis</i>	10	400	200
<i>Oryza sativa</i>	30	500	500
<i>Sorghum bicolor</i> (L) Moench subsp. <i>bicolor</i>	30	900	900
<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>drummondii</i> (Steud.) de Wet ex Davidse	10	250	250
Hybriden von <i>Sorghum bicolor</i> (L) Moench subsp. <i>bicolor</i> x <i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>drummondii</i> (Steud.) de Wet ex Davidse	30	300	300
<i>Zea mays</i> , Basissaatgut von Inzuchtlinien	40	250	250
<i>Zea mays</i> , Basissaatgut, ausgenommen Basissaatgut von Inzuchtlinien; zertifiziertes Saatgut	40	1 000	1 000

Das Höchstgewicht einer Partie Saatgut darf das vorgesehene Höchstgewicht nicht um mehr als 5 % überschreiten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2021 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Anhang 4 - ETIKETT

A. Vorgeschriebene Angaben:

a) Für Basissaatgut und zertifiziertes Saatgut:

1. "EG-Norm".
2. Anerkennungsstelle und Mitgliedstaat oder deren Zeichen.
3. Amtlich zugeteilte laufende Nummer.
4. Bezugsnummer der Partie.
5. Monat und Jahr der Verschließung, ausgedrückt durch den Vermerk "Verschließung... (Monat und Jahr)", oder Monat und Jahr der letzten für die Entscheidung über die Anerkennung bestimmten amtlichen Probenahme, ausgedrückt durch den Vermerk: "Probenahme..." (Monat und Jahr);
6. Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren).
7. Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben.
8. Kategorie.
9. Erzeugerland.
10. Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht oder angegebene Zahl der Körner.

11. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen die Art des Zusatzes sowie das ungefähre Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht.

12. Bei Hybridsorten oder Inzuchtlinien:

- für Basissaatgut, bei dem die Hybride oder Inzuchtlinie, der das Saatgut angehört, in den nationalen Katalog oder den gemeinsamen Katalog amtlich zugelassen worden ist: die Bezeichnung dieser Komponente, unter dem diese amtlich zugelassen worden ist, mit oder ohne Angabe der Sorte, im Fall von Einfachhybriden oder Inzuchtlinien, die ausschließlich dazu bestimmt sind, als Komponenten für die Erzeugung von Sorten verwendet zu werden, mit dem Zusatz "Komponente";

- für Basissaatgut in anderen Fällen: Bezeichnung der Komponente, der das Basissaatgut angehört, die kodiert angegeben werden kann, ergänzt durch die Angabe der Sorte, mit oder ohne Angabe ihrer Funktion (männliche oder weibliche Komponente), mit dem Zusatz "Komponente";

- für zertifiziertes Saatgut: Bezeichnung der Sorte, der das Saatgut angehört, mit dem Zusatz "Hybrid".

13. Zusätzlich können die Worte "Erneut geprüft ... (Monat und Jahr)" und die für die Überprüfung verantwortliche Stelle angegeben werden, wenn die Keimfähigkeit erneut geprüft wurde. Diese Angaben können auf einem auf dem amtlichen Etikett angebrachten amtlichen Aufkleber vermerkt werden.

b) Für Saatgutmischungen:

1. "Mischung" (Arten oder Sorten).
2. Dienststelle, die die Verschließung vorgenommen hat, und Mitgliedstaat.
3. Amtlich zugeteilte laufende Nummer.
4. Bezugsnummer der Partie.
5. Monat und Jahr der Verschließung, ausgedrückt durch den Vermerk "Verschließung... (Monat und Jahr).
6. Art, Kategorie, Sorte, Erzeugerland und Gewichtsverhältnis jedes der Bestandteile; die Bezeichnung der Art und der Sorte wird mindestens in lateinischen Buchstaben angegeben.
7. Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht oder angegebene Zahl der Körner.
8. Bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen die Art des Zusatzes sowie das ungefähre Verhältnis zwischen dem Gewicht der reinen Körner und dem Gesamtgewicht.
9. Zusätzlich können die Worte "Erneut geprüft ... (Monat und Jahr)" und die für die Überprüfung verantwortliche Stelle angegeben werden, wenn mindestens die Keimfähigkeit aller Bestandteile der Mischung erneut geprüft wurde. Diese Angaben können auf einem auf dem amtlichen Etikett angebrachten amtlichen Aufkleber vermerkt werden.
10. Der Hinweis "Vertrieb ausschließlich in ..." (betreffender Mitgliedstaat)

B. Mindestgrößen

110 mm x 67 mm.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2021 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung,
Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Anhang 5 - ETIKETT UND BESCHEINIGUNG FÜR NOCH NICHT ANERKANNTES SAATGUT, DAS IN EINEM ANDEREN MITGLIEDSTAAT GEERNTET WURDE

A. Für das Etikett vorgeschriebene Angaben:

1- Für die Feldbesichtigung zuständige Behörde und Mitgliedstaat oder deren Zeichen;

2- Amtlich zugeteilte laufende Nummer;

3- Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren);

- 4- Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben: bei Sorten (Inzuchtlinien, Hybriden), die nur als Komponente zur Erzeugung von Hybridsorten verwendet werden sollen, wird das Wort "Komponente" angefügt;
- 5- Kategorie;
- 6- Bei Hybridsorten das Wort "Hybrid";
- 7- Kennnummer des Feldes oder der Partie;
- 8- Angegebenes Netto- oder Bruttogewicht;
- 9- Die Worte "Noch nicht anerkanntes Saatgut".
- B. Etikettfarbe:
Das Etikett ist grau.
- C. Für die Bescheinigung vorgeschriebene Angaben:
- 1 Ausstellende Behörde;
 - 2 Amtlich zugeteilte laufende Nummer;
 - 3 Art, zumindest in lateinischen Buchstaben die Angabe der botanischen Bezeichnung (gegebenenfalls abgekürzt und ohne Namen der Autoren);
 - 4 Sorte, zumindest in lateinischen Buchstaben angegeben;
 - 5 Kategorie;
 - 6 Bezugsnummer des zur Aussaat verwendeten Saatguts und Land bzw. Länder, die dieses Saatgut anerkannt haben;
 - 7 Kennnummer des Feldes oder der Partie;
 - 8 Anbaufläche der Partie, für die die Bescheinigung gilt;
 - 9 Menge des geernteten Saatguts und Anzahl der Packungen;
 - 10 Bei Zertifiziertem Saatgut die Vermehrungsstufe nach Basissaatgut;
 - 11 Bestätigung, dass der Feldbestand, aus dem das Saatgut stammt, die gestellten Bedingungen erfüllt hat.
- Gegebenenfalls die Ergebnisse einer vorläufigen Saatgutanalyse.
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2021 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut als Anhang beigefügt zu werden.
- Namur, den 23. Dezember 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung,
Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Anhang 6 - SONDERVORSCHRIFTEN BETREFFEND DIE KONTROLLE

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

1.1 Amtliche Instanzen:

1.1.1 ISTA (International Seed Testing Association): Internationale Vereinigung für die Saatgutprüfung, die standardisierte Verfahren für die Probenahme und Analyse von Saatgut entwickelt und veröffentlicht, und Laboratorien akkreditiert.

1.1.2. Amtlicher Inspektor: Der Bedienstete der Dienststelle, der die in diesem Erlass beschriebenen amtlichen Kontrollaufgaben durchführt, die erforderliche Ausbildung erhalten hat, fachlich kompetent ist und unparteiisch und frei von jeglichen Interessenkonflikten arbeitet.

1.1.3. Amtlicher Probenehmer: Der Bedienstete der Dienststelle, der die amtlichen Probenahmen durchführt, der die erforderliche Ausbildung erhalten hat und über die fachliche Kompetenz verfügt, um die Probenahmen und die Kontrollen im Zusammenhang mit der Probenahme durchzuführen.

1.1.4. Amtliches Labor für Saatgutanalysen: Das von der ISTA akkreditierte Labor der Dienststelle für Saatgutanalysen.

1.1.5. Laborleiter: Der Bedienstete der Dienststelle, der das amtliche Labor für Saatgutanalysen betreibt und für den Betrieb des amtlichen Labors für Saatgutanalysen im Allgemeinen, für die Anweisungen und das ordnungsgemäße Funktionieren der Ausrüstung verantwortlich ist und über die Ergebnisse für die Zertifizierung von Partien berichtet.

1.1.6. Zugelassenes Labor: Ein unabhängiges, von der Dienststelle zugelassenes Labor, das mit der Durchführung von Kontrollen von Saatgut auf Schadorganismen nach international gültigen Methoden beauftragt ist.

1.2. Unternehmer des Saatgutsektors:

Als Unternehmer gilt eine Person des öffentlichen oder privaten Rechts im Sinne von Artikel 2 Ziffer 9 der Verordnung (EU) Nr. 2016/2031 vom 26. Oktober 2016, die im Saatgutsektor tätig ist. Er ist ebenfalls ein Unternehmen im Sinne von Artikel 3 Ziffer 29 der Verordnung (EU) Nr. 2017/625 vom 15. März 2017.

1.2.1 Verantwortliche für die Sorten:

a) Saatzüchter: Ein Unternehmer, der neue Sorten anbaut und entwickelt, die für den Handel bestimmt sind und von denen eine Sorte zur Kontrolle zugelassen ist.

b) Erhaltungszüchter: Ein Unternehmer, der für die Erhaltungszüchtung einer Sorte verantwortlich ist, der vom Saatzüchter für die geschützten Sorten bevollmächtigt ist.

c) Bevollmächtigter: Ein Unternehmer, der vom Saatzüchter oder vom Erhaltungszüchter bevollmächtigt ist, um auf dem wallonischen Gebiet in seinem Namen zu handeln.

1.2.2. Verantwortliche für die Erzeugung:

a) Einschreibender: Ein Unternehmer, der befugt ist, bei der Kontrolle Bestände vorzuzeigen, die für die Erzeugung von Saatgut bestimmt sind, gemäß Punkt 5.2.2.

b) Vermehrer: Ein Unternehmer, der vom Einschreibenden als Verantwortlicher für die Bestände und die spezifische Pflege bei der Erzeugung und zeitweiligen Aufbewahrung des nicht aufbereiteten Saatguts bestimmt wird.

c) Lagerist: Ein Unternehmer, die über die Anlagen verfügt, die notwendig sind, um Saatgut für die Rechnung eines Einschreibenden zeitweilig auf wallonischem Gebiet zu lagern.

1.2.3. Verantwortliche für den Handel:

a) Händler-Aufbereiter von Saatgut: Ein Unternehmer, der über die Anlagen verfügt, die notwendig sind, um Saatgut zu lagern, zu reinigen, zu trocknen, zu verarbeiten, aufzubereiten, zu desinfizieren und zu verpacken.

b) Mischungsaufbereiter: Ein Unternehmer, der auf wallonischem Gebiet über die Anlagen verfügt, die notwendig sind, um Saatgutmischungen verschiedener Arten und Sorten zu aufzubereiten, zu verpacken, zu lagern und aufzubewahren.

c) Importeur: Ein Unternehmer, der Saatgut aus einem Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, einführt.

d) Exporteur: Ein Unternehmer, der Saatgut in ein Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, ausführt.

1.2.4. Für Kontrollen unter amtlicher Überwachung zuständige Personen und Instanzen

a) Für die Feldkontrolle amtlich zugelassener Inspektor: Der Inspektor, der von der Dienststelle zugelassen ist, um Feldbesichtigungen unter amtlicher Überwachung durchzuführen. Es handelt sich entweder um eine unabhängige natürliche Person, oder um einen Angestellten einer unabhängigen Organisation oder um einen Angestellten eines Saatgutunternehmens; im letzteren Fall werden Feldbesichtigungen nur für Saatguterzeugungen durchgeführt, die im Auftrag seines Arbeitgebers zur Kontrolle angemeldet wurden, es sei denn, dass der Arbeitgeber, die Dienststelle und derjenige, der die Kontrolle beantragt, etwas anderes vereinbart haben.

b) Amtlich zugelassener Probenehmer: Der Probenehmer, der von der Dienststelle zugelassen ist, um gemäß den in Artikel 22 genannten Maßnahmen Proben unter amtlicher Überwachung zu nehmen.

c) Für die amtlich zugelassenen Probenehmer eines Saatgutunternehmens verantwortliche Person: Ein von der Dienststelle amtlich zugelassener Probenehmer, der innerhalb eines Saatgutunternehmens als verantwortlich für die Anweisungen und die Bereitstellung der für die Probenahme nützlichen Ausrüstung für jeden amtlich zugelassenen Probenehmer des Saatgutunternehmens benannt wird und der gegebenenfalls die ordnungsgemäße Funktion eines automatischen Probenehmers überprüft.

d) Amtlich zugelassenes Labor: Ein Labor, das von der Dienststelle zur Durchführung von Saatgutprüfungen unter amtlicher Überwachung nach den geltenden internationalen Methoden wie denen der ISTA zugelassen ist, gemäß Artikel 21 Ziffer 2 dieses Erlasses.

e) Leitender Saatgutprüfer: eine von der Dienststelle qualifizierte Person, die als die Person bestimmt wird, die für den ordnungsgemäßen Betrieb eines amtlich zugelassenen Labors im Allgemeinen und für die Anweisungen und den ordnungsgemäßen Betrieb der Ausrüstung verantwortlich ist. Diese Person ist bei der Saatgutfirma angestellt, zu der das amtlich zugelassene Labor gehört. Diese Person erstattet der Dienststelle Bericht über die erzielten Ergebnisse.

f) Saatgutprüfer: Eine von der Dienststelle qualifizierte Person, die in einem von der Dienststelle amtlich zugelassenen Labor Prüfungen durchführt, und bei der Saatgutfirma angestellt ist, zu der das amtlich anerkannte Labor gehört.

1.3. Registrierung eines Unternehmers

Jeder in den Punkten 1.2.1 bis 1.2.3 genannte Unternehmer, der bei dem Inverkehrbringen oder bei der Erzeugung von Getreidesaatgut auf wallonischem Gebiet tätig ist, wird unter einer einmaligen Nummer bei der Dienststelle registriert.

1.3.1. Registrierungsverfahren

Der Unternehmer reicht einen Antrag auf Registrierung bei der Dienststelle ein.

Dieser Antrag enthält folgende Angaben:

a) die personenbezogenen Daten des Antragstellers, wenn der Antrag auf Registrierung nicht von dem zu registrierenden Unternehmer gestellt wird: offizielle Bezeichnung, Unternehmensnummer und Kontaktdaten; in diesem Zusammenhang kann die Registrierung eines Vermehrerers oder Lageristen auf der Grundlage der Daten erfolgen, die ein Einschreibender bei einem Antrag auf Registrierung einer Vermehrungsparzelle angegeben hat;

b) die personenbezogenen Daten des zu registrierenden Unternehmers: offizielle Bezeichnung, Unternehmensnummer, ggf. Nummer der Niederlassungseinheit und Kontaktdaten der verantwortlichen Person;

c) die Tätigkeiten, für die der Unternehmer registriert werden möchte; für einen Erhaltungszüchter oder einen Bevollmächtigten wird der Nachweis der vom Saatzüchter erteilten Vollmachten oder für den Bevollmächtigten der Nachweis der vom Erhaltungszüchter erteilten Vollmachten erbracht;

d) gegebenenfalls die Daten der FASNK in Bezug auf die Zulassung des zu registrierenden Unternehmers;

Der registrierte Unternehmer übermittelt bis zum 30. April des Jahres, das auf das Jahr folgt, in dem Daten geändert wurden, eine Aktualisierung der Antragsdaten.

Jede Änderung der unter b) aufgeführten Daten wird der Dienststelle innerhalb von dreißig Tagen nach der Änderung dieser Daten mitgeteilt.

Jede Änderung, die der Dienststelle nicht innerhalb der vorgesehenen Frist mitgeteilt wird, ist Gegenstand einer Aufforderung zur sofortigen Korrektur oder zur Korrektur innerhalb einer von der Dienststelle festgelegten Frist. Wenn der Unternehmer diese Daten nicht innerhalb der festgelegten Frist korrigiert, wird die Registrierung von der Dienststelle geändert oder gestrichen.

1.3.2 Bedingungen in Bezug auf die Registrierung:

In Bezug auf seine Registrierung genügt jeder gemäß diesem Erlass registrierte Unternehmer den folgenden Bedingungen:

- 1° er kennt und befolgt die geltenden Vorschriften für die Zertifizierung und das Inverkehrbringen von Getreidesaatgut;

- 2° er benennt eine Person, die für den ordnungsgemäßen Betrieb der zur Erzeugung oder Vermarktung von Saatgut verwendeten Anlagen und für die Kommunikation mit der Dienststelle verantwortlich ist;

- 3° er ermöglicht es der Dienststelle, die Produktion in seinem Betrieb und an den Erzeugungstätten zu kontrollieren oder zu überwachen, indem er ihr die für sichere Arbeitsbedingungen erforderlichen Geräte und Einrichtungen zur Verfügung stellt;

- 4° er übermittelt der Dienststelle alle Informationen, die für die verschiedenen Phasen des Produktions- und Vermarktungsprozesses erforderlich sind;
- 5° er verfügt über Systeme und Verfahren, um die Rückverfolgbarkeit der Erzeugung in jeder Phase des Produktions- und Vermarktungsprozesses zu gewährleisten;
- 6° er informiert die Dienststelle über den Beginn und das Ende der Tätigkeiten, die er als registrierter Unternehmer ausüben darf.

1.4 Zulassung eines Unternehmers:

Die Händler-Aufbereiter von Saatgut und Mischungsaufbereiter werden von der Dienststelle zugelassen.

1.4.1. Zulassungsverfahren:

Zu Zwecken seiner Zulassung muss der Unternehmer:

- 1) während oder nach seiner Registrierung den schriftlichen Antrag auf Zulassung bei der Dienststelle stellen;
- 2) sich einer Kontrolle vor Ort unterwerfen, die durch die Dienststelle durchgeführt wird, und während deren ein Verzeichnis der Räumlichkeiten und der Anlagen, die im Rahmen der Aktivität benutzt werden, sowie ein Protokoll zur Feststellung, dass diese Räumlichkeiten und Anlagen für die betreffende Aktivität geeignet sind, aufgestellt werden;
- 3) bei der unter 2) angeführten Kontrolle die für die Tätigkeit verantwortliche Person oder ihren Vertreter bestimmen.

1.4.2 - Bedingungen für die Zulassung:

Der zugelassene Unternehmer weist nach, dass er mindestens die folgenden Voraussetzungen erfüllt:

- 1° er verfügt über Räumlichkeiten und Anlagen, die ausschließlich den Aktivitäten vorbehalten sind, für die eine Zulassung beantragt wird. Die verfügbaren Oberflächen müssen den erwarteten Volumen des zu erzeugenden Saatguts genügen. Die Räumlichkeiten sind sauber und gewährleisten eine gute Aufbewahrung des Saatguts. Das Vorhandensein von anderen Produkten als Saatgut ist nicht erlaubt. Nach einer Kontrolle vor Ort kann die Dienststelle Ausnahmen hinsichtlich der Nutzung der Räumlichkeiten oder Anlagen erteilen. Es gibt mindestens eine Waage. Wenn nötig muss die Anlage über Geräte für die Entnahme von repräsentativen Proben verfügen, sowie über eine Etikettiermaschine für das Anbringen von Etiketten in Übereinstimmung mit den geltenden Vorschriften;
- 2° er stellt der Dienststelle alle Mittel zur Verfügung, um die Kontrolltätigkeiten unabhängig durchzuführen. Die Dienststelle verfügt wenn nötig über einen Schrank oder einen Raum, der abgeschlossen werden kann, um dort ihre eigenen Materialien und Dokumente lagern zu können;
- 3° er identifiziert die kritischen Punkte im Produktionsprozess und entwickelt und wendet Methoden zur Überwachung und Kontrolle dieser Punkte an;
- 4° er bereitet das Saatgut auf angemessene Weise auf oder beseitigt es, wenn es den gesetzlichen Normen (aufgrund sichtbarer Symptome) für die Zertifizierung nicht entspricht;
- 5° er lässt während des Erzeugungs- und Anerkennungsprozesses Saatgutproben nehmen und die Saatgutproben in einem zugelassenen Labor auf NRQPs und andere Schadorganismen untersuchen;
- 6° er verwendet Verpackungen, die in Bezug auf Verschluss und Kennzeichnung den geltenden Vorschriften entsprechen;
- 7° er bewahrt die Daten der amtlichen Inspektionsdokumente, die Zertifizierungsetiketten und anderen Dokumente, die sich auf das Saatgut beziehen, auf, solange sich das Saatgut am Erzeugungsort befindet und dies mindestens ein Jahr, nachdem es vom Erzeugungsort entfernt wurde;
- 8° er hält die Verpflichtungen ein, die er gegenüber der Dienststelle für die unter amtlicher Überwachung durchgeführten Aktivitäten eingegangen ist.

1.4.3 Aufrechterhaltung, Aussetzung oder Entzug der Zulassung:

Die Zulassung gilt vom 1. Juli bis zum 30. Juni des Jahres nach ihrer Erteilung. Sie wird von Jahr zu Jahr stillschweigend erneuert, solange die auferlegten Bedingungen erfüllt sind und die unter Punkt 1.4.2. angegebenen Verpflichtungen eingehalten werden.

Der zugelassene Unternehmer informiert unverzüglich die Dienststelle über jede bedeutende Änderung der Anlagen sowie über jede Änderung der Identität der verantwortlichen Person.

Werden die durch die Zulassung gedeckten Aktivitäten unterbrochen, was die verantwortliche Person der Dienststelle mitzuteilen hat, wird die Zulassung ausgesetzt. Beim Neubeginn der Aktivität findet wie unter 1.4.1. vorgesehen eine Kontrolle statt.

Der Direktor der Dienststelle ändert oder entzieht die Zulassung, wenn:

- 1° die unter Punkt 1.4.2 genannten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind;
- 2° die durch die Zulassung gedeckte Aktivität nicht mehr ausgeübt wird;
- 3° die Kosten für die Zulassung nicht mehr gezahlt werden;
- 4° der Unternehmer es beantragt;
- 5° vom Unternehmer begangene Verstöße gegen die Rechtsvorschriften über das Inverkehrbringen von Saatgut von amtlichen Stellen einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaats festgestellt werden und diese Verstöße geeignet sind, die Tätigkeiten oder das Saatgut des Unternehmers auf wallonischem Gebiet zu beeinträchtigen. In diesem Fall informiert die Dienststelle diesen Unternehmer über die Daten und Quellen, auf denen ihre Entscheidung beruht.

Wenn der Direktor der Dienststelle die Zulassung eines Unternehmers entzieht, informiert er Letzteren durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, wobei er ihm die Gründe für seine Entscheidung mitteilt. Wenn die Entscheidung über den Entzug der Zulassung vom Unternehmer beanstandet wird, so kann dieser innerhalb von 30 Tagen, die auf das Datum des Eingangs des Schreibens folgen, durch das ihm der den Einspruch betreffende Beschluss zugestellt wurde, beim Generalinspektor der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt eine administrative Beschwerde einreichen.

In der administrativen Beschwerde werden die Verteidigungsmittel des Unternehmers angegeben.

Der Generalinspektor trifft eine Entscheidung, die er dem Betroffenen durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, zustellt.

1.5 Zulassung eines Labors:

Die Dienststelle lässt ein Labor zu, um die Qualität des Pflanzenmaterials auf das Vorhandensein von RNQPs und sonstigen Schädlingen zu prüfen, wenn das Labor die Bedingungen nach Artikel 37 Ziffer 4 der Verordnung Nr. 2017/625 vom 15. März 2017 erfüllt.

1.5.1 Modalitäten für die Erteilung und Aufrechterhaltung der Zulassung:

Das Labor reicht bei der Dienststelle einen Antrag auf Zulassung ein, der folgende Angaben enthält:

1) ein Akkreditierungszeugnis für die Norm EN ISO / CEI 17025, wie in Artikel 37 Ziffer 4 Buchstabe e) der Verordnung (EU) Nr. 2017/625 vom 15. März 2017 angegeben, in dem der Umfang der Akkreditierung präzisiert wird, wie in Artikel 34 Ziffer 5 der Verordnung (EU) Nr. 2017/625 vom 15. März 2017 angegeben;

2) eine Kopie der Satzungen des Labors oder der verantwortlichen juristischen Person;

3) Name und Anschrift des Labors, Identifizierung, einschließlich einer natürlichen Person, die für alle durchgeführten Prüfungen verantwortlich ist;

4) Einrichtungen, Art der Prüfungen und Probenahme- und Transportverfahren, für die die Zulassung beantragt wird;

5) Nachweis nützlicher Erfahrungen mit Referenzen über die Durchführung von Prüfungen an Pflanzenmaterial zum Nachweis des Vorhandenseins von Krankheitserregern.

Die Zulassung ist unbefristet gültig, solange das Labor die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° es akzeptiert und führt alle Arten von Analyseaufträgen durch, für die das Labor zugelassen ist;

2° es verwendet die von der Dienststelle mitgeteilten Informationen ausschließlich im Rahmen seines Auftrags;

3° es übermittelt der Dienststelle eine Kopie der Analyseberichte in der von dieser festgelegten Weise;

4° gegebenenfalls und auf Ersuchen der Dienststelle nimmt es an auf nationaler oder internationaler Ebene organisierten Laboringversuchen teil;

5° es teilt der Dienststelle jede Änderung der in der Zulassung enthaltenen Angaben mit;

6° es garantiert die Qualität der erbrachten Leistungen.

1.5.2. Verweigerung, Aussetzung und Entzug der Zulassung:

Die Dienststelle verweigert die Zulassung des Labors ganz oder teilweise, wenn die in Punkt 1.5.1 Absatz 1 genannten Bedingungen nicht erfüllt sind.

Die Dienststelle setzt die Zulassung des Labors ganz oder teilweise aus oder entzieht sie, wenn die in Punkt 1.5.1 Absatz 1 Ziffern 1 bis 4 genannten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind.

Der Direktor der Dienststelle entzieht die Zulassung auf Antrag des Labors ganz oder teilweise.

Die Dienststelle kann während der Dauer der Zulassung jederzeit eine administrative und technische Untersuchung durchführen.

Sieht sich der Direktor der Dienststelle veranlasst, die Zulassung eines Labors zu entziehen, so informiert er Letzteres durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, wobei er ihm die Gründe für seine Entscheidung mitteilt. Wenn die Entscheidung über den Entzug der Zulassung vom Labor beanstandet wird, so kann dieses innerhalb von 15 Tagen, die auf das Datum des Eingangs des Schreibens folgen, durch das ihm der den Einspruch betreffende Beschluss zugestellt wurde, beim Generalinspektor der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt eine administrative Beschwerde einreichen.

In dieser administrativen Beschwerde hat das amtlich zugelassene Labor die Mittel zu seiner Verteidigung anzugeben.

Der Generalinspektor fasst einen Beschluss, den er dem Betreffenden per Einschreiben mitteilt.

1.6. Zur Kontrolle zugelassene Sorten:

Die Sorten der in Artikel 3 dieses Erlasses aufgeführten Arten in Form von freiabblühenden Sorten, Hybridsorten (intraspezifisch), chemischen Hybridsorten selbstbestäubender Arten, CMS-Hybriden oder Hybridsorten fremdbestäubender Arten werden zur Kontrolle zugelassen, wenn sie in folgenden Verzeichnissen angeführt sind:

- 1° im nationalen Katalog, oder

- 2° im gemeinsamen Katalog, oder

- 3° auf der Liste der OECD (Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung) steht; falls die Sorte nur auf der Liste der OECD steht, ist die Saatguterzeugung ausschließlich für die Ausfuhr in Drittländer bestimmt.

Sorten, die zur Eintragung in den nationalen Katalog anstehen, oder, wenn es sich um Sorten eines belgischen Saatzüchters handelt, Sorten, die zur Eintragung in einen Katalog eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union anstehen, werden ebenfalls zur Prüfung zugelassen. In diesem Fall erfolgt die amtliche Zertifizierung von Saatgutpartien dieser Sorten erst nach ihrer tatsächlichen Eintragung in einen der oben erwähnten Kataloge; der Nachweis darüber wird der Dienststelle vom Einschreibenden vorgelegt.

Unter bestimmten Bedingungen kann die Dienststelle jedoch das Inverkehrbringen von Saatgutpartien der registrierungspflichtigen Sorten im Hinblick auf ihre Eintragung in den nationalen Katalog der landwirtschaftlichen Pflanzensorten genehmigen.

Die Genehmigung wird nur für Prüfungen in landwirtschaftlichen Betrieben erteilt, um Daten über den Bestand oder die Verwendung der Sorte gemäß Artikel 4 der Entscheidung 2004/842 /EG der Kommission vom 1. Dezember 2004 mit Durchführungsbestimmungen, nach denen die Mitgliedstaaten das Inverkehrbringen von Saatgut oder Vermehrungsmaterial von Sorten genehmigen können, für die ein Antrag auf Aufnahme in den nationalen Katalog der für die Landwirtschaft oder für Gemüse bestimmten Sorten gestellt wurde, zu sammeln.

Die in der vorgenannten Entscheidung auferlegten Verpflichtungen sind anwendbar.

1.7 Kategorien und Klassen von zertifizierbarem Saatgut:

Das geprüfte und amtlich zertifizierte Saatgut wird je nach der Generation und den besonderen Qualitätsanforderungen gemäß den Definitionen in Artikel 3 Paragraph 1 Ziffern 4 bis 10 dieses Erlasses geordnet.

Das Saatgut kann in einer der in Tabelle 1 aufgeführten Kategorien oder Klassen zertifiziert werden.

Tabelle 1

Kategorien und Klassen	Selbstbestäubende Arten				Fremdbestäubende Arten***	
	Freiabblühende Sorten	Hybridsorten			Freiabblühende Sorten	Hybridsorten
		CHS*	CMS**	Sonstige		
Vorstufen-saatgut	X	-	-	-	X	-
Basissaatgut	-	-	X	X	-	X
Basissaatgut E2	X	-	-	-	X	-
Basissaatgut E3	-	X	X	X	X	X
Zertifiziertes Saatgut R1	X	-	-	-	-	-
Zertifiziertes Saatgut R2	X	-	-	-	-	-
*VHX: chemische Hybridsorten, auf der Grundlage von Sorten und/oder Linien, die nach dem normalen Verfahren als Basissaatgut genehmigt und zertifiziert wurden. Für die Erzeugung der Hybridsorte werden die beiden Elternsorten (oder Elternlinien) in parallelen Streifen angebaut. Bei der weiblichen Komponente wird wie bei der männlichen Komponente mindestens ein Streifen identifiziert.						
** CMS: Zytoplasmatische männliche Sterilität für die Erzeugung von Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut von <i>Hordeum vulgare</i> -Hybriden. Die weibliche Linie wird durch diese Technik männlich unfruchtbar gemacht. Die männlichen und weiblichen Komponenten werden gemeinsam ausgesät.						
*** werden als fremdbestäubende Arten betrachtet: Kanariengras, Roggen und Mais.						

1.8 Weitere Kategorien von Saatgut:

1.8.1. Züchtersaatgut: Durch genealogische Selektion erzeugtes Saatgut, das der Generation vor dem Vorstufen-saatgut angehört.

1.8.2. Nicht endgültig zertifiziertes Saatgut:

Nicht endgültig zertifiziertes Saatgut aus:

- Ernten von vorläufig angenommenen Vermehrungspartellen, die zwischen einem Vermehrer, einem Lageristen oder einem Händler-Aufbereiter übertragen, oder in einen anderen EU-Mitgliedstaat versandt werden;
- Ernten in einem anderen EU-Mitgliedstaat oder in einem Drittland, dem von der EU die Feldbesichtigungs-gleichwertigkeit gewährt wurde.

KAPITEL 2 - Aktivitäten unter amtlicher Kontrolle, Zulassung, Bedingungen und Regeln

Die europäischen Vorschriften erlauben es den Unternehmen, bestimmte Kontrollen und Prüfungen unter amtlicher Überwachung selbst durchzuführen, wenn bestimmte Bedingungen erfüllt sind.

Die Unternehmen, die Tätigkeiten unter amtlicher Überwachung ausüben wollen, sowie ihre Mitarbeiter halten die in Artikel 21 und Artikel 22 § 2 dieses Erlasses vorgesehenen Maßnahmen ein.

2.1 Feldkontrolle unter amtlicher Überwachung:

2.1.1. Anwendungsbereich

Feldkontrollen unter amtlicher Überwachung können bei der Erzeugung von Getreidesaatgut aller Klassen der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut" durchgeführt werden.

Um Feldkontrollen unter amtlicher Überwachung durchzuführen, stellt der Einschreibende bei der Einschreibung der Vermehrungspartellen zur Kontrolle einen entsprechenden Antrag.

Feldkontrollen unter amtlicher Überwachung werden in Übereinstimmung mit den Anforderungen dieses Erlasses für amtliche Feldkontrollen durchgeführt.

2.1.2. Zulassung als "amtlich zugelassener Inspektor":

Die Dienststelle erteilt einer natürlichen Person die Zulassung als "amtlich zugelassener Inspektor", wenn diese Person:

- ihre technische Qualifikation für die Durchführung von Feldkontrollen für eine bestimmte Art nachweist, die sie durch amtliche, von der Dienststelle organisierte Prüfungen erworben hat oder wenn ihre technische Qualifikation durch andere amtliche europäische Kontrolldienste gewährleistet ist;
- an den von der Dienststelle organisierten informativen theoretischen oder praktischen Studientagen teilnimmt;
- Feldkontrollen unter amtlicher Überwachung mindestens einmal alle drei Jahre durchführt;
- gemäß den Anweisungen der Dienststelle die Kontrollberichte und sonstigen Verwaltungsdokumente im Zusammenhang mit den von ihr durchgeführten Feldbesichtigungen verfasst.

Der amtlich zugelassene Inspektor ist entweder eine selbstständige Person oder eine bei einem Saatgutunternehmen angestellte Person. Im letzteren Fall werden Feldkontrollen unter amtlicher Überwachung nur für Saatgutvermehrungspartellen durchgeführt, die von der Saatgutfirma, die den Inspektor beschäftigt, eingeschrieben sind, es sei denn, dass zwischen der Dienststelle, der Saatgutfirma, die den Inspektor beschäftigt, und einer anderen Saatgutfirma anderslautende Vereinbarungen getroffen wurden.

Der amtlich zugelassene Inspektor, der nicht bei einer Saatgutfirma angestellt ist, wird von der Dienststelle mit der Durchführung von Feldkontrollen unter amtlicher Überwachung betraut.

Die Zulassung ist vom 1. Januar bis zum 31. Dezember gültig; sie wird stillschweigend von Jahr zu Jahr verlängert, solange die oben auferlegten Bedingungen erfüllt sind.

2.1.3. Verweigerung, Aussetzung und Entzug der Zulassung:

Der Direktor der Dienststelle verweigert die Zulassung eines amtlich zugelassenen Inspektors ganz oder teilweise, wenn die Bedingungen für die Zulassung nicht erfüllt sind. Er setzt die Zulassung eines amtlich zugelassenen Inspektors ganz oder teilweise aus, wenn er einen fachlichen Fehler seitens des amtlich zugelassenen Inspektors oder eine Nichteinhaltung der Bestimmungen dieses Erlasses in Bezug auf die Feldkontrollen feststellt.

In diesem Fall erhält der amtlich zugelassene Inspektor eine schriftliche Verwarnung des Direktors der Dienststelle, in der die beobachtete Verfehlung erläutert und die Aussetzung der Zulassung erklärt wird.

Die Aussetzung der Zulassung wird beendet, nachdem der Inspektor an einem Fortbildungslehrgang teilgenommen und eine von der Dienststelle organisierte amtliche Prüfung erfolgreich abgelegt hat. Die Dauer der Aussetzung übersteigt nicht drei Jahre. Nach drei Jahren wird die Zulassung durch die Dienststelle entzogen. In diesem Fall wird jegliche bereits erfolgte Zertifizierung von geprüften Beständen für das betreffende Wirtschaftsjahr rückgängig gemacht, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass das betreffende Saatgut tatsächlich alle einschlägigen Anforderungen erfüllt;

Der Direktor der Dienststelle entzieht die Zulassung eines amtlich zugelassenen Inspektors ganz oder teilweise, wenn:

- 1) die Dienststelle feststellt, dass der amtlich zugelassene Inspektor die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nicht einhält;
- 2) die Dienststelle zu Lasten eines amtlich zugelassenen Inspektors administrative Nachlässigkeiten feststellt (unvollständige, ungenaue oder nach Ablauf der vorgeschriebenen Frist eingereichte Schriftstücke).
- 3) der amtlich zugelassene Inspektor es beantragt.

In den unter 1) und 2) genannten Fällen wird ihm eine schriftliche Verwarnung übermittelt. Nachdem ihm im Laufe von drei aufeinanderfolgenden Kulturjahren drei schriftliche Verwarnungen zugestellt worden sind, und seine Erklärungen als nicht zufrieden stellend erachtet wurden, entzieht die Dienststelle ihm die Zulassung.

Sieht sich der Direktor der Dienststelle veranlasst, die Zulassung eines amtlich zugelassenen Inspektors zu entziehen, so informiert er Letzteren durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, wobei er ihm die Gründe für seine Entscheidung mitteilt.

Wenn die Entscheidung über den Entzug der Zulassung vom amtlich zugelassenen Inspektor beanstandet wird, so kann dieser innerhalb von 30 Tagen, die auf das Datum des Eingangs des Schreibens folgen, durch das ihm der den Einspruch betreffende Beschluss zugestellt wurde, beim Generalinspektor der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt eine administrative Beschwerde einreichen.

In dieser administrativen Beschwerde hat der amtlich zugelassene Inspektor die Mittel zu seiner Verteidigung anzugeben.

Der Generalinspektor trifft eine Entscheidung, die er dem Betreffenden durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, zustellt.

Wenn einem amtlich zugelassenen Inspektor die Zulassung ausgesetzt oder entzogen wird, so muss er eine neue Zulassung erlangen, um Kontrollen unter amtlicher Überwachung durchzuführen.

2.2. Probenahmen unter amtlicher Überwachung

2.2.1. Anwendungsbereich:

Probenahmen unter amtlicher Überwachung können bei der Erzeugung von Getreidesaatgut aller Arten und Klassen durchgeführt werden.

Der Händler-Aufbereiter, der manuelle Saatgutprobenahmen unter amtlicher Überwachung durchführen lassen will, verpflichtet sich jedes Jahr schriftlich, die Saatgutprobenahmen durch amtlich von der Dienststelle zugelassene Probenehmer durchführen zu lassen.

Der Händler-Aufbereiter, der automatische Saatgutprobenahmen unter amtlicher Überwachung durchführen lassen will, stellt einen entsprechenden Antrag bei der Dienststelle, und verfügt über eine technische Ausrüstung, die den von der Dienststelle festgelegten Bedingungen in Sachen Probenahme entspricht.

Probenahmen unter amtlicher Überwachung werden in Übereinstimmung mit den Anforderungen dieses Erlasses für amtliche Probenahmen durchgeführt.

Wird die Analyse der Probe von einem amtlich zugelassenen Labor durchgeführt, so ist die Probe in einer Menge zu entnehmen, die ausreicht, um sie in zwei Teilproben zu unterteilen, von denen eine zur Analyse in dem amtlich zugelassenen Labor und die andere zur etwaigen Kontrolle in dem amtlichen Labor für Saatgutanalysen bestimmt ist.

2.2.2. Zulassung als "amtlich zugelassener Probenehmer":

Der Direktor der Dienststelle erteilt einer natürlichen Person die Zulassung als "amtlich zugelassener Probenehmer", wenn diese Person:

- 1 ihre technische Qualifikation für die Durchführung von Saatgutprobenahmen nachweist, die durch amtliche, wobei diese Qualifikation durch von der Dienststelle organisierte Prüfungen bestätigt wird, oder wenn ihre technische Qualifikation durch andere amtliche europäische Kontrolldienste gewährleistet ist;
- 2 an den von der Dienststelle organisierten informativen theoretischen und/oder praktischen Studientagen teilnimmt;
- 3 Probenahmen unter amtlicher Überwachung mindestens einmal alle drei Jahre durchführt.

Die Zulassung ist vom 1. Januar bis zum 31. Dezember gültig; sie wird stillschweigend von Jahr zu Jahr verlängert, solange die auferlegten Bedingungen erfüllt sind.

Der amtlich zugelassene Probenehmer hat am Ergebnis der von ihm durchgeführten Probenahmen kein persönliches Interesse.

Der amtlich zugelassene Probenehmer verfügt bei der Durchführung der Probenahmen der Saatgutpartien über die Ausrüstung, die in den geltenden internationalen Probenahmeverfahren empfohlen wird.

2.2.3. Verweigerung, Aussetzung und Entzug der Zulassung:

Der Direktor der Dienststelle verweigert die Zulassung eines amtlich zugelassenen Probenehmers ganz oder teilweise, wenn die Bedingungen für die Zulassung nicht erfüllt sind.

Der Direktor der Dienststelle kann die Zulassung eines amtlich zugelassenen Probenehmers ganz oder teilweise aussetzen oder entziehen, wenn:

- a) die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt sind;

b) die Dienststelle feststellt, dass der amtlich zugelassene Probenehmer die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nicht einhält;

c) der amtlich zugelassene Probenehmer dies gegebenenfalls beantragt.

Die Dienststelle führt Prüfungen der Probenahmetätigkeiten nach von ihr festgelegten Modalitäten durch.

Stellt die Dienststelle zu Lasten des amtlich zugelassenen Probenehmers Verfehlungen fest, so übermittelt sie diesem eine schriftliche Verwarnung.

Als Verfehlungen gelten:

a) die im Rahmen der vorgenannten Prüfung festgestellten Regelwidrigkeiten;

b) wiederholte administrative Nachlässigkeiten (unvollständige, ungenaue oder nach Ablauf der vorgeschriebenen Frist eingereichte Schriftstücke);

c) Ergebnisse außerhalb der Toleranzgrenzen, die sich aus dem Vergleich von Kontrollprüfungen ergeben, die anhand von Saatgutproben durchgeführt werden, die von einem amtlich zugelassenen Probenehmer und einem amtlichen Probenehmer aus derselben Partie gezogen wurden.

Der amtlich zugelassene Probenehmer bereinigt die Sachlage innerhalb einer Frist und in einer Weise, die gemeinsam mit der Dienststelle festgelegt werden. Wird die Sachlage nicht innerhalb der festgelegten Frist bereinigt, so wird die Zulassung von der Dienststelle ausgesetzt.

In Ermangelung einer Bereinigung der Sachlage innerhalb von dreißig Tagen nach dem Ablauf der festgelegten Frist wird die Zulassung durch die Dienststelle entzogen. In diesem Fall wird jegliche Zertifizierung des beprobten Saatguts für nichtig erklärt, es sei denn es kann erwiesen werden, dass dieses Saatgut alle erforderlichen Bedingungen erfüllt.

Sieht sich der Direktor der Dienststelle veranlasst, die Zulassung eines amtlich zugelassenen Probenehmers zu entziehen, so informiert er Letzteren durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, wobei er ihm die Gründe für seine Entscheidung mitteilt.

Wenn ein amtlich zugelassener Probenehmer den Entzug beanstandet, so kann dieser innerhalb von 30 Tagen, die auf das Datum des Eingangs des Schreibens folgen, durch das ihm der den Einspruch betreffende Beschluss zugestellt wurde, beim Generalinspektor der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt eine administrative Beschwerde einreichen.

In dieser administrativen Beschwerde hat der amtlich zugelassene Probenehmer seine Verteidigungsmittel geltend zu machen.

Der Generalinspektor trifft eine Entscheidung, die er dem Betreffenden durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, zustellt.

Wenn einem amtlich zugelassenen Probenehmer die Zulassung ausgesetzt oder entzogen wird, so muss er eine neue Zulassung erlangen, um neue Probenahmen durchzuführen.

2.2.4 Kontrolle der Probenahmen unter amtlicher Überwachung:

Die Kontrolle der Probenahmen unter amtlicher Überwachung erfolgt unter Beachtung der in Artikel 22 § 2 dieses Erlasses vorgesehenen Maßnahmen.

Bei einer automatischen Probenahme müssen keine Kontrollproben entnommen werden, es sei denn, eine Fehlfunktion des Geräts wird bei einer amtlichen Kontrolle festgestellt.

2.3 Saatgutprüfungen unter amtlicher Überwachung:

2.3.1. Anwendungsbereich:

Saatgutprüfungen unter amtlicher Überwachung können bei der Erzeugung von Getreidesaatgut aller zu zertifizierenden Klassen durchgeführt werden.

Der Händler-Aufbereiter verfasst ein internes Protokoll über das Arbeitsverfahren in Bezug auf die Durchführung der Prüfungen unter amtlicher Überwachung.

2.3.2. Zulassung als "amtlich zugelassenes Labor":

Die Dienststelle lässt ein Labor im Sinne von Punkt 1.2.4 Buchstabe c) zu, wenn es die Bedingungen nach Artikel 21 Ziffer 2 erfüllt.

Die Zulassung bezieht sich auf alle Getreidearten oder auf bestimmte Arten im Besonderen. Die Zulassung betrifft die für die Zertifizierung von Saatgutpartien erforderlichen Analysen gemäß Artikel 4 Paragraph 1 Ziffer 2 und Anhang 2 Ziffern 2 und 4.

Um zugelassen zu werden, stellt das Labor einen Antrag an die Dienststelle unter Beifügung einer Akte, die Informationen über die Kompetenz des Personals, die Ausrüstung und Anlagen und die internen Verfahren für die Durchführung von Prüfungen unter amtlicher Überwachung enthält. Es verpflichtet sich, die analysierten Proben ein Jahr lang für die Dienststelle bereitzuhalten und drei Jahre lang Aufzeichnungen über die analysierten Proben und ihre Ergebnisse aufzubewahren.

Die Dienststelle entscheidet über die Erteilung der Zulassung auf der Grundlage der eingereichten Unterlagen und eines Kontrollbesuchs der Anlagen.

Die Zulassung ist vom 1. Januar bis zum 31. Dezember des Jahres gültig; sie wird stillschweigend verlängert, solange die oben auferlegten Zulassungsbedingungen erfüllt sind.

Die Dienststelle kann die Zulassung eines amtlich zugelassenen Labors ganz oder teilweise verweigern, aussetzen, aufheben oder entziehen, wenn:

- 1 die vorgenannten Zulassungsbedingungen nicht oder nicht mehr erfüllt werden;

- 2 die Kosten für die Zulassung nicht gezahlt werden;

- 3 das Labor nicht mehr über einen leitenden Prüfer oder über Prüfer eines amtlich zugelassenen Labors in ausreichender Zahl im Verhältnis zu den durchzuführenden Tätigkeiten verfügt.

Die Dienststelle führt Prüfungen der Labortätigkeiten nach von ihr festgelegten Modalitäten durch.

Wenn das amtlich zugelassene Labor den Geltungsbereich seiner Zulassung auf eine neue Art erweitern möchte, stellt es einen entsprechenden Antrag an die Dienststelle. Die Dienststelle entscheidet über die Erteilung oder Verweigerung der Erweiterung gemäß den für die Erstzulassung geltenden Bedingungen.

2.3.3. Aussetzung und Entzug einer Zulassung:

Stellt die Dienststelle im Rahmen der Labortätigkeiten Verfehlungen fest, so übermittelt sie dem leitenden Prüfer eine schriftliche Verwarnung.

Als Verfehlungen gelten:

- a) die im Rahmen der vorgenannten Prüfung festgestellten Regelwidrigkeiten;
- b) wiederholte administrative Nachlässigkeiten (unvollständige, ungenaue oder nach Ablauf der vorgeschriebenen Frist eingereichte Schriftstücke);
- c) Ergebnisse außerhalb der Toleranzgrenzen, die sich aus dem Vergleich von Kontrollprüfungen ergeben, die vom amtlich zugelassenen Labor und vom amtlichen Labor für Saatgutanalysen durchgeführt wurden.

Das zugelassene Labor bereinigt die Sachlage innerhalb einer Frist, die gemeinsam mit der Dienststelle festgelegt wird. Wird die Sachlage nicht innerhalb der festgelegten Frist und in der vereinbarten Form bereinigt, so wird die Zulassung von der Dienststelle ausgesetzt.

In Ermangelung einer Bereinigung der Sachlage innerhalb von dreißig Tagen nach dem Ablauf der festgelegten Frist wird die Zulassung durch die Dienststelle entzogen. In diesem Fall wird jegliche Zertifizierung des geprüften Saatguts für nichtig erklärt, es sei denn es kann erwiesen werden, dass dieses Saatgut alle erforderlichen Bedingungen erfüllt.

Wenn die Dienststelle die Zulassung eines amtlich zugelassenen Labors entzieht, so informiert sie Letzterens durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, wobei sie ihm die Gründe für ihre Entscheidung mitteilt. Wenn die Entscheidung über den Entzug der Zulassung vom amtlich zugelassenen Labor beanstandet wird, so kann Letzteres innerhalb von 30 Tagen, die auf das Datum des Eingangs des Schreibens folgen, durch das ihm der den Einspruch betreffende Beschluss zugestellt wurde, beim Generalinspektor der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt eine administrative Beschwerde einreichen.

In dieser administrativen Beschwerde hat das amtlich zugelassene Labor die Mittel zu seiner Verteidigung anzugeben.

Der Generalinspektor trifft eine Entscheidung, die er dem Betroffenen durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, zustellt.

2.3.4. Das Personal des amtlich zugelassenen Labors:

Der leitende Saatgutprüfer sowie die Prüfer:

- 1 sind von der Dienststelle qualifiziert, wenn diese technische Qualifikation durch von der Dienststelle organisierte amtliche Prüfungen erworben wurde oder wenn diese technische Qualifikation von anderen europäischen amtlichen Prüfstellen gewährleistet wird; im letzteren Fall wird der nach Analysen und Arten aufgeschlüsselte Umfang der Zuständigkeit von der zuständigen amtlichen Dienststelle angegeben;
- 2 sind für die korrekte Anwendung der Richtlinien für Saatgutanalysen verantwortlich und verpflichten sich schriftlich, die amtlichen Vorschriften sorgfältig auszuführen;
- 3 haben kein persönliches Interesse an den Ergebnissen der Saatgutanalysen, die sie durchführen.

Der leitende Saatgutprüfer fungiert als Vermittler zwischen dem amtlich zugelassenen Labor und dem amtlichen Labor für Saatgutanalysen.

2.3.5. Kontrolle der Saatgutprüfungen unter amtlicher Überwachung:

Die Kontrolle der Prüfungen unter amtlicher Überwachung erfolgt unter Beachtung der in Artikel 21 Ziffer 2 vorgesehenen Maßnahmen.

KAPITEL 3 — *Erhaltungsauslese einer Sorte*

Am 31. März eines jeden Jahres müssen die in der Wallonie mit der Erhaltungsauslese einer Sorte beauftragten Personen für jede der betreffenden Sorten der Dienststelle folgende Angaben schriftlich mitteilen: das Programm der Erhaltungszucht mit Angabe des angewandten Verfahrens und des benutzten Materials, den Ort der Durchführung, die Oberfläche der Parzelle und die erzeugten Mengen. Sie erlauben der Dienststelle, vor Ort Kontrollen durchzuführen.

Um Saatgut aus der Erhaltungsauslese in Verkehr bringen zu können, muss der Saatzüchter, der Erhaltungszüchter oder deren Bevollmächtigter den entsprechenden Bestand der Kontrolle vorzeigen.

Wenn die Erhaltungsauslese im Ausland stattfindet, muss dem Saatgut, das einer früheren Generation als dem Vorstufensaatgut angehört, und in der Wallonie zur Vermehrung angeboten wird, eine Erklärung des Erhaltungszüchters beigefügt werden, die folgende Angaben umfasst:

- 1 die Menge des gelieferten Saatguts;
- 2 die Kennnummer der Partie;
- 3 die Beschreibung des an den Packungen befestigten Etiketts (oder ein Muster dieses Etiketts);
- 4 die Kategorie und die Klasse des Saatguts, das aus diesem Material erzeugt werden kann.

All diese Informationen werden spätestens zum Zeitpunkt der Einschreibung der Kultur der Dienststelle mitgeteilt.

KAPITEL 4 — *Kontrollfeld*

Die Dienststelle überprüft mittels der Einrichtung eines Kontrollfeldes, ob die in Verkehr gebrachten Saatgutpartien den europäischen und wallonischen Zertifizierungsanforderungen entsprechen.

Das Kontrollfeld wird verwendet, um die Artenreinheit, Sortenidentität und Sortenreinheit einer Partie während eines gesamten Wachstumszyklus zu bewerten.

Das Kontrollfeld wird eingerichtet mittels

- 1 amtlicher Proben; dabei handelt es sich um: die amtliche Vergleichsprobe der Sorten, die bei der amtlichen Prüfung der Sorte verwendet wird, oder eine Probe aus einer Partie einer höheren Klasse, für die auf einem amtlichen Kontrollfeld festgestellt wurde, dass sie mit der Originalprobe identisch ist, die bei der Einschreibung zur amtlichen Prüfung der Sorte verwendet wurde, oder eine amtliche Vergleichsprobe, die in früheren Jahren erhalten wurde;
- 2 Proben aus Partien, die zur Vermehrung bestimmt sind - Vorkontrolle;
- 3 Proben aus zertifizierten Partien - Nachkontrolle;
- 4 Proben aus Partien im Verlauf des Zertifizierungsprozesses.

Diese Proben werden von amtlichen Probenehmern oder amtlich zugelassenen Probenehmern aus homogenen Partien entnommen. Sie werden auf einem Kontrollfeld ausgesät, das im Auftrag der Dienststelle angelegt wurde, oder aber auf einem Kontrollfeld, das in einem anderen Mitgliedstaat von der hierfür zuständigen Stelle angelegt wurde.

Der Einschreibende ist verantwortlich für die Entnahme einer repräsentativen Probe von mindestens jeder Partie, für die bei der Dienststelle eine Vermehrungseintragung eingereicht wird.

Auf der Grundlage der auf dem Kontrollfeld durchgeführten Proben kann die bei der Feldkontrolle getroffene Entscheidung revidiert werden, ohne dass sie jedoch günstiger werden kann.

Wird bei einer Saatgutprobe, die einer Partie für eine Nachprüfung entnommen wurde, die festgestellte Anzahl abweichender Pflanzen je Parzelle mit X Pflanzen überschritten, so ist eine neue Probe zur Analyse zu entnehmen. Wenn die neue Probe nicht entnommen werden kann oder das Analyseergebnis nicht den erforderlichen Normen entspricht, wird die Partie nicht in den Verkehr gebracht. Die bereits in den Verkehr gebrachten und nicht ausgesäten Teile der Partie werden vom Händler-Aufbereiter zurückgenommen und die amtlichen Etiketten werden entfernt. Die Normen für die Anzahl abweichender Pflanzen pro Anzahl erfasster Pflanzen für eine Partie einer bestimmten Art und Klasse sind in Tabelle 2 aufgeführt.

Tabelle 2

Tabelle 2: Normen für Nachkontrollen von zertifiziertem Saatgut

Arten	Kategorie	Normen für die Mindestsortenreinheit in %.	Höchstanzahl von abweichenden Pflanzen (Parzelle von X Anzahl Pflanzen)					
			12000 Pfl.	5000 Pfl.	4000 Pfl.	3000 Pfl.	2000 Pfl.	1000 Pfl.
Hafer, Gerste, Reis, Weizen, Dinkel (Hybriden ausgenommen)	Vorstufen- und Basissaatgut	99,9	18	9	8	6	5	3
	Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung	99,7	46	22	18	14	10	6
	Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung	99,0	138	62	51	39	28	16
Triticale	Vorstufen- und Basissaatgut	99,7	46	22	18	14	10	6
	Zertifiziertes Saatgut der ersten Vermehrung	99,0	138	62	51	39	28	16
	Zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung	98,0	265	117	95	73	51	28

KAPITEL 5 — Einschreibung für die Kontrolle

Kulturen, die für die Erzeugung von Vorstufensaatgut, Basissaatgut und zertifiziertem Saatgut bestimmt sind, werden vor den in Tabelle 3 angegebenen Daten bei der Dienststelle eingeschrieben.

Tabelle 3: Stichtag für die Einschreibung für die Kontrolle

Aussaatzeit	Datum
Vor dem 01.01	15-01
Zwischen dem 01.01 und dem 31.03	15-04
Zwischen dem 01.04 und dem 30.04	05-05
Nach dem 30.04	15 Tage nach der Aussaat

Die Dienststelle kann Einschreibungen nach dem Grenzdatum, bis zum 31. Mai noch annehmen, wenn die Verspätung gerechtfertigt ist, und unter der Bedingung, dass die Feldkontrollen noch unter guten Umständen organisiert werden können. Einschreibungen, die nach den vorgeschriebenen Daten bei der Dienststelle eingehen, werden als verspätete Einschreibungen betrachtet.

5.1. Standort des Bestandes:

Der Bestand muss sich in der Wallonie befinden.

Wenn der Feldbestand eine regionale oder nationale Grenze überschreitet, wird diese von der zuständigen Stelle in der Region oder dem Land kontrolliert, in der/dem der Feldbestand vom Einschreibenden eingeschrieben wurde.

5.2. Einschreibebedingungen:

5.2.1. Pflanzengesundheitliche Anforderungen:

Vor der Einschreibung müssen die Vermehrungsparzelle sowie die Ausgangspartie des Saatguts als frei von allen Schädlingen erklärt werden, die in der Durchführungsverordnung (EU) 2019/2072 der Kommission vom 28. November 2019 zur Festlegung einheitlicher Bedingungen für die Durchführung der Verordnung (EU) 2016/2031 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf Maßnahmen zum Schutz vor Pflanzenschädlingen und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 690/2008 der Kommission sowie zur Änderung der Durchführungsverordnung (EU) 2018/2019 der Kommission spezifiziert sind.

5.2.2. Befugte Personen (Einschreibende):

Bestände zur Erzeugung von Vorstufensaatgut und Bestände von Sorten, die sich im Verfahren zur Aufnahme in den nationalen Katalog befinden, müssen von dem Saatzüchter, dem Erhaltungszüchter oder ihrem Bevollmächtigten eingeschrieben werden.

Bestände zur Erzeugung von Saatgut der Kategorie "Basissaatgut" und der Kategorie "Zertifiziertes Saatgut" werden von dem Saatzüchter, dem Erhaltungszüchter oder ihrem wallonischen Bevollmächtigten oder einem zu diesem Zweck beauftragten Händler-Aufbereiter eingeschrieben.

Durch die Einschreibung erlaubt der Einschreibende der Dienststelle, den Saatzüchtern, Erhaltungszüchtern und ihren Bevollmächtigten auf deren Antrag hin folgende Angaben betreffend ihre Sorten mitzuteilen:

- 1 die Identität des Einschreibenden;
- 2 die bei der Kontrolle vorgezeigten Flächen und die bei der Feldkontrolle genehmigten Flächen;
- 3 die in jeder Kategorie und Klasse amtlich zertifizierten Mengen von Saatgut.

Die Übertragung der Bestände oder ihres Ertrags führt ebenfalls zu der Übertragung dieser Erlaubnis.

5.2.3. Herkunft des benutzten Saatguts (Ausgangspartien):

Um einen Feldbestand einzuschreiben, teilt der Einschreibende der Dienststelle die Identität der verwendeten Ausgangspartien mit.

Diese Identität wird durch die folgenden Dokumente belegt:

- 1 Für das Züchtersaatgut: das Dokument zur Identifizierung des Saatzüchters, des Erhaltungszüchters oder ihres Bevollmächtigten;

- 2 Für das Vorstufensaatgut und das Saatgut von Sorten, die sich im Verfahren zur Aufnahme in den nationalen Katalog befinden: die amtlichen Zertifizierungsetiketten, die die verwendete(n) Ausgangspartie(n) abdecken; bei Sorten, die sich im Verfahren zur Aufnahme befinden, trägt das amtliche Etikett deutlich den Vermerk "zur Vermehrung bestimmt";

- 3 Für das Saatgut der Kategorien "Basissaatgut" und "Zertifiziertes Saatgut":

Xx entweder die Gesamtheit der amtlichen Etiketten, die die verwendeten Ausgangspartien abdecken;

Xx oder die Verkaufsrechnung oder den Lieferschein an den Vermehrer, auf dem die Art, die Sorte, die Klasse, die Bezugsnummer der Partie, die Nummern aller amtlichen Etiketten, die die verwendeten Ausgangspartien abdecken, und das entsprechende Gewicht angegeben sind.

Für das Züchtersaatgut, das Vorstufensaatgut, oder das Saatgut von Sorten, die sich im Verfahren zur Aufnahme in den nationalen Katalog befinden, übermittelt der Einschreibende der Dienststelle die Dokumente oder amtlichen Etiketten bei der Einschreibung des Bestands für die Kontrolle.

Für das Basissaatgut und das Saatgut der Kategorie "zertifiziertes Saatgut" werden die Dokumente oder amtlichen Etiketten gegebenenfalls vom Vermehrer dem Inspektor, der für die Kontrolle des Bestands zuständig ist, bei seinem ersten Besuch übermittelt.

Das Fehlen dieser Dokumente oder amtlichen Etiketten bei der Einschreibung oder gegebenenfalls bei der Kontrolle führt zur Verweigerung des Bestands.

5.2.4. Aussaat der Proben des Ausgangssaatguts auf dem Kontrollfeld:

Der Einschreibende übermittelt der Dienststelle eine durchschnittliche, repräsentative Probe einer jeden Partie, die für die Vermehrung bestimmt ist, damit es auf dem Kontrollfeld ausgesät wird.

Jede Probe wird anhand der folgenden Angaben deutlich gekennzeichnet:

- O Bezeichnung der Art und der Sorte;
- O Bezugsnummer der Partie, von der sie stammt;
- O Erzeugerland;
- O Kategorie und Klasse;
- O Registrierungsnummer des Einschreibenden;
- O Gewicht der Probe;
- O Bestimmung: Kontrolle der Ausgangspartie (Vorkontrolle) oder Nachkontrolle.

Die Proben, die für den Anbau im Kontrollfeld entnommen werden, befinden sich spätestens zu den in Tabelle 4 angegebenen Daten oder spätestens zu den vom Verantwortlichen des Kontrollfelds angegebenen Daten im Besitz der Dienststelle. Die Dienststelle kann Abweichungen gewähren, unter der Voraussetzung, dass ein vorheriger, begründeter Antrag vom Einschreibenden schriftlich eingereicht wird.

Das Gewicht einer Züchtersaatgutprobe beträgt 2 500 Gramm. Das Gewicht einer Vorstufensaatgutprobe, einer Basissaatgutprobe, einer Probe von E2-Saatgut, einer Probe von E3-Saatgut und von zertifiziertem Saatgut R1 und R2 beträgt 2 000 Gramm. Das Gewicht der Proben kann auf Antrag der Instanz, die die Kontrollfelder einrichtet, geändert werden.

Die Proben werden von amtlichen Probenehmern oder amtlich zugelassenen Probenehmern auf Anweisung des Einschreibenden aus homogenen Partien entnommen.

Für die Erzeugung von chemischen Hybridsorten von selbstbestäubenden Arten und von CMS-Hybriden, übermittelt der Einschreibende eine Probe aus jeder Elternlinie, die im nationalen Katalog oder im gemeinsamen Katalog eingetragen ist. Sie werden als Basissaatgut zertifiziert. Die Proben werden zusammen mit der Kontrollprobe der Hybridsorte, die aus der Kreuzung dieser Elternlinien hervorgegangen ist, ausgesät.

Tabelle 4

Art	Datum
Wintergerste	5/10
Roggen, Dinkel, Triticale	25/10
Winterweizen	15/11
Frühlingsweizen, Frühlingsgerste, Hafer	15/03
Mais	15/04

5.2.5. Sortenbeschreibung

Um die Feldbesichtigungen durchzuführen, verfügt die Dienststelle über eine amtliche Sortenbeschreibung. Wenn eine nicht im nationalen Sortenkatalog eingetragene Sorte zum ersten Mal in der Wallonie vermehrt wird, muss der Einschreibende der Dienststelle zusammen mit der für das Kontrollfeld bestimmten Probe die offizielle botanische Beschreibung dieser Sorte übergeben, die von der UPOV (International Union for the Protection of New Varieties of Plants) oder dem Gemeinschaftlichen Sortenamts (CPVO) erstellt wird.

Eventuelle Abänderungen dieser Beschreibung müssen ihr ebenfalls mitgeteilt werden.

Für eine Sorte, die sich im Verfahren zur Eintragung in den nationalen Katalog oder in den nationalen Sortenkatalog eines anderen Mitgliedstaates befindet, übermittelt der Einschreibende der Dienststelle eine vorläufige Sortenbeschreibung, wie sie bei der Eintragung der Sorte im Hinblick auf ihre Aufnahme in einen der vorgenannten Kataloge eingegeben wurde.

5.3. Einschreibeverfahren

Die Einschreibung für die Kontrolle der Vermehrungspartellen besteht darin, dass die berechtigten Personen der Dienststelle vor den festgelegten Terminen mittels der Einschreibeformulare alle notwendigen Angaben machen, damit dieses die Kontrolle der Bestände organisieren und durchführen kann. Diese Daten sind:

- 1- die Identifizierung des Saatzüchters oder seines Bevollmächtigten und Art der Vollmacht;
- 2- die Identifizierung des Einschreibenden: Name, Anschrift, Telefonnummer und Unternehmensnummer;
- 3- die Identifizierung des Vermehrsers: Name, Anschrift, Telefonnummer und Unternehmensnummer;
- 4- die genaue Lage der Vermehrungspartelle: Hauptgemeinde, ehemalige Gemeinde, Straße oder Weiler und die Georeferenzierung der Parzelle (GPS- oder Lambert-Koordinaten) oder die Parzellennummer, die bei der letzten Flächenmeldung an die Verwaltung der Agrarbehilfen vergeben wurde, und der entsprechende Orthofotoplan;
- 5- Fläche der Parzelle und Vorfrucht;
- 6 Identifizierung des verwendeten Saatguts;
- 7 Art;
- 8 Sorte;
- 9 die Art und die Klasse (die auf den Etiketten, die die Packungen des benutzten Saatguts deckten, angegebene Bezeichnung angeben);
- 10 Kennnummer der Partie;
- 11 Instanz, die die Etiketten ausgestellt hat;
- 12 die Anzahl der Etiketten und, für die Erzeugung von Basissaatgut, die Nummern der Etiketten;
- 13 Menge des benutzten Saatguts;
- 14 die Kategorie und die Klasse des zu erzeugenden Saatguts; sie muss mindestens einen Rang niedriger sein als die des benutzten Saatguts;
- 15 Identität der Elternlinien für die Erzeugung von Hybridsorten.

Es muss ein einziges Einschreibeformular pro Parzelle aufgestellt werden. Gilt als Parzelle jedes ungeteilte Stück Gelände, das mit einem Bestand besät wird, der für die Erzeugung von Saatgut einer bestimmten Sorte, Kategorie und Klasse bestimmt ist, und das in Übereinstimmung mit den Bestimmungen vorliegender Regelung von jedem benachbarten Bestand getrennt ist.

Wird bei einer Feldkontrolle festgestellt, dass die Einschreibung mehr als eine Parzelle betrifft, so wird die anfängliche Einschreibung des Bestands durch so viele neue Einschreibungen des Bestands ersetzt, wie es betreffende Vermehrungspartellen gibt, auf die sich die anfängliche Einschreibung des Bestands bezog.

Den Einschreibungsformularen werden eine zusammenfassende Liste, die nach den Anweisungen der Dienststelle zu erstellen ist, und gegebenenfalls auch die folgenden Unterlagen beigelegt:

- die Identifizierungsdokumente der Ausgangspartien;
- die amtliche oder zeitweilige Sortenbeschreibung;
- die Erlaubnis des Saatzüchters, Erhaltungszüchters oder ihres Bevollmächtigten für die Erzeugung von Vorstufen- oder Basissaatgut;
- die Daten der Sortenprüfungen für Sorten, die sich im Verfahren zur Aufnahme in einen Katalog befinden, und eine Kopie der Genehmigung für das Inverkehrbringen für die in Abschnitt 1.6 genannten Sorten;
- jedes andere Dokument, das die Dienststelle für notwendig erachtet.

5.4 Entzug der Einschreibung:

Die für die Kontrolle eingeschriebenen Vermehrungspartellen, bei denen eine Feldkontrolle nicht mehr erwünscht ist, werden vom Einschreibenden zurückgezogen, wenn keine Feldkontrolle durchgeführt wurde. In diesem Fall teilt der Einschreibende der Dienststelle schriftlich die Bestimmung des aus der zurückgezogenen Parzelle gewonnenen Saatguts mit.

KAPITEL 6 — Kontrolle der Bestände

6.1. Identifizierung der Parzellen:

Eine Parzelle, für die die Einschreibung akzeptiert wurde, wird kontrolliert, wenn sie von dem Inspektor, der die Kontrolle durchführt, ausdrücklich identifiziert werden kann.

6.2. Vorfrucht:

Es gelten die in Anhang 1 Punkt 1 angegebenen Maßnahmen.

Mit Ausnahme des Maisanbaus wurde auf der Vermehrungsparzelle im Vorjahr kein Getreide derselben Art angebaut, es sei denn, der Einschreibende kann nachweisen, dass es sich um dieselbe Sorte gehandelt hat.

6.3. Trennung:

Jede eingetragene Parzelle ist von jeder benachbarten Parzelle durch einen freien Streifen von mindestens 0,5 Metern getrennt, es sei denn, der Vermehrer beseitigt jegliches Risiko einer mechanischen Vermischung bei der Ernte.

Diese Regel gilt nicht für aneinandergrenzende Parzellen, die durch denselben Einschreibenden als getrennte Parzellen eingeschrieben wurden, und für die Erzeugung von Saatgut derselben Sorte und Klasse bestimmt sind.

6.4. Benachrichtigung des Vermehrs:

Der mit der Feldkontrolle einer Parzelle beauftragte Inspektor benachrichtigt den Vermehrer rechtzeitig von seinem Besuch und macht ihn auf die Bedingungen aufmerksam, die die zu kontrollierende Parzelle hinsichtlich der Identifizierung, der Trennung und der Säuberung erfüllt. Der Inspektor befragt den Multiplikator auch nach dem Einsatz von Pestiziden, der auf der zu kontrollierenden Parzelle erfolgt ist.

Falls die Parzelle einem der vorgenannten Punkte noch nicht Rechnung tragen würde, kann der Vermehrer beantragen, dass die Feldkontrolle um höchstens sieben Tage verschoben wird.

Wenn mehrere Besuche vorgesehen sind, müssen die vom Inspektor während eines früheren Besuchs gegebenen Anweisungen vor dem nächsten Besuch umgesetzt worden sein.

Wenn nur ein Besuch vorgesehen ist, werden keine weiteren Kontrollen durchgeführt, es sei denn, der Einschreibende verlangt dies. In diesem Fall wird die zusätzliche Kontrolle, die zu Lasten des Einschreibenden erfolgt, durchgeführt, wenn die Kontrollbedingungen weiterhin korrekt sind.

Der Vermehrer unterrichtet den Inspektor, wenn eine Feldkontrolle nicht mehr durchgeführt werden muss, weil die Parzelle bei einer früheren Besichtigung abgelehnt oder vorläufig herabgestuft wurde. Die Streichung der vorgesehenen Kontrollen wird vom Einschreibenden sofort bestätigt.

6.5. Identifizierung des verwendeten Ausgangssaatguts:

Gemäß Punkt 5.2.3. übergibt der Vermehrer dem Inspektor bei der ersten (oder einzigen) Feldkontrolle die Etiketten, die die Packungen des verwendeten Saatguts bedecken, sorgfältig nach Parzellen geordnet; legt der Vermehrer diese Etiketten noch anderen amtlichen Stellen oder Personen vor, so wird ihm eine Quittung ausgestellt.

Werden die Etiketten nicht vorgelegt, so wird die Parzelle unter Vorbehalt geprüft; diese Parzelle wird nur dann eingeschrieben, wenn die Identität des verwendeten Saatguts durch ein anderes Dokument nachgewiesen werden kann, das vom Einschreibenden stammt und auf dem die Partienummer des Ausgangssaatguts angegeben ist.

6.6. Feldkontrolle:

Die Feldkontrollen werden durch amtliche Inspektoren oder amtlich zugelassene Inspektoren durchgeführt.

Die amtlich zugelassenen Inspektoren dürfen nur Beobachtungen betreffend Bestände machen, die für die Erzeugung von Saatgut der Kategorie "zertifiziertes Saatgut" von Arten, die von der Dienststelle bezeichnet werden, bestimmt sind.

Die Feldkontrolle umfasst eine oder mehrere Besichtigungen des Saatgutvermehrungsbestandes, um folgende Punkte zu prüfen:

- die Trennung zwischen den Beständen;
- den Zustand des Bestandes;
- die Identität der Art und der Sorte;
- die Reinheit der Art und der Sorte;
- den Gesundheitszustand des Bestandes;
- die Maßnahmen, um unerwünschte Fremdbestäubungen zu vermeiden;
- die gute Führung der Parzelle, um Saatgut der betreffenden Kategorie oder Klasse zu erzeugen.

Zum Zeitpunkt der Feldkontrolle muss die Parzelle in einem Zustand sein, der korrekte Beobachtungen ermöglicht.

6.6.1. Anzahl und Zeitpunkt der Feldkontrollen:

Die Feldkontrollen werden durchgeführt, wenn der Zustand und der Entwicklungsstand des Feldbestandes eine zufriedenstellende Prüfung gestatten.

(a). Für *Avena nuda*, *Avena sativa*, *Avena strigosa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Phalaris canariensis*, *xTriticosecale*, *Triticum aestivum* L. subsp. *aestivum*, *Triticum turgidum* L. subsp. *durum*, *Triticum aestivum* L. subsp. *spelta* und *Secale cereale* beträgt die Anzahl Feldkontrollen mindestens:

- zwei für die Erzeugung von Vorstufensaagut, für die Erzeugung von E2-Basissaagut und für die Erzeugung von chemischen Hybridsorten und CMS-Hybridsorten;
- eine für die Erzeugung von Basissaagut, für die Erzeugung von E3-Basissaagut und für die Erzeugung von zertifiziertem Saatgut.

Wenn nur eine Kontrolle vorgesehen ist, dann findet sie nach der Blüte statt. Wenn zwei Kontrollen vorgesehen ist, dann finden sie im Stadium des vollständigen Ährenschiebens und nach der Blüte statt.

(b). Für *Zea mays* und *Sorghum* spp

Die Feldkontrollen finden ab dem Erscheinen der ersten Rispen bis zum Ende der Blüte statt, unter Einhaltung der in Anhang 1 Punkt 7 b unter bb) dieses Erlasses statt.

6.6.2. Isolation

Die Bestände sind von allen Pollenquellen entfernt, die eine unerwünschte Kreuzbestäubung verursachen können, gemäß den Bestimmungen von Anhang 1 Ziffer 2, Ziffer 4 Buchstabe a), Ziffer 5 Buchstabe a) und Ziffer 5bis Buchstabe a) dieses Erlasses.

6.6.3. Artenreinheit und technische Reinheit:

Der Inspektor prüft, ob der Bestand der eingetragenen Sorte angehört, ob er hinreichend homogen ist, ob nicht zu viele Unkräuter vorhanden sind und ob das Erzeugungsfeld hinreichend frei von Pflanzen aus früheren Kulturen ist.

6.6.3.1. Zählmethoden:

A) Roggen (*Secale cereale*)Pro Hektar: mindestens 10 Zählungen, jede auf 1 m²;Durchschnitt $\times 100 = X/Ar$.B) Mais (*Zea mays*)

Die Anzahl zu untersuchender Pflanzen für die Erzeugung von:

- Basissaatgut: 5 x 200 pro Hektar oder Bruchteil eines Hektars;

- Zertifiziertes Saatgut: 4 x 100 pro Hektar mit höchstens 2 000 Pflanzen je Parzelle.

C) Andere Arten

Zwecks der Bestimmung der Artenunreinheiten:

- Parzelle bis 5 Hektar: 5 Zählungen auf jeweils 10 m²;- Parzelle über 5 Hektar: 1 zusätzliche Zählung (10 m²) je zusätzlichen Hektar.Durchschnitt $\times 10 = X/Ar$.

Zwecks der Bestimmung der Sortenunreinheiten:

- Parzelle bis 5 Hektar: 5 Zählungen in Anzahl der Ähren, je nach der zu erzeugenden Klasse, wie in Tabelle 5 angegeben;

- Parzelle über 5 Hektar: 1 zusätzliche Zählung je zusätzlichen Hektar.

Tabelle 5

Zu erzeugende Klasse	Höchstanzahl Ähren je Zählung
Vorstufensaatgut	10 000
Basissaatgut E2	8 000
E3	4 000
Zertifiziertes Saatgut R1	2 000
B2	1 000

Bei der Erzeugung von chemischen Hybridsorten von selbstbefruchtendem Getreide werden die weiblichen und männlichen Streifen nach dem Ährenschieben kontrolliert.

6.6.3.2. Normen betreffend die Artenunreinheiten

Die anwendbaren Grundsätze und Toleranzen sind in der Tabelle 6 angegeben.

Tabelle 6

Anzahl Pflanzen einer abweichenden Getreideart pro Ar	Eingetragen für die Erzeugung von:		
	$X \leq 3$	Vorstufen- und Basissaatgut	R1
$X \leq 6$		R1	R2
$X \leq 15$			R2
Die oben angeführten Normen sind strikt anzuwenden für:			
- Flughafener bei Hafer;			
- Weizen und Triticale bei Dinkel;			
- Weizen und Roggen bei Triticale;			
- Dinkel und Triticale bei Weizen;			
- Triticale bei Roggen			
In allen anderen Fällen: Akzeptanz vorbehaltlich getrennter Lagerung und Sortierung			

6.6.3.3. Normen für Sortenunreinheiten:

Der Bestand entspricht den Anforderungen an die Sortenechtheit und -reinheit gemäß den Bestimmungen von Anhang 1 Ziffern 3, 4 b), 5 b) und 5bis b) dieses Erlasses sowie den Bestimmungen von Anhang 2 Ziffer 1 dieses Erlasses.

Außerdem wird die Erzeugung von Vorstufensaatgut denselben Anforderungen an Sortenechtheit und Sortenreinheit genügen, die für die Erzeugung von Basissaatgut vorgesehen sind.

Als getrennt zu notierende Sortenunreinheiten gelten:

- die Pflanzen einer anderen Sorte;

- die natürlichen Hybriden;

- die Mutanten, d.h.: Smaragdgrüne, speltoide und kompaktoiden Formen beim Weizen und fatuoiden Formen beim Hafer.

Ein Gehalt an Mutanten von 1 pro Tausend oder weniger wird bei der Feldkontrolle nicht als Sortenunreinheit gewertet, wenn dieser Gehalt ebenfalls bei Pflanzen festgestellt wird, die aus dem Anbau von Saatgut derselben Ausgangspartie stammen, mit der ein Feld zur Vorkontrolle eingesät worden ist.

Wird Saatgut unter Verwendung eines Gametozids erzeugt, so genügt der Feldbestand den Normen oder Anforderungen hinsichtlich der Sorte nach Punkt 5 b) im Anhang 1.

Wenn die Hybridität (H) im Felde bestimmt wird, dann wird die folgende Methode angewendet:

Nach der Behandlung der Parzelle mit einem Gametozid (chemischen Hybridisierungsmittel) werden 300 Ähren der weiblichen Linie vor der Blüte mit Säcken geschützt:

$$H = 100 (1 - a/c),$$

wobei a = die Anzahl der Körner in den geschützten Ähren,

wobei c = die Anzahl der Körner, die in den ungeschützten Ähren der mit einem Gametozid behandelten weiblichen Linie vorhanden sind.

Parzellen können auch abgelehnt werden, wenn die Bestäubung der männlichen Linie unzureichend ist wegen:

- einer unzureichenden Entwicklung der männlichen Linie;
- einer schlechten Übereinstimmung der Blütezeit der beiden Elternlinien;
- einer unzureichenden Pollenabgabe der männlichen Linie.

Eine Säuberung ist nicht möglich.

6.6.4. Gesundheitszustand des Bestandes:

Ein schlechter Gesundheitszustand kann zur Ablehnung eines Bestandes führen.

Die amtlichen Inspektoren oder die amtlich zugelassenen Inspektoren überprüfen, ob der Bestand:

- praktisch frei von Schädlingen ist, die den Gebrauchswert und die Qualität des Saatguts herabsetzen;
- im Einklang mit den Anforderungen in Bezug auf Unionsquarantäneschädlinge, Schutzgebiet-Quarantäneschädlinge und geregelte Nicht-Quarantäneschädlinge (RNQPs) nach Anhang 1 Punkt 6 stehen.

Das Vorhandensein von Pflanzen, die von Mutterkorn befallen sind, wird auf dem Kontrollbericht als Anzahl Ähren pro Are gemeldet.

Ein Bestand wird angenommen, wenn er den Normen für jede Art nach Punkt 6.6 Rechnung trägt.

Eine Änderung des Sortenaspekts infolge einer chemischen Behandlung oder irgendeiner anderen Ursache, durch die die Sorte nicht mehr identifiziert werden kann, verursacht die Ablehnung des Bestands.

Ein schlechter Zustand des Bestands, und insbesondere das Vorhandensein unerwünschter Kräuter, deren Samen bei der Sortierung schwer zu beseitigen sind, kann die Ablehnung mit sich bringen. Der Inspektor kann darauf hinweisen, dass restriktive Maßnahmen bei der Sortierung angewandt werden.

Eventuelle Säuberungen werden vor dem Feldkontrollebesuch durchgeführt. Wenn mehrere Besuche vorgesehen sind, kann eine zusätzliche Säuberung zwischen den Besuchen stattfinden.

Auf Antrag des Einschreibenden kann eine Parzelle aus technischen Gründen in eine oder mehrere Parzellen aufgeteilt werden. In diesem Fall wird die ursprüngliche Einschreibung gestrichen und durch neue spätere Einschreibungen im Verhältnis zu der Anzahl der sich aus der Teilung ergebenden Parzellen ersetzt.

6.7. Klassifizierung des Bestands:

Die Klassifizierung des Bestands nach der Feldkontrolle wird aufgrund der auf der Vermehrungsfläche gemachten Feststellungen und der bei der Einschreibung geprüften Dokumentationsdaten von der Dienststelle vorgenommen.

Im Falle von Feldbesichtigungen, die unter amtlicher Überwachung durchgeführt werden, teilen die amtlich zugelassenen Inspektoren der Dienststelle innerhalb von fünf Tagen die getroffenen Feststellungen mit.

Die Klassifizierung des Bestands nach der Feldkontrolle kann aufgrund der auf dem Kontrollfeld gemachten Feststellungen geändert werden, ohne jedoch günstiger zu sein.

Wenn die Klassifizierung nicht mit der vom Einschreibenden vorgeschlagenen Klasse übereinstimmt oder der Bestand abgelehnt wurde, informiert die Dienststelle den Einschreibenden und den Vermehrer binnen zwei Werktagen nach der Feldkontrolle. Die Dienststelle übermittelt dem Einschreibenden und dem Vermehrer eine Kopie des Feldkontrolleberichts, in dem der Grund für die Herabstufung oder Ablehnung angegeben ist.

Ungünstige Ergebnisse betreffend Merkmale, für die sich die Beobachtungsmöglichkeit sehr schnell ändern kann werden dem Einschreibenden unverzüglich per Fax, Telefon oder E-Mail mitgeteilt.

In dem Ausnahmefall, in dem der Einschreibende genügend technische Gründe anführen kann, um eine ergänzende Untersuchung zu beantragen, kann eine neue Feldkontrolle zugelassen werden. Der gebührend begründete Antrag wird binnen drei Werktagen nach der Mitteilung des Ergebnisses bei der Dienststelle schriftlich gestellt. Die ergänzende Feldkontrolle wird durchgeführt, wenn normale Kontrollbedingungen aufrechterhalten werden, und wird immer von einem amtlichen Inspektor nach Durchführung der erforderlichen Maßnahmen vorgenommen.

Falls der Einschreibende oder der Vermehrer die bei der Feldkontrolle oder der ergänzenden Feldkontrolle gemachten Feststellungen beanstandet, kann er eine Gegenprüfung beantragen. Der entsprechende Antrag wird binnen drei Werktagen nach der Mitteilung des Ergebnisses schriftlich an die Dienststelle gerichtet, und zwar unter Angabe der beanstandeten Feststellungen. In diesem Fall ist es untersagt, die Parzelle oder den Bestand abzuändern (Säuberung oder sonstiger physischer Eingriff, ...). Die Gegenprüfung wird von einem von der Dienststelle bestimmten amtlichen Inspektor, in Begleitung des Inspektors, der die ersten Feststellungen gemacht hat, und wenn möglich ebenfalls im Beisein eines Vertreters des Einschreibenden vorgenommen.

Wenn festgestellt wird, dass eine Säuberung oder ein sonstiger physischer Eingriff stattgefunden hat, werden die bei der vorherigen Besichtigung gemachten Feststellungen bestätigt; sie gelten dann als unwiderruflich.

Bei einer Ablehnung der Parzelle teilt der Einschreibende die Bestimmung des Ernteertrags dieser Parzelle der Dienststelle mit.

Alle Kontrollberichte werden der Dienststelle spätestens zu folgenden Terminen zugesandt:

Bestände	Datum
<i>Hordeum vulgare</i> L.	10. Juli
Strohgetreide außer <i>Hordeum vulgare</i> L.	21. Juli
Sonstiges Getreide	15. August

Die Dienststelle kann diese Termine je nach der Wetterlage anpassen.

Die Nichteinhaltung dieser Termine kann zur Ablehnung der betreffenden Parzelle führen, es sei denn, der Einschreibende hat bei der Dienststelle eine schriftlich begründete Ausnahme beantragt.

Die Klassifizierung einer Partie nach der Feldkontrolle ist vorläufig.

KAPITEL 7 — Kontrolle des nicht aufbereiteten Saatguts

7.1. Allgemeines:

Der Einschreibende trifft alle notwendigen Maßnahmen, damit

- die Rechte des Saatzüchters, des Erhaltungszüchters und ihres Bevollmächtigten zu jeder Zeit gewährleistet bleiben;
- die Partie Saatgut zu jeder Zeit deutlich gekennzeichnet ist;
- zu keinem Zeitpunkt die Möglichkeit [einer Kontamination] oder [unerlaubte] Vermischung] besteht;
- die Parteien nie vertauscht werden können.

Der Einschreibende informiert die Dienststelle über den Ort, wo das Saatgut angenommen wird, und wann die Tätigkeiten beginnen.

Der Einschreibende, der einer anderen befugten Person nicht aufbereitetes Saatgut übergibt, benachrichtigt die Dienststelle schriftlich darüber zum Zeitpunkt der Annahme des nicht aufbereiteten Saatguts.

Der Einschreibende kann aufgrund einer schriftlichen Zustimmung des Saatzüchters, des Erhaltungszüchters oder ihres Bevollmächtigten Saatgut, das zu Generationen gehört, die dem Saatgut der zertifizierten Kategorie vorausgehen, und Saatgut von Sorten, die gegenwärtig in den nationalen Katalog oder den nationalen Katalog eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union eingetragen werden, übertragen. Der Saatzüchter, der Erhaltungszüchter oder ihr Bevollmächtigter bestimmt die höchste Kategorie, und die höchste Klasse, die zuerkannt werden können. Diese können jedoch nicht höher als das Basissaatgut sein.

Mangels dieser Zustimmung wird das Saatgut bestenfalls als Saatgut der Kategorie "zertifiziert" eingestuft.

7.2. Ernte – Annahme – Lagerung und Transport Parteien von nicht aufbereitetem Saatgut

Der Einschreibende ist für die Ernte, den Transport, die Annahme, die Lagerung, die Trocknung und die Vorreinigung des nicht aufbereiteten Saatguts verantwortlich. Jeder Zu- oder Abfuhr von nicht aufbereitetem Saatgut in den oder aus dem Lagerort oder Betrieb des Händlers-Aufbereiters oder Lageristen, der für Rechnung des Einschreibenden handelt, wird von ihnen auf einer Karte vermerkt, deren Muster von der Dienststelle aufgestellt wird.

Diese Karte, die von einem Empfangssekretär ausgefüllt wird, der vom Einschreibenden bestimmt wird, wird am Ort der Lagerung des Saatguts aufbewahrt, und wird der Dienststelle zur Verfügung gehalten.

Sobald die Ernte der Parzelle abgeschlossen ist, wird ein ordnungsgemäß ausgefülltes Exemplar dieser Karte der Dienststelle übermittelt.

Nicht aufbereitetes Saatgut von Feldbeständen, die in einer anderen Region, einem anderen EU-Mitgliedstaat oder einem Land mit einem Gleichwertigkeitssystem liegen und deren Feldkontrolle von der regionalen oder ausländischen Zertifizierungsstelle durchgeführt wurde, wird von amtlichen Dokumenten begleitet, die belegen, dass das Saatgut gemäß den EU-Vorschriften geprüft wurde. Amtliche Dokumente aus einer anderen Region können ein Feldkontrollbericht oder eine Transportgenehmigung und das graue amtliche Etikett sein, wenn die Partie bei einem anderen Unternehmer als dem Vermehrer gelagert wurde; amtliche Dokumente aus einem anderen Mitgliedstaat sind das graue amtliche Etikett und das internationale Transportdokument wie in Anhang 5 vorgesehen.

Die Einschaltung der Dienststelle wird von dem Unternehmer beantragt, der nicht aufbereitetes Saatgut in einen anderen EU-Mitgliedstaat befördern möchte.

Der amtliche Inspektor stellt das für die internationale Beförderung von nicht endgültig zertifiziertem Saatgut vorgesehene Dokument aus, nimmt eine Probe, bringt ein graues Etikett für nicht endgültig zertifiziertes Saatgut an und versiegelt die Ware.

Eine Transportgenehmigung ist für die Beförderung von nicht aufbereitetem Saatgut zwischen Lageristen, Händlern-Aufbereitern und Mischungsaufbereitern erforderlich.

Die Einschreibenden sorgen dafür, dass die Abschriften der Feldkontrollberichte sowie ggf. die ergänzenden Dokumente am Ort der Anlieferung und Lagerung der Dienststelle zur Verfügung gehalten werden. Dies gilt ebenfalls für amtliche Transportdokumente und amtliche graue EG-Etiketten oder OCDE-Etiketten, die eingeführtes oder importiertes, nicht aufbereitetes Saatgut decken.

7.3. Mischung von Parteien von nicht aufbereitetem Saatgut:

Nicht aufbereitetes Saatgut ein und derselben Art und Sorte kann zu einer zusammengestellten Partie zusammengefasst werden, es sei denn, es handelt sich um Vorstufensaatgut oder Basissaatgut E2, oder es wurden bei der Feldkontrolle restriktive Maßnahmen für dieses Saatgut verhängt.

Jede zusammengestellte Partie muss homogen sein. Bei Mischungen von Saatgut unterschiedlicher Klassen wird der zusammengestellten Partie die niedrigste Klasse zugewiesen.

Es ist verboten, der zusammengestellten Partie, die sich im Verfahren der Zertifizierung befindet, Saatgut hinzuzufügen.

Für jede zusammengestellte Partie bereitet der Händler-Aufbereiter oder der Lagerist, der im Namen eines Händlers-Aufbereiters handelt, einen Zusammenstellungsbericht mit dem Detail der Parteien vor, gemäß den Anweisungen der Dienststelle.

7.4. Aufbereitung:

Nur das nicht aufbereitete Saatgut, das gemäß den vorgenannten Bedingungen entgegengenommen wurde, kann für die amtliche Zertifizierung berücksichtigt werden.

Das Saatgut wird unter einer Partienummer, d.h. entweder einer Produktionsnummer für einfache Parteien, oder einer Bezugsnummer für zusammengestellte Parteien, zubereitet.

7.5. Rückzug:

Der Rückzug von der Kontrolle von sowohl nicht aufbereitetem als auch sortiertem Saatgut muss vorher der Dienststelle schriftlich mitgeteilt werden, mit Angabe der Bestimmung dieses Saatguts.

KAPITEL 8 — Amtliche Zertifizierung

Der Händler-Aufbereiter, der selber der Einschreibende ist oder für Rechnung des Einschreibenden handelt, kann bei der Zertifizierung nur Saatgut aus Beständen vorlegen, die die vorgeschriebenen Kontrollen erfolgreich bestanden haben und den Normen genügen, die für die Art, die Sorte, die Kategorie und die Klasse, in der dieses Saatgut zu zertifizieren ist, festgelegt sind.

Eine Saatgutpartie wird vorläufig eingestuft aufgrund der bei der Feldkontrolle festgelegten Normen für die Art, Sorte, Kategorie und Klasse, in der das Saatgut zertifiziert ist, und gegebenenfalls des Wunsches des Saatzüchters, des Erhaltungszüchters oder ihres Bevollmächtigten, die Partie kommerziell herabzustufen.

8.1. Probenahme:

Von den zur Zertifizierung eingereichten homogenen Saatgutpartien werden von amtlichen Probenehmern oder amtlich zugelassenen Probenehmern Proben entnommen, um durch Analyse festzustellen, ob sie die Normen erfüllen.

Das Höchstgewicht einer Partie sowie das Mindestgewicht der zur Analyse bestimmten Proben werden je Art gemäß Anhang 3 festgelegt.

Eine Partie umhülltes Saatgut, mit Ausnahme von aufbereitetem Saatgut und Pralinensaatgut, besteht aus höchstens einer Milliarde Samen und sein Gewicht, einschließlich des Umhüllungsmaterials, beträgt höchstens 40 Tonnen mit einer Toleranz von fünf Prozent (42 Tonnen). Das Höchstgewicht der Partie aufbereitetes Saatguts und praliniertes Saatguts wird gemäß Anhang 3 ohne Berücksichtigung des Umhüllungsmaterials festgelegt.

Das Mindestgewicht einer aus einer Partie zu entnehmenden Probe kann im Rahmen einer Wiederzertifizierung unter dem vorgesehenen Gewicht liegen, muss aber mindestens 2 500 Samen enthalten.

8.2 Analyse und Klassifizierung:

Die Proben werden entweder von einem amtlichen Labor für Saatgutanalysen oder von einem amtlich zugelassenen Labor analysiert.

Die Analysen in Bezug auf RNQPs werden von einem zugelassenen Labor auf der Grundlage von amtlich oder unter amtlicher Überwachung entnommenen zusätzlichen Proben durchgeführt.

Das Saatgut entspricht den in Artikel 4 § 1 Ziffer 2 und in Anhang 2 dieses Erlasses vorgesehenen Zertifizierungsnormen. Die Überprüfung, ob diese Normen eingehalten werden, erfolgt auf der Grundlage von Laboranalysen.

Die Analyse der Keimfähigkeit oder der spezifischen Reinheit wird nur verlangt, wenn die Dienststelle der Ansicht ist, dass bei der betreffenden Partie diesbezüglich Zweifel bestehen. In diesen Fällen legt der Händler-Aufbereiter, um zu beweisen, dass die Partie nicht zweifelhaft ist, günstige Ergebnisse von Analysen vor, die an von ihm entnommenen Proben durchgeführt wurden. Diese Proben werden zum Zeitpunkt der Zusammenstellung der Partie von jeder einzelnen Komponente, nicht aufbereiteten Partien, oder zum Zeitpunkt der Vorbereitung der Partie entnommen.

Die Analyse des Gehalts an Saatgut anderer Arten wird durchgeführt:

- entweder an Ort und Stelle durch einen amtlichen Kontrolleur, der vom amtlichen Labor für Saatgutanalysen ermächtigt wurde;

- oder in einem amtlichen Labor für Saatgutanalysen;

- oder in einem amtlich zugelassenen Labor.

Die Laboranalyse für die Zertifizierung und Wiederzertifizierung darf nicht früher als zwei Monate vor dem Anbringen der amtlichen Zertifizierungsetiketten durchgeführt worden sein.

Bei einer chemischen Behandlung sind alle Samen deutlich gefärbt.

Die amtliche Zertifizierung und die endgültige Klassifizierung der Partie erfolgen aufgrund der Laborergebnisse.

8.3. Sonderzertifikat für das Nichtvorhandensein von Flughäfer:

Wenn bei der Feldbesichtigung der Bestand frei von *Avena fatua* war und eine Probe von mindestens 1 kg, die unter strikter Einhaltung der einschlägigen Vorschriften entnommen wurde, frei von *Avena fatua* ist, oder aber wenn eine Probe von mindestens 3 kg, die nach dem vorgenannten Verfahren entnommen wurde, frei von *Avena fatua* ist, stellt die Dienststelle auf Antrag ein amtliches Sonderzertifikat aus.

8.4. Amtlich zertifizierte Partien:

Für das Inverkehrbringen trägt jede versiegelte Verpackung einer amtlich zertifizierten Partie ein amtliches Zertifizierungsetikett, das entweder von der Dienststelle oder unter der amtlichen Überwachung der Dienststelle vom Händler-Aufbereiter ausgestellt wird. Dieses wird so angebracht, dass ein Austausch durch andere Dokumente oder seine Wiederverwendung unmöglich ist. Gegebenenfalls ist ein Etikett des Lieferanten mit zusätzlichen Informationen beigefügt.

8.4.1. Amtliche Etiketten

Die Etiketten sind reißfest. Sie sind selbstklebend oder mittels einer Naht befestigt, die die Packung verschließt. Ist das Etikett mit einem Loch versehen, so muss seine Befestigung mit einer amtlichen Verschlussicherung gesichert sein.

Die amtlichen Etiketten werden nur dann an der Verpackung angebracht, wenn das Saatgut die auf dem Etikett genannten Zertifizierungsnormen erfüllt.

In Abweichung davon können bei der Probenahme Etiketten vorläufig ausgestellt und auf der Packung angebracht werden, unter der Bedingung, dass der Händler-Aufbereiter sich dazu verpflichtet, die Partie nur dann herauszulassen, wenn er ein konformes Analyseergebnis erhalten hat.

In dringenden Fällen kann, nachdem die Dienststelle entsprechend benachrichtigt wurde, die Lieferung an den ersten gewerblichen Empfänger, sofern er nicht der Endverbraucher ist, mit den vorläufig ausgegebenen Etiketten erfolgen, bevor das amtliche Ergebnis der Keimfähigkeit bekannt ist, sofern sich der Händler-Aufbereiter verpflichtet, die erforderliche Keimfähigkeit auf einem besonderen Etikett des Lieferanten zu garantieren und die Partie zurückzunehmen, wenn die endgültigen Analyseergebnisse ungünstig sind.

Ein amtliches Etikett trägt die in Anhang 4 dieses Erlasses aufgeführten amtlichen Vermerke.

Bei Sorten, die sich im Verfahren zur Aufnahme in einen Sortenkatalog befinden und für die gemäß Abschnitt 1.6 die Genehmigung zum Inverkehrbringen von Partien erteilt wurde, muss das Etikett folgende zusätzliche Angaben enthalten:

Xx für den Sortennamen: die Referenz des Saatzüchters, der vorgeschlagene Name oder der genehmigte Name und gegebenenfalls die amtliche Nummer des Antrags auf Eintragung der Sorte in den Sortenkatalog;

Xx "noch nicht amtlich eingetragene Sorte";

Xx "Nur für Versuchs- und Analysezwecke".

Im Falle einer chemischen Behandlung, wird der Name jedes Wirkstoffs, der in den verwendeten Produkten enthalten ist, auf dem Etikett oder der Packung angegeben.

Wenn zertifiziertes Saatgut Anforderungen in Bezug auf RNQPs erfüllt, umfassen die amtlichen Etiketten den Pflanzenpass in Übereinstimmung mit Artikel 1 Punkte 3 und 4 der Durchführungsverordnung (EU) 2017/2313 der Kommission vom 13. Dezember 2017 zur Festlegung der formalen Anforderungen an den Pflanzenpass für die Verbringung innerhalb des Gebiets der Union und den Pflanzenpass für das Einführen in ein Schutzgebiet und die Verbringung innerhalb dieses Gebiets

Bei Saatgut einer genetisch veränderten Sorte gibt das Etikett deutlich an, dass es sich um eine genetisch veränderte Sorte handelt, indem dem Namen der Sorte der Vermerk "genetisch veränderte Sorte" beigefügt wird.

Wenn der Unternehmer zusätzliche Informationen, die in dieser Regelung nicht vorgesehen sind und von der Dienststelle nicht überprüft wurden, auf dem amtlichen Etikett aufnehmen möchte, kann er dies tun, indem er sie deutlich von den amtlichen Informationen trennt, z. B. indem er eine neutrale Farbe verwendet oder den zusätzlichen Informationen die Formulierung "Nach Deklaration" voranstellt.

Das amtliche Etikett enthält keine Form von Werbung.

Die Dienststelle kann, auf Antrag und nachdem sie die diesbezüglichen Bedingungen festgelegt hat, für den Verkehr mit Kleinmengen an Letztverbraucher Ausnahmen hinsichtlich der Verpackung, des Verschlusses sowie der Kennzeichnung vorsehen.

8.4.2. Farbe der Etiketten:

Die Etiketten haben die folgenden Farben:

- weiß mit einem diagonalen violetten Strich: für Vorstufensaatgut;
- weiß: für Basissaatgut;
- blau: für zertifiziertes Saatgut der 1. Vermehrung (R1) und zertifiziertes Saatgut;
- rot: für zertifiziertes Saatgut der 2. Vermehrung (R2);
- grün: für Saatgutmischungen verschiedener Arten oder Sorten;
- orange: für die Sorten, für die ein Verfahren zur Eintragung in den Nationalen Katalog eingeleitet worden ist.

8.4.3 Ausstellung der amtlichen Etiketten

Werden von der Dienststelle ausgestellt:

- ausgefüllte amtliche Zertifizierungsetiketten;
- vorgedruckte amtliche Etiketten, die der Händler-Aufbereiter gemäß Punkt 8.4.4 auszufüllen hat;
- eine Genehmigung für den Händler-Aufbereiter auf dessen Antrag, damit er sich die amtlichen Etiketten beschafft und sie nach einem von der Dienststelle bereitgestellten Muster vorabdrucken lässt.

Die Dienststelle erteilt diese Genehmigung, wenn:

- sie das Design des vorab zu druckenden amtlichen Etiketts validieren konnte,
- wenn sie vom Händler-Aufbereiter die Zusage erhält,

Xx nur eine bestimmte Anzahl amtlicher Etiketten pro Modell anzufordern, die einer einheitlichen und fortlaufenden Nummerierung folgen, die einen Buchstaben- und Zahlencode umfasst;

Xx die amtlichen Etiketten nach den Regeln des vorliegenden Erlasses zu benutzen;

Xx tägliche Aufzeichnungen über die Benutzung zu führen. Die Verpflichtungen in Verbindung mit dieser Zusage enden, wenn die offiziellen Etiketten an die Dienststelle zurückgegeben werden.

Wenn der Händler-Aufbereiter die Bedingungen der Zusage nicht einhält, kann die Dienststelle die erteilte Genehmigung widerrufen und gegebenenfalls andere in der Regelung vorgesehene Sanktionen gegen die rechtlich verantwortliche Person des Unternehmens verhängen. Der Bestand an noch nicht verwendeten Etiketten wird in diesem Fall sofort eingefordert.

8.4.4. Ausfüllen eines von der Dienststelle zur Verfügung gestellten amtlichen Etiketts:

Der Händler-Aufbereiter ergänzt die von der Dienststelle zur Verfügung gestellten amtlichen Etiketten mit seinen eigenen Geräten, sofern er sich jedes Jahr zur Einhaltung der folgenden Bedingungen verpflichtet:

- Die zur Verfügung gestellten amtlichen Etiketten werden nur für Saatgut verwendet, das im eigenen Betrieb verpackt wird. Die amtlichen Etiketten dürfen keinesfalls Dritten übergeben oder zur Verfügung gestellt werden;
- Der Händler-Aufbereiter führt täglich ein Register, in dem die Nummern der ein- und ausgehenden amtlichen Etiketten mit den Partien, die sie kennzeichnen, und den entsprechenden Mengen aufgeführt sind. Dieses Register muss jederzeit der Dienststelle zur Verfügung gestellt werden;
- Die mit amtlichen Etiketten versehenen Partien, die von der Dienststelle mangels günstiger Analyseergebnisse noch nicht endgültig angenommen wurden, bleiben bis zu ihrer Annahme deutlich erkennbar im eigenen Lagerhaus gelagert.

Die eingegangene Verpflichtung endet mit der Übergabe der amtlichen Etiketten.

Bei der Feststellung von Verfehlungen gegen die oben genannten Verpflichtungen kann die Dienststelle die Genehmigung sofort entziehen und andere in der Regelung vorgesehene Sanktionen gegen die rechtlich für den Betrieb verantwortliche Person ergreifen.

8.5. Amtliche Verschließung:

8.5.1. Allgemeines:

Die Packungen werden amtlich von der Dienststelle oder unter der amtlichen Überwachung der Dienststelle vom Händler-Aufbereiter oder vom Mischungsaufbereiter verschlossen. Die Packungen werden so verschlossen, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem beschädigt wird, oder die Etiketten oder Packungen Manipulationsspuren aufweisen.

Die Packungen werden verschlossen. Diese Maßnahme ist in den folgenden Fällen und unter folgenden Bedingungen jedoch nicht nötig:

O wenn Ventilsäcke benutzt werden, kann das Klebeetikett seitlich auf dem Sack angebracht werden;

O Säcke mit Nahtverschluss: wenn das unzerreißbare (Klebe)Etikett, das keine vorherige Durchbohrung aufweist, in der Längsrichtung von der die Packung verschließenden Naht zurückgehalten wird. Jedes Etikett, das die Spur von mehr als einer Naht aufweist, verstößt gegen die Regelung;

O Säcke aus einem nicht geflochtenen Material, die durch eine Naht verschlossen sind, wenn auf mindestens einer der Seiten der Öffnung eine Zahlenskala, die am oberen Rand mit der Zahl 1 anfängt, oder ein ähnliches Symbol ausauslöschar gedruckt ist, wodurch ersichtlich ist, dass die Säcke ihre ursprünglichen Abmessungen behalten haben.

Nach der endgültigen Zertifizierung und der Verschließung kann die Dienststelle weitere Proben nehmen.

8.5.2 Lagerung von zertifiziertem Saatgut in nicht endgültigen Packungen

Die Saatgutpartien, für die ein positives Analyseergebnis bekannt ist und die sich noch nicht in endgültigen Packungen befinden, gelten als endgültig zertifiziert, wenn sie unter der Aufsicht der Dienststelle gelagert werden. Jede Behandlung dieser Partien und jede amtliche Verschließung müssen unter der Aufsicht eines amtlichen Inspektors stattfinden.

8.5.3. Transport von zertifiziertem Saatgut in loser Schüttung

Der Transport von zertifiziertem Saatgut in loser Schüttung von einem Händler-Aufbereiter zu einem anderen wird unter folgenden Bedingungen erlaubt:

- O die Dienststelle wird im Voraus über den geplanten Transport in loser Schüttung informiert;
- O der LKW oder die Container müssen verschlossen und verplombt sein;
- O die Etiketten werden auf dem LKW oder den Containers angebracht, und es muss eine Transportgenehmigung ausgestellt werden.

8.6. Abgelehnte Saatgutpartien:

Die ggf. vorläufig ausgestellten Etiketten einer Partie, die wegen ungünstigen Analyseergebnissen nicht zertifiziert wird, müssen der Dienststelle zurückgegeben werden. Der Händler-Aufbereiter trifft eine Entscheidung binnen neunzig Tagen nach der Beschluss der Nichtzertifizierung, was die Bestimmung der Partie angeht. Die Dienststelle kann im Anschluss an einen begründeten Antrag eine Abweichung von der Frist von 90 Tagen gewähren.

Wird das Ergebnis der Probeanalyse beanstandet, so kann der Händler-Aufbereiter binnen 5 Werktagen entweder eine neue amtliche Analyse derselben Probe durch das amtliche Labor für Saatgutanalysen beantragen, oder eine neue Probenahme der Partie durch einen amtlichen Probennehmer durchführen lassen, und eine Analyse beantragen.

Wird eine neue amtliche Analyse derselben Probe beantragt, kann das Labor eine andere Analysemethode anwenden.

Wenn eine neue amtliche Probenahme beantragt wird, und die Analyse auf dieselbe Weise wie die erste durchgeführt wird, wird das Ergebnis der zweiten Analyse berücksichtigt, unter der Voraussetzung, dass es innerhalb der statistischen Schwankungen liegt, die von der ISTA berechnet werden. Wird eine andere Analysemethode verwendet, so wird das mit dieser Analysemethode erzielte Ergebnis festgehalten.

Eine neue Analyse kann auf die Merkmale beschränkt werden, die die Grundlage des ungünstigen Ergebnisses bildeten, unter der Voraussetzung, dass es keine Interaktion mit anderen Merkmalen gibt. Diese Option ist für die Ausstellung von ISTA-Berichten nicht erlaubt.

Wenn der Händler-Aufbereiter nach der Genehmigung der Dienststelle die Partie neu bearbeitet, entweder durch eine neue Sortierung, oder durch eine homogene Mischung mit einer anderen Partie derselben Sorte und derselben Klasse, ist die Zertifizierung nur nach dem Erreichen eines günstigen Ergebnisses für die wieder bearbeitete Partie möglich. Falls die Mischung mit einer Partie derselben Sorte aber einer anderen Klasse stattfindet, wird die niedrigste Klasse der Komponenten zugeteilt.

Der Händler-Aufbereiter teilt der Dienststelle die Bestimmung aller abgelehnten Partien mit, die nicht als Saatgut vermarktet werden dürfen. Diese Partien werden innerhalb von neunzig Tagen nach Erhalt des Ablehnungsbeschlusses aus den Lagern des Händlers-Vorbereiters entfernt.

KAPITEL 9 — Vorgänge mit zertifiziertem Saatgut

9.1. Aufteilung und Neuverpackung:

Jede Aufteilung oder Neuverpackung von amtlich zertifizierten Saatgutpartien erfolgt auf Anfrage bei einem Händler-Aufbereiter unter der Aufsicht der Dienststelle.

Die aufgeteilten und neuverpackten Partien werden mit neuen Etiketten versehen, die die gleichen Angaben wie die ursprünglichen Etiketten tragen, zuzüglich folgender:

- das Datum der neuen Verschließung;
- die Zertifizierungsinstanz, die die vorige Verschließung vorgenommen hat, und das Datum der vorigen Verschließung

9.2. Zusammenstellung der Partien:

Nicht aufbereitete und/oder amtlich zertifizierte Partien derselben Art und derselben Sorte können unter Aufsicht der Dienststelle von zu diesem Zweck zugelassenen Unternehmern, je nach Fall von Händlern-Aufbereitern oder Mischungsaufbereitern, zu einer zusammengestellten Partie zusammengebildet werden. Jede zusammengestellte Partie ist homogen und ist Gegenstand eines Zusammenstellungsberichts, in dem die Partien, die in diese zusammengestellte Partie eingehen, detailliert aufgeführt sind.

Die niedrigste Klasse der verschiedenen Komponenten wird der zusammengestellten Partie.

Die zusammengestellte Partie wird in Übereinstimmung mit den Bedingungen unter Punkt 8.2 zertifiziert.

9.3. Saatgutmischung:

Partien verschiedener Getreidearten oder -sorten können von Mischungsaufbereitern oder Händlern-Aufbereitern gemischt werden, wenn diese Partien nach wissenschaftlichen oder technischen Erkenntnissen wirksam die Ausbreitung bestimmter Schadorganismen bekämpfen können.

Die verschiedenen Bestandteile einer Mischung genügen vor dem Mischen den für sie geltenden Regeln für das Inverkehrbringen. Eine neue Analyse der Keimfähigkeit des zu mischenden Saatguts ist erforderlich, wenn die letzte Analyse einer der Komponenten oder die letzte Verschließung bereits mehr als zwölf Monate zurückliegt.

Der Aufbereiter übergibt der Dienststelle alle Zertifikate, die ursprünglich das gemischte Saatgut abdeckten.

Jede Saatgutmischung muss homogen sein, und ist Gegenstand einer Probenahme, wobei die Probe ein Jahr lang aufbewahrt wird.

Die Mischung kann mit einem grünen amtlichen Zertifizierungsetikett in den Verkehr gebracht werden, das die Angaben enthält und den Abmessungen entspricht, die in Anhang 4 Punkt A Buchstabe b) und Punkt B dieses Erlasses aufgeführt sind.

9.4. Wiedertifizierung:

Eine Saatgutpartie, die vor mehr als einem Jahr zertifiziert wurde, kann aufgrund günstiger Ergebnisse hinsichtlich der Keimfähigkeit, die durch amtliche Analyse oder durch Analysen unter amtlicher Überwachung einer amtlichen oder amtlich entnommenen Probe erzielt wurden, erneut zertifiziert werden.

Bestehen Zweifel daran, ob das Saatgut den geltenden Bedingungen gemäß Anhang 2 Punkt 2 entspricht, so führt das Labor die zusätzlichen Analysen zur Keimfähigkeitsanalyse durch. Wenn die Partie den auf sie anwendbaren Normen nicht mehr genügt, kann sie wie unter 8.2 vorgesehen neu bearbeitet werden. Wird das Ergebnis beanstandet, so sind die unter 8.5 beschriebenen Modalitäten anzuwenden.

9.5. Chemische Behandlung auf Antrag des Endverbrauchers:

Endgültig zertifizierte und amtlich verschlossene Partien können auf Antrag eines Endverbrauchers mit chemischen Produkten und Biostimulanzien behandelt werden. Die Parameter, die durch die Behandlung beeinflusst werden können, werden einer neuen Zertifizierungsanalyse unterzogen. Wenn die Ergebnisse günstig sind, werden neue amtliche Etiketten ausgestellt.

9.6. Aufbrechen der Verschlüsse von amtlich zertifizierten Partien:

Die Händler-Aufbereiter teilen es der Dienststelle mit, wenn endgültig zertifizierte Partien nicht als Saatgut in Verkehr gebracht werden. Die Bestimmung dieser Partien wird angegeben und die benutzten Etiketten werden der Dienststelle zur Verfügung gestellt.

KAPITEL 10 — Einführung und Einfuhr

10.1. Aus einem EU-Mitgliedstaat eingeführtes Saatgut

10.1.1. Nicht aufbereitetes Saatgut:

Die Einführung von nicht aufbereitetem Saatgut zwecks seiner Verarbeitung oder Verpackung in der Wallonie wird gestattet, unter der Bedingung, dass die ausländische Zertifizierungsdienststelle Sicherheiten bietet. Anschließend wird das Saatgut wie unter 8 beschrieben behandelt.

Für Transporte zwischen benachbarten Mitgliedstaaten kann die Dienststelle bilaterale Vereinbarungen über die für den Transport und das beförderte Saatgut geltenden Bedingungen treffen. Die Dienststelle kann die Befreiung vom Pflanzenpass nach Artikel 82 § 3 der Verordnung (EU) NR. 2016/2031 vom 26. Oktober 2016 billigen.

Was das Vermehrungsgut betrifft, das einer Sorte angehört, die weder im gemeinschaftlichen noch im Nationalen Katalog angeführt wird, wird der Beweis gebracht, dass das Saatgut je nach Fall nach Vermehrung oder Sortierung für die Ausfuhr in ein Drittland bestimmt ist, außer wenn es sich um Sorten handelt, die über die notwendige Genehmigung verfügen, um gemäß Punkt 1.6 in den Verkehr gebracht zu werden.

10.1.2. Endgültig zertifiziertes Saatgut:

Bei der Einführung ist die Kontrolle für Erzeugnisse, die sich in der Europäischen Union im zollrechtlich freien Verkehr befinden, nicht vorgeschrieben. Das Saatgut trägt amtliche Etiketten, die je nach Fall an den Pflanzenpass gekoppelt sind.

Der Saatgutimporteure hält die Anforderungen von Artikel 25 § 2 dieses Erlasses ein.

10.2 Kontrolle des aus Drittländern eingeführten Saatguts:

Das Saatgut kann aus Drittländern eingeführt werden, mit denen die EU eine Gleichwertigkeitsregelung getroffen hat.

In diesem Fall sind die folgenden Gleichwertigkeitsbedingungen zu erfüllen:

- 1) das OECD-Land hat für die betreffenden Arten eine Gleichwertigkeit mit der Europäischen Union;
- 2) die Sorte wurde in die OECD-Sortenliste und in den Katalog der Europäischen Union aufgenommen;
- 3) das OECD-Zertifikat führt die folgenden Vermerke:
 - a. "EC-norms";
 - b. "ISTA-methods" (für die USA und Kanada "AOSA-methods");
- 4) das ISTA-Zertifikat ist bei der Einfuhr vorhanden.

Die Dienststelle prüft, ob die Gleichwertigkeitsbedingungen erfüllt sind.

Sind die Gleichwertigkeitsbedingungen nicht erfüllt, so wird das Saatgut nicht zum Verkehr zugelassen.

Besteht keine Gleichwertigkeit, so ist die Einfuhr des Saatguts zulässig, wenn das Saatgut eine der folgenden Bedingungen erfüllt:

- das Saatgut gehört einer Sorte an, die an amtlichen Versuchen zwecks ihrer Eintragung in den nationalen Katalog teilnimmt, und dieses Saatgut ist für diese Versuche bestimmt;
- das Saatgut ist für die Auswahl oder wissenschaftliche Zwecke bestimmt;
- das Saatgut ist für die Vermehrung bestimmt, deren Erzeugnis in Drittländer exportiert wird;
- das Saatgut ist für die Wiederausfuhr in Drittländer bestimmt.

In den oben genannten Fällen erbringt der Einführer den Nachweis, dass eine der Bedingungen erfüllt ist, und fügt diesen Nachweis dem Einfuhrdokument bei.

KAPITEL 11 — OECD-Zertifizierung

11.1. Anwendungsbereich:

Die nach einer der OECD-Regelungen für Getreide erzeugten Sorten, die der Gruppe Getreide angehören, können nach der betreffenden Regelung zertifiziert werden.

Auf Antrag stellt die Dienststelle ein Zertifikat im Rahmen des OECD-Systems aus, einem System zur Sortenzertifizierung von Saatgut, das im internationalen Handel in Verkehr ist.

11.2. Zertifikate:

11.2.1. Sorten, die in der OECD-Liste und entweder in dem gemeinschaftlichen Katalog oder in dem nationalen Katalog angeführt werden:

Für die Ausfuhr in ein Drittland können die gemäß dem OECD-Saatgutssystem ausgestellten Zertifikate die traditionellen Zertifikate ersetzen, die das in der Wallonie erzeugte Saatgut abdecken.

11.2.2. Sorten, die nur in der OECD-Liste angeführt werden:

Saatgutpartien dieser Sorten, die aus in der Wallonie angesiedelten Beständen stammen und bei der Feldkontrolle zugelassen wurden, werden von den im OECD-Zertifizierungssystem vorgesehenen Zertifikaten abgedeckt, wenn das Saatgut den Normen dieses Systems entspricht.

Diese Partien sind ausschließlich für den Export bestimmt.

11.2.3. OECD-Etiketten oder Kennzeichnung der Saatgutpackungen

Das OECD-Etikett kann selbstklebend oder nicht selbstklebend sein.

Es ist aus einem Material gefertigt, das stark genug ist, um bei normaler Verwendung nicht beschädigt zu werden.

Es hat ein rechteckiges Format und weist denselben Farbcode auf wie die in der Wallonie verwendeten offiziellen Etiketten. Es gibt jedoch ein zusätzliches Kennzeichen in Form eines schwarzen Streifens von mindestens 3 cm Breite auf der linken Seite des Etiketts.

Auf dem schwarzen Streifen stehen die Vermerke "O.C.D.E. Seed Scheme" und "Système de l'O.C.D.E. pour les Semences" ("OECD- System für Saatgut").

Die Zertifikate sind in Französisch oder Englisch verfasst und enthalten folgende Angaben:

- Name und Anschrift der Dienststelle;
- Art (lateinische Bezeichnung);
- Sorte;
- Kategorie;
- die Bezugsnummer der Partie, der die aus 3 Buchstaben bestehende ISO-3166-1-Codenummer für Belgien und die Kennbuchstaben der zuständigen Behörde (=BEL/SPW) vorangestellt sind;
- das angegebene Netto- oder Bruttogewicht oder die angegebene Zahl der Körner;
- die einmalige Seriennummer, die jedem Etikett zum Zweck der Identifizierung zugewiesen wird;
- Erzeugerland;
- Region der Saatguterzeugung (für die lokalen Sorten);
- gegebenenfalls die Erklärung in Bezug auf eine Neuverpackung und eine Etikettenänderung.

Wenn die Informationen unauslöschlich auf die Verpackung gedruckt werden, müssen die Anordnung des Textes und der dafür vorgesehene Raum so ähnlich wie möglich dem eines normalen Etiketts sein.

Auf dem Etikett oder der Verpackung darf in dem Raum, der für die unverwischbare Eintragung der Angaben vorgesehen ist, keine Werbung erscheinen.

Für eine Partie Vorstufensaatgut, Basissaatgut und zertifiziertes Saatgut kann die Dienststelle auf Antrag auch die Ergebnisse der Laboranalysen gemäß den ISTA-Standards ausstellen, um ein internationales orangefarbenes Zertifikat für eine Saatgutpartie auszustellen.

11.3 Neue Verschließung:

Der Besitzer, der eine mit OECD-Zertifikaten eingeführte Saatgutpartie neu verpacken und mit neuen Etiketten versehen will, kann dies bei der Dienststelle beantragen, sofern er eine vorherige Zustimmung der zuständigen Behörde des Erzeugungslandes erhält und dies nur dann, wenn die Umetikettierung für die Zertifizierung in einer anderen Saatgutkategorie vorgesehen ist.

Die Dienststelle gibt die entsprechenden Durchführungsmodalitäten an.

11.4. Proben:

Von jeder zertifizierten oder neu zertifizierten Partie kann eine amtliche Probe für das Kontrollfeld entnommen werden.

KAPITEL 12 - Kontrolle des für die Ausfuhr bestimmten Saatguts

Auf Antrag des Exporteurs kann die Kontrolle nach Kriterien erfolgen, um den eingegangenen Handelsverpflichtungen oder den geltenden Vorschriften des Einfuhrlandes zu entsprechen.

Der Exporteur unterbreitet der Dienststelle die Pflanzenschutz-Importanforderungen des Bestimmungslandes.

Die Dienststelle legt ein Verfahren fest, in dem die Modalitäten für die Ausstellung eines Pflanzengesundheitszeugnisses beschrieben sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2021 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,

Raumordnung,

Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/30297]

23 DECEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen

De Waalse Regering,

Gelet op het Landbouwwetboek, artikel D.4 en artikel D.134, lid 1, 2°, 3° tot 5°, 8° en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van een keurings- en certificeringsreglement voor zaaizaad van groenvoedergewassen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 17 juni 2021;

Gelet op het rapport van 21 juni 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 174/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 4 oktober 2021;

Gelet op het advies 70.167/4 van de Raad van State, gegeven op 6 oktober 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 gewijzigd moeten worden om ze in overeenstemming te brengen met de wijzigingen aangebracht bij Uitvoeringsrichtlijn (EU) 2021/415 van de Commissie van 8 maart 2021 en bij Uitvoeringsrichtlijn (EU) 2021/2171 van de Commissie van 7 december 2021, waarbij de omzettingstermijnen vastgelegd zijn op 31 januari 2022,

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 66/402/EEG van de Raad van 14 juni 1966 betreffende het in de handel brengen van zaaigranen, laatstelijk gewijzigd bij Uitvoeringsrichtlijn (EU) 2021/415 van de Commissie van 8 maart 2021 tot wijziging van de Richtlijnen 66/401/EEG en 66/402/EEG van de Raad teneinde de taxonomische groepen en namen van bepaalde soorten zaden en onkruid aan de ontwikkeling van wetenschappelijke en technische kennis aan te passen, omgezet.

Bij dit besluit wordt tevens Uitvoeringsrichtlijn (EU) 2021/2171 van de Commissie van 7 december 2021 tot wijziging van Richtlijn 66/402/EEG van de Raad wat betreft het gewicht van de partij zaad en van de monsters van *Avena nuda*, omgezet.

Art. 2. Dit besluit heeft betrekking op de productie met het oog op het in de handel brengen en het in de handel brengen van zaaigranen binnen de Europese Unie.

Voor zaaigranen die bestemd zijn voor uitvoer naar derde landen, zijn, voor zover de bestemming kan worden bewezen en het zaaigraan aldus wordt geïdentificeerd, alleen de bepalingen van de hoofdstukken 11 en 12 van bijlage 6 van toepassing.

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1° in de handel brengen: de verkoop, het bezit met het oog op de verkoop, het aanbieden voor verkoop en iedere beschikbaarstelling, levering of overdracht van zaaizaad aan derden met het oog op commercieel gebruik, tegen of zonder vergoeding;

2° granen: planten van de volgende gewassen, bestemd voor land- of tuinbouw, met uitzondering van de sierteelt:

1	<i>Avena nuda</i> L.	Naakte haver
2	<i>Avena sativa</i> L. (incl. <i>A. byzantina</i> K. Koch)	Haver en Byzantijnse haver
3	<i>Avena strigosa</i> Schreb.	Magere haver, ruwe haver
4	<i>Hordeum vulgare</i> L.	Gerst
5	<i>Oryza sativa</i> L.	Rijst
6	<i>Phalaris canariensis</i> L.	Kanariezaad
7	<i>Secale cereale</i> L.	Rogge
8	<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>bicolor</i>	Sorgho
9	<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>drummondii</i> (Steud.) de Wet ex Davidse	Soedangras
10	x <i>Triticosecale</i> Wittm. ex A. Camus	Hybriden die het gevolg zijn van de kruising van een soort van het geslacht <i>Triticum</i> met een soort van het geslacht <i>Secale</i>
11	<i>Triticum aestivum</i> L. subsp. <i>aestivum</i>	Zachte tarwe
12	<i>Triticum turgidum</i> L. subsp. <i>durum</i> (Desf.) van Slageren	Harde tarwe
13	<i>Triticum aestivum</i> L. subsp. <i>spelta</i>	Spelt
14	<i>Zea mays</i> L. (<i>partim</i>)	Mais, met uitzondering van popcorn en suikermais
15	<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>bicolor</i> x <i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>drummondii</i> (Steud.) de Wet ex Davids	Hybriden die het product zijn van een kruising van sorgho en Soedangras

3° rassen, hybriden en inteeltlijnen van maïs en *Sorghum* spp. :

a) vrij bestoven ras : voldoende homogeen en bestendig ras;

b) ingeteelde stam: voldoende homogene en bestendige lijn , die gedurende verscheidene opeenvolgende generaties door kunstmatige zelfbevruchting onder gelijktijdige selectie of door gelijkwaardige maatregelen is verkregen;

c) enkele hybride: eerste generatie uit een door de kweker bepaalde kruising van twee ingeteelde stammen;

d) dubbele hybride: eerste generatie uit een door de kweker bepaalde kruising van twee enkele hybriden;

e) drieweg-hybride : eerste generatie uit een door de kweker bepaalde kruising van een ingeteelde stam en van een enkele hybride;

f) inteelt-rassen-hybride (topkruising) : eerste generatie uit een door de kweker bepaalde kruising van een ingeteelde stam of van een enkele hybride en van een vrij bestoven ras;

g) rassen-hybride : eerste generatie uit een door de kweker bepaalde kruising van planten uit basiszaad van twee vrij bestoven rassen;

4° prebasiszaad : kwekerszaad van generaties die aan het basiszaad voorafgaan, dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens de regels voor de stelselmatige instandhouding met betrekking tot het ras, dat door een tot keuring bevoegde dienst officieel is onderzocht en goedgekeurd volgens de voor de keuring van basiszaad geldende voorschriften;

5° basiszaad (haver, gerst, rijst, tarwe, spelt, rogge, kanariezaad, triticale en harde tarwe, andere dan hybriden wat elk van de voornoemde soorten betreft) : zaad :

a) dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens de regels voor de stelselmatige instandhouding met betrekking tot het ras, in voorkomend geval uit prebasiszaad;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van zaad, hetzij van de categorie "gecertificeerd zaad" , hetzij van de categorieën "gecertificeerd zaad van de eerste nabouw" of "gecertificeerd zaad van de tweede nabouw";

c) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, § 1, voldoet aan de in bijlagen 1 en 2 voor basiszaad opgesomde voorwaarden, en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage 2 bedoelde voorwaarden, bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

6° basiszaad (hybriden van haver, gerst, rijst, tarwe, spelt, rogge, harde tarwe en zelfbestuivende rassen van triticale), zaad :

a) dat is bestemd voor de voortbrenging van hybriden;

b) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, voldoet aan de in de bijlagen 1 en 2 voor basiszaad opgesomde voorwaarden en

c) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage 2 bedoelde voorwaarden, bij een officieel onderzoek of een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a) en b) vastgestelde voorwaarden voldoet;

7° basiszaad (maïs en Sorghum spp.) :

a) vrij bestoven ras : zaad:

i) dat is voortgebracht onder de verantwoordelijkheid van de kweker volgens de regels voor de stelselmatige instandhouding met betrekking tot het ras, in voorkomend geval uit prebasiszaad;

ii) dat is bestemd voor de voortbrenging van zaad van de categorie gecertificeerd zaad van dit ras , van een inteelt-rassen-hybride of een rassen-hybride ,

iii) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5 voldoet aan de in bijlagen 1 en 2 voor basiszaad opgesomde voorwaarden, en

iv) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage 2 bedoelde voorwaarden, bij een officieel onderzoek of een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten i), ii) en iii) vastgestelde voorwaarden voldoet;

b) ingeteelde stam : zaad :

i) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5 voldoet aan de in bijlagen 1 en 2 voor basiszaad opgesomde voorwaarden, en

ii) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage 2 bedoelde voorwaarden, bij een officieel onderzoek of een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punt i) vastgestelde voorwaarden voldoet;

c) van enkele hybriden : zaad

i) dat is bestemd voor de voortbrenging van dubbele hybriden, drieweg-hybriden of inteelt-rassen-hybriden;

ii) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5 voldoet aan de in bijlagen 1 en 2 voor basiszaad opgesomde voorwaarden, en

iii) waarvan bij een officieel onderzoek of, in geval van de in bijlage 2 bedoelde voorwaarden, bij een officieel onderzoek of een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punt i) en ii) vastgestelde voorwaarden voldoet;

8° gecertificeerd zaad (kanariezaad, ander dan hybriden, rogge, sorgho, Soedangras, maïs en hybriden van haver, gerst, rijst, tarwe, spelt, harde tarwe en zelfbestuivende rassen van triticale) : zaad :

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of, op verzoek van de kweker, van zaad van een aan het basiszaad voorafgaande generatie, dat kan voldoen aan de in de bijlagen 1 en 2 voor basiszaad opgesomde voorwaarden en waarvan bij een officieel onderzoek is gebleken dat het hieraan voldoet;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van andere granen dan zaaigranen;

c) dat, behoudens het bepaalde in artikel 5, §§ 1 en 2, voldoet aan de in bijlagen 1 en 2, voor gecertificeerd zaad, vastgestelde voorwaarden, en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

9° gecertificeerd zaad van de eerste nabouw (haver, gerst, rijst, tarwe, spelt, triticale en harde tarwe, andere dan hybriden wat elk van de voornoemde soorten betreft) : zaad:

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of, op verzoek van de kweker, van zaad van een aan het basiszaad voorafgaande generatie, dat heeft voldaan aan de in de bijlagen 1 en 2 voor basiszaad opgesomde voorwaarden en waarvan bij een officieel onderzoek is gebleken dat het hieraan voldoet;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van zaad van de categorie "gecertificeerd zaad van de tweede nabouw" of voor de voortbrenging van andere granen dan zaaigranen ,

c) dat voldoet aan de in de bijlagen 1 en 2 voor gecertificeerd zaad van de eerste nabouw opgesomde voorwaarden en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

10° gecertificeerd zaad van de tweede nabouw (haver, gerst, rijst, tarwe, spelt, triticale en harde tarwe, andere dan hybriden wat elk van de voornoemde soorten betreft), zaad:

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad, van gecertificeerd zaad, eerste nabouw of, op verzoek van de kweker, van een aan het basiszaad voorafgaande generatie, dat heeft voldaan aan de in de bijlagen envoor basiszaad op gesomde voorwaarden en waar een officieel onderzoek is gebleken dat het hieraan voldoet;

b) dat is bestemd voor de voortbrenging van andere granen dan zaaigranen;

c) dat voldoet aan de in de bijlagen 1 en 2 voor gecertificeerd zaad van de tweede nabouw opgesomde voorwaarden en

d) waarvan bij een officieel onderzoek of bij een onderzoek onder officieel toezicht is gebleken dat het aan de in punten a), b) en c) vastgestelde voorwaarden voldoet;

11° officiële maatregelen: maatregelen die genomen zijn:

- a) autoriteiten van een staat of
- b) door publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen handelend onder de verantwoordelijkheid van een Staat mits deze personen geen bijzonder voordeel ontleen aan het resultaat van deze maatregelen.
- c) voor hulpwerkzaamheden, door beëdigde natuurlijke personen handelend onder het toezicht van een staat, mits deze personen geen bijzonder voordeel ontleen aan de resultaten van deze maatregelen;

12° gemeenschappelijke rassenlijst : de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen zoals beschreven in richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002;

13° nationale rassenlijst: de nationale rassenlijst voor landbouwgewassen vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 betreffende de rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen en tot opheffing van verschillende desbetreffende bepalingen;

14° de Dienst : de Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de administratie die is aangewezen als bevoegde autoriteit voor de productie en het in de handel brengen van zaaigranen;

15° Verordening (EU) 2016/2031 van 26 oktober 2016: Verordening (EU) van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2016 betreffende beschermende maatregelen tegen plaagorganismen bij planten, tot wijziging van de Verordeningen (EU) nr. 228/2013, (EU) nr. 652/2014 en (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van de Richtlijnen 69/464/EEG, 74/647/EEG, 93/85/EEG, 98/57/EG, 2000/29/EG, 2006/91/EG en 2007/33/EG van de Raad;

16° Verordening (EU) 2017/625 van 15 maart 2017: Verordening (EU) 2017/625 van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2017 betreffende officiële controles en andere officiële activiteiten die worden uitgevoerd om de toepassing van de levensmiddelen- en diervoederwetgeving en van de voorschriften inzake diergezondheid, dierenwelzijn, plantgezondheid en gewasbeschermingsmiddelen te waarborgen, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 999/2001, (EG) nr. 396/2005, (EG) nr. 1069/2009, (EG) nr. 1107/2009, (EU) nr. 1151/2012, (EU) nr. 652/2014, (EU) 2016/429 en (EU) 2016/2031 van het Europees Parlement en de Raad, de Verordeningen (EG) nr. 1/2005 en (EG) nr. 1099/2009 van de Raad en de Richtlijnen 98/58/EG, 1999/74/EG, 2007/43/EG, 2008/119/EG en 2008/120/EG van de Raad, en tot intrekking van de Verordeningen (EG) nr. 854/2004 en (EG) nr. 882/2004 van het Europees Parlement en de Raad, de Richtlijnen 89/608/EEG, 89/662/EEG, 90/425/EEG, 91/496/EEG, 96/23/EG, 96/93/EG en 97/78/EG van de Raad en Besluit 92/438/EEG van de Raad (verordening officiële controles).

Voor de toepassing van het eerste lid, 5°, kan de productie van basiszaad gebeuren in één of twee vermeerderingscycli. In dit geval wordt de categorie basiszaad onderverdeeld in basiszaad E2 voor de eerste generatie afkomstig van prebasiszaad, en basiszaad E3 voor de tweede generatie vanaf prebasiszaad.

§ 2. Onder "in de handel brengen" zoals bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, wordt niet verstaan de handel in zaaizaad die niet is gericht op commercieel gebruik van het ras, zoals de volgende handelingen :

- a) beschikbaar stellen van zaaizaad van officiële onderzoeks- en controle-instanties;
- b) levering van zaaizaad aan verleners van diensten voor het bereiden of de verpakking, voor zover de verlener van diensten geen rechten op het geleverde zaaizaad verwerft.

Onder "in de handel brengen" wordt ook niet verstaan de levering van zaaizaad onder bepaalde voorwaarden aan verleners van diensten voor de productie van bepaalde landbouwgrondstoffen voor industriële doeleinden, of voor vermeerdering van zaaizaad voor dat doel, voor zover de dienstverlener geen rechten op het geleverde zaaizaad of op de opbrengst van de oogst verwerft. De leverancier van zaaizaad verstrekt de Dienst een afschrift van de betrokken delen van het contract met de dienstverlener; daarin wordt vermeld aan welke normen en voorwaarden het verstrekte zaaizaad op dat moment voldoet.

De toepassingsmodaliteiten betreffende het in de handel brengen worden volgens de beslissingen van de Europese Unie door de Minister vastgesteld.

§ 3. Overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie, kan de Minister :

- 1° wijzigingen aanbrengen aan de in § 1, sub 2°, vermelde rassenlijst;
- 2° de in paragraaf 1, 3°, bedoelde begripsomschrijvingen aanpassen;
- 3° wijzigingen aanbrengen aan punten 5°, 6°, 8°, 9° en 10° van § 1, met het oog op het opnemen van hybriden van kanariezaad, rogge of triticale in het toepassingsgebied van dit besluit;
- 4° specificeren en bepalen welke typen rassen, met inbegrip van de componenten voor goedkeuring, in aanmerking komen voor keuring volgens de voorwaarden van dit besluit.

HOOFDSTUK 2. — De goedkeuring en het in de handel brengen

Afdeling 1. — Bepalingen betreffende de kwaliteit

Art. 4. § 1. Zaaigranen mogen slechts in de handel worden gebracht , indien

1° zij officieel zijn goedgekeurd als "prebasiszaad", "basiszaad", "gecertificeerd zaad", "gecertificeerd zaad van de eerste nabouw" of "gecertificeerd zaad van de tweede nabouw";

2° een vochtgehalte van 16 gewichtspercenten niet werd overschreden bij de officiële goedkeuring en;

3° indien het gaat om rassen die voorkomen op de nationale rassencatalogi of op de gemeenschappelijke rassenlijst.

§ 2. Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 1 mag niet-bewerkt zaad voor bewerking in de handel worden gebracht, mits de identiteit van het zaad officieel wordt gegarandeerd overeenkomstig bijlage 6, hoofdstuk 7.

Art. 5. § 1. Prebasis- en basiszaad dat niet voldoet aan de in bijlage 2 gestelde kiemkrachtvoorwaarden mogen, in afwijking van artikel 4, 1° en 2°, officieel gecertificeerd worden en in de handel worden gebracht op voorwaarde dat de leverancier een bepaalde kiemkracht waarborgt. Die kiemkracht wordt, voor het in de handel brengen, door de leverancier op een speciaal etiket samen met zijn naam en adres en het nummer van de partij vermeld.

§ 2. In het belang van een snelle voorziening met zaad, mag, in afwijking van artikel 4, prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad, waarvoor het officiële onderzoek in verband met de in bijlage 2 opgesomde voorwaarden met betrekking tot de kiemkracht nog niet voltooid is, officieel gecertificeerd worden en in de handel gebracht worden tot en met de eerste commerciële afnemer.

De goedkeuring geschiedt uitsluitend indien een verslag van de voorlopige analyse van het zaad wordt overgelegd en indien de naam en het adres van de eerste afnemer worden vermeld.

De leverancier moet de kiemkracht waarborgen die vastgesteld is bij de voorlopige analyse. Voor het in de handel brengen wordt die kiemkracht op een speciaal etiket met de naam en het adres en van de leverancier en het referentienummer van de partij vermeld.

§ 3. De bepalingen van paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing op zaad dat wordt ingevoerd uit derde landen, behoudens in de gevallen bedoeld in artikel 17 betreffende de vermeerdering buiten de Europese Unie.

Art. 6. § 1. In afwijking van het bepaalde in artikel 4 kan de directeur van de Dienst de op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigde producenten toestemming verlenen voor het in de handel brengen van:

1° kleine hoeveelheden zaad voor wetenschappelijke of kweekdoeleinden in de handel te brengen;

2° passende hoeveelheden zaad voor andere onderzoeks- of beproevingsdoeleinden, voor zover het gaat om zaad van een ras waarvoor een aanvraag tot opneming op de nationale rassenlijst voor landbouwgewassen en groentegewassen is ingediend. De bepalingen van beschikking 2004/842/EG van de Commissie van 1 december 2004 tot vaststelling van uitvoeringsregels volgens welke de lidstaten toestemming kunnen geven voor het in de handel brengen van zaai- of pootgoed van rassen waarvoor de opname in de nationale rassenlijst voor landbouw- of groentegewassen is aangevraagd, zijn daartoe van toepassing.

De doeleinden waarvoor de bedoelde toestemming wordt verleend, de voorschriften voor de etikettering van de verpakkingen alsmede de hoeveelheden waarvoor en de voorwaarden waaronder deze toestemming wordt verleend, worden vastgesteld door de Minister overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie.

§ 2. In geval van genetisch gemodificeerd materiaal wordt de in paragraaf 1 bedoelde toestemming verleend indien alle nodige maatregelen zijn getroffen om risico's voor de menselijke gezondheid en het milieu te voorkomen en indien het zaad voldoet aan de voorwaarden van de wetgeving over de introductie en het in de handel brengen van genetisch gemodificeerd materiaal.

Art. 7. De Minister kan, wat de productie op het Waalse grondgebied betreft, voor de keuring van prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad van alle soorten bijkomende of strengere voorwaarden stellen dan die opgenomen in bijlagen 1 en 2.

Art. 8. De voor de keuring eventueel vereiste beschrijving van de genealogische bestanddelen wordt, op verzoek van de kweker, geheimgehouden.

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de verpakking en de etikettering

Art. 9. Prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad van alle aard mag slechts in de handel worden gebracht in voldoende homogene partijen en in een gesloten verpakking die overeenkomstig de artikelen 10, 11 en 12 is voorzien van een sluitingssysteem en een aanduiding.

De Minister kan afwijkingen van de bepalingen van het eerste lid voorzien voor het in de handel brengen van kleine hoeveelheden van dit zaad ten behoeve van de laatste gebruiker, voor wat betreft verpakking, sluitingssysteem en aanduiding.

Art. 10. § 1. Verpakkingen van prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad van alle aard zijn officieel of onder officieel toezicht zodanig gesloten dat zij niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of het in de artikelen 11, §1 en 12 bedoelde officiële etiket of de verpakking sporen van manipulatie vertoont.

Voor een goede sluiting moet ten minste het officiële etiket in het sluitingssysteem worden verwerkt ofwel moet op de sluiting een officiële zegel zoals bedoeld in de artikelen 11, § 1 en 12 worden aangebracht.

De in het tweede lid bedoelde maatregelen zijn niet beslist noodzakelijk voor een sluitingssysteem dat niet opnieuw kan worden gebruikt.

De sluitsystemen voor verpakkingen die aan de voorwaarden van deze paragraaf voldoen, staan vermeld in bijlage 6, punt 8.4.6.

§ 2. Een, eventueel herhaalde, nieuwe sluiting mag slechts officieel of onder officieel toezicht geschieden. In dat geval wordt op het in artikelen 11, § 1 en 12 voorgeschreven officiële etiket ook melding gemaakt van de laatste nieuwe sluiting, van de datum daarvan en van de dienst die haar heeft verricht.

§ 3. De Minister kan afwijkingen van § 1 vaststellen voor kleine verpakkingen gesloten op het Waalse grondgebied overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie.

Art. 11. § 1. Verpakkingen van basiszaad en gecertificeerd zaad van alle aard :

1° zijn aan de buitenkant voorzien van een nog niet gebruikt officieel etiket dat voldoet aan de vereisten van bijlage 4, dat nog niet is gebruikt en waarvan de gegevens gesteld zijn in één van de officiële talen van de Europese Unie. De kleur van het etiket is wit voor basiszaad, blauw voor gecertificeerd zaad en gecertificeerd zaad van de eerste nabouw en rood voor gecertificeerd zaad van de tweede nabouw.

Als het etiket van een gaatje voorzien is, wordt bij de bevestiging van dat etiket steeds een officieel zegel gebruikt. Als, in de gevallen bedoeld in artikel 5, §§ 1 en 2, het basis- of maïszaad niet voldoet aan de voorwaarden van bijlage II met betrekking tot de kiemkracht, is dat op het etiket vermeld.

Het gebruik van officiële kleefetiketten is toegelaten.

De voorgeschreven aanduidingen mogen onder officieel toezicht onuitwisbaar op de verpakking worden aangebracht volgens het model van het etiket;

2° bevatten binnenin een officieel certificaat in de kleur van het op de verpakking gekleefde etiket en met ten minste de in bijlage 4, deel A, sub a), 4°, 6° en 7° voor het etiket voorgeschreven gegevens. Het certificaat moet een zodanige vorm hebben dat het niet kan worden verward met het in 1° bedoelde etiket. Het certificaat is niet vereist wanneer de gegevens onuitwisbaar op de verpakking zijn aangebracht of wanneer, overeenkomstig 1°, een kleefetiket of een etiket van scheurvrij materiaal is gebruikt.

§ 2. De Minister kan afwijkingen van paragraaf 1 vaststellen voor kleine verpakkingen gesloten op het Waalse grondgebied overeenkomstig de beslissingen van de instellingen van de Europese Unie.

Art. 12. Op de verpakkingen van het prebasiszaad wordt aan de buitenkant in één van de officiële talen van de Europese Unie een officieel etiket aangebracht met ten minste de in bijlage 4, deel A, vermelde gegevens.

Het aantal generaties dat aan zaad van de categorie "gecertificeerd zaad" of "gecertificeerd zaad van de eerste generatie" voorafgaat, wordt op het officiële etiket vermeld.

Het etiket is wit van kleur en heeft een diagonaal lopende paarse streep.

Als het etiket van een gaatje voorzien is, wordt bij de bevestiging van dat etiket steeds een officieel zegel gebruikt. Als, in een geval als bedoeld in artikel 5, § 1, het prebasiszaad niet voldoet aan de voorwaarden van bijlage 2 met betrekking tot de kiemkracht, is dat op het etiket vermeld.

Art. 13. Zaaigraan dat overeenkomstig artikel 4 in de handel wordt gebracht en bestemd is voor goedkeuring overeenkomstig het bepaalde in artikel 3, wordt verpakt en voorzien van een officieel etiket dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage 5, deel A en deel B, overeenkomstig het bepaalde in artikel 10, § 1, en gaat vergezeld van een officieel document dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage 5, deel C.

Art. 14. Voor zaad van een ras dat genetisch is gemodificeerd, moet op elk etiket dat op de partij zaad is aangebracht, of op elk al dan niet officieel document dat deze partij vergezelt, duidelijk zijn vermeld dat het ras genetisch is gemodificeerd.

Art. 15. In geval van een chemische behandeling van het prebasiszaad, het basiszaad, het gecertificeerd zaad van alle aard, moet hiervan op het officiële etiket dan wel op een etiket van de leverancier alsmede op of in de verpakking melding zijn gemaakt.

Bovendien moet de naam van elke werkzame stof van het gebruikte product vermeld worden op een door de leverancier aangebracht aanvullend etiket.

Afdeling 3. — Overige bepalingen

Art. 16. Zaad van een graansoort mag in de handel worden gebracht in de vorm van bepaalde mengsels van zaden van verschillende rassen voor zover deze mengsels volgens de wetenschappelijke of technische kennis terzake bijzonder doeltreffend zijn tegen de verspreiding van bepaalde schadelijke organismen, en voor zover de bestanddelen van het mengsel vóór menging voldoen aan de voorschriften voor het in de handel brengen die daarop van toepassing zijn.

Zaaigranen in de vorm van mengsels van zaden van verschillende soorten mogen slechts in de handel worden gebracht indien de verscheidene samenstellende delen van het mengsel, voor de menging, voldeden aan de regels voor het in de handel brengen die op hen van toepassing zijn.

De bepalingen van artikelen 9, 10, 11, 14 en 15 zijn van toepassing op de in de leden 1 en 2 bedoelde mengsels. De officiële etiketten zijn evenwel in alle gevallen groen.

Art. 17. § 1. Zaaigraan dat rechtstreeks afkomstig is van basiszaad of gecertificeerd zaad van de eerste nabouw dat officieel is goedgekeurd in één of meer lidstaten of in een derde land dat krachtens artikel 18, § 1, gelijkstelling heeft verkregen, of dat rechtstreeks afkomstig is van kruising van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een lidstaat met basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een dergelijk derde land, en dat in een andere lidstaat geoogst is, kan op verzoek en onverminderd de bepalingen van de bepalingen van Richtlijn 2002/53/EG officieel in elke lidstaat worden goedgekeurd als gecertificeerd zaad, wanneer het is onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de in bijlage 1, voor de betrokken categorie vermelde voorwaarden en wanneer bij een officieel onderzoek is vastgesteld dat het voldoet aan de in bijlage 2 voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden.

Wanneer in dergelijke gevallen het zaad rechtstreeks is gewonnen uit officieel goedgekeurd zaad van een aan het basiszaad voorafgaande generatie, kan het officieel goedgekeurd worden als basiszaad, als voldaan is aan de voor deze categorie vastgestelde voorwaarden.

§ 2. Zaaigranen die in de Europese Unie zijn geoogst en bestemd zijn voor goedkeuring overeenkomstig paragraaf 1, moeten worden verpakt en voorzien van een officieel etiket dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage 5, delen A en B, overeenkomstig artikel 10, § 1, en moeten vergezeld gaan van een officieel document dat voldoet aan de voorwaarden van bijlage 5, deel C.

§ 3. Zaaigranen die in een derde land geoogst zijn, kunnen op verzoek officieel worden goedgekeurd indien :

1° ze rechtstreeks gewonnen zijn uit :

a) basiszaad of gecertificeerd zaad van de eerste nabouw in een of meerdere lidstaten of in een derde land dat krachtens artikel 18, § 1, gelijkstelling heeft verkregen, of

b) kruisingen van basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een lidstaat met basiszaad dat officieel is goedgekeurd in een derde land bedoeld in punt a);

2° ze zijn onderworpen aan een veldkeuring die voldoet aan de voorwaarden die zijn vastgesteld in een krachtens artikel 18, § 1, voor de betrokken categorie vastgestelde beschikking betreffende de gelijkstelling;

3° bij een officieel onderzoek is gebleken dat de in bijlage 2 voor dezelfde categorie vastgestelde voorwaarden zijn vervuld.

Art. 18. § 1. Zaaigranen, ander dan prebasiszaad, die in een derde land zijn geoogst, mogen enkel in de handel gebracht worden indien de Raad van de Europese Unie vooraf heeft vastgesteld dat het in dit land geoogste zaad dezelfde waarborgen biedt ten aanzien van de eigenschappen daarvan, alsmede van de toepassing van de maatregelen betreffende het onderzoek, de verzekering van de identiteit, de aanduiding en de controle, in dit opzicht gelijkwaardig is aan zaad dat in de Unie is geoogst en beantwoordt aan de bepalingen van Richtlijn 66/402/EEG van de Raad van 14 juni 1966, betreffende het in de handel brengen van zaaigranen.

§ 2. De bepalingen van § 1 zijn eveneens van toepassing :

1° op prebasiszaad, met dien verstande dat dit zaad alleen in de handel mag worden gebracht als de gelijkwaardigheid voor het basiszaad werd vastgesteld;

2° op het zaaizaad dat werd geoogst in iedere nieuwe Lidstaat gedurende de periode vanaf zijn toetreding tot het tijdstip waarop hij aan de bepalingen van de voormelde Richtlijn 66/402/EEG moet voldoen.

Art. 19. § 1. Ten einde tijdelijke moeilijkheden op te heffen die zich voordoen bij de algemene voorziening met basiszaad of in de Europese Unie gecertificeerd zaad en die niet op een andere manier kunnen worden overwonnen, kan de Directeur van Dienst, mits hiertoe gemachtigd te zijn door de Europese Commissie volgens de bij Richtlijn 66/402/EG vastgestelde procedure, de vereiste hoeveelheden zaad van een categorie waaraan minder strenge eisen zijn gesteld of zaad van rassen die noch in de "gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen", noch in de nationale rassenlijst voorkomen, tot de handel toelaten voor een bepaalde duur.

§ 2. Wanneer het een categorie zaad van een bepaald ras betreft, is het officiële etiket het etiket dat voor de overeenkomstige categorie is voorgeschreven.

Voor zaad van rassen die niet op bovengenoemde lijsten voorkomen, is het officiële etiket bruin van kleur.

In alle gevallen vermeldt het etiket dat het zaad in kwestie tot een categorie behoort die aan minder strenge eisen voldoet.

HOOFDSTUK 3. — *Controle en onderzoeken onder officieel toezicht*

Art. 20. De Dienst is belast met de uitvoering van de controle op de productie van zaad op het Waalse grondgebied. Deze controle omvat :

- 1° het onderzoek naar de ontvankelijkheid van de aanvragen tot keuring van teelten bestemd voor de productie van zaad;
- 2° de keuring van het gewas op het veld;
- 3° het toezicht op de geogoste producten bij het vervoer, de inontvangstname, het opslaan, het bereiden en het conditioneren;
- 4° het onderzoek in laboratoria;
- 5° het toezicht op het verrichten van de officiële sluitingen en het aanbrengen van officiële etiketten en certificaten, overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 6 en 9 tot 14;
- 6° de in artikel 21 bedoelde inspecties van onderzoeken onder officieel toezicht.

De Dienst is eveneens belast met het toezicht op de bereiding van mengsels en met de controle op het zaazaad, bedoeld in artikel 4, § 2.

Art. 21. Het in artikel 3, § 1, eerste lid, punten 5°, d), 6°, c), 7°, a) iv), 7°, b) ii) , 7°, c) iii), 8°, d), 9°, d) en 10°, d) bedoelde onderzoek onder officieel toezicht moet aan de volgende eisen voldoen :

- 1° wat de veldkeuringen betreft:
 - a) de keurmeesters:
 - i) moeten over de nodige technische vakbekwaamheid beschikken;
 - ii) halen geen persoonlijk voordeel uit de door hen uitgevoerde keuringen;
 - iii) zijn officieel erkend door de directeur van de Dienst of zijn gemachtigde; deze erkenning omvat de ondertekening van een schriftelijke verbintenis om de regels betreffende officiële onderzoeken na te leven;
 - iv) moeten de keuringen onder officieel toezicht uitvoeren overeenkomstig de regels die voor officiële keuringen gelden;
 - b) het te keuren zaadgewas moet worden geproduceerd uit zaad waarop een officiële nacontrole is uitgevoerd waarvan de resultaten bevredigend waren;
 - c) een gedeelte minstens 5 % van het zaad wordt door officiële keurmeesters gecontroleerd;
 - d) een gedeelte van de monsters van het van de zaadgewassen geogoste zaad wordt gebruikt voor officiële nacontrole en, zo nodig, voor officiële laboratoriumtests om de rasechtheid en -zuiverheid van het zaad te controleren.
 - e) de toepasselijke sancties en de wijze waarop deze moeten worden toegepast indien een officieel erkend keurmeester opzettelijk of uit onachtzaamheid de regels betreffende de officiële onderzoeken overtreedt, zijn vastgesteld in bijlage 6, hoofdstuk 2, punt 2.1.3. Deze sancties zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Ze kunnen intrekking inhouden van de in punt 1°, a), iii) bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van de onderzochte gewassen nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen ter zake voldoet;

2° wat de zaadproeven betreft:

- a) de zaadproeven worden uitgevoerd onder de voorwaarden bedoeld in b) tot d) door proeflaboratoria die door de Dienst daartoe erkend zijn;
- b) het laboratorium belast met zaadproeven moet beschikken over een hoofd zaadanalist die rechtstreeks verantwoordelijk is voor de technische verrichtingen van het laboratorium en die de vereiste bekwaamheden heeft voor het technisch beheer van een gelijk laboratorium.

De zaadanalisten hebben de vereiste technische bekwaamheid, verkregen in het kader van opleidingscursussen georganiseerd onder de voorwaarden die toepasselijk zijn op officiële zaadanalisten en afgesloten met officiële examens.

Het laboratorium is gevestigd in lokalen en voorzien van uitrustingen die door de Dienst officieel beschouwd zijn als voldoende voor het zaadonderzoek, in het toepassingsgebied van de goedkeuring.

Het laboratorium voert het zaadonderzoek uit volgens de gangbare internationale methoden;

- c) het laboratorium belast met de zaadproeven is een zelfstandig laboratorium of een laboratorium dat toebehoort aan een zaadbedrijf.

Indien het laboratorium toebehoort aan een zaadbedrijf, mag het enkel zaadproeven uitvoeren op partijen die geproduceerd worden in naam van het zaadbedrijf waaraan het toebehoort, behoudens andersluidende bepalingen overeengekomen tussen genoemd bedrijf, de aanvrager van de certificering en de Dienst;

- d) de door het laboratorium uitgevoerde zaadonderzoeken worden onderworpen aan een gepaste controle van de Dienst;

e) met het oog op de in d) bedoelde controle maakt een bepaald deel minstens 5 % van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleonderzoek in de vorm van een officieel onderzoek van zaad; Dat deel wordt uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering en onder de voorgestelde soorten; het kan ook tot doel hebben sommige twijfel weg te werken;

f) de toepasselijke sancties en de wijze waarop deze moeten worden toegepast indien een officieel erkend laboratorium opzettelijk of uit onachtzaamheid de regels betreffende de officiële onderzoeken overtreedt, zijn vastgesteld in bijlage 6, hoofdstuk 2, punt 2.3.3. Deze sancties zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Ze kunnen intrekking inhouden van de in 1°, c) bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van de betrokken onderzochte gewassen nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen terzake voldoet.

Art. 22. §1. Bij de procedure voor het onderzoek van de rassen en bij het onderzoek van het zaad met het oog op de goedkeuring worden officieel of onder officieel toezicht monsters genomen volgens geschikte methoden. De monsterneming met het oog op controles overeenkomstig artikel 25 wordt evenwel officieel uitgevoerd.

De bemonstering gebeurt uit homogene partijen; het maximumgewicht van een partij en het minimumgewicht van een monster worden in bijlage 3 vermeld.

Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel wordt onder homogene partijen verstaan een hoeveelheid zaad die een eenheid vormt en waarvan aangenomen wordt dat ze uniforme kenmerken bezit.

§ 2. De bemonstering onder officieel toezicht moet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° de bemonstering van het zaad wordt verricht door monsternemers die daartoe door de Dienst erkend zijn, onder de voorwaarden bedoeld in de punten 2°, 3° en 4°;

2° de monsternemers hebben de vereiste technische bekwaamheid, verkregen in het kader van opleidingscursussen georganiseerd onder de voorwaarden die toepasselijk zijn op officiële monsternemers van zaad en afgesloten met officiële examens;

De bemonstering wordt uitgevoerd overeenkomstig de vigerende internationale methoden.

3° monsternemers van zaad zijn :

a) zelfstandige natuurlijke personen of

b) personen die tewerkgesteld zijn door natuurlijke of rechtspersonen waarvan de activiteiten geen aanleiding geven tot de productie, teelt, verwerking of handel van zaad of

c) personen die tewerkgesteld zijn door natuurlijke of rechtspersonen waarvan de activiteiten aanleiding geven tot de productie, teelt, verwerking of handel van zaad. Ze nemen enkel monsters op zaadpartijen geproduceerd op naam van zijn werkgever, behoudens andersluidende beschikkingen overeengekomen tussen zijn werkgever, de aanvrager van een certificering en de Dienst;

4° het werk van monsternemers is onderworpen aan een door de Dienst uitgevoerde geschikte controle. Wat de automatische monsterneming betreft, moeten gepaste procedures worden nageleefd en het voorwerp uitmaken van een officiële controle;

5° met het oog op de in 4° bedoelde controle maakt een bepaald deel minstens 5 % van de zaadpartijen voorgesteld voor de officiële certificering het voorwerp uit van een controleproef door officiële monsternemers. Dat deel wordt uit principe zo evenredig mogelijk verdeeld onder de natuurlijke en rechtspersonen die zaad voorstellen met het oog op certificering en onder de voorgestelde soorten; het kan ook tot doel hebben sommige twijfels weg te werken. Die controleproeven zijn niet van toepassing op de automatische monsterneming;

6° de toepasselijke sancties en de wijze waarop deze moeten worden toegepast indien een officieel erkende monsterner opzettelijk of uit onachtzaamheid de regels betreffende de officiële onderzoeken overtreedt, zijn vastgesteld in bijlage 6, hoofdstuk 2, punt 2.2.3. Deze sancties zijn doeltreffend, evenredig en afschrikkend. Ze kunnen intrekking inhouden van de in 1°, c bedoelde erkenning. In dit geval wordt de certificering van de betrokken onderzochte gewassen nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen terzake voldoet;

7° overeenkomstig de beslissingen van instellingen van de Europese Unie kan de Minister andere maatregelen nemen voor de bemonsteringen van zaad onder officieel toezicht.

Art. 23. Het officiële zaadonderzoek vindt plaats volgens de gebruikelijke internationale methoden of bij ontstentenis hiervan, volgens de methoden die door de Minister worden vastgesteld.

Voor zaaigranen kan de directeur van de Dienst echter beslissen dat de officiële onderzoeken naar de kiemkracht en mechanische zuiverheid bedoeld in het eerste lid ter gelegenheid van de goedkeuring niet is vereist, behoudens indien eraan wordt getwijfeld dat aan de desbetreffende voorwaarden vervat in bijlage 2 is voldaan.

Art. 24. § 1. De algemene en specifieke bepalingen betreffende de verordening inzake de controle en certificering van zaaigranen zijn opgenomen in bijlage 6 en betreffen:

1° de procedures en bepalingen met betrekking tot de controle, bedoeld in artikel 20;

2° de voorwaarden waaraan de natuurlijke of rechtspersonen moeten voldoen om gerechtigd te zijn, om een aanvraag tot keuring in te dienen voor teelten bestemd voor de productie van zaaizaad, en om de geogste producten te onderwerpen aan de controles, bedoeld in artikel 20.

§ 2. De Dienst deelt de praktische modaliteiten voor de in artikelen 20 en 21 bedoelde controles mede.

HOOFDSTUK 4. — *Controle van de handel en strafbepalingen*

Art. 25. Bij het in de handel brengen worden steekproefsgewijs officiële onderzoeken verricht om na te gaan of het zaaigraan voldoet aan de eisen van Richtlijn 66/402/EEG van de Raad van 14 juni 1966 betreffende het in de handel brengen van zaaigranen.

Onverminderd het vrije verkeer van zaad binnen de Europese Unie neemt de Dienst de nodige maatregelen opdat hij bij het in de handel brengen van uit derde landen ingevoerde hoeveelheden zaad van meer dan 2 kg van de volgende gegevens in kennis wordt gesteld :

1° de soort;

2° het ras;

3° de categorie;

4° het land van productie en de officiële controledienst;

5° het land van verzending;

6° de invoerder;

7° de hoeveelheid zaaizaad.

Art. 26. § 1. Om rekening te houden met de ontwikkelingen op de volgende gebieden, en volgens beslissingen van de instellingen van de Europese Unie, kan de Minister specifieke voorwaarden vaststellen :

1° waaronder chemisch behandeld zaad in de handel mag worden gebracht;

2° waaronder zaad in de handel mag worden gebracht in verband met de instandhouding in situ en het duurzaam gebruik van plantaardige genetische hulpbronnen, met inbegrip van zaadmengsels van soorten waaronder ook soorten die zijn opgenomen in artikel 1 van Richtlijn 2002/53/EG van de Raad en die worden geassocieerd met specifieke natuurlijke en seminatuurlijke habitats en worden bedreigd door genetische erosie;

3° waaronder voor de biologische teelt geschikt zaad in de handel mag worden gebracht.

§ 2. De in paragraaf 1, 2°, bedoelde voorwaarden omvatten met name de volgende punten:

1° het zaad van deze soorten is van een bekende herkomst die erkend is door de Dienst voor het in de handel brengen in bepaalde gebieden;

2° passende kwantitatieve beperkingen worden toegepast.

Art. 27. De facturen, contracten, catalogi, omzendbrieven, offerten voor verkoop en andere gelijksoortige documenten moeten de aanduidingen dragen, die naar gelang van het geval, zijn voorgeschreven in bijlage 4, A, a) 5°, 6°, 7° en 10° of in bijlage 4, A, b), 6°, 7° en 9°.

Art. 28. Voorbereiders, invoerders en verkopers moeten de aankoopfactuur, een afschrift van de verkoopfactuur en de vervoersdocumenten, gedurende drie jaar, vanaf de 1ste januari van het jaar dat op hun datum volgt, bewaren ten einde ze zonder verplaatsing aan de beambten belast met het toezicht over de toepassing van dit besluit, op dezes verzoek voor te leggen.

Art. 29. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig titel XIII van het Waals Landbouwwetboek.

HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

Art. 30. Overeenkomstig de beschikkingen van de instellingen van de Europese Unie kan de Minister, om wetenschappelijke of technische redenen, wegens administratieve vereenvoudiging of om het controlesysteem te verbeteren, het geheel of een deel van de bijlagen bij dit besluit opheffen, aanvullen of vervangen.

Art. 31. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 27 november 2006, 23 september 2008, 16 april 2010, 7 juni 2012, 19 juli 2013, 2 juni 2016, 12 augustus 2016, 11 mei 2017, 15 oktober 2018 en 15 mei 2020;

2° het ministerieel besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van een keurings- en certificeringsreglement voor zaaizaad van groenvoedergewassen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 5 oktober 2010.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2022.

Art. 33. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 december 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

Bijlage I - VOORWAARDEN WAARAAN HET GEWAS MOET VOLDOEN

1) Op het perceel mag geen voorvrucht zijn verbouwd die zich niet verdraagt met de productie van zaaizaad van de soort en het ras van het betrokken gewas. Het perceel moet ook voldoende vrij zijn van opslag van de voorvrucht.

2) Het gewas moet voldoen aan de onderstaande normen betreffende de afstand tot dicht in de buurt gelegen bestuivingsbronnen die tot ongewenste vreemdbestuiving kunnen leiden:

	Teelt	Minimumafstand
1	<i>Phalaris canariensis</i> , <i>Secale cereale</i> andere dan hybriden :	
2	- voor de productie van basiszaad	300 m
3	- voor de productie van gecertificeerd zaad	250 m
4	<i>Sorghum spp.</i>	
5	- voor de productie van basiszaad (*)	400 m
6	- voor de productie van gecertificeerd zaad (*)	200 m
7	<i>xTriticosecale</i> , zelfbestuivende rassen	
8	- voor de productie van basiszaad	50 m
9	- voor de productie van gecertificeerd zaad	20 m
10	<i>Zea mays</i>	200 m

(*) In gebieden waar de aanwezigheid van *S. halepense* of van *S. bicolor* subsp. *drummondii* een specifiek probleem met betrekking tot kruisbestuiving vormt, gelden de volgende bepalingen:

a) gewassen voor de productie van basiszaad van *Sorghum bicolor* subsp. *bicolor* of hybriden daarvan worden geïsoleerd op een afstand van minimaal 800 m van enige bron van dergelijk verontreinigend stuifmeel;

b) gewassen voor de productie van basiszaad van *Sorghum bicolor* subsp. *bicolor* of hybriden daarvan worden geïsoleerd op een afstand van minimaal 400 m van enige bron van dergelijk verontreinigend stuifmeel.

De minimumafstanden in de tabel in punt 2), eerste lid, behoeven niet in acht te worden genomen wanneer er voldoende bescherming tegen ongewenste vreemdbestuiwing aanwezig is.

3) Het gewas moet voldoende rasecht en raszuiver zijn; een gewas van een ingeteelde stam moet voldoende echt en zuiver zijn met betrekking tot zijn eigenschappen. Wat de productie van zaad van hybriderassen betreft, gelden genoemde bepalingen ook voor de eigenschappen van de kruisingspartners, inclusief mannelijke steriliteit of herstel van de fertiliteit.

Gewassen van *Oryza sativa*, *Phalaris canariensis*, *Secale cereale* (andere dan hybriden), *Sorghum spp.* en *Zea mays* moeten met name aan de volgende andere normen en voorwaarden voldoen:

A. *Oryza sativa* :

Het aantal planten dat duidelijk als wilde planten of als planten met rode zaden kan worden herkend, mag niet meer bedragen dan:

1° 0 voor de productie van basiszaad;

2° één plant per 100 m² voor de productie van gecertificeerd zaad van de eerste en de tweede generatie.

B. *Phalaris canariensis*, *Secale cereale* (andere dan hybriden):

Het aantal planten van de gewassoorten die duidelijk niet tot het betrokken ras behoren, mag niet meer bedragen dan:

1° 1 per 30 m² voor de productie van basiszaad;

2° 1 per 10 m² voor de productie van gecertificeerd zaad.

C. *Sorghum spp.*:

a) Het percentage van het aantal planten van een andere *Sorghum*soort dan de soort van het gewas of die duidelijk niet tot de ingeteelde stammen of de kruisingspartners behoren, mag niet meer bedragen dan:

aa) voor de productie van basiszaad :

i) tijdens de bloeitijd : 0,1 percent;

ii) na rijping: 0,1 percent;

bb) voor de productie van gecertificeerd zaad :

i) planten van de mannelijke kruisingspartner die stuifmeel afgeven wanneer de stempel van de planten van de vrouwelijke kruisingspartner receptief is: 0,1 percent;

ii) planten van de vrouwelijke kruisingspartner :

- tijdens de bloeitijd : 0,3 percent;

- na rijping: 0,1 percent.

b) Voor de productie van gecertificeerd zaad van hybriderassen moet aan de volgende andere normen of voorwaarden worden voldaan:

aa) de planten van de mannelijke kruisingspartners moeten voldoende stuifmeel afgeven wanneer de stempel van de planten van de vrouwelijke kruisingspartner receptief is;

bb) wanneer de stempel van de planten van de vrouwelijke kruisingspartner receptief is, mag het percentage planten van die kruisingspartner die stuifmeel afgeven of hebben afgegeven niet meer bedragen dan 0,1 %.

c) Gewassen van vrij bestoven of kunstmatig verkregen rassen van *Sorghum spp.* moeten voldoen aan de volgende normen : het aantal planten van de gewassoorten die duidelijk niet tot het betrokken ras behoren, mag niet meer bedragen dan een plant per 30 m² voor de productie van basiszaad en een plant per 10 m² voor de productie van gecertificeerd zaad.

D. *Zea mays* :

a) Het percentage planten die duidelijk niet tot het ras, de ingeteelde stammen of de kruisingspartners behoren, mag niet meer bedragen dan:

aa) voor de productie van basiszaad :

i) ingeteelde stammen : 0,1 percent;

ii) enkelvoudige hybriden, voor iedere kruisingspartner : 0,1 percent;

iii) vrij bestoven rassen : 0,5 percent.

bb) voor de productie van gecertificeerd zaad :

i) kruisingspartners van hybriderassen :

- ingeteelde stammen: 0,2 percent;

- enkelvoudige hybride : 0,2 percent;

- vrij bestoven ras : 1,0 percent.

ii) vrij bestoven rassen : 1,0 percent.

b) Voor de productie van zaad van hybriderassen moet aan de volgende andere normen of voorwaarden worden voldaan:

aa) de planten van de mannelijke kruisingspartner moeten voldoende stuifmeel afgeven wanneer de planten van de vrouwelijke kruisingspartner in bloei staan;

bb) zo nodig moet tot ontpluiming worden overgaan;

cc) wanneer minstens 5 percent van de stempel van de planten van de vrouwelijke kruisingspartner receptief is, mag het percentage planten van die kruisingspartner die stuifmeel afgeven of hebben afgegeven niet meer bedragen dan 0,1 percent onder de verschillende officiële veldkeuringen, en 2 percent voor alle officiële veldkeuringen tezamen.

Planten worden geacht stuifmeel te hebben afgegeven of af te geven wanneer op 50 mm of meer van de hoofdas of de zijassen van de pluim de meeldraden uit de kafjes steken en stuifmeel hebben afgegeven of afgeven.

4) Hybriden van *Secale cereale*:

a) Het gewas moet voldoen aan de onderstaande normen betreffende de afstand tot dicht in de buurt gelegen bestuivingsbronnen die tot ongewenste vreemdbestuiving kunnen leiden:

Teelt	Minimumafstand
Voor de productie van basiszaad	
- Indien gebruik wordt gemaakt van mannelijke steriliteit 1	1 000 m
- Indien geen gebruik wordt gemaakt van mannelijke steriliteit	600 m
Voor de productie van gecertificeerd zaad	500 m

b) Het gewas moet voldoende rasecht en raszuiver zijn wat de eigenschappen van de kruisingspartners betreft, inclusief de mannelijke steriliteit.

Het gewas moet in het bijzonder voldoen aan de volgende andere normen en voorwaarden:

i) het aantal planten van de gewassoorten die duidelijk niet tot de kruisingspartners behoren, mag niet meer bedragen dan een plant per 30 m² voor de productie van basiszaad en een plant per 10 m² voor de productie van gecertificeerd zaad; bij officiële veldkeuringen geldt deze norm alleen voor de vrouwelijke kruisingspartner.

ii) voor basiszaad moet, indien gebruik wordt gemaakt van mannelijke steriliteit, de steriliteit van de mannelijke steriele kruisingspartner ten minste 98 percent bedragen.

c) Zo nodig moet gecertificeerd zaad worden geproduceerd in gemengde teelt van een vrouwelijke, mannelijke steriele kruisingspartner met een mannelijke kruisingspartner die de mannelijke fertiliteit herstelt.

5) Gewassen voor de productie van gecertificeerd zaad van hybriden van *Avena nuda*, *Avena sativa*, *Avena strigosa*, *Oryza sativa*, *Triticum aestivum* subsp. *Aestivum*, *Triticum turgidum* subsp. *durum*, *Triticum aestivum* subsp. *spelta* en zelfbestuivende *xTriticosecale* en gewassen bestemd voor de productie van gecertificeerd zaad van hybriden van *Hordeum vulgare* via een andere techniek dan de cytoplasmatische mannelijke steriliteit (CMS):

a) Het gewas moet voldoen aan de onderstaande normen betreffende de afstand tot dicht in de buurt gelegen bestuivingsbronnen die tot ongewenste vreemdbestuiving kunnen leiden:

1. de minimumafstand tot de vrouwelijke kruisingspartner is 25 m ten opzichte van ieder ander ras van dezelfde soort, met uitzondering van een gewas van de mannelijke kruisingspartner;

2. deze afstand behoeft niet in acht te worden genomen wanneer er voldoende bescherming tegen ongewenste vreemdbestuiving aanwezig is.

b) Het gewas moet voldoende rasecht en raszuiver zijn wat de kenmerken van de kruisingspartners betreft.

Wanneer het zaad wordt geproduceerd door gebruikmaking van een chemische-hybridisatieagens, moet het gewas voldoen aan de volgende andere normen of voorwaarden:

i) de minimale raszuiverheid van iedere kruisingspartner bedraagt:

- *Avena nuda*, *Avena sativa*, *Avena strigosa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Triticum aestivum* subsp. *aestivum*, *Triticum turgidum* subsp. *durum* en *Triticum aestivum* subsp. *spelta*: 99,7 percent,

- zelfbestuivende *xTriticosecale*: 99,0 percent;

ii) de minimale hybriditeit moet 95 % bedragen. Het percentage van de hybriditeit moet worden bepaald volgens gangbare internationale methoden voor zover dergelijke methoden bestaan. Als de raszuiverheid wordt bepaald via zaadonderzoek vóór de certificering, hoeft bij de veldkeuring niet de hybriditeit te worden bepaald.

5 bis) Gewassen voor de productie van basiszaad of gecertificeerd hybride zaad *Hordeum vulgare* via de CMS-techniek :

a) Het gewas moet voldoen aan de onderstaande normen betreffende de afstand tot dicht in de buurt gelegen bestuivingsbronnen die tot ongewenste vreemdbestuiving kunnen leiden:

Teelt	Minimumafstand
Voor de productie van basiszaad	100 m
Voor de productie van gecertificeerd zaad	50 m

b) het gewas moet voldoende rasecht en raszuiver zijn wat de kenmerken van de kruisingspartners betreft.

Ze voldoet met name aan de volgende normen:

i) het percentage aan aantal planten die duidelijk niet type-conform zijn is niet hoger dan:

1. voor de gewassen bestemd voor de productie van basiszaad, 0,1 percent voor de instandhoudende lijn en de herstellende lijn en 0,2 percent voor de vrouwelijke CMS-kruisingspartner;

2. voor de gewassen bestemd voor de productie van gecertificeerd zaad, 0,3 percent voor de herstellende lijn en 0,5 percent in de gevallen waarin voor de vrouwelijke CMS-kruisingspartner een enkelvoudige hybride is;

ii) het mannelijk steriliteitspercentage van de vrouwelijke kruisingspartner is minstens gelijk aan:

- 99,7 percent voor de gewassen gebruikt voor de productie van basiszaad;

- 99,5 percent voor de gewassen gebruikt voor de productie van gecertificeerd zaad;

iii) de eisen verwoord in de punten i) en ii) worden in het kader van een officiële nacontrole geëvalueerd;

c) het gecertificeerd zaad kan worden geproduceerd in gemengde teelt van een vrouwelijke, mannelijke steriele kruisingspartner met een mannelijke kruisingspartner die de mannelijke fertiliteit herstelt;

6) Het gewas moet nagenoeg vrij zijn van plaagorganismen die de bruikbaarheid en de kwaliteit van het zaad verminderen.

Het gewas moet tevens voldoen aan de eisen betreffende EU-quarantaineorganismen, plaagorganismen met quarantainestatus voor een beschermd gebied en gereguleerde niet-quarantaineorganismen die zijn opgenomen in de uitvoeringshandelingen vastgesteld overeenkomstig Verordening (EU) nr. 2016/2031 26 oktober 2016, alsook aan de krachtens artikel 30, paragraaf 1, van bedoelde Verordening vastgestelde maatregelen.

De aanwezigheid van geregleerde niet-quarantaineorganismen op de gewassen moet voldoen aan de eisen in de onderstaande tabel:

Schimmels en oömycete				
Gereguleerde niet-quarantaineorganismen of door geregleerde niet-quarantaineorganismen veroorzaakte symptomen	Voor opplant bestemde planten (geslacht of soort)	Drempelwaarden voor de productie van prebasiszaad	Drempelwaarden voor de productie van basiszaad	Drempelwaarden voor de productie van gecertificeerd zaad
<i>Gibberella fujikuroi</i> <i>Sawada</i> [GIBBFU]	<i>Oryza sativa</i> L.	Niet meer dan 2 planten met symptomen per 200 m ² geconstateerd tijdens veldkeuringen op gepaste tijdstippen van een representatief monster van de planten in elk gewas.	Niet meer dan 2 planten met symptomen per 200 m ² geconstateerd tijdens veldkeuringen op gepaste tijdstippen van een representatief monster van de planten in elk gewas.	Gecertificeerd zaad van de eerste generatie (C1): Niet meer dan 4 planten met symptomen per 200 m ² geconstateerd tijdens veldkeuringen op gepaste tijdstippen van een representatief monster van de planten in elk gewas. Gecertificeerd zaad van de tweede generatie (C2): Niet meer dan 8 planten met symptomen per 200 m ² geconstateerd tijdens veldkeuringen op gepaste tijdstippen van een representatief monster van de planten in elk gewas.
Nematoden				
Gereguleerde niet-quarantaineorganismen of door geregleerde niet-quarantaineorganismen veroorzaakte symptomen	Voor opplant bestemde planten (geslacht of soort)	Drempelwaarden voor de productie van prebasiszaad	Drempelwaarden voor de productie van basiszaad	Drempelwaarden voor de productie van gecertificeerd zaad
<i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie [APLOBE]	<i>Oryza sativa</i> L.	0 %	0 %	0 %

7) Of aan de bovengenoemde andere normen of voorwaarden is voldaan, wordt voor basiszaad vastgesteld door middel van officiële veldkeuringen en voor gecertificeerd zaad door middel van hetzij officiële veldkeuringen hetzij onder officieel toezicht uitgevoerde keuringen.

Bij deze veldkeuringen, moeten de volgende punten in acht genomen worden :

a) De stand en het ontwikkelingsstadium van het gewas moeten een afdoend onderzoek mogelijk maken;

b) Het aantal veldkeuringen bedraagt ten minste:

aa) voor *Avena nuda*, *Avena sativa*, *Avena strigosa*, *Hordeum vulgare*, *Oryza sativa*, *Phalaris canariensis*, *xTriticosecale*, *Triticum aestivum* subsp. *aestivum*, *Triticum turgidum* subsp. *durum*, *Triticumaestivum* subsp. *spelta* en *Secale cereale* : één;

bb) voor *Sorghum spp.* en *Zea mays* tijdens de bloeitijd :

i) vrij bestoven rassen: één;

ii) ingeteelde stammen of hybriden: drie.

Wanneer het gewas volgt op in hetzelfde jaar of in het voorafgaande jaar geteelde *Sorghum spp.* of *Zea mays*, moet ten minste één bijkomende keuring worden verricht om na te gaan of aan de bepalingen van punt 1 van deze bijlage is voldaan.

c) De grootte, het aantal en de verdeling van de perceelsgedeelten waarvoor moet worden nagegaan of aan de bepalingen van deze bijlage wordt voldaan, moeten worden vastgesteld volgens daartoe passende methoden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 23 december 2021 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen.

Namen, 23 december 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

1 <i>Avena sativa</i> , <i>Avena strigosa</i> , <i>Hordeum vulgare</i> , <i>Triticum aestivum</i> subsp. <i>aestivum</i> , <i>Triticum turgidum</i> subsp. <i>durum</i> , <i>Triticum aestivum</i> subsp. <i>spelta</i> :									
a basiszaad	85	99	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
b gecertificeerd zaad van de eerste en de tweede generatie	85 (d)	98	10		7	7	0 (c)	3	
2 <i>Avena nuda</i> ;									
a basiszaad	75	99	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
b gecertificeerd zaad van de eerste en de tweede generatie	75	98	10		7	7	0 (c)	3	
3 <i>Oryza sativa</i> :									
a basiszaad	80	98	4	1					1
B gecertificeerd zaad van de eerste generatie	80	98	10	3					3
C gecertificeerd zaad van de tweede generatie	80	98	15	5					3
4 <i>Secale cereale</i> ;									
a basiszaad	85	98	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
B gecertificeerd zaad	85	98	10		7	7	0 (c)	3	

5 <i>Phalaris canariensis</i> :									
A basiszaad	75	98	4		1 (b)		0 (c)		
b gecertificeerd zaad	75	98	10		5		0 (c)		
6 <i>Sorghum</i> spp.	80	98	0						
7 <i>xTriticosecale</i> :									
a basiszaad	80	98	4		1 (b)	3	0 (c)	1	
b gecertificeerd zaad van de eerste en de tweede generatie	80	98	10		7	7	0 (c)	3	
8 <i>Zea mays</i>	90	98	0						

B. Andere normen of voorwaarden waaraan moet worden voldaan wanneer daarnaar wordt verwezen in de in punt 2, onder A, van deze bijlage opgenomen tabel:

a) Het in kolom 4 vastgestelde maximumgehalte aan zaden omvat ook de zaden van de in de kolommen 5 tot en met 10 genoemde soorten;

b) De aanwezigheid van een tweede zaadkorrel geldt niet als onzuiverheid, wanneer een tweede monster van hetzelfde voorgeschreven gewicht volledig vrij is van zaden van andere graansoorten;

c) De aanwezigheid van één zaadkorrel van *Avena fatua*, *Avena sterilis* of *Lolium temulentum* in een monster van het voorgeschreven gewicht geldt niet als onzuiverheid, wanneer een tweede monster van hetzelfde gewicht vrij is van zaden van deze soorten;

d) Voor rassen van *Hordeum vulgare* (naakte gerst) wordt de vereiste minimumkiemkracht verlaagd tot 75 percent van zuiver zaad. Op het officiële etiket wordt de vermelding "Minimumkiemkracht 75 percent" aangebracht.

3) Het zaad moet nagenoeg vrij zijn van plaagorganismen die de bruikbaarheid en de kwaliteit van het zaad verminderen.

Het zaad moet tevens voldoen aan de eisen betreffende EU-quarantaineorganismen, plaagorganismen met quarantainestatus voor een beschermd gebied en gereguleerde niet-quarantaineorganismen die zijn opgenomen in de uitvoeringshandelingen vastgesteld overeenkomstig Verordening (EU) 2016/2031 van 26 oktober 2016, alsook aan de krachtens artikel 30, paragraaf 1, van bedoelde Verordening vastgestelde maatregelen.

De aanwezigheid van gereguleerde niet-quarantaineorganismen op het zaad en de respectieve categorieën moet voldoen aan de eisen in de onderstaande tabel:

Nematoden				
Gereguleerde niet-quarantaineorganismen of door gereguleerde niet-quarantaineorganismen veroorzaakte symptomen	Voor opplant bestemde planten (geslacht of soort)	Drempelwaarden voor prebasiszaad	Drempelwaarden voor basiszaad	Drempelwaarden voor gecertificeerd zaad
<i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie [APLOBE]	<i>Oryza sativa</i> L.	0 %	0 %	0 %
Schimmels				
<i>Gibberella fujikuroi</i> Sawada [GIBBFU]	<i>Oryza sativa</i> L.	Nagenoeg vrij	Nagenoeg vrij	Nagenoeg vrij

4) De aanwezigheid van schimmelstructuren op het zaad en de respectieve categorieën moet voldoen aan de eisen in de onderstaande tabel:

Categorie	Maximumaantal schimmelstructuren zoals sclerotien, of moederkoren, in een monster waarvan het gewicht is aangegeven in bijlage 3, kolom 3
Granen andere dan hybriden van <i>Secale cereale</i> :	
- Basiszaad	1

- Gecertificeerd zaad	3
Hybriden van <i>Secale cereale</i> :	
- Basiszaad	1
- Gecertificeerd zaad	4 (*)
(*) De aanwezigheid van vijf schimmelstructuren zoals sclerotiën of delen van sclerotiën, of moederkoren, in een monster van het voorgeschreven gewicht wordt niet in strijd met de normen geacht, indien een tweede monster van hetzelfde gewicht niet meer dan vier schimmelstructuren bevat.	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 23 december 2021 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen.

Namen, 23 december 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

Bijlage 3. - GEWICHT VAN DE PARTIJEN EN DE MONSTERS

Soorten	Maximumgewicht van een partij (ton)	Minimumgewicht van een partij dat van een monster wordt genomen (gram)	Gewicht van het monster voor de bepaling van het in de kolommen 4 tot 10 van de tabel in bijlage 2, punt 2, A, en in bijlage 2, punt 3, bedoelde aantal (gram) 1
1	2	3	4
<i>Avena nuda</i> , <i>Avena sativa</i> , <i>Avena strigosa</i> , <i>Hordeum vulgare</i> , <i>Triticum aestivum</i> subsp. <i>aestivum</i> , <i>Triticum turgidum</i> subsp. <i>durum</i> , <i>Triticum aestivum</i> subsp. <i>spelta</i> , <i>Secale cereale</i> , <i>xTriticosecale</i>	30	1 000	500
<i>Phalaris canariensis</i>	10	400	200
<i>Oryza sativa</i>	30	500	500
<i>Sorghum bicolor</i> (L) Moench subsp. <i>bicolor</i>	30	900	900
<i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>drummondii</i> (Steud.) de Wet ex Davidse	10	250	250
Hybriden van <i>Sorghum bicolor</i> (L) Moench subsp. <i>bicolor</i> x <i>Sorghum bicolor</i> (L.) Moench subsp. <i>drummondii</i> (Steud.) de Wet ex Davidse	30	300	300
<i>Zea mays</i> , basiszaad van ingeteelde stammen	40	250	250
<i>Zea mays</i> , basiszaad van andere dan ingeteelde stammen en gecertificeerd zaad	40	1 000	1 000

Het maximumgewicht van een partij mag niet met meer dan 5 percent worden overschreden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 23 december 2021 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen.

Namen, 23 december 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

Bijlage 4. - ETIKET

A. Te vermelden gegevens :

a) Voor basiszaad en gecertificeerd zaad :

1. "EG-regels en -normen".
2. Certificeringsdienst en lidstaat of desbetreffend kenteken.
3. Officieel volgnummer
4. Partijnummer

5. Maand en jaar van de sluiting, op de volgende wijze aangegeven: "gesloten in ... (maand en jaar)"; of maand en jaar van de laatste officiële monsterneming ten behoeve van de certificering, op de volgende wijze aangegeven: "monster genomen in (maand en jaar)".

6. Soort, ten minste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, in Latijns schrift

7. Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift.

8. Categorie.

9. Producerend land.

10. Opgegeven netto- of brutogewicht of opgegeven aantal zaden.

11. Wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhulsels of andere vaste toevoegingsmiddelen worden gebruikt, de aard van het toevoegingsmiddel en de approximatieve verhouding tussen het gewicht zuiver zaad en het totale gewicht.

12. Bij rassen die hybriden of ingeteelde stammen zijn :

- voor basiszaad waarvan de hybride of de ingeteelde stam waartoe het zaad behoort, officieel aanvaard is overeenkomstig het bepaalde in deze richtlijn: de naam van deze kruisingspartner, waaronder het officieel is aanvaard, met of zonder verwijzing naar het uiteindelijke ras, waaraan in geval van hybriden of ingeteelde stammen die uitsluitend bestemd zijn voor gebruik als kruisingspartner voor de uiteindelijke rassen, het woord "kruisingspartner" wordt toegevoegd;

- voor basiszaad in andere gevallen: de naam van de kruisingspartner waartoe het basiszaad behoort, die in code mag worden gegeven, met daarbij een verwijzing naar het uiteindelijke ras, met of zonder vermelding van de functie (mannelijk of vrouwelijk), waaraan het woord "kruisingspartner" wordt toegevoegd;

- voor gecertificeerd zaad: de naam van het ras waartoe het zaad behoort, met daarbij het woord "hybride".

13. Waar tenminste voor de kiemkracht nacontrole werd verricht, mogen de woorden "nacontrole verricht... (maand en jaar)" en de voor deze nacontrole verantwoordelijke dienst worden vermeld. Deze gegevens mogen voorkomen op een officieel merkteken dat wordt geplakt op het officiële etiket.

b) Voor zaadmengsels :

1. "Mengsel van... " (soorten of rassen).

2. Dienst die de sluiting heeft verricht en de Lidstaat.

3. Officieel volgnummer

4. Partijnummer

5. Maand en jaar van de sluiting, op de volgende wijze aangegeven: "gesloten in ... (maand en jaar)".

6. Soort, categorie, ras, producerend land van de samenstellende bestanddelen en hun gewichtsverhouding; de namen van soorten en rassen moeten ten minste in Latijns schrift worden vermeld.

7. Opgegeven netto- of brutogewicht of opgegeven aantal zaden.

8. Wanneer het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhulsels of andere vaste toevoegingsmiddelen worden gebruikt, de aard van het toevoegingsmiddel en de approximatieve verhouding tussen het gewicht zuiver zaad en het totale gewicht.

9. Waar tenminste voor de kiemkracht nacontrole werd verricht, mogen de woorden "nacontrole verricht... (maand en jaar)" en de voor deze nacontrole verantwoordelijke Dienst worden vermeld. Deze gegevens mogen voorkomen op een officieel merkteken dat wordt geplakt op het officiële etiket.

10. De vermelding "Mag uitsluitend in de handel worden gebracht in... " (betrokken Lidstaat).

B. Minimumafmetingen.

110 mm x 67 mm.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 23 december 2021 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen.

Namen, 23 december 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

Bijlage 5. - ETIKET EN DOCUMENT VOOR NIET-DEFINITIEF GECERTIFICEERD ZAAD DAT IS GEOOGST IN EEN ANDERE LIDSTAAT

A. Op het etiket te vermelden gegevens:

1- Voor de veldkeuring verantwoordelijke instantie en Lidstaat of hun kenteken;

2- Officieel volgnummer;

3- Soort, ten minste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, in Latijns schrift;

4- Ras, ten minste vermeld in Latijns schrift; voor rassen (ingeteelde stammen, hybriden) die uitsluitend bestemd zijn voor gebruik als kruisingspartner voor hybriderassen, wordt het woord "kruisingspartner" toegevoegd;

5- Categorie;

6- Bij hybride rassen, de vermelding "hybride";

7- Referentienummer van het veld of van de partij;

8- Opgegeven netto- of brutogewicht;

9- De vermelding "Niet definitief goedgekeurd zaad".

B. Kleur van het etiket:

Het etiket is grijs van kleur.

C. Op het document te vermelden gegevens:

- 1 Instantie die het document afgeeft;

- 2 Officieel volgnummer;

- 3 Soort, ten minste aangegeven met de botanische benaming, eventueel in verkorte vorm en zonder de naam van de auteurs, in Latijns schrift;

- 4 Ras tenminste vermeld in Latijns schrift;

- 5 Categorie;

- 6 Referentienummer van het gebruikte zaad en naam van het land/de landen dat/die dit zaad heeft/hebben goedgekeurd;

- 7 Referentienummer van het veld of van de partij;

- 8 Oppervlakte die is beteeld voor de productie van de bij het document behorende partij;

- 9 Geoogste hoeveelheid zaad en aantal verpakkingen;

- 10 Voor gecertificeerd zaad, het aantal generaties na het basiszaad;

- 11 Verklaring dat bij de teelt waarvan het zaad afkomstig is, aan de vastgestelde voorwaarden is voldaan.

In voorkomend geval, de uitkomsten van een voorlopige analyse van het zaad.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 23 december 2021 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen.

Namen, 23 december 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

Bijlage 6. - BIJZONDERE BEPALINGEN BETREFFENDE DE CONTROLE

HOOFDSTUK 1. - Algemene bepalingen

1.1. Officiële instanties:

1.1.1° ISTA (International Seed Testing Association) : Internationale vereniging voor zaadtesten die gestandaardiseerde procedures voor zaadbemonstering en -analyse ontwikkelt en publiceert, en laboratoria accrediteert.

1.1.2 Officiële keuringsmeester: de ambtenaar van de Dienst die de in dit besluit beschreven officiële controletaken verricht, de nodige opleiding heeft genoten, technisch bekwaam is en onpartijdig en vrij van elk belangenconflict te werk gaat.

1.1.3. Officiële monsternemer: de ambtenaar van de dienst die officiële monsters neemt en die is opgeleid en technisch bevoegd is om monsters te nemen en controles uit te voeren in verband met de monsterneming.

1.1.4. Officieel laboratorium voor zaadanalyse: het door de ISTA geaccrediteerde laboratorium van de dienst voor zaadanalyse.

1.1.5. Laboratoriumbeheerder: een ambtenaar van de dienst die het officiële zaadcontrolelaboratorium beheert en verantwoordelijk is voor de werking van het officiële zaadcontrolelaboratorium in het algemeen, de instructies en de goede werking van de apparatuur en die verslag uitbrengt over de resultaten voor de certificering van partijen.

1.1.6. Erkend laboratorium: een onafhankelijk laboratorium dat door de Dienst is erkend voor het uitvoeren van controles op de aanwezigheid van schadelijke organismen op zaaizaad, volgens de gangbare internationale methoden.

1.2 Professionele marktdeelnemers in de sector zaaizaad :

Een professionele marktdeelnemer is een publiek- of privaatrechtelijke persoon in de zin van artikel 2, 9°, van Verordening (EU) nr. 2016/2031 van 26 oktober 2016 die actief is in de zaaizaadsector. Het is ook een exploitant in de zin van artikel 3, 29° van Verordening (EU) nr. 2017/625 van 15 maart 2017.

1.2.1. Verantwoordelijken voor de rassen

a) Kweker: een professionele marktdeelnemer, die nieuwe rassen kweekt en ontwikkelt voor de handel en wiens ras voor beproeving wordt toegelaten.

b) Instandhouder: een professionele marktdeelnemer die verantwoordelijk is voor de instandhouding van een ras en die door de kweker gemachtigd is voor beschermde rassen.

c) Gemachtigde : een professionele marktdeelnemer die door de fokker of door de instandhouder is aangesteld om namens hem op te treden op Waals grondgebied.

1.2.2. Productieiders:

(a) Inschrijvingsnemer: een professionele marktdeelnemer die gerechtigd is om overeenkomstig punt 5.2.2 gewassen die bestemd zijn voor de productie van zaaizaad, ter keuring aan te bieden.

b) Vermeerderaar: een professionele marktdeelnemer die door de inschrijvingsnemer is aangewezen als verantwoordelijke voor het gewasbeheer en de specifieke zorg voor de productie en tijdelijke opslag van ruw zaad.

c) Stockeerder: een professionele marktdeelnemer die over de faciliteiten beschikt om tijdelijk op Waals grondgebied zaden op te slaan voor rekening van een registratiehouder.

1.2.3. Handelsbeambten:

a) Zaadhandelaar-bereider: een professionele marktdeelnemer die beschikt over de nodige voorzieningen om zaad op te slaan, te schonen, te drogen, te vormen, voor te bereiden, te ontsmetten en te verpakken.

b) bereider van mengsels: een professionele marktdeelnemer die op het Waalse grondgebied over de nodige voorzieningen beschikt om mengsels van zaden van verschillende soorten en rassen te bereiden, te verpakken, op te slaan en te bewaren.

c) Invoerder: een professionele marktdeelnemer die zaaizaad invoert uit een niet-EU-land.

d) Uitvoerder: een professionele marktdeelnemer die zaaizaad uitvoert naar een niet-EU-land.

1.2.4. Personen en instanties die bevoegd zijn voor toezicht onder officieel toezicht

a) Officieel gemachtigde keuringsmeester voor veldkeuring: de keuringsmeester die door de Dienst gemachtigd is om onder officieel toezicht veldkeuringen uit te voeren. Hij is ofwel een onafhankelijke natuurlijke persoon, een werknemer van een onafhankelijke organisatie of een werknemer van een zaadbedrijf; in het laatste geval worden veldkeuringen alleen uitgevoerd voor zaadproducties die voor keuring namens zijn werkgever zijn geregistreerd, tenzij de werkgever, de Dienst en de keurmeester die de keuring aanvraagt anders zijn overeengekomen.

b). Officieel erkend monsternemer: de monsternemer die door de Dienst is erkend om onder officieel toezicht monsters te nemen overeenkomstig de in artikel 22 vastgestelde maatregelen.

c) Officieel erkende monsternemingsleider van een zaadbedrijf: een monsternemingsleider die officieel door de Dienst is erkend en die binnen een zaadbedrijf is aangewezen als verantwoordelijke voor de instructies en de beschikbaarstelling van de benodigde monsternemingsapparatuur voor iedere officieel erkende monsternemer van het zaadbedrijf en die, zo nodig, controleert of een automatisch monsternemingsapparaat naar behoren functioneert.

d) Officieel erkend laboratorium: laboratorium dat door de Dienst is erkend om onder officieel toezicht zaadcontroles uit te voeren volgens de geldende internationale methoden, zoals die van de ISTA; overeenkomstig artikel 21, punt 2, van dit besluit.

e) Hoofdzaadanalist: een persoon die door de Dienst is gekwalificeerd als zijnde verantwoordelijk voor de goede werking van een officieel erkend laboratorium in het algemeen en voor de instructie en de goede werking van de apparatuur. Deze persoon is in dienst van het zaadbedrijf waartoe het officieel erkende laboratorium behoort. Deze persoon brengt aan de Dienst verslag uit over de behaalde resultaten.

f) Zaadanalist: een door de Dienst gekwalificeerd persoon die proeven verricht in een officieel door de Dienst erkend laboratorium en die in dienst is van het zaadbedrijf waartoe het officieel erkende laboratorium behoort.

1.3 Registratie van een professionele marktdeelnemer

Alle in de punten 1.2.1 tot en met 1.2.3 genoemde professionele marktdeelnemers die op Waals grondgebied zaaigranen in de handel brengen of produceren, worden onder één enkel nummer bij de Dienst geregistreerd.

1.3.1. Registratieprocedure

De professionele marktdeelnemer dient een aanvraag tot registratie in bij de Dienst.

Dit omvat de volgende informatie:

a) de persoonsgegevens van de aanvrager indien de aanvraag tot registratie niet door de te registreren professionele marktdeelnemer wordt ingediend: officiële naam, ondernemingsnummer en contactgegevens; in dit verband kan de registratie van een vermeerderaar of stockeerder worden uitgevoerd op basis van de gegevens die een registrant verstrekt bij de aanvraag tot registratie van een vermeerderingsperceel;

(b) de persoonsgegevens van de te registreren professionele marktdeelnemer: officiële naam, bedrijfsnummer, indien van toepassing, nummer van de vestigingseenheid en de contactgegevens van de verantwoordelijke persoon;

c) de activiteiten waarvoor de professionele marktdeelnemer wenst te worden geregistreerd; Voor een instandhouder of een gemachtigde moet een bewijs van de door de fokker verleende bevoegdheden worden overgelegd, of voor de gemachtigde een bewijs van de door de instandhouder verleende bevoegdheden;

d) indien van toepassing, de FAVV-erkenningsgegevens van de in te schrijven professionele marktdeelnemer;

Het geregistreerde bedrijf dient een bijgewerkte versie van de aanvraaggegevens in uiterlijk op 30 april van het jaar volgend op het jaar waarin de gegevens werden gewijzigd.

De Dienst wordt van elke wijziging van de onder b) bedoelde gegevens in kennis gesteld binnen 30 dagen na de wijziging van die gegevens.

Voor wijzigingen die niet binnen de gestelde termijn aan de Dienst zijn meegedeeld, zal onmiddellijk of binnen een door de Dienst gestelde termijn om correctie worden verzocht. Indien de marktdeelnemer deze gegevens niet binnen de gestelde termijn corrigeert, wijzigt of annuleert de Dienst de registratie.

1.3.2. Registratievereisten :

Elke overeenkomstig dit besluit geregistreerde professionele marktdeelnemer, voor zover het zijn registratie betreft,

- 1° kent en eerbiedigt de geldende reglementering inzake de certificatie en het in de handel brengen van zaaigranen;

- 2° wijst een persoon aan die verantwoordelijk is voor de goede werking van de installaties die worden gebruikt voor de productie of de verhandeling van zaden en voor de communicatie met de Dienst;

- 3° laat de Dienst toe controle- of toezichtsactiviteiten uit te voeren op zijn productie, in zijn onderneming en op de productiesites door de nodige uitrusting en voorzieningen ter beschikking te stellen voor de veiligheid van de werkomstandigheden;

- 4° deelt aan de Dienst alle informatie mee die nodig is voor de verschillende fasen van het productie- en marketingproces;

- 5° beschikt over systemen en procedures om de traceerbaarheid van de productie in elk stadium van het productie- en afzetproces te verzekeren;

- 6° brengt de Dienst op de hoogte van het begin en het einde van de activiteiten die hij als geregistreerd professionele marktdeelnemer mag uitoefenen.

1.4. Erkenningen van een professionele marktdeelnemer :[00e2][0080][0088][00e2][0080][0088]

De handelaars-bereiders van zaaizaden en bereiders van mengsels worden door de Dienst erkend.

1.4.1. Erkenningsprocedure:

Om geaccrediteerd te worden, moet de professionele marktdeelnemer :

- 1) tijdens de procedure tot registratie of na zijn registratie, een schriftelijke aanvraag tot erkenning indienen bij de Dienst;
- 2) het voorwerp uitmaken van een controle ter plaatse, uitgevoerd door de Dienst waarbij een inventaris wordt opgemaakt van de lokalen en installaties die in het kader van de activiteit gebruikt worden en waarbij vastgesteld wordt dat die lokalen en installaties geschikt zijn voor de betrokken activiteit;
- 3) bij de controle bedoeld onder 2) de persoon of diens gemachtigde aanwijzen die verantwoordelijk is voor de activiteit.

1.4.2. Erkenningsvoorwaarden:

De professionele marktdeelnemer moet bewijzen dat hij ten minste aan de volgende voorwaarden voldoet:

- 1° beschikken over lokalen en inrichtingen uitsluitend voorbehouden voor de werkzaamheden waarvoor een erkenning aangevraagd wordt. De oppervlakte moet in verhouding staan tot het te voorziene volume van het te produceren zaaizaad. De lokalen zijn proper en zorgen voor een goede bewaring van het zaad. De aanwezigheid van andere producten dan zaden is niet toegestaan. Na een controle ter plaatse kan de Dienst vrijstellingen verlenen voor het gebruik van de lokalen of faciliteiten. Er moet ten minste één schaal aanwezig zijn. Zo nodig moet de inrichting beschikken over apparatuur voor het nemen van representatieve monsters en over een etiketteringsmachine voor het aanbrenge van etiketten overeenkomstig de geldende voorschriften;
- 2° het verschafft de Dienst alle faciliteiten om de controleactiviteiten zelfstandig uit te voeren. De Dienst moet, indien dit noodzakelijk is, in de mogelijkheid gesteld worden om in dit lokaal eigen materiaal en documenten, in een afgesloten kast of ruimte, te bewaren;
- 3° hij identificeert de kritieke punten van het productieproces en ontwikkelt en past methoden toe om deze punten te bewaken en te controleren;
- 4° hij het zaad op de juiste wijze behandelt of zich ervan ontdoet wanneer het niet voldoet aan de wettelijke normen (op basis van zichtbare symptomen) van certificatie;
- 5° hij laat de zaden tijdens het productie- en certificatieproces bemonsteren en laat de zaadmonsters in een erkend laboratorium analyseren op gereguleerde niet-quarantaineorganismen en andere schadelijke organismen;
- 6° hij gebruikt verpakkingen die voldoen aan de geldende regelgeving wat betreft de sluiting en de identificatie;
- 7° hij bewaart de gegevens van de officiële keuringsdocumenten, certificeringsetiketten en andere documenten betreffende het zaaizaad zolang het zaaizaad zich op de productieplaats bevindt en tot ten minste één jaar nadat het de productieplaats heeft verlaten;
- 8° hij moet de verbintenissen nakomen die tegenover de Dienst zijn aangegaan voor activiteiten die onder officieel toezicht worden uitgevoerd.

1.4.3. Handhaving, opschorting of intrekking van de erkenning :

De erkenning is geldig van 1 juli tot en met 30 juni van het jaar dat volgt op de afgifte ervan. Ze wordt stilzwijgend hernieuwd van jaar tot jaar zolang de opgelegde voorwaarden vervuld zijn en de in 1.4.2 vermelde verbintenissen nagekomen worden.

De gemachtigde professionele marktdeelnemer stelt de Dienst onmiddellijk in kennis van elke belangrijke wijziging van de voorzieningen of van elke wijziging van de identiteit van de verantwoordelijke persoon.

In geval van onderbreking van de door de erkenning gedekte activiteiten, die aan de Dienst gemeld moet worden door de verantwoordelijke persoon, wordt de erkenning opgeschort. Bij de hervatting van de activiteiten wordt een controlebezoek zoals bepaald in 1.4.1. gedaan.

De directeur van de Dienst wijzigt de erkenning of trekt deze in wanneer:

- 1 aan de voorwaarden van 1.4.2 niet langer wordt voldaan;
- 2 de activiteiten waarop de erkenning betrekking heeft, niet langer worden uitgevoerd;
- 3 erkenningskosten niet worden betaald;
- 4 de marktdeelnemer erom vraagt;
- 5 inbreuken op de wetgeving betreffende het in de handel brengen van zaaizaad door de professionele marktdeelnemer worden vastgesteld door de officiële overheden van een ander gewest of een andere lidstaat en dat deze inbreuken van invloed kunnen zijn op de activiteiten of het zaaizaad van de professionele marktdeelnemer op het Waalse grondgebied. In dat geval deelt de dienst de professionele marktdeelnemer mee op welke gegevens en bronnen hij zijn beslissing baseert.

Wanneer de Directeur van de Dienst de erkenning van een professionele marktdeelnemer intrekt, stelt hij hem daarvan in kennis op een wijze die de verzending een zekere datum geeft, met opgave van de redenen voor zijn beslissing. Als de professionele marktdeelnemer de beslissing tot intrekking van de erkenning aanvecht, kan hij bij de Inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu een administratief beroep indienen binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het schrijven waarbij de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld hem ter kennis is gebracht.

Het administratief beroep vermeldt de verweermiddelen van de professionele marktdeelnemer.

De inspecteur-generaal neemt een beslissing en stelt de betrokkene daarvan in kennis op een wijze die de kennisgeving een bepaalde datum geeft.

1.5. Erkenning van een laboratorium:

De Dienst erkent een laboratorium om de kwaliteit van plantaardig materiaal te testen op de aanwezigheid van gereguleerde niet-quarantaineorganismen en andere schadelijke organismen als het laboratorium voldoet aan de voorwaarden van artikel 37, punt 4, van Verordening (EU) nr. 2017/625 van 15 maart 2017.

1.5.1. Procedures voor het verlenen en behouden van erkenning :

Het laboratorium dient bij de Dienst een erkenningsaanvraag in die de volgende informatie bevat:

- 1) een accreditatiecertificaat voor EN ISO / IEC 17025 zoals aangegeven in artikel 37, 4, e) van Verordening (EU) nr. 2017/625 van 15 maart 2017, met vermelding van het toepassingsgebied van de accreditatie zoals aangegeven in artikel 34, 5 van Verordening (EU) nr. 2017/625 van 15 maart 2017;
- 2) een kopie van de statuten van het verantwoordelijke laboratorium of de verantwoordelijke rechtspersoon;

3) de naam en het adres van het laboratorium; identificatie, met inbegrip van een natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor alle uitgevoerde tests;

4) de organen, de soorten tests en de bemonsterings- en vervoersprocedure waarvoor erkenning wordt aangevraagd;

5) bewijs van relevante ervaring met referenties over de uitvoering van tests op plantaardig materiaal om de aanwezigheid van ziekteverwekkers aan te tonen.

De erkenning geldt voor onbepaalde tijd, zolang het laboratorium aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° het aanvaardt en voert alle soorten analyseaanvragen uit waarvoor het laboratorium erkend is;

2° het gebruikt de door de Dienst meegedeelde informatie alleen in het kader van zijn opdracht;

3° het zendt een kopie van de analyseverslagen aan de Dienst toe op de door deze bepaalde wijze;

4° indien nodig en op verzoek van de Dienst neemt het deel aan interlaboratoriumproeven die op nationaal of internationaal niveau worden georganiseerd;

5° het brengt de Dienst op de hoogte van elke wijziging in de informatie die in de erkenning is opgenomen;

6° het waarborgt de kwaliteit van de geleverde diensten.

1.5.2. Weigering, opschorting en intrekking van de erkenning :

De Dienst weigert de gehele of gedeeltelijke erkenning van het laboratorium indien niet aan de voorwaarden van punt 1.5.1. is voldaan.

De Dienst weigert de gehele of gedeeltelijke erkenning van het laboratorium of trekt deze in indien niet aan de voorwaarden van lid 2, punt 1.5.1, 1° tot 4° is voldaan.

Op verzoek van het laboratorium trekt de Directeur van de dienst de erkenning geheel of gedeeltelijk in.

De Dienst kan op elk ogenblik van de erkenningsperiode een administratief en technisch onderzoek uitvoeren.

Wanneer de Directeur van de Dienst de erkenning van een laboratorium intrekt, stelt hij hem daarvan in kennis op een wijze die de verzending een zekere datum geeft, met opgave van de redenen voor zijn beslissing. Als het laboratorium de beslissing tot intrekking van de erkenning aanvecht, kan hij bij de Inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu een administratief beroep indienen binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het schrijven waarbij de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld hem ter kennis is gebracht.

Het administratief beroep moet de verweermiddelen van het officieel erkende laboratorium vermelden.

De Inspecteur-generaal neemt een beslissing die bij aangetekend schrijven aan de betrokkene wordt meegedeeld.

1.6. Tot de keuring toegelaten rassen

Rassen van de in artikel 3 van dit besluit genoemde soorten in de vorm van openbestoven rassen, hybride (intraspecifiek) rassen, chemische hybride rassen van zelfbestuivende soorten, SMD-hybriden of hybride soorten van kruisbestuivende soorten worden voor bestrijding aanvaard indien zij in de lijst zijn opgenomen :

- 1° in de nationale rassenlijst, of;

- 2° in de gemeenschappelijke rassenlijst, of;

- 3° op de O.E.S.O. lijst (Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling), als het ras alleen op de O.E.S.O.-lijst voorkomt, de zaadproductie uitsluitend bestemd is voor uitvoer naar derde landen.

Rassen waarvan de inschrijving in de nationale rassenlijst nog in behandeling is of, in het geval van rassen van een Belgische kweker, rassen waarvan de inschrijving in een lijst van een andere Lidstaat van de Europese Unie nog in behandeling is, worden eveneens tot de proeven toegelaten. In dit geval worden de partijen zaad van deze rassen pas officieel gecertificeerd nadat zij daadwerkelijk in een van de bovengenoemde rassenlijsten zijn ingeschreven; het bewijs hiervan wordt door de inschrijver aan de Dienst geleverd.

Onder bepaalde voorwaarden kan de Dienst echter toestemming verlenen voor het in de handel brengen van partijen zaad van rassen die onderworpen zijn aan registratie voor opname in de nationale rassenlijst voor landbouwgewassen.

De toestemming wordt alleen verleend voor tests op het landbouwbedrijf om gegevens over de teelt of het gebruik van het ras te verzamelen overeenkomstig artikel 4 van Beschikking 2004/842/EG van de Commissie van 1 december 2004 tot vaststelling van uitvoeringsregels volgens welke de lidstaten toestemming kunnen geven voor het in de handel brengen van zaai- of pootgoed van rassen waarvoor de opname in de nationale rassenlijst voor landbouw- of groentegewassen is aangevraagd

De bij bovengenoemd beslissing opgelegde verplichtingen zijn van toepassing.

1.7. Categorieën en klassen van certificeerbaar zaad :

Officieel onderzocht en gecertificeerd zaad wordt ingedeeld naar generatie en specifieke kwaliteitseisen overeenkomstig de definities in artikel 3, lid 1, punten 4 tot en met 10, van dit besluit.

Zaad kan worden gecertificeerd in een van de in tabel 1 vermelde categorieën of klassen.

Tabel 1

Categorieën en klassen	Zelfbestuivende soorten				Zelfbestuivende soorten***	
	Vrij bestoven rassen	Hybride ras			Vrij bestoven rassen	Hybride ras
		CHR*	CSM**	Andere		
Prebasiszaad	X	-	-	-	X	-
Basiszaad	-	-	X	X	-	X
Basiszaad E2	X	-	-	-	X	-
Basiszaad E3	-	X	X	X	X	X

Gecertificeerd zaad R1	X	-	-	-	-	-
Gecertificeerd zaad R2	X	-	-	-	-	-
*CHR: chemisch-hybride rassen, gebaseerd op rassen en/of lijnen die volgens de normale procedure als basiszaad zijn goedgekeurd en gecertificeerd. Voor de productie van het hybride ras worden de twee ouderrassen (of ouderlijnen) in parallelle stroken geteeld. Voor het vrouwelijke bestanddeel wordt, evenals voor het mannelijke bestanddeel, ten minste één band geïdentificeerd.						
** CSM : Cytoplasmatische mannelijke steriliteit voor de productie van basiszaad of gecertificeerd zaad van hybriden van <i>Hordeum vulgare</i> . De vrouwelijke lijn wordt door deze techniek mannelijk-steriel gemaakt. De mannelijke en vrouwelijke componenten worden samen gezaaid.						
*** worden beschouwd als kruisbestuivende soorten: kanariegras, rogge en maïs.						

1.8. Andere categorieën van zaad :

1.8.1. Kwekerszaad : Zaad dat door rasselectie is verkregen en behoort tot de generatie die aan het prebasiszaad voorafgaat.

1.8.2. Niet definitief gecertificeerd zaad:

Niet definitief gecertificeerd zaad van :

- oogsten van percelen die voorlopig zijn geaccepteerd, zijn overgedragen tussen een vermeerderaar, een stockeerder of een handelaar-voorbereider, of zijn verzonden naar een andere lidstaat van de Europese Unie;
- van gewassen in een andere EU-lidstaat, of in een derde land waaraan de EU gelijkwaardigheid voor veldkeuringen heeft toegekend.

HOOFDSTUK 2. — *Activiteiten onder officieel toezicht, goedkeuring, voorwaarden en voorschriften*

De Europese regelgeving staat ondernemingen toe bepaalde controles en onderzoeken zelf uit te voeren onder officieel toezicht, wanneer aan bepaalde voorwaarden is voldaan.

Ondernemingen die activiteiten onder officieel toezicht wensen uit te oefenen, alsook hun werknemers, dienen zich te houden aan de maatregelen van artikel 21 en artikel 22, § 2, van dit decreet.

2.1. Veldkeuring onder officieel toezicht :

2.1.1. Toepassingsgebied

Voor de productie van zaaigranen van alle klassen van de categorie gecertificeerd zaad kunnen veldkeuringen onder officieel toezicht worden uitgevoerd.

Om veldkeuringen onder officieel toezicht te kunnen uitvoeren, moet de registratiehouder hierom verzoeken bij de registratie van de teeltpercelen voor keuring.

Veldkeuringen onder officieel toezicht worden uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften voor officiële veldkeuringen in dit besluit.

2.1.2. Erkenning als "officieel erkend keuringsmeester" :

De dienst verleent erkenning als "officieel erkend keuringsmeester" aan de natuurlijke persoon die :

- het bewijs levert van zijn technische kwalificatie voor het uitvoeren van veldkeuringen voor een bepaalde soort, verkregen via officiële examens die door de Dienst worden georganiseerd of indien zijn technische kwalificatie wordt gegarandeerd door andere officiële Europese keuringsdiensten;
- volgt de door de Dienst georganiseerde theoretische of praktische studiedagen;
- voert ten minste om de drie jaar onder officieel toezicht veldkeuringen uit;
- overeenkomstig de instructies van de dienst de keuringsverslagen en andere administratieve documenten met betrekking tot de door hem verrichte gewaskeuringen opstelt.

De officieel erkende keuringsmeester is hetzij een onafhankelijk persoon, hetzij een persoon in dienst van een zaadbedrijf. In het laatste geval worden veldkeuringen onder officieel toezicht alleen uitgevoerd op zaadvermeerderingspercelen die geregistreerd zijn door het zaadbedrijf dat de keurmeester in dienst heeft, tenzij anders is overeengekomen tussen de Dienst, het zaadbedrijf dat de keurmeester in dienst heeft en een ander zaadbedrijf.

De officieel erkende keuringsmeester, niet in dienst van een zaadbedrijf, is belast met de uitvoering van veldkeuringen onder officieel toezicht van de Dienst.

De erkenning is geldig van 1 januari tot en met 31 december; zij wordt van jaar tot jaar stilzwijgend verlengd zolang aan de bovengenoemde voorwaarden wordt voldaan.

2.1.3. Weigering, opschorting of intrekking van de erkenning :

De directeur van de Dienst weigert de erkenning van een officieel erkende keuringsmeester geheel of gedeeltelijk indien niet aan de voorwaarden voor erkenning is voldaan. Hij schorst de erkenning van een officieel erkende keuringsmeester geheel of gedeeltelijk indien hij vaststelt dat de officieel erkende keuringsmeester een technische fout heeft begaan of de bepalingen van dit besluit betreffende de keuring van gewassen (veldkeuring) niet heeft nageleefd.

In dit geval krijgt de officieel erkende keuringsmeester een schriftelijke waarschuwing van de Directeur van de dienst waarbij hij gewezen wordt op de vastgestelde nalatigheid en op de opschorting van zijn erkenning.

De opschorting van de erkenning wordt opgeheven als de keuringsmeester een bijscholingscursus gevolgd heeft en geslaagd is voor een officieel examen dat door de Dienst georganiseerd wordt. De opschorting duurt niet langer dan 3 jaar; zoniet wordt de erkenning ingetrokken door de Dienst. In dit geval wordt de certificering van de onderzochte gewassen, wat de betrokken teeltcampagne betreft, nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen ter zake voldoet;

De directeur van de Dienst trekt de erkenning van een officieel erkende keuringsmeester geheel of gedeeltelijk in indien:

- 1) de Dienst vaststelt dat de officieel erkende keuringsmeester niet voldoet aan de bepalingen van dit besluit;
- 2° als de Dienst administratieve nalatigheden (onvolledige, onnauwkeurige of buiten de voorgeschreven termijnen ingediende documenten) bij een officieel erkende keuringsmeester vaststelt
- 3) de officieel erkende keuringsmeester het vraagt.

In de onder 1) en 2) genoemde gevallen wordt hem een schriftelijke waarschuwing gezonden. Als een keurder drie schriftelijke waarschuwingen toegestuurd krijgt tijdens drie opeenvolgende teeltseizoenen zonder voldoende geachte uitleg, wordt zijn erkenning door de Dienst ingetrokken;

Wanneer de Directeur van de Dienst de erkenning van een officieel erkende keuringsmeester intrekt, stelt hij hem daarvan in kennis op een wijze die de verzending een zekere datum geeft, met opgave van de redenen voor zijn beslissing.

Als de officieel erkende keuringsmeester de beslissing tot intrekking van de erkenning aanvecht, kan hij bij de Inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu een administratief beroep indienen binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het schrijven waarbij de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld hem ter kennis is gebracht.

Het administratief beroep moet de verweermiddelen van de officieel erkende keuringsmeester vermelden.

De inspecteur-generaal neemt een beslissing en stelt de betrokkene daarvan in kennis op een wijze die de kennisgeving een bepaalde datum geeft.

Wanneer de erkenning van een officieel erkende keuringsmeester wordt opgeschort of ingetrokken, wordt hij of zij opnieuw erkend om onder officieel toezicht keuringen uit te voeren.

2.2. Bemonstering onder officieel toezicht

2.2.1. Toepassingsgebied

Voor de productie van zaaigranen van alle soorten en klassen kunnen onder officieel toezicht monsters worden genomen.

De handelaar-bereider die handmatige zaadbemonstering onder officieel toezicht wenst, moet zich er elk jaar schriftelijk toe verbinden de zaadmonsters te laten nemen door officieel erkende monsternemers.

Een handelaar-bereider die een automatische zaadbemonstering onder officieel toezicht wenst, moet daartoe een aanvraag indienen bij de dienst en beschikken over technische apparatuur die voldoet aan de door de dienst vastgestelde voorwaarden voor monsterneming.

De bemonstering onder officieel toezicht wordt uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften voor officiële veldkeuringen in dit besluit.

Indien de analyse van het monster door een officieel erkend laboratorium wordt uitgevoerd, moet het monster in voldoende hoeveelheid worden genomen om het te kunnen verdelen in twee deelmonsters, waarvan het ene bestemd is voor analyse in het officieel erkende laboratorium en het andere voor eventuele controle in het officiële laboratorium voor zaadanalyse.

2.2.2. Erkenning als "officieel erkende monsternemer" :

De Directeur van de Dienst verleent een erkenning als "officieel erkend monsternemer" aan de natuurlijke persoon die :

- 1 het bewijs levert van zijn technische kwalificatie voor het uitvoeren van zaadbemonsteringen, gestaafd door officiële examens die door de Dienst worden georganiseerd of indien zijn technische kwalificatie wordt gegarandeerd door andere officiële Europese keuringsdiensten;

- 2 de door de Dienst georganiseerde theoretische of praktische studiedagen volgt;

- 3 ten minste om de drie jaar onder officieel toezicht bemonstering uit;

De erkenning is geldig van 1 januari tot en met 31 december; zij wordt van jaar tot jaar stilzwijgend verlengd zolang aan de bovengenoemde voorwaarden wordt voldaan.

De officieel erkende monsternemer haalt geen persoonlijk voordeel uit de resultaten van de monsterneming die hij uitvoert.

De officieel erkende monsternemer moet beschikken over de uitrusting die in de geldende internationale bemonsteringsmethoden wordt aanbevolen voor het nemen van monsters van partijen zaad.

2.2.3. Weigering, opschorting of intrekking van de erkenning:

De Dienst weigert de erkenning van een officieel erkende monsternemer geheel of gedeeltelijk indien niet aan de voorwaarden voor erkenning is voldaan.

De directeur van de Dienst kan de erkenning van een officieel erkende monsternemer geheel of gedeeltelijk schorsen of intrekken indien :

- a) de erkenningsvoorwaarden niet langer zijn vervuld;

- 1) de Dienst vaststelt dat de officieel erkende monsternemer niet voldoet aan de bepalingen van dit besluit;

- c) indien van toepassing, de officieel erkende monsternemer daarom verzoekt.

De Dienst verricht audits van de bemonsteringsactiviteiten volgens de modaliteiten die hij bepaalt;

Als de Dienst nalatigheden vaststelt bij de officieel erkende monsternemer, wordt hem een schriftelijke waarschuwing toegestuurd.

Als nalatigheden worden beschouwd :

- a) de non-conformiteiten opgespoord tijdens de voornoemde audit;

- b) herhaalde administratieve nalatigheden (onvolledige, onnauwkeurige of buiten de voorgeschreven termijnen ingediende documenten);

- c) resultaten die buiten de tolerantie vallen en die het resultaat zijn van vergelijkingen van controletests, uitgevoerd op monsters zaad van dezelfde partij door een officieel erkende monsternemer en door een officiële monsternemer.

De officieel erkende monsternemer zet orde op zaken binnen een met de Dienst overeengekomen termijn en vorm. Als de rechtzetting niet binnen de overeengekomen termijn geschiedt, wordt de erkenning door de Dienst opgeschort.

Bij gebrek aan rechtzetting binnen dertig dagen, te rekenen vanaf de vervaldatum van de overeengekomen termijn, wordt de erkenning ingetrokken door de Dienst. In dit geval wordt de certificering van het afgenomen zaad nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen terzake voldoet.

Wanneer de Directeur van de Dienst de erkenning van een officieel erkende monsternemer intrekt, stelt hij hem daarvan in kennis op een wijze die de verzending een zekere datum geeft, met opgave van de redenen voor zijn beslissing.

Als de officieel erkende monsternemer de intrekking aanvecht, kan hij bij de Inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu een administratief beroep indienen binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het schrijven waarbij de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld hem ter kennis is gebracht.

Het administratief beroep moet de verweermiddelen van de officieel erkende monsternemer vermelden.

De inspecteur-generaal neemt een beslissing en stelt de betrokkene daarvan in kennis op een wijze die de kennisgeving een bepaalde datum geeft.

Wanneer de erkenning van een officieel erkende monsternemer wordt opgeschort of ingetrokken, moet hij opnieuw worden erkend om nieuwe monsters te mogen nemen.

2.2.4. Toezicht op de bemonstering onder officieel toezicht :

Bij de controle van de bemonstering onder officieel toezicht worden de in paragraaf 2 van artikel 22 van dit besluit bedoelde maatregelen in acht genomen.

Bij automatische bemonstering behoeven geen controlemonsters te worden genomen, behalve wanneer bij een officiële controle een storing van de apparatuur wordt geconstateerd.

2.3 Zaadcontrole onder officieel toezicht :

2.3.1. Toepassingsgebied

Voor de productie van zaaigranen van alle klassen die gecertificeerd moeten worden, kunnen proeven onder officieel toezicht worden uitgevoerd.

De handelaar-bereider stelt een intern protocol op over het werkproces voor het uitvoeren van de tests onder officieel toezicht.

2.3.2. Erkenning als "officieel erkend laboratorium" :

De Dienst erkent een laboratorium in de zin van punt 1.2.4, c), indien het voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 21, 2°.

De erkenning geldt voor alle graansoorten of voor bepaalde soorten in het bijzonder. De erkenning heeft betrekking op de proeven die vereist zijn voor de certificering van partijen zaaizaad, als bepaald in artikel 4, paragraaf 1, punt 2, en in de punten 2 en 4 van bijlage 2.

Om te worden erkend, moet het laboratorium bij de dienst een aanvraag indienen die vergezeld gaat van informatie over de bekwaamheid van zijn personeel, over de apparatuur en faciliteiten en over de interne procedures voor het uitvoeren van tests onder officieel toezicht. Hij verbindt zich ertoe de geanalyseerde monsters gedurende één jaar ter beschikking van de Dienst te houden en gedurende drie jaar een register bij te houden van de geanalyseerde monsters en de resultaten daarvan.

Op basis van het ingediende dossier en een bezoek om de installaties te controleren, beslist de Dienst of een goedkeuring wordt verleend.

De erkenning geldt van 1 januari tot en met 31 december van het jaar; zij wordt stilzwijgend verlengd zolang aan de erkenningsvoorwaarden wordt voldaan.

De Dienst kan een erkenning van een officieel erkend laboratorium geheel of gedeeltelijk weigeren, opschorten, intrekken of schrappen indien :

- 1 aan bovengenoemde goedkeuringsvoorwaarden niet of niet langer wordt voldaan;
- 2 erkenningskosten niet worden betaald;
- 3 het laboratorium niet langer beschikt over een hoofdanalist of over een voldoende aantal officieel erkende laboratoriumanalisten voor de uit te voeren activiteiten.

De Dienst verricht audits van de activiteiten van het laboratorium volgens de modaliteiten die hij bepaalt.

Indien het officieel erkende laboratorium de werkingssfeer van zijn erkenning tot een nieuwe soort wenst uit te breiden, dient het daartoe een aanvraag in bij de Dienst. De Dienst besluit de uitbreiding toe te staan of te weigeren overeenkomstig de voorwaarden die op de oorspronkelijke erkenning van toepassing waren.

2.3.3. Opschorting of intrekking van de erkenning:

Als de Dienst nalatigheden vaststelt in de activiteiten van het laboratorium, wordt een schriftelijke waarschuwing aan de hoofdonderzoeker gericht.

Als nalatigheden worden beschouwd :

- a) de non-conformiteiten opgespoord tijdens de voornoemde audit;
- b) herhaalde administratieve nalatigheden (onvolledige, onnauwkeurige of buiten de voorgeschreven termijnen ingediende documenten);
- c) resultaten die buiten de tolerantie vallen en die het resultaat zijn van vergelijkingen van controletests die zijn uitgevoerd door het officieel erkende laboratorium en het officieel voor zaadtesten erkende laboratorium.

Het erkende laboratorium zet orde op zaken binnen een met de Dienst overeengekomen termijn. Als de rechtzetting niet binnen de overeengekomen termijn en in de overeengekomen vorm geschiedt, wordt de erkenning door de Dienst opgeschort.

Bij gebrek aan rechtzetting binnen dertig dagen, te rekenen vanaf de vervaldatum van de overeengekomen termijn, wordt de erkenning ingetrokken door de Dienst. In dit geval wordt de certificering van het onderzochte zaad nietig verklaard, tenzij kan worden aangetoond dat dat zaad nog steeds aan alle eisen ter zake voldoet.

Wanneer de Directeur van de Dienst de erkenning van een officieel erkend laboratorium intrekt, stelt hij hem daarvan in kennis op een wijze die de verzending een zekere datum geeft, met opgave van de redenen voor zijn beslissing. Als het officieel erkend laboratorium de beslissing tot intrekking van de erkenning aanvecht, kan het bij de Inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu een administratief beroep indienen binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het schrijven waarbij de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld hem ter kennis is gebracht.

Het administratief beroep moet de verweermiddelen van het officieel erkende laboratorium vermelden.

De inspecteur-generaal neemt een beslissing en stelt de betrokkene daarvan in kennis op een wijze die de kennisgeving een bepaalde datum geeft.

2.3.4. Het officieel erkend laboratoriumpersoneel :

De hoofd zaad analist en de analisten :

- 1 zijn door de Dienst gekwalificeerd indien deze technische kwalificatie is verkregen door middel van officiële door de Dienst georganiseerde examens of indien deze technische kwalificatie wordt gewaarborgd door andere officiële Europese controlediensten; in het laatste geval wordt de gedetailleerde reikwijdte van de bevoegdheid per analyse en per soort vermeld door de bevoegde officiële Dienst;

- 2 zijn verantwoordelijk voor de correcte toepassing van de richtsnoeren voor zaadcontrole en verbinden zich er schriftelijk toe de officiële regels in detail uit te voeren;

- 3 maken geen enkel persoonlijk voordeel uit de resultaten van de zaadanalyses die zij uitvoeren.

De hoofdzaadanalist fungeert als tussenpersoon tussen het officieel erkende laboratorium en het officiële zaadcontrolelaboratorium.

2.3.5. Controle van zaadtests onder officieel toezicht :

Bij de controle van de tests onder officieel toezicht worden de in punt 2° van artikel 21 bedoelde maatregelen in acht genomen.

HOOFDSTUK 3. — *Stelselmatige instandhouding van een ras*

Elke persoon belast met de instandhouding van een ras in het Waalse Gewest moet elk jaar, op 31 maart, aan de Dienst voor elk van de betrokken rassen het instandhoudingsprogramma schriftelijk voorleggen en daarbij de toegepaste methode en het gebruikte materiaal opgeven (ligging van het perceel, oppervlakte, geproduceerde hoeveelheden...). Op grond daarvan kan de Dienst keuringen ter plaatse uitvoeren.

Om zaaizaad, vanuit de instandhouding, in de handel te kunnen brengen moet de kweker, de instandhouder of hun de teelt ervan ter keuring aanbieden.

Indien de instandhouding in het buitenland gebeurt, moet het materiaal dat behoort tot een generatie voorafgaand aan het prebasiszaad, ter vermeerdering voorgesteld in Wallonië, vergezeld zijn van een verklaring van de instandhouder die volgende elementen bevat :

- 1) de geleverde hoeveelheid materiaal;
- 2) het referentienummer van de partij;
- 3) de beschrijving van het etiket op de verpakkingen (of een specimen van dat etiket);
- 4) de categorie en de klasse van het zaaizaad dat met het materiaal mag worden geproduceerd.

Deze gezamenlijke informatie moet uiterlijk bij de inschrijving van het gewas aan de Dienst worden overgemaakt.

HOOFDSTUK 4 – Keuringsveld

De Dienst gaat middels de invoering van een keuringsveld na of de partijen verhandeld zaaizaad conform zijn aan de vereisten inzake Europese en Waalse certificatie.

Het keuringsveld wordt gebruikt voor de evaluatie, over de gehele duur van de groeicyclus, van de zuiverheid van de soort, de rasidentiteit en de raszuiverheid van een partij.

Het keuringsveld wordt opgezet vanuit:

- 1 officiële monsters, namelijk: het officiële referentiemonster van de rassen, gebruikt bij het officiële onderzoek op het ras, of een monster genomen in een partij van een hogere klasse waarvoor op een officieel keuringsveld is vastgesteld dat het identiek is met een oorspronkelijk monster, gebruikt bij de inschrijving voor het officieel rasonderzoek, of een officieel referentiemonster, verkregen tijdens de vorige jaren;

- 2 monsters van partijen voor de vermeerdering, precontrole;
- 3 monsters van gecertificeerde partijen, post-controle;
- 4 monsters van partijen in de loop van het certificeringsproces.

Deze monsters worden genomen op homogene partijen door officiële, of officieel erkende, monsternemers. Een keuringsveld, ingericht in opdracht van de Dienst, of een keuringsveld, ingericht door een andere lidstaat door een daartoe bevoegde instantie, wordt ingezaaid.

De inschrijvingsnemer is verantwoordelijk voor het nemen voor een representatief monster van minstens elke partij waarvoor een inschrijving met het oog op vermeerdering bij de Dienst is ingediend.

Op grond van de waarnemingen, verricht op het keuringsveld, kan de beslissing genomen tijdens de veldkeuring worden herzien zonder evenwel gunstiger te kunnen worden.

Wanneer het aantal afwijkende planten, vastgesteld per perceel van X planten, in een monster van zaaizaad dat a posteriori ter controle werd afgenomen, overschreden wordt, dient ter analyse een nieuw monster te worden genomen. Si Als het nieuw monster onmogelijk te nemen is of als het resultaat van de analyse niet overeenstemt met de vereiste normen, wordt de partij niet verhandeld. De reeds verhandelde en niet-ingezaaide delen van de partij worden door de zaadhandelaar-bereider teruggenomen, en de officiële etiketten worden weggehaald. De normen op het vlak van het aantal afwijkende planten per aantal waargenomen planten voor een partij van een gegeven soort en klasse worden opgenomen in tabel 2.

Tabel 2:

Tabel 2 : Normen voor de a posteriori controles van gecertificeerd zaaizaad

Soort	Categorie.	Normen inzake minimale raszuiverheid in %	Maximumaantal afwijkende planten (op een perceel van x-aantal planten)					
			12000 pl	5000 pl	4000 pl	3000 pl		1000 pl
Haver, gerst, rijst, tarwen spelt (andere dan hybriden)	Prebasiszaad en basiszaad :	99,9	18	9	8	6	5	3
	Gecertificeerd zaaigran 1 ^e reproductie	99,7	46	22	18	14	10	6
	Gecertificeerd zaaigran 2 ^e reproductie	99,0	138	62	51	39	28	16
Triticale	Prebasiszaad en basiszaad :	99,7	46	22	18	14	10	6
	Gecertificeerd zaaigran 1 ^e reproductie	99,0	138	62	51	39	28	16
	Gecertificeerd zaaigran 2 ^e reproductie	98,0	265	117	95	73	51	28

HOOFDSTUK 5. — *Inschrijving voor de controle*

Gewassen bestemd voor de productie van prebasis-, basis- en gecertificeerd zaad worden bij de Dienst ingeschreven voor de datums vermeld in tabel 3.

Tabel 3 : Uiterste datum voor de inschrijving voor de controle

Zaaiperiode	Datum
Voor 01-01	15-01
Tussen 01-01 en 31-03	15-04
Tussen 01-04 en 30-04	05-05
Na 30-04	15 dagen na de inzaaiing

De Dienst kan na de uiterste datum tot en met 31 mei nog inschrijvingen aannemen als de vertraging gerechtvaardigd zou zijn en op voorwaarde dat de veldkeuringen nog in goede omstandigheden door kunnen gaan. Elke inschrijving die bij de Dienst ingediend worden na deze opgelegde datums worden beschouwd als laattijdige inschrijvingen.

5.1. Ligging van de teelt

Het gewas wordt in Wallonië ingezaaid.

Als het gewas over een gewestelijke of een nationale grens loopt, gebeurt de controle door de bevoegde overheid in het gewest of in het land waar het gewas zal zijn ingeschreven door de inschrijvingsnemer.

5.2. Inschrijvingsvoorwaarden

5.2.1. Fytosanitaire voorwaarden

Voor de inschrijving worden het vermeerderingsperceel en de uitgangspartij van het zaaigran vrij verklaard van alle plaagorganismen nader omschreven in Uitvoeringsverordening (EU) 2019/2072 van de Commissie van 28 november 2019 tot vaststelling van eenvormige voorwaarden voor de uitvoering van Verordening (EU) 2016/2031

van het Europees Parlement en de Raad, wat betreft beschermende maatregelen tegen plaagorganismen bij planten, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 690/2008 van de Commissie en tot wijziging van Uitvoeringsverordening (EU) 2018/2019 van de Commissie.

5.2.2. Bevoegde personen (inschrijvingsnemers)

De inschrijving van teelten voor de productie van prebasiszaad, evenals deze van rassen in de inschrijvingsprocedure, moet gebeuren door de kweker, de instandhouder of hun mandataris.

De inschrijving van teelten voor de productie van zaad uit de basiscategorie of de gecertificeerde categorie moet gebeuren door de kweker, instandhouder of hun Waalse mandataris of door een daartoe gemandateerde zaadhandelaar-bereider.

Door de inschrijving machtigt de inschrijvingsnemer de Dienst om aan de kwekers, de instandhouders of hun mandatarissen, op hun verzoek, en betreffende hun rassen, mededeling te doen van :

- 1) de identiteit van de inschrijvingsnemer;
- 2) de arealen ter controle voorgesteld en de aanvaarde arealen tijdens de veldkeuring;
- 3) de hoeveelheden zaaigraan gecertificeerd in elke categorie en klasse.

De overdracht van teelten of van hun producties brengt eveneens de overdracht van deze machtiging teweeg.

5.2.3. Oorsprong van het gebruikte zaaizaad (uitgangsmateriaal)

Om een teelt in te schrijven, verstrekt de inschrijvingsnemer de Dienst de identiteit van de gebruikte uitgangspartijen.

Deze identiteit wordt gestaafd door volgende documenten:

- 1 Voor het zaaigraan van de teler: het identificatiedocument van de teler, de instandhouder of hun gemachtigde;
- 2 Voor het prebasiszaaggraan en het zaaigraan van rassen waarvan de inschrijving in de nationale rassenlijst lopende is : de officiële certificeringsetiketten die de gebruikte uitgangspartijen dekken; in het geval van rassen waarvan de inschrijvingsprocedure lopende is, draagt het officiële etiket duidelijk de woorden "bestemd voor vermeerdering";
- 3 Voor het zaaigraan van de basiscategorie en van de gecertificeerde categorie:

Xx ofwel de gezamenlijke officiële etiketten die de gebruikte uitgangspartijen dekken;

Xx ofwel de verkoopfactuur of de leverbon voor de vermeerderaar, met vermelding van de soort, het ras, de klasse, het referentienummer van het lot, de nummers van alle officiële etiketten die de gebruikte uitgangspartijen dekken en het overeenstemmend gewicht.

Voor het zaaigraan van de teler, het prebasiszaaggraan of het zaaigraan van rassen waarvan de inschrijving in de nationale rassenlijst lopende is, verstrekt de inschrijvingsnemer de officiële documenten of etiketten bij de inschrijving van de teelt voor de controle aan de Dienst.

Voor het basiszaaggraan en het zaaigraan van de gecertificeerde categorie worden, in voorkomend geval, de officiële documenten of etiketten door de vermeerderaar overgemaakt aan de keurmeester belast met de controle over de teelt, bij diens eerste bezoek.

De teelt wordt afgekeurd indien deze officiële documenten of etiketten niet voorhanden zijn bij de inschrijving of, in voorkomend geval, bij de controle.

5.2.4. Uitzaaï van de monsters van het uitgangsmateriaal op het keuringsveld

De inschrijvingsnemer is er verantwoordelijk voor dat van elke partij die voor vermeerdering is bestemd een gemiddeld en representatief monster aan de Dienst wordt bezorgd met het oog op zijn inzaai in het keuringsveld.

Elk monster wordt duidelijk geïdentificeerd, waarvoor volgende gegevens nodig zijn:

- O de naam van de soort en van het ras;
- O het referentienummer van het lot waarvan het afkomstig is;
- O het producerend land;
- O de categorie en de klasse;
- O het registratienummer van de inschrijvingsnummer;
- O het gewicht van het monster;
- O de bestemming : controle van de uitgangspartij (precontrole) of a posteriori controle.

De monsters, genomen met het oog op het telen ervan op het keuringsveld, zijn uiterlijk in het bezit van de Dienst op de datums vermeld in tabel 4, dan wel uiterlijk op de datums die de verantwoordelijke van het keuringsveld heeft opgegeven. De Dienst kan afwijkingen toestaan, middels een schriftelijk en gemotiveerd verzoek van de inschrijvingsnemer.

Een monster van zaaigraan van een teler weegt 2 500 gram. Een monster van prebasiszaaggraan, basiszaaggraan, zaaigraan E2, E3, gecertificeerd zaaigraan R1 en R2 weegt 2 000 gram. Het gewicht van de monsters kan worden gewijzigd op verzoek van de instanties die de keuringsvelden inricht.

De bemonstering gebeurt door staalafnemers die ofwel officieel ofwel officieel erkend zijn, op aanwijzing van de inschrijvingsnemer.

Voor de productie van chemische hybride rassen van autogame soorten en CMS-hybriden verstuurt de inschrijvingsnemer een staal van elke ouderlijn zoals ingeschreven in de nationale rassenlijst of de gemeenschappelijke rassenlijst. Ze zijn gecertificeerd als basiszaaggraan. De monsters worden tegelijk ingezaaid met het controlemonster van het hybride ras afkomstig van de kruising van deze ouderlijnen.

Tabel 4:

Soort	Datum
Wintergerst	5/10
Rogge, spelt, triticale	25/10
Wintertarwe	15/11
Lentetarwe, lentegerst, haver	15/03
Mais	15/04

5.2.5. Rasbeschrijving

Voor het uitvoeren van veldkeuring dient de Dienst te beschikken over een officiële rasbeschrijving. Wanneer een ras, dat niet opgenomen is in de nationale rassenlijst, voor het eerst in Wallonië vermeerderd wordt, dient de inschrijvingsnemer tegelijkertijd met bovenvermeld monster bestemd voor het keuringsveld, de officiële rasbeschrijving van dit ras, zoals vastgesteld door UPOV International Union for the Protection of New Varieties of Plants of door het CPVO, het Communautair Bureau voor plantensoorten, aan de Dienst over te maken.

Elke gebeurlijke wijziging van deze beschrijving moet eveneens worden meegedeeld.

Voor een ras waarvan de inschrijving in de nationale rassenlijst of in de nationale rassenlijst van een andere lidstaat lopende is, maakt de inschrijvingsnemer een voorlopige rasomschrijving zoals ingediend bij de inschrijving van het ras voor opname in bovenvermelde rassenlijst aan de Dienst over.

5.3. Inschrijvingsprocedure

De inschrijving van de vermeerderingspercelen voor de controle bestaat hierin, dat de gemachtigde personen de Dienst, voor de vastgestelde datums, middels de inschrijvingsbulletins, alle gegevens verstrekken die nodig zijn om hem in staat te stellen de teeltcontrole te organiseren en uit te voeren. Deze gegevens zijn:

- 1 – de identificatie van de teler of diens gemachtigde alsook de aard van het mandaat;
- 2 – de identificatie van de inschrijvingsnemer : naam, adres, telefoonnummer en ondernemingsnummer;
- 3 – de identificatie van de vermeerderaar : naam, adres en telefoonnummer en ondernemingsnummer;
- 4 – de exacte ligging van het vermeerderingsperceel : hoofdnaam gemeente, voormalige gemeente, straat of gehucht en geo-gegevens van het perceel (GPS-coördinaten of Lambert-coördinaten) of het perceelsnummer toegewezen bij de laatste oppervlakte-aangifte aan de administratie voor landbouwsteun en het dienovereenkomstig orthofotovlak;
- 5 – het areaal van het perceel en de voorvruchten;
- 6 – de identificatie van het gebruikte zaaigraan;
- 7 – de soort;
- 8 – het ras;
- 9 – de categorie en de klasse, vermelding van de benaming opgegeven op de etiketten die op de verpakkingen van het gebruikte zaaigraan aanwezig waren;
- 10 – nummer van de partij;
- 11 – de instantie die de etiketten verstrekt heeft;
- 12 – het aantal etiketten en, voor de productie van het zaaigraan, de etiketnummers;
- 13 – de hoeveelheid gebruikt zaaigraan;
- 14 – de categorie en de klasse van het te produceren zaaigraan; dit is minstens één rang lager dan het gebruikte zaaigraan;
- 15 – de identiteit van de ouderlijnen voor de productie van de hybride rassen.

Er wordt één inschrijvingsbulletin per vermeerderingsperceel opgemaakt. Als perceel wordt beschouwd een niet onderverdeeld stuk land bezaaid met een gewas bestemd om zaaizaad te produceren van een welbepaald ras, categorie en klasse, gescheiden van elk buurgewas overeenkomstig de beschikkingen van dit reglement.

Wanneer bij de veldkeuring vastgesteld wordt dat de inschrijving betrekking heeft op meer dan één perceel, wordt de aanvankelijke inschrijving van de teelt vervangen door meerdere nieuwe teeltinschrijvingen die in verhouding staan tot het aantal vermeerderingspercelen waarop de initiële teeltinschrijving betrekking had.

De inschrijvingsbulletins gaan vergezeld van een samenvattende lijst van de percelen die opgemaakt is volgens de instructies van de Dienst, en in voorkomend geval:

- de identificatiedocumenten van de uitgangspartijen;
- de officiële of voorlopige rasomschrijving;
- de toelating van de teler, van de instandhouder of van hun gemachtigde voor de producties van zaaigraan in de prebasis en basiscategorieën;
- de gegevens van de rastests voor de rassen waarvoor een inschrijving lopende is in een rassenlijst of het afschrift van de machtiging tot verhandeling voor de rassen bedoeld in punt 1.6;
- elk ander document dat de Dienst nuttig acht.

5.4. Intrekking van de inschrijving

De vermeerderingspercelen, opgenomen voor de controle waarvoor de veldkeuring niet meer gewenst is, worden door de inschrijvingsnemer ingetrokken indien geen enkele veldkeuring werd uitgevoerd. In dat geval deelt de inschrijvingsnemer schriftelijk de bestemming van het zaaigraan uit het ingetrokken perceel aan de Dienst mee.

HOOFDSTUK 6. – Keuring van de teelten

6.1. Identificatie van de percelen:

Een perceel waarvoor de inschrijving is aanvaard wordt gekeurd indien het duidelijk geïdentificeerd kan worden door de keurmeester.

6.2. Precedent:

De maatregelen bepaald in bijlage 1, punt 1, zijn van toepassing.

Uitgezonderd voor de maïsteelt mag het vermeerderingsperceel geen graangewassen van dezelfde soort gedragen hebben in het voorafgaand jaar, behalve als de inschrijvingsnemer kan bewijzen dat het hetzelfde ras betrof.

6.3. Scheiding

Elk ingeschreven perceel wordt van het naburig perceel afgescheiden via een vrije strook, minstens 0,5m breed, behalve als de vermeerderaar elk risico dat bij de oogst mengsels worden veroorzaakt door mechanische werking.

Deze regel is niet van toepassing op aaneengesloten percelen die door dezelfde inschrijvingsnemer als afzonderlijke percelen werden ingeschreven en bestemd zijn voor de productie van zaaizaad van hetzelfde ras en dezelfde klasse.

6.4. Verwittiging van de vermeerderaar

De veldkeurmeester van een perceel verwittigt tijdig de vermeerderaar dat hij een keuringsbezoek zal afleggen en wijst de vermeerderaar erop, dat het te keuren perceel de voorwaarden naleeft inzake identificatie, scheiding en zuivering. De keurmeester stelt de vermeerderaar ook vragen over het gebruik van pesticiden op het te keuren perceel.

Als het perceel nog niet in orde is met één van de hierboven opgesomde punten, kan de vermeerderaar vragen dat de veldkeuring met maximum zeven dagen wordt uitgesteld.

Wanneer meerdere inspectiebezoeken zijn voorzien, worden de instructies die de keurmeester gegeven heeft bij een vorig bezoek uitgevoerd voor het navolgend bezoek.

Wanneer één enkel bezoek wordt voorzien, wordt geen enkele bijkomende keuring uitgevoerd, behalve als de inschrijvingsnemer daarom verzoekt. In dat geval wordt de bijkomende keuring op kosten van de inschrijvingsnemer uitgevoerd als de keuringsvoorwaarden nog steeds correct zijn.

De vermeerderaar licht de keurmeester daarover in, wanneer een veldkeuring niet meer uitgevoerd hoeft te worden wegens afkeuring of voorlopige declassering van het perceel, vastgesteld bij een vorig bezoek. De schrapping van de voorziene keuringen wordt onmiddellijk door de inschrijvingsnemer bevestigd.

6.5. Identificatie van het gebruikte uitgangszaaigraan

Overeenkomstig punt 5.2.3. maakt de vermeerderaar, bij de eerste (of enige) veldkeuring, de etiketten die op de verpakkingen van het gebruikte zaaigraan stonden, aan de keurmeester over, zorgvuldig gerangschikt per perceel; als de vermeerderaar deze etiketten nog aan andere officiële instanties of personen voorlegt, krijgt hij een ontvangstbewijs.

Als de etiketten niet voorgelegd worden, wordt het perceel onder voorbehoud gekeurd; dat perceel wordt enkel geklasseerd als de identiteit van het gebruikte zaaigraan bewezen kan worden aan de hand van een ander document afkomstig van de inschrijvingsnemer, waarop het partijnummer van het uitgangszaaigraan wordt opgegeven.

6.6. Veldkeuring

Veldkeuringen worden uitgevoerd door officiële inspecteurs of officieel erkende keurmeesters.

De officieel erkende keurmeesters kunnen bemerkingen maken over de teelten bestemd voor de productie van zaaigraan van de "gecertificeerde" categorie, van soorten aangewezen door de Dienst.

De veldkeuring bestaat uit één of meerdere bezoeken van de zaadteelt, met als doel zich te vergewissen van:

- de scheiding tussen de teelten;
- de staat van de teelt;
- de identiteit van de soort en van het ras;
- de zuiverheid van de soort en van het ras;
- de gezondheidstoestand van de teelt;
- de maatregelen, getroffen om te voorkomen dat ongewenste kruisbestuivingen ontstaan;
- de juiste behandeling van het perceel voor de productie van zaaigraan van de beoogde categorie of klasse.

Bij de veldkeuring moet het perceel in een zodanige toestand verkeren dat de waarnemingen juist kunnen worden uitgevoerd.

6.6.1. Aantal en tijdvak van de veldkeuringen

De stand en het ontwikkelingsstadium van het gewas moeten een afdoende veldkeuring mogelijk maken.

(a).

- twee voor de productie van prebasiszaaigraan, voor de productie van basiszaaigraan E2 en voor de productie van chemische hybride rassen en hybride CSM-rassen;
- één voor de productie van basiszaaigraan, voor de productie van basiszaaigraan E3 en voor de productie van gecertificeerd zaaigraan.

Wanneer één enkele keuring is voorzien, wordt deze uitgevoerd na de bloei. Wanneer twee keuringen zijn voorzien, worden deze uitgevoerd bij het volledige doorschieten en na de bloei.

(b). Voor *Zea mays* en *Sorghum* spp

De veldkeuring gebeurt zodra de eerste pluimen verschijnen en tot aan het einde van de bloei, volgens de nadere regels vastgesteld in punt 7, b), sub bb) van bijlage 1 bij dit besluit.

6.6.2. Buurschap.

Teelten moeten op afstand staan van elke bron van stuifmeel die een ongewenste kruisbestuiving zou kunnen veroorzaken, overeenkomstig de bepalingen van punt 2, punt 4a, punt 5a en punt 5bis van bijlage 1 bij dit besluit.

6.6.3. Zuiverheid van de soort en specifieke zuiverheid:

De keuringsmeester gaat na, of het gewas tot het ingeschreven ras behoort, dat het voldoende homogeen is, dat het ongewenst onkruid niet te talrijk opkomt en dat het teeltveld voldoende vrijstaat van planten uit voorvruchten.

6.6.3.1. Tellingsmethode.

A) Rogge (*Secale cereale*)

Per hectare : minstens tien tellingen, alle tellingen over 1m²;

Gemiddelde $\times 100 = X/\text{are}$

B) Maïs (*Zea mays*)

Het aantal te onderzoeken planten voor de productie van:

- Basiszaad: 5 x 200 per hectare of breukdeel van een hectare;
- gecertificeerd zaad : 4 x 100 per hectare met een maximum van 2.000 planten per perceel.

C) Andere soorten

Om de onzuiverheden van de soort te bepalen:

- Perceel tot vijf hectare: Vijf tellingen van 10 m²;
- Perceel groter dan 5 hectare: 1 bijkomende telling (van 10 m²) per bijkomende hectare.

Gemiddelde $\times 10 = X/\text{are}$

Om de onzuiverheden van het ras te bepalen:

- Perceel tot vijf hectare: 5 tellingen van het aantal aren of kolven, in functie van de te produceren klasse; zoals aangegeven in tabel 5;

- Perceel groter dan 5 hectare: 1 bijkomende telling (van 10 m²) per bijkomende hectare.

Tabel 5:

Te produceren klasse	Minimumaantal aren / kolven per telling
Prebasiszaad	10 000
Basiszaad E2	8 000
E3	4 000
gecertificeerd zaad R1:	2 000
R2	1 000

Voor de productie van chemische hybride rassen van autogame graangewassen, worden de vrouwelijke en mannelijke stroken gekeurd na het vormen van de aren / kolven.

6.6.3.2. Normen inzake onzuiverheden van de soorten

De geldige principes en toleranties worden in tabel 6 vermeld.

Tabel 6:

Aantal planten van een afwijkende graangewas-soort per are	Ingeschreven voor de productie van:		
$X \leq 3$	Prebasiszaad en basis-zaad :	R1	R2
$X \leq 6$		R1	R2
$X \leq 15$			R2
Bovenstaande normen worden strikt toegepast voor:- Wilde haver in de haver;- Tarwe en triticale in spelt;- Tarwe en rogge in triticale;- Spelt en triticale in tarwe;- Triticale in rogge			
In alle andere gevallen: aanvaarding onder voorbehoud van een afzonderlijke opslag en sortering			

6.6.3.3. Normen inzake rasonzuiverheden

De teelt is conform de vereisten inzake rasidentiteit en -zuiverheid als bepaald in de bepalingen van de punten 3, 4b), 5b) en 5bis b) van bijlage 1 bij dat besluit, evenals conform de bepalingen van punt 1 van bijlage 2 bij dat besluit.

Bovendien moeten de producties van prebasiszaaigraan aan dezelfde vereisten voldoen inzake rasidentiteit en -zuiverheid als voorzien voor basiszaaigraan.

Als afzonderlijk genoteerde rasonzuiverheden worden beschouwd:

- de planten van een ander ras;
- de natuurlijke hybriden;
- de mutanten, namelijk de smaragdgroenen, speltoïden en compactoïden in tarwe en de fatuoïden in haver.

Een gehalte van 1/1000 of minder aan mutanten wordt bij de veldkeuring niet als een rasonzuiverheid aangezien indien hetzelfde gehalte ook vastgesteld wordt op planten afkomstig van de teelt van zaaizaad van dezelfde moederpartij ingezaaid in een voorkeuringsveld.

In het geval van een productie van zaaigraan middels een chemisch hybridisatie agens voldoet de teelt aan de normen en voorwaarden inzake ras vermeld in punt 5 b) van bijlage 1.

Wanneer het kruisbestuivingspercentage H in het veld wordt bepaald, wordt volgende methode aangewend:

Na behandeling van het perceel met een chemisch hybridisatie agens, ofte ACH, worden 300 aren van de vrouwelijke ouderlijn voor de bloei met zakken beschermd:

$$H = 100 (1 - a/c),$$

Waarbij "a" staat voor het aantal granen of kolven die zich in de beschermde aren bevinden,

En waarbij "c" staat voor het aantal granen die zich in de onbeschermden aren / kolven van de met een chemische hybridisatie agens behandelde vrouwelijke lijn bevinden.

De percelen kunnen ook worden afgekeurd als de bestuiving van de mannelijke ouderlijn onvoldoende is wegens:

- ofwel het feit dat de mannelijke ouderlijn zich onvoldoende ontwikkeld heeft;
- ofwel het feit dat de bloei van beide ouderlijnen slecht op elkaar is afgestemd;
- ofwel het feit dat de mannelijke ouderlijn onvoldoende stuifmeel ontwikkeld heeft.

Opzuiveren is niet mogelijk.

6.6.4. De gezondheidstoestand van de teelt:

Wegens een slechte gezondheidstoestand kan een teelt worden afgewezen.

De officiële of officieel erkende keurmeesters gaan na of:

- het gewas nagenoeg vrij is van plaagorganismen die de bruikbaarheid en de kwaliteit van het zaad verminderen;
- beantwoordt aan de voorschriften inzake de quarantaine-organismen van de Unie, de quarantaine-organismen in beschermd gebied en de gereguleerde niet-quarantaine organismen als bepaald onder punt 6 van bijlage 1.

De aanwezigheid van planten aangetast door echt moederkoren wordt in het keuringsverslag gemeld als aantal korenaren per aar.

Een teelt wordt aangenomen voor zover zij beantwoordt aan de bijzondere normen vastgesteld in punt 6.6. per soort.

Aanleiding tot een afkeuring is, een wijziging van het uitzicht van het ras te wijten aan een chemische behandeling of een andere oorzaak zodat het ras niet meer geïdentificeerd kan worden.

Mogelijke aanleiding tot afkeuring is een slechte stand van de teelt en in het bijzonder de aanwezigheid van onkruid waarvan de zaden moeilijk te verwijderen zijn tijdens de triage. De keurmeester kan melden dat er bij de bereiding van de zaaizaden beperkende maatregelen gelden.

Eventuele opzuiveringen worden voor de veldkeuring doorgevoerd. Bij het plannen van meerdere veldkeuringen kan bijkomend opgezuiverd worden tussen de veldbezoeken door.

Op verzoek van de inschrijvingsnemer kan een perceel om een technische reden in twee of meer percelen opgedeeld worden. In dat geval kan de oorspronkelijke inschrijving worden ingetrokken en vervangen door nieuwe, laattijdige inschrijvingen in verhouding tot het aantal opgemaakte percelen.

6.7. Teeltrangschikking

De rangschikking van de teelt na de veldkeuring gebeurt door de Dienst op basis van de vaststellingen gedaan op het vermeerderingsveld en van de bij de inschrijving nagekeken documentatiegegevens.

Bij veldkeuringen onder officiële controle delen de officieel erkende keuringsmeesters de Dienst binnen de vijf dagen de gedane vaststellingen mee.

De rangschikking van de teelt na de veldkeuring kan herzien worden op basis van de vaststellingen gedaan op het keuringsveld zonder nochtans gunstiger te kunnen zijn.

Indien de rangschikking niet overeenkomt met de door de inschrijvingsnemer vooropgestelde klasse of indien de teelt afgekeurd wordt, worden de inschrijvingsnemer en de vermeerderaar binnen de twee werkdagen na de veldkeuring, door de Dienst op de hoogte gebracht. De Dienst verstrekt de inschrijvingsnemer en de vermeerderaar een afschrift van het keuringsverslag met de omstandige reden van de declassering of de afkeuring.

De ongunstige resultaten op het gebied van kenmerken waarvan de mogelijkheid tot waarneming zeer vlug kan evolueren (vb. bloeikleur vlas) worden onmiddellijk per fax, telefonisch of per e-mail gemeld aan de inschrijvingsnemer.

In het uitzonderlijke geval dat de inschrijvingsnemer voldoende technische redenen kan invoeren om een bijkomend onderzoek aan te vragen, kan een nieuwe veldkeuring worden toegestaan. De aanvraag is behoorlijk gemotiveerd en wordt schriftelijk aan de Dienst gericht binnen drie werkdagen volgend op de mededeling van het resultaat. De aanvullende veldkeuring wordt uitgevoerd indien normale keuringsomstandigheden blijven bestaan en de uitvoering ervan gebeurt steeds door een officiële keuringsmeester nadat de nodige maatregelen zijn genomen.

Als de inschrijvingsnemer en/of de vermeerderaar de bij de veldkeuring en/of bijkomende veldkeuring gemaakte vaststellingen betwist, kan hij een tegenkeuring aanvragen. De aanvraag is behoorlijk gemotiveerd en wordt binnen drie werkdagen na de mededeling van het resultaat schriftelijk aan de Dienst gericht, met opgave van de betwiste vaststellingen. In dit geval is het verboden wijzigingen (opzuivering of andere fysische tussenkomst, ...) aan het perceel of aan de teelt aan te brengen. De tegenkeuring wordt uitgevoerd door een officiële keurmeester aangewezen door de Dienst en bijgestaan door de keurmeester die de vorige vaststellingen heeft gedaan, bij voorkeur in aanwezigheid van een vertegenwoordiger van de inschrijvingsnemer.

Indien wordt vastgesteld dat een opzuivering of een andere fysische tussenkomst heeft plaatsgehad, worden de vaststellingen van het vorige bezoek onherroepelijk te boek gesteld.

Als het vermeerderingsperceel geweigerd wordt, wordt de bestemming van de oogst op het perceel door de inschrijvingsnemer aan de Dienst meegegeed.

Deze gezamenlijke keuringsverslagen worden uiterlijk tegen volgende datums aan de Dienst verstuurd:

Teelt	Datums
<i>Hordeum vulgare L.</i>	10 juli
Graangewassen met strostengels behoudens <i>Hordeum vulgare L.</i>	21 juli
Overige graangewassen :	15 augustus

De Dienst kan de datums aanpassen aan de weersomstandigheden.

Worden deze datums niet nageleefd, dan kan het betrokken perceel afgekeurd worden, behalve als de inschrijvingsnemer een schriftelijk, verantwoord afwijkingverzoek aan de Dienst richt.

De rangschikking van een partij na de veldkeuring is voorlopig.

HOOFDSTUK 7. — Keuring van niet-bewerkt zaad

7.1 Algemeen

Alle nodige maatregelen worden door de inschrijvingsnemer getroffen opdat, op ieder tijdstip:

- de rechten van de teler, de instandhouder en hun gemachtigden gewaarborgd blijven;
- de partij zaaigraan duidelijk geïdentificeerd wordt;
- geen enkele mogelijkheid tot besmetting of niet-geoorloofde vermenging zou bestaan;
- een wisseling van partijen onmogelijk wordt gemaakt.

De inschrijvingsnemer brengt de Dienst waar het zaaigraan in ontvangst wordt genomen, op de hoogte van het begin van de werkzaamheden.

De inschrijvingsnemer die niet-bewerkt zaad afstaat aan een andere bevoegde persoon, bevestigt dat in een schriftelijke verklaring die hij afgeeft aan de Dienst bij de inontvangstname van het niet-bewerkt zaad.

De inschrijvingsnemer kan, op grond van een schriftelijk akkoord van de teler, van de instandhouder of hun gemachtigden, zaaigraan afstaan die toebehoren aan generaties die stammen van voor het zaadgoed van de gecertificeerde categorie en van zaadgoed van rassen waarvoor een inschrijving gaande is in de nationale rassenlijst of de nationale rassenlijst van een andere lidstaat van de Europese Unie. De teler, de instandhouder of hun gemachtigden bepaalt de hoogste categorie en de hoogste klasse die toegewezen kunnen worden. Genoemde categorie en klasse kunnen evenwel niet hoger zijn dan het basiszaad.

Indien er geen akkoord tot stand komt, wordt het zaad hoogstens ingedeeld als zaad in de "gecertificeerde" categorie.

7.2. Oogst - Inontvangstname - Opslag en vervoer niet-bewerkt zaad

De inschrijvingsnemer is verantwoordelijk voor de oogst, het vervoer, de ontvangst, de opslag, het droging en de voor-reiniging van niet-bewerkt zaad. Elke aanvoer of afvoer van niet-bewerkt zaaigraan naar of uit de opslagplaats of de vestiging van de zaadhandelaar-bereider of de stockeerder optredend in opdracht van de inschrijvingsnemer genoteerd op een steekkaart waarvan het model door de Dienst wordt vastgelegd.

Deze fiche, ingevuld door de inontvangstnemer aangewezen door de inschrijvingsnemer wordt bewaard in de opslagplaats voor zaaigraan en wordt ter beschikking van de Dienst gehouden.

Onmiddellijk nadat het perceel is geoogst, wordt een exemplaar van deze behoorlijk ingevulde fiche aan de Dienst overgemaakt.

Het niet-bewerkt zaaigraan afkomstig van teelten gelegen in een ander gewest, een andere lidstaat van de Europese Unie of een land met een gelijkstellingsstelsel en waarvan de veldkeuring door de gewestelijke buitenlandse keuringsdienst is verricht, dienen vergezeld te zijn van de officiële documenten waaruit blijkt dat het zaaigraan is gekeurd overeenkomstig de Europese reglementering. De officiële documenten uit een ander gewest kunnen een veldkeuringsverslag of een vervoerstoeelating en het officiële grijze etiket zijn als de partij opgeslagen was bij een andere marktdeelnemer dan de vermeerderaar. De officiële documenten van een andere lidstaat zijn het officiële grijze etiket en het internationale vervoersdocument als bedoeld in bijlage 5.

De interventie van de Dienst wordt aangevraagd door de professionele marktdeelnemer die niet-bewerkt zaad naar een andere lidstaat van de Europese Unie wenst te vervoeren. De officiële keurmeester zal de internationale vervoermachtiging voor niet-bewerkt zaad afleveren, een monster nemen, het grijze etiket voor niet definitief goedgekeurd zaad aanbrengen en de waar verzegelen.

Een vervoersmachtiging is nodig voor het vervoer van niet-bewerkt zaad tussen stockeerdere, handelaarsbereiders en mengselbereiders.

De inschrijvingsnemers zorgen ervoor dat kopieën van de veldkeuringsverslagen alsmede de gebeurlijke aanvullende brieven ter beschikking van de Dienst worden gehouden op de plaatsen van inontvangstname en opslag. Hetzelfde geldt voor de officiële geleidedocumenten en de officiële grijze etiketten voor niet definitief gecertificeerd zaad of de O.E.S.O.-etiketten waardoor het binnengebracht en ingevoerd niet-bewerkt zaad is gedekt.

7.3. Menging van niet-bewerkt zaad:

Niet-bewerkt zaad van éénzelfde soort en ras kunnen samengebracht worden om één samengestelde partij te vormen, behoudens als het prebasiszaad of basiszaad E2 betreft als er bij de veldkeuringen beperkende maatregelen zijn uitgesproken voor dat zaad.

Elke samengestelde partij is homogeen. In het geval van zaadmengsels van verschillende klassen krijgt de samengestelde partij de laagste klasse toegewezen.

Aan de samengestelde partij die zich in de certificeringsprocedure bevindt mag geen zaad worden toegevoegd.

Voor iedere mengpartij wordt door de zaadhandelaar-bereider of door de stockeerder die optreedt voor de rekening van de zaadhandelaar-bereider een verslag van samenstelling opgemaakt overeenkomstig de instructies van de Dienst.

7.4. Bereiding

Enkel bruto-zaden in ontvangst genomen overeenkomstig de hierboven vermelde voorwaarden komen in aanmerking voor officiële goedkeuring.

Zij worden bereid onder een partijnummer, hetzij het productienummer voor de niet gemengde partijen, hetzij een referentienummer voor de gemengde partijen.

7.5. Intrekking

De terugtrekking uit de keuring van niet gecertificeerde (niet-bewerkte of gesorteerde) zaaizaden moet voorafgaandelijk en schriftelijk aan de Dienst gemeld worden met vermelding van de bestemming.

HOOFDSTUK 8. — *Officiële certificering*

De zaadhandelaar-bereider, zelf inschrijvingsnemer of optredend voor de rekening van de inschrijvingsnemer, mag slechts zaaizaden ter certificering aanbieden die afkomstig zijn van teelten die met succes de voorgeschreven controles hebben ondergaan en die beantwoorden aan de vastgestelde normen voor de soort, het ras, de categorie en klasse waarin deze zaaizaden moeten worden gecertificeerd.

Een partij zaaigraan wordt voorlopig geklasseerd op grond van normen, vastgesteld bij de veldkeuring voor de soort, het ras, de categorie en de klasse waarin het zaaigraan is gecertificeerd en, in voorkomend geval, de wens van de teler, de instandhouder of hun gemachtigden om de partij commercieel te declasseren.

8.1. Bemonstering

Er worden monsters genomen door officiële bemonsteraars of officieel erkende bemonsteraars op homogene zaadpartijen die ter certificering worden voorgelegd om na te gaan of ze aan de normen voldoen.

Het maximumgewicht van een partij, evenals het minimumgewicht van de partijen voor analyses bestemd, worden per soort omschreven als vermeld in bijlage 3.

Een partij ingehuld zaad, behalve behandeld zaad en plug mix zaad, bevat minstens één miljard zaden en het gewicht ervan, inhullingsmateriaal inbegrepen, overschrijdt niet de 40 ton, met een marge van vijf percent (42 ton). Het maximumgewicht van de partij behandeld zaad en plug mix zaad wordt bepaald volgens bijlage 3, zonder rekening te houden met het inhullingsmateriaal.

Het minimumgewicht van een monster dat van een partij wordt genomen, kan, in het kader van een hercertificering, lager zijn dan het bepaalde gewicht maar moet minstens 2500 zaden bevatten.

8.2. Analyse en classificatie

De monsters worden onderzocht, ofwel door een officieel laboratorium voor zaadonderzoek, ofwel door een officieel erkend laboratorium.

De analyses betreffende de gereguleerde niet-quarantaineorganismen worden uitgevoerd door een gemachtigd laboratorium op grond van bijkomende minsters die officieel of onder officiële controle worden genomen.

Het zaad voldoet aan de certificeringsnormen bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, en in bijlage 2 bij dit besluit. Het nagaan van de overeenstemming met de normen wordt op grond van laboratoriumanalyses vastgesteld.

De analyse van het kiemvermogen of van de mechanische zuiverheid wordt enkel vereist als de Dienst acht dat de betrokken partij daaromtrent twijfelachtig is. In deze gevallen legt de zaadhandelaar-bereider, om te bewijzen dat de partij niet twijfelachtig is, gunstige ontledingsuitslagen voor, uitgevoerd op monsters die hij genomen heeft. Deze monsters worden genomen op het tijdstip van de samenstelling van de partij op elk samenstellend deel, niet-bewerkte partijen, of op het tijdstip van bereiding van de partij.

De analyse van het maximumgehalte aan zaden van andere plantensoorten wordt uitgevoerd:

- ofwel ter plaatse door een officiële keuringsmeester, gemachtigd door het officiële laboratorium voor zaadonderzoek;
- ofwel in een officieel laboratorium voor zaadonderzoek;
- ofwel in een officieel erkend laboratorium.

Het laboratoriumonderzoek voor certificering en hercertificering mag niet meer dan twee maanden voor het aanbrenge van de officiële certificeringsetiketten zijn uitgevoerd.

In geval van scheikundige behandeling moeten alle zaden duidelijk zichtbaar gekleurd zijn.

De officiële certificering en de definitieve klassering van de partij worden verricht op basis van laboratoriumsresultaten.

8.3. Bijzondere certificaat voor het ontbreken van wilde haver

Als bij de veldkeuring de teelt vrij is van *Avena fatua* en als een monster van minstens één kilogram, genomen met strikte nalvering van de terzake geldende voorschriften, vrij is van *Avena fatua* of als een monster van minstens drie kilogram, genomen volgens voornoemde procedure, vrij is van *Avena fatua*, verstrekt de Dienst op aanvraag een bijzonder officieel certificaat.

8.4. Officieel gecertificeerde partijen

Voor de verhandeling draagt elke verzegelde verpakking van een officieel gecertificeerde partij een officieel certificeringsetiket dat ofwel door de Dienst, ofwel onder officiële controle van de Dienst door de zaadhandelaar-bereider verstrekt wordt. Het etiket wordt vastgehecht zodat het onmogelijk door andere documenten kan worden vervangen of opnieuw kan worden gebruikt. In voorkomend geval wordt er een etiket van de leverancier bijgevoegd, met aanvullende informatie.

8.4.1. Officiële etiketten

De etiketten kunnen niet worden afgescheurd. Ze zijn zelfklevend of in de verzegelde verpakking ingenaaid. Indien het etiket voorzien is van een oogje moet het officieel verzegeld worden.

De officiële etiketten worden enkel aan de verpakking vastgemaakt als het zaad beantwoordt aan de certificeringsnormen die op het etiket worden vermeld.

In afwijking hiervan kunnen de etiketten voorlopig afgeleverd en vastgemaakt worden aan de verpakking tijdens de bemonstering op voorwaarde dat de zaadhandelaar-bereider er zich toe verbindt de partij niet te laten vertrekken vooraleer een gunstige ontledingsuitslag ontvangen te hebben.

Bij spoedeisendheid kan de levering aan de eerste commerciële bestemming, voor zover deze niet de eindgebruiker is, na verwittiging van de Dienst, plaatsvinden met voorlopig afgeleverde etiketten alvorens de officiële uitslag van het reglementair kiemvermogen gekend is, op voorwaarde dat de zaadhandelaar-bereider zich ertoe verbindt het vereiste kiemvermogen te waarborgen op een bijzonder etiket van de leverancier en de partij terug te nemen als de laatste ontledingsuitslagen ongunstig zijn.

Een officieel etiket draagt de officiële inhoudelijke gegevens vermeld in bijlage 4 bij dit besluit.

Voor de rassen waarvoor een inschrijvingsprocedure in een rassenrassenlijst gaande is en waarvoor de machtiging tot verhandeling van de partijen ervan gegeven werd overeenkomstig I.6., dient het etiket volgende bijkomende inhoudelijke gegevens te vermelden:

Xx voor de naam van het ras: de referentie van de teler, de voorgestelde naam of de goedgekeurde naam en, in voorkomend geval, het officieel nummer van de aanvraag tot inschrijving van het ras in de rassenrassenlijst;

Xx "nog niet officieel ingeschreven ras";

Xx "enkel voor tests en analyses".

In het geval van een chemische behandeling dient de naam van elke actieve stof van de gebruikte producten op het etiket van de leverancier of op de verpakking vermeld te staan.

Wanneer het gecertificeerd zaad beantwoordt aan de vereisten voor de gereguleerde niet-quarantaine organismen, bevatten de officiële etiketten het fyto-sanitair paspoort, overeenkomstig artikel 1, punten 3 en 4, van Uitvoeringsverordening (EU) 2017/2313 van de Commissie van 13 december 2017 tot vaststelling van de vormvoorschriften voor het plantenpaspoort voor het verkeer binnen het grondgebied van de Unie en het plantenpaspoort voor het binnenbrengen in en het verkeer binnen een beschermd gebied.

Voor zaad van een genetisch gemodificeerd ras vermeldt het etiket duidelijk dat het een genetisch gemodificeerd ras betreft door toevoeging bij de naam van het ras van de woorden "genetisch gemodificeerd ras".

Als de marktdeelnemer op het etiket bijkomende informatie wenst toe te voegen die niet voorzien is in deze reglementering en die niet door de Dienst is nagegaan, kan hij dit doen met een duidelijke onderscheiding tussen deze informatie en de officiële informatie, bijvoorbeeld door gebruik van een neutrale kleur of door deze aanvullende informatie te laten voorafgaan door de woorden "Volgens aangifte".

Het officieel etiket bevat geen enkele vorm van publiciteit.

De Dienst mag, op aanvraag en het opleggen van voorwaarden, afwijkingen vaststellen voor het in de handel brengen van kleine hoeveelheden ten behoeve van de laatste gebruiker voor wat betreft verpakking, sluitingssysteem en merking.

8.4.2. Kleur van de etiketten

De etiketten hebben volgende kleur:

- wit met een paarse diagonale streep, voor prebasiszaad;
- wit voor basiszaad;
- blauw: voor gecertificeerd zaad van de eerste reproductie (R1) en gecertificeerd zaad;
- rood: voor gecertificeerd zaad van de tweede reproductie (R2);
- groen: voor zaadmengsels van verschillende soorten of van rassen;
- oranje: voor de rassen waarvoor een inschrijvingsprocedure in de nationale rassenlijst gaande is.

8.4.3. Verstrekken van de officiële etiketten

De Dienst verstrekt:

- officiële, ingevulde certificeringsetiketten;
- officiële, vooraf gedrukte etiketten die de zaadhandelaar-bereider dient in te vullen overeenkomstig punt 8.4.4;
- een toelating voor de zaadhandelaar-bereider, op diens aanvraag, zodat hij de officiële etiketten kan bestellen en ze vooraf kan laten drukken overeenkomstig een door de Dienst verstrekt model.

Dit wordt door de Dienst toegelaten:

- als hij het concept voor het vooraf af te drukken officieel etiket heeft kunnen goedkeuren,
- als hij van de zaadhandelaar-bereider de verbintenis krijgt dat:

Xx deze enkel een bepaald aantal officiële etiketten per model aanvraagt, waarbij een doornummering, bevattende een letter-cijfercode, nageleefd wordt;

- hij de officiële etiketten gebruikt overeenkomstig de regels van dit besluit;
- hij een gebruiksregister dagelijks bijhoudt.

De verplichtingen die met deze verbintenis verbonden zijn eindigen als de officiële etiketten bij de Dienst zijn teruggekeerd.

Als de zaadhandelaar-bereider de voorwaarden bepaald in de verbintenis niet naleeft, kan de Dienst de toegestane machtiging herroepen en de wettelijke verantwoordelijke bij de onderneming eventueel iedere andere sanctie bepaald bij de reglementering opleggen. In dat geval wordt de voorraad aan nog ongebruikte etiketten onmiddellijk opgevraagd.

8.4.4. Het invullen van officiële etiketten ter beschikking gesteld door de Dienst

De zaadhandelaar-bereider vult de officiële, door de Dienst ter beschikking gestelde etiketten in met zijn eigen toestellen, op voorwaarde dat hij er zich jaarlijks toe verbindt volgende voorwaarden na te leven:

- de officiële, ter beschikking gestelde etiketten worden enkel gebruikt voor het zaadgoed dat in het eigen bedrijf wordt verpakt. Officiële etiketten mogen geenszins aan derden worden overgedragen of te hunner beschikking gesteld;
- de zaadhandelaar-bereider houdt dagelijks een register bij waarin de nummers van de binnenkomende en uitgaande officiële etiketten worden opgeschreven, samen met de partijen die ze identificeren en met de overeenstemmende hoeveelheden. Dat register staat te allen tijde ter beschikking van de Dienst;
- de partijen met officiële etiketten die nog niet definitief aanvaard zijn door de Dienst wegens ontbrekende gunstige uitslagen blijven, duidelijk identificeerbaar, opgeslagen in de bedrijfsinterne opslagplaats, totdat ze aanvaard worden.

Bij teruggave van de officiële etiketten eindigt deze verbintenis.

Als vastgesteld wordt dat bovenvermelde verplichtingen niet worden nagekomen, kan de Dienst de toelating onmiddellijk intrekken en de wettelijke verantwoordelijke van het bedrijf andere sancties als bepaald in de reglementering opleggen.

8.5. Officiële sluiting.

8.5.1 Algemeen

De verpakkingen worden officieel gedicht door de Dienst ofwel, onder officieel toezicht van de Dienst, door de zaadhandelaar-bereider of de mengselbereider. Verpakkingen worden zo gedicht dat ze geopend kunnen worden zonder dat het sluitsysteem beschadigd wordt of zonder dat de etiketten of de verpakkingen de sporen van hantering dragen.

De verpakkingen worden verzegeld. Deze verzegeling is evenwel niet noodzakelijk in de hieronder opgesomde gevallen en onder de volgende voorwaarden :

O bij gebruik van klepzakken : het kleefdocument mag op de zijkant van de zak aangebracht worden;

O zakken met genaaide sluiting : indien het al dan niet zelfklevend scheurvrij document dat geen enkele voorafgaandelijke perforatie vertoont in de lengte wordt vastgehouden in de sluitingsnaad van de verpakking. Elk etiket dat sporen van meer dan één sluitingsnaad vertoont, voldoet niet aan de regelgeving;

O zakken van een niet geweven stof die met een naad wordt gesloten, op voorwaarde dat op ten minste één kant van de opening een onuitwisbare opdruk voorkomt met een schaal van nummers beginnende met het nummer 1 aan de bovenkant, of een soortgelijke opdruk, die dient om aan te tonen dat de zakken nog hun oorspronkelijke afmetingen hebben.

Na de definitieve certificering en sluiting kan de Dienst aanvullende monsters nemen.

8.5.2. Opslag van goedgekeurd zaaizaad in niet definitieve verpakkingen

Partijen zaaizaad waarvan een gunstige uitslag bekend is en die alsnog niet definitief verpakt zijn, worden als definitief goedgekeurd beschouwd indien ze onder toezicht van de Dienst opgeslagen worden. Iedere behandeling van deze partijen en officiële sluiting ervan dient te gebeuren onder toezicht van een officiële keurmeester.

8.5.3. Los vervoer van gecertificeerd zaaizaad

Het los vervoer van gecertificeerd zaad van de ene zaadhandelaar-bereider naar de andere is toegelaten onder de volgende voorwaarden :

- O de Dienst wordt op voorhand verwittigd dat er een los vervoer gepland wordt;
- O de vrachtwagen of de containers zijn volledig gesloten en verzegeld;
- O de etiketten worden op de vrachtwagen of de containers aangebracht en er wordt een vervoerstoeleting opgesteld.

8.6. Afgekeurde partijen

Voor een partij die wegens een ongunstige uitslag niet gecertificeerd wordt, moeten de eventueel voorlopig afgeleverde etiketten teruggegeven worden aan de Dienst. De zaadhandelaar-bereider neemt een beslissing binnen de negentig dagen volgend op de beslissing tot niet-certificering wat betreft de bestemming van de partij. Op de termijn van 90 dagen kan de Dienst een afwijking toestaan na een verantwoorde aanvraag.

Bij betwisting van de uitslag van het monster kan de zaadhandelaar-bereider binnen de 5 werkdagen ofwel een nieuwe officiële ontleding van hetzelfde monster door een officieel laboratorium aanvragen, ofwel een nieuwe officiële bemonstering door een officiële monsternemer laten uitvoeren en ontleding aanvragen.

Indien een nieuwe officiële ontleding van hetzelfde monster aangevraagd wordt kan het laboratorium een andere analysemethodiek toepassen.

Als er een nieuwe bemonstering wordt aangevraagd en als de ontleding op dezelfde wijze verricht wordt als voor de eerste ontleding, wordt rekening gehouden met de uitslag van de tweede ontleding voor zover hij binnen de statistieke schommelingen van ISTA (International Seed Testing Association) blijft. Bij gebruik van een verschillende ontledingmethode, wordt rekening gehouden met de uitslag verkregen met deze ontledingmethode.

Bij een nieuwe ontleding kan deze beperkt blijven tot het kenmerk dat aan de basis lag van de ongunstige uitslag voor zover er geen interactie mogelijk is met de andere kenmerken. Deze optie wordt niet toegelaten voor de uitgifte van ISTA-bulletins.

Indien de zaadhandelaar-bereider, na toelating door de Dienst, de partij herbewerkt hetzij door een nieuwe sortering, hetzij door een homogeen mengsel met een partij van hetzelfde ras en dezelfde klasse, is certificering pas mogelijk nadat een gunstige uitslag van de herbewerkte partij afgeleverd is. In het geval dat het mengsel het resultaat is van een partij van hetzelfde ras maar van een andere klasse wordt de laagste klasse van de gemengde componenten toegekend.

De zaadhandelaar-bereider deelt de Dienst mee, welke bestemming gegeven wordt aan iedere afgekeurde partij die niet als zaaigraan verhandeld wordt. Deze partijen worden binnen de negentig dagen te rekenen van de ontvangst van de beslissing tot afkeuring uit de magazijnen van de zaadhandelaar-bereider weggehaald.

HOOFDSTUK 9. – Verrichtingen op gecertificeerd zaadgoed

9.1. Opdelen en herverpakken

Opdelen of herverpakken van partijen officieel gecertificeerd zaadgoed gebeurt op aanvraag bij een zaadhandelaar-bereider, onder het toezicht van de Dienst.

Opgedeelde en herverpakte partijen krijgen nieuwe etiketten met dezelfde inhoudelijke gegevens als de initiële etiketten, aangevuld met:

- de datum van de nieuwe sluiting;
- de certificeringsinstantie die de vorige sluiting heeft verricht en de vorige sluitingsdatum.

9.2. Samenstelling van partijen:

Partijen niet bewerkt en/of officieel gecertificeerd zaad van één zelfde soort of ras kunnen door, al naar gelang, daartoe erkende marktdeelnemers, handelaars-bereiders of mengselbereiders samengebracht worden onder toezicht van de Dienst, om een samengestelde partij te vormen. Elke samengestelde partij is homogeen en maakt het voorwerp uit van een samenstellingsverslag waarin omstandig omschreven wordt, welke partijen deel uitmaken bedoelde samengestelde partij.

De laagste klasse van de verschillende samenstellende delen wordt aan de samengestelde partij toegewezen.

De samengestelde partij wordt gecertificeerd overeenkomstig de voorwaarden onder 8.2.

9.3. Zaadmengsels

Partijen bestaande uit verschillende soorten of rassen van graangewassen kunnen, zo dit doeltreffend is, op grond van wetenschappelijke of technische kennis door mengselbereiders of handelaars-bereiders worden gemengd om de verspreiding van sommige plaagorganismen te bestrijden.

De verschillende samenstellende delen van een mengsel voldoen voor het mengen ervan aan de daarop toepasselijke verhandelingsregels. Er is een nieuwe ontleding van het kiemvermogen van het te mengen zaad vereist als de laatste ontleding van één van de samenstellende delen of de laatste sluiting verder dan twaalf maanden in het verleden ligt.

De bereider verstrekt de Dienst de gezamenlijke certificaten die de gemengde zaden initieel dekten.

Elk zaadmengsel dient homogeen te zijn en maakt het voorwerp uit van een bemonstering, en het daarvoor gebruikte monster wordt tijdens één jaar bewaard.

Het mengsel is onder een officieel, groenkleurig certificeringsetiket verhandelbaar, waarop de inhoudelijke gegevens vermeld staan en dat overeenstemt met de afmetingen bedoeld in punt A, b) en in punt B in bijlage 4 bij dit besluit.

9.4. Hercertificering

Een partij zaad dat sinds meer dan één jaar gecertificeerd werd, kan op grond van gunstige uitslagen op vlak van kiemvermogen, verkregen door officiële analyse of analyses onder officiële keuring van een officiële partij of officieel genomen partij, opnieuw gecertificeerd worden.

Bij twijfel over de conformiteit van het zaad met de daarvoor geldige voorwaarden, voert het laboratorium, overeenkomstig punt 2° van bijlage 2, ontleding als aanvulling op de ontleding van het kiemvermogen uit. Als de partij niet meer voldoet aan de daarvoor toepasselijke normen, kan zij herwerkt worden als bedoeld onder 8.2. Bij betwisting van de uitslag zijn de nadere regels van 8.5 van toepassing.

9.5. Chemische behandeling op vraag van de eindgebruiker

Definitief gecertificeerde of officieel gesloten partijen kunnen, op vraag van een eindgebruiker, behandeld worden met chemische en biostimulerende producten. De parameters die door de behandeling beïnvloed kunnen worden ondergaan een nieuwe ontleding ter certificering. Als de uitslagen gunstig zijn, worden nieuwe officiële etiketten uitgereikt.

9.6. Verbroken zegels op officieel gecertificeerde partijen

De handelaars-bereiders lichten de Dienst daarover in, als definitief gecertificeerde partijen niet als zaad verhandeld zullen worden. De bestemming van deze partijen is aangeduid en de etiketten worden ter beschikking van de Dienst gesteld.

HOOFDSTUK 10. — Binnenbrengen en invoer

10.1 Zaad binnengebracht vanuit een lidstaat van de Europese Unie

10.1.1. Niet-bewerkt zaad

Het binnenbrengen van niet-bewerkt zaad met het oog op verwerking of verpakking in Wallonië wordt toegelaten mits waarborgen verstrekt door de buitenlandse certificeringsdienst. Vervolgens wordt het zaad behandeld als omschreven onder 8.2.

Voor het vervoer tussen naburige lidstaten kan de Dienst bilaterale akkoorden sluiten met als onderwerp de voorwaarden geldend voor het vervoer en het vervoerde zaad. De Dienst kan de vrijstelling van de vereiste van het fytosanitair paspoort overeenkomstig artikel 82, § 3, van Verordening (EU) nr 2016/2031 van 26 oktober 2016 goedkeuren.

Voor het reproductiemateriaal dat een ras toebehoort dat niet in de gemeenschappelijke rassenlijst of in de nationale rassenlijst opgenomen is dient het bewijs te worden geleverd dat het zaad, al naar gelang, na vermeerdering of sortering, bestemd is voor uitvoer naar een derde land, behalve indien het rassen betreft die beschikken over de nodige toelating om op de markt te kunnen worden gebracht overeenkomstig punt 1.6.

10.1.2. Definitief gecertificeerd zaaizaad

Controle bij het binnenbrengen is niet verplicht voor producten die in het vrije verkeer zijn in de Europese Unie. Zaaizaad draagt dan officiële etiketten die al naar gelang met het fytosanitair paspoort gekoppeld zijn.

De invoerder van zaad brengt zich in overeenstemming met de vereisten van artikel 25, § 2, van genoemd besluit.

10.2. Controle van zaaizaad ingevoerd uit derde landen

Zaaizaad kan ingevoerd worden uit derde landen waarmee de Europese Unie een gelijkstellingsregeling heeft vastgesteld.

In dat geval dienen volgende gelijkstellingsvoorwaarden te worden vervuld:

- 1) het OESO-land heeft voor betrokken soorten een gelijkstelling met de Europese Unie;
- 2) het ras is vermeld op de rassenlijst van de OESO en op de rassenlijst van de Europese Unie;
- 3) het OESO-certificaat bevat volgende inhoudelijke gegevens:
 - a. « EC-norms »;
 - b. « ISTA-methods » (voor USA en Canada « AOSA-methods »);
- 4) het ISTA-certificaat is bij de invoer aanwezig.

De Dienst gaat na, of de gelijkstellingsvoorwaarden zijn vervuld.

Als de gelijkstellingsvoorwaarden niet vervuld zijn, wordt het in verkeer brengen van het zaad niet toegelaten.

Bij gebrek aan gelijkstelling wordt de invoer van zaad toegelaten indien het zaaizaad :

- behoort tot een ras dat deelneemt aan de officiële proeven met het oog op inschrijving in de nationale rassenlijst en bestemd wordt om aan voormelde proeven deel te nemen;
- bestemd wordt voor veredelingsdoeleinden of wetenschappelijke doeleinden;
- bestemd wordt voor vermeerdering met uitvoer van het product naar derde landen;
- bestemd wordt voor wederuitvoer naar derde landen.

In voornoemde gevallen verstrekt de invoerder het bewijs dat één van de voorwaarden nageleefd wordt en voegt dat bewijs bij het invoerdocument.

HOOFDSTUK 11. — OESO-certificering

11.1. Toepassingsgebied

De rassen van soortgroep graangewassen, voortgebracht volgens één van de O.E.S.O. certificeringssystemen, kunnen volgens de geldende regels van het desbetreffende systeem gecertificeerd worden.

Op aanvraag kan de Dienst een certificaat ten titel van OESO-systeem uitreken, rassencertificeringssysteem voor zaad dat in de internationale handel verkeert.

11.2. Certificaten

11.2.1. Rassen die voorkomen op de O.E.S.O.-rassenlijst en, hetzij op de gemeenschappelijke rassenlijst, hetzij in de nationale rassenlijst

Voor uitvoer naar derde landen en op aanvraag kunnen de certificaten, voorzien door het O.E.S.O. certificeringssysteem, de gewone keuringsdocumenten die het in Wallonië voortgebracht zaaizaad dekken, vervangen.

11.2.2. Rassen die uitsluitend op de O.E.S.O.-rassenlijst voorkomen :

De partijen zaaizaad van deze rassen uit teelten, gevestigd in Wallonië en toegelaten tijdens de veldkeuring, worden gedekt door de certificaten waarin het OESO-certificeringssysteem voorziet als het zaaizaad voldoet aan de normen van dat systeem.

Deze partijen zijn uitsluitend bestemd voor uitvoer.

11.2.3. OESO-etiketten of merking van de verpakkingen van zaaizaad

Het OESO-etiket kan al dan niet gekleefd worden.

Het materiaal waaruit het bestaat moet stevig genoeg zijn om bij normaal gebruik ervan niet aangetast te worden.

Het heeft een rechthoekig formaat en vertoont dezelfde kleurencodes als de officiële etiketten die in Wallonië worden gebruikt. Het wordt evenwel gekenmerkt door een bijkomend kenteken dat de vorm aanneemt van een minstens 3 cm brede zwarte strook aan de linkerkant van het etiket.

De woorden "O.C.D.E. Seed Scheme" en "Système de l'O.C.D.E. pour les Semences" staan op dat zwarte deel afgedrukt.

De certificaten, opgesteld in het Frans of in het Engels, bevatten volgende gegevens:

- de naam en het adres van de Dienst;
- de soort (Latijnse naam);
- het ras;
- de categorie;
- het referentienummer van de voorafgaande partij van de code met drie letters ISO-3166-1 voor België en de initialen van de bevoegde overheid (=BEL/SPW);
- het opgegeven netto- of brutogewicht of het opgegeven aantal zaden;
- het enig serienummer toegewezen aan elk etiket, voor de identificatie ervan;
- het producerend land;
- het producerend gewest (voor de lokale rassen);
- de verklaring van herverpakking en verandering van etiketten (in voorkomend geval).

Wanneer de gegevens op onuitwisbare wijze afgedrukt staan op de verpakking, moeten de tekstschikking en de daartoe voorziene spatie zo goed mogelijk gelijken op de tekstschikking en spatie op een normaal etiket.

Er mag in de ruimte voorbehouden voor de onuitwisbare opname van de gegevens geen enkele publiciteit op het etiket of op de verpakking vermeld staan.

Voor een partij prebasiszaad, basiszaad en gecertificeerd zaad kan de Dienst eveneens, op aanvraag, de resultaten van de laboratoriumontleding overeenkomstig de ISTA-normen uitreiken om een internationaal oranje certificaat voor een partij zaden uit te reiken.

11.3 Nieuwe sluiting

De eigenaar die een partij zaden, ingevoerd onder de vlag van OESO-certificaten, wenst te herverpakken en van nieuwe etiketten wenst te voorzien kan dit aan de Dienst vragen op voorwaarde dat er voorafgaandelijk mee ingestemd wordt door de aangewezen bevoegde overheid van het producerend land, enkel als de heretikettering voorzien wordt voor de certificering in een andere categorie zaden.

De nadere uitvoeringsregels worden door de Dienst bepaald.

11.4. Monsters

Van elk gecertificeerd of opnieuw gecertificeerd lot wordt een officieel monster genomen voor de veldkeuring.

HOOFDSTUK 12. – *Controle van zaaigran voor de uitvoer bestemd*

Op vraag van de uitvoerder kan de keuring volgens de criteria plaatsvinden om zich in overeenstemming te brengen met de gesloten handelsverplichtingen of de geldende reglementering van het invoerland.

De uitvoerder legt de fytosanitaire invoereisen van het bestemmingsland aan de Dienst voor.

De Dienst stelt een procedure vast tot omschrijving van de nadere regels die in acht dienen te worden genomen om een fytosanitair certificaat uit te reiken.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2021 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen.

Namen, 23 december 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS